

Alerte
au Venezuela

Le Venezuela vient de connaître une alerte que d'autres pays d'Amérique latine pourraient subir à leur tour dans les années qui viennent. On pensait que les coups d'État appartenaient à l'histoire sur ce continent où ils faisaient figure, il n'y a pas si longtemps, de mode de désignation classique des autorités suprêmes. Mais excepté, qui confirme ainsi son statut de nation la plus armée économiquement et politiquement de la région, tous les pays situés au sud du Rio Grande ont fait le choix de la démocratie, même si celle-ci est parfois bien formelle.

Le coup de main d'un groupe de militaires, dont on connaît mal, il est vrai, les origines et les motivations, ressemble à s'y méprendre à un avertissement. Le Venezuela a longtemps joui d'une situation politique privilégiée. La démocratie y est à peu près respectée depuis plus de trente ans grâce à l'alternance au pouvoir des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates. Les deux partis ont des bases sociales diversifiées même si, pour l'essentiel, les sociaux-démocrates recrutent parmi les catégories les plus pauvres. Les uns et les autres acceptaient jadis, avec de fortes nuances, le principe qu'il valait mieux subventionner, grâce aux revenus de la manne pétrolière, les produits de première nécessité destinés à la population.

Cette doctrine valait en particulier pour... les pétroliers eux-mêmes. Il était possible, il y a quelques lustres encore, d'acheter un litre d'essence pour l'équivalent de quelques dizaines de centimes. Accoutumés aux facilités relatives du boom pétrolier des années 70, les Vénézuéliens ont subi le choc de la politique néolibérale appliquée, après un revirement idéologique considérable, par le social-démocrate Carlos Andrés Pérez. La tampa de l'essence bon marché était passée. L'État s'est progressivement désintéressé de tout un secteur d'activités visant à maintenir à un prix artificiellement bas les services et les produits courants.

Les émeutes de février 1989, moins de trois semaines après le retour au pouvoir, célébré avec éclat, de M. Pérez, étaient déjà un sévère avertissement. Il y en a eu d'autres.

Le plan d'austérité, comme le chef de l'État le rappelle sans cesse, a certes eu des effets très positifs sur l'économie générale du pays, avec pour conséquences une réduction sensible du taux d'inflation, une augmentation des réserves en devises et une croissance des investissements étrangers. Mais la baisse sensible du pouvoir d'achat de la majorité de la population a alimenté une grogne quasi générale, qui a finalement touché l'armée elle-même.

Ce sont des officiers et des soldats, qui avaient vu comme les autres catégories leurs revenus réels diminuer et qui se disaient écorchés par la corruption, y compris celle touchant l'entourage direct du président, qui ont décidé de tenter ce qui paraissait jusqu'ici incongru et même absurde : un coup d'État militaire au nom d'une restauration de valeurs telles que l'honnêteté et la bonne gestion des richesses nationales. L'événement est humiliant pour M. Carlos Andrés Pérez lui-même. Il est inquiétant pour l'évolution de l'ensemble du sous-continent.

Lire page 3 les articles de notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

M0147 - 0206 0 - 6.00 F



La session extraordinaire du Parlement sur l'affaire Habache

L'opposition déposera une motion de censure contre le gouvernement

M. François Mitterrand a annoncé, mardi 4 février, la convocation du Parlement en session extraordinaire le 7 février pour entendre une déclaration du premier ministre, M. Cresson, après les remous provoqués par le séjour en France de M. Habache. « Il n'y a plus d'affaire Habache », a déclaré, néanmoins, le président de la République, qui estime que cette affaire « n'est pas grave ». L'opposition en juge autrement, qui déposera une motion de censure contre le gouvernement.



Mauvais présages

par Jean-Marie Colombani

« O rage, ô désespoir... » Manifestement, M. Mitterrand, plus « démonté » qu'il ne l'admet par l'affaire Habache, plus remonté qu'il n'était raisonnable, enrage de voir l'opinion tourner le dos à ce qu'il considère comme l'essentiel, à savoir les succès qu'il rencontre sur la scène internationale et la

façon dont la France, finalement, tient son rang. M. Mitterrand devrait pourtant être le dernier surpris du décalage qui peut exister entre la situation réelle d'un pays, les données objectives qui permettent de l'appréhender, et l'état psychologique et politique de ce même pays. 1955 : c'est la meilleure année économique de la IV^e République ; elle est suivie,

en 1956, par la vague poujadiste (au sein de laquelle prend place, déjà, M. Le Pen). 1967 : c'est l'année la plus riche du gaullisme ; elle est suivie par l'explosion de mai 1968. 1988-1990 : ce sont, objectivement, les années les plus prospères que le pays ait connues depuis le déclenchement de la crise pétrolière en 1973.

Lire la suite page 8

Lire aussi

- La lassitude d'Edith Cresson
par THIERRY BRÉHIER
- Une escapade « rafraîchissante »
par ALAIN ROLLAT
- Les attaques contre les médias
par PATRICK JARREAU
- La convocation du Parlement
par JEAN-LOUIS SAUX
pages 8 à 11
- M. Bush a donné un accord tardif au projet de conférence des puissances nucléaires en Europe
page 28
- « Messieurs les journalistes »
par PIERRE GEORGES
page 27

L'agonie yougoslave

I. - Une communauté fragile

Edgar Morin nous livre ses réflexions après son séjour dans les républiques yougoslaves.

par Edgar Morin

La Yougoslavie était un microcosme euro-méditerranéen. Composée en majorité de Slaves, elle constituait en fait une association d'Ouest et d'Est-Européens. Croatie et Slovénie relevaient de l'histoire occidentale, latine puis italienne et germanique. Serbie et Macédoine relevaient de l'histoire orientale, byzantine puis ottomane. La Yougoslavie appartenait à la fois à l'aire mitteleuropéenne, à l'aire danubienne, à l'aire balkanique, à l'aire méditerranéenne. En 1989, ses populations catholiques, orthodoxes, islamiques, juives semblaient vivre ensemble dans une paisible convivialité. Sa fédération, devenue confédération, semblait un

modèle, une promesse. Elle préfigurait à l'Est ce vers quoi l'Ouest européen s'acheminait lentement et difficilement. La Yougoslavie avait échappé à l'emprise de l'empire soviétique dès 1947. Son système totalitaire s'était quelque peu libéralisé économiquement via l'expérience, ratée, d'autogestion, et culturellement en ouvrant progressivement une place aux débats d'idées. Le noyau dur de l'État-parti demeurait certes intact, mais la lente évolution depuis 1947, accélérée après la mort de Tito (1980) et la mise en œuvre de la Constitution fédérale de 1974, avec collégialité et rotation des présidences, semblait devoir éviter à l'ensemble yougoslave les ruptures et les crises qui affectèrent brutalement à partir de 1989 les pays de l'empire soviétique et provoquèrent le désastre de ce dernier.

Lire la suite page 2 et nos informations page 6

Les revanches de Boris Nikolaevitch

Le président Eltsine n'en finit pas de savourer sa victoire sur Mikhail Gorbatchev

par Jan Krauze

Boris Eltsine est écroulé sur son pupitre, comme incapable de se relever. C'est l'automne 1987, la séance du « Gorkom », l'organisation du Parti communiste de la ville de Moscou vient de s'achever. Sa défaite est consommée, il est limogé de ses fonctions de premier secrétaire ; malade, tiré presque de force de son lit d'hôpital, il a été contraint d'écouter les intervenants se succéder pour instruire son procès, ou plutôt de participer à la curée.

Mikhail Gorbatchev - l'homme qui a organisé sa chute - le prend alors doucement par le bras et l'aide à sortir de la salle.

Automne 1991 : devant un Mikhail Gorbatchev médusé, Boris Eltsine vient d'annoncer la suspension du Parti communiste, autant dire la « fin du monde », de ce monde où le secrétaire général a toujours vécu et qu'il a essayé de réformer. M. Gorbatchev essaie encore de donner le change, de répondre aux questions toujours plus hostiles des députés de Russie. M. Eltsine met fin à ses tour-

ments, le fait applaudir. Lui passe un bras autour de l'épaule et l'accompagne vers la sortie...

La vie de Boris Eltsine est ainsi faite « de hauts et de bas », comme il l'expliquait lui-même à la BBC, peu après avoir été, selon sa propre expression « mis KO ». C'est aussi l'histoire d'une étonnante revanche, une revanche qu'il n'en finit pas de goûter.

Lire la suite et nos informations pages 4 et 5 ainsi que l'article de JEAN PERRIN « Nostalgie du côté de la rue Darn... »

Le service national et les beurs

Le Haut Conseil à l'intégration estime que les jeunes Franco-Maghrébins devraient remplir leurs obligations militaires en France.

Lire page 14 l'article de PHILIPPE BERNARD

Le Front national vingt ans après

III. - La guerre culturelle.
Lire page 12 l'article de MICHEL GUERRIN

La lutte contre le chômage

L'ANPE va proposer une solution individuelle aux 500 000 personnes qui se trouvent sans emploi depuis plus d'un an.

Lire page 20 l'article d'ALAIN LEBAUDE

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

« Le Monde des carrières », page 21
« Le Monde immobilier », pages 22 et 23

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

7, PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55
23, PLACE VENDÔME, PARIS. 40.15.03.51

DÉBATS

L'agonie yougoslave

Suite de la première page

Et pourtant les causes mêmes de l'effacement de la Yougoslavie, au point de vue de la dislocation de la communauté yougoslave des nations et ethnies, parce qu'elle était constituée d'éléments issus de destins historiques très divers, a été trop fragile et récente pour se cristalliser en communauté de destin. Or c'est le sentiment d'une communauté de destin, nourri par une histoire vécue en commun, des valeurs, croyances, rites, coutumes partagées, qui donne substance et consistance à une identité et une entité nationales.

Prenons l'exemple crucial des Serbes et des Croates. Apparemment, ce sont des frères slaves du Sud (yougoslaves), ayant pratiquement une langue commune dont la seule différence est dans l'alphabet latin, la cyrillique ici. Mais c'est la grande différence de destin. Dès l'arrivée dans les premiers siècles de notre ère, les tribus croates ont été intégrées dans l'aire latine (l'antique Dalmatie romaine), devenue catholique, puis, après avoir constitué un Etat indépendant durant le dixième siècle, la nation croate a été soumise à la Hongrie au onzième siècle, puis aux Habsbourg de 1519 à 1918. La Slovénie, qui, comme la Croatie, a traversé les siècles dans l'aire occidentale et sous domination des Habsbourg, n'avait jamais pu constituer un Etat indépendant. Hitler l'avait partagée, en 1941, entre l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie.

Le microcosme de la Bosnie-Herzégovine

La Serbie, elle, s'est formée dans l'aire byzantine, où elle embrassa la foi orthodoxe. Elle constitue un Etat autonome à la fin du douzième siècle, puis un empire sous Etienne Douchan (1331-1355), révisé aux Turcs, se fait écraser à Kosovo (1389), et va subir l'occupation turque, qui recouvre tout l'ex-Empire byzantin après 1459 (prise de Constantinople). Toutefois, à l'occasion d'incursions austro-germaniques durant le dix-septième siècle, une partie de la population serbe (désertant le Kosovo, qui va être repeuplée par des Albanais) se réfugie dans l'actuelle Croatie et l'actuelle Voïvodine, fournissant des troupes aux armées des Habsbourg avec le rêve de reconquérir Belgrade (1). Dès le début du dix-neuvième siècle, la nation serbe se revoit, s'émancipant (1806-1815), puis, avec l'aide de la Russie, devant le premier Etat souverain émancipé des Ottomans.

La Bosnie-Herzégovine fut sous domination ottomane jusqu'en 1878, où l'Autriche arracha aux Turcs un mandat administratif sur son territoire, puis l'annexa en 1908. Véritable mosaïque d'ethnies

et de confessions, elle est en elle-même un microcosme de la Yougoslavie, comptant une majorité islamique essentiellement des Serbes islamisés ayant sans doute été antérieurement persécutés par les chrétiens en tant que bogomiles, un tiers de Serbes, un cinquième de Croates. Ajoutons que la Macédoine, population linguistiquement slave, comporte en son sein une population albanaise musulmane, et que celle-ci se trouve concentrée au cœur de la nation serbe, dans le territoire autonome du Kosovo.

Une période horrible

L'aspiration yougoslave, née en Croatie et en Slovénie à l'occasion des révolutions de 1848, ne s'est réalisée qu'en 1918. Mais les peuples ainsi rassemblés l'ont été sous la houlette de la monarchie serbe, qui leur a imposé sa domination centralisatrice. Après que trois députés croates eurent été abattus par balles au Parlement de Belgrade, en 1928, Ante Pavlevic fonde, en 1930, l'Oustacha, dont le but est de créer un Etat croate indépendant. Un attentat oustachi abattit à Marseille le roi de Yougoslavie, L'Etat indépendant d'Ante Pavlevic est créé en 1941 par Hitler pour devenir, dès 1942, un protectorat allemand et italien.

La Yougoslavie est ainsi démembrée et occupée de 1941 à 1945. Mais, surtout, la nouvelle situation exacerbe les tensions et transforme en antagonismes les diversités ethniques et religieuses. L'Etat oustachi entreprend la croatisation de sa partie serbe selon le précepte de Pavlevic : « Un tiers de conversions, un tiers d'exils, un tiers de tués ». Les Serbes évaluent à sept cent mille le nombre des leurs massacrés par les oustachis (2). Ce chiffre, contesté par l'actuel président croate Tudjman, pourrait être révisé en baisse. Dans l'autre sens, des Serbes ont massacrés des Croates après la libération du territoire. Les Croates ont fourni aussi des partisans à la résistance de Tito, qui était croate. Les Tchétchènes serbes royalistes, attaqués par les partisans communistes, ont eux-mêmes établi des accords avec les troupes allemandes pour éviter l'anéantissement. Des Musulmans, enrôlés par les SS ou par Pavlevic, ont massacrés des Serbes et des Tchétchènes ont massacrés des Musulmans. Des Croates, Slovènes, Musulmans ont été « pro-Allemands » pendant la guerre parce qu'anti-Serbes, et ont vu pendant un temps leurs nouveaux oppresseurs en libérateurs.

Cette période horrible, dont on n'a pas encore objectivement évalué les entre-assassinats, aurait sans doute empêché toute reconstitution yougoslave si les partisans communistes n'avaient pris en main la

constitution d'une seconde Yougoslavie. L'Assemblée « antifasciste » de 1943 décide que la Yougoslavie sera un Etat fédéral. Cet Etat est institué à la libération. Le Parti communiste détermine alors les frontières au détriment de la Serbie, de façon à empêcher le retour d'une domination serbe. Ainsi la Croatie se vit attribuer une grande partie de la côte dalmate, l'istrie (vidée de ses Italiens) : la Constitution titiste de 1974 crée, au cœur du territoire serbe, les provinces autonomes du Kosovo (peuplé d'Albanais musulmans) et de Voïvodine.

L'unité de cette Yougoslavie fédérale est maintenue non seulement par le corset de fer de l'Etat-parti totalitaire, mais aussi par le sentiment unanime de résistance à l'énorme pression de Moscou contre la Yougoslavie rebelle. On a alors, et jusqu'aux années 80 incluses, l'impression que Tito a réussi à établir une unité yougoslave sur la base d'une fédération de six Républiques. De fait, la Yougoslavie a existé. Elle a existé non seulement pour un à deux millions de « métiés » (sur vingt-deux millions d'habitants) issus des diverses ethnies (dont de nombreux Serbes-Croates). Elle a existé pour la majorité des habitants, qui ont assumé leur double identité sans que l'une semble devoir menacer l'autre, et qui ont vibré aux exploits de l'équipe yougoslave de football. Elle s'est établie sur le refoulement des souvenirs fratricides de 1941-1945. Elle s'est établie sur l'acceptation des nationalités les unes par les autres, la mise en sommeil des nationalismes revendicateurs et la répression des chauvinismes ethniques. La communauté de destin s'est donc mise à exister, mais elle était récente, donc fragile. Ratée une première fois sous la royauté serbe, elle paraissait pourtant devoir réussir désormais et s'implanter dans l'histoire.

Il semble que la triple crise qui déferle dans le bloc soviétique à partir de 1989 doive épargner la Yougoslavie, puisque celle-ci s'est depuis longtemps dissociée de ce bloc et a entrepris sa propre évolution libérale. Mais c'est l'impact de cette crise qui va susciter le désastre yougoslave.

Le stade suprême du communisme

La crise est triple parce qu'elle est politique (financement et fragilité de toutes nouvelles démocraties), économique (perte des sécurités de l'ancien système et non-acquisition des avantages attendus du nouveau) et nationale (possibilité de réaliser les aspirations à la souveraineté, mais dans un contexte où les minorités enclavées dans chaque territoire sont aussi persécutées, ce qui suscite de part et d'autre les violences nationalistes). Ainsi, dans toutes les régions de l'empire commence une ère de troubles, de turbulences et de peurs de chaos.

Cette triple crise semble devoir frapper de plein fouet la Yougoslavie. Mais l'Etat-parti, qui maintenait l'unité yougoslave, va se décomposer en blocs différents sous l'effet conjugué et rétroactif

de la crise du communisme et des poussées nationales. Son effondrement ne laisse qu'une Constitution confédérative très lâche, où peuvent jouer les forces centrifuges. La disparité économique pousse les Républiques riches du Nord, Slovénie et Croatie, à se détacher des Républiques misérables du Sud, Bosnie-Herzégovine et Macédoine. Dans chaque République, la démocratisation s'effectue en surface et les élections favorisent les mouvements nationalistes, dans lesquels se sont rapidement reconvertis les apparatchiks, qui y consolident leur ancien pouvoir dans une nouvelle popularité.

En Yougoslavie comme dans les ex-démocraties populaires et dans l'ex-URSS, le nationalisme surgit, selon l'expression d'Adam



Michnick, « comme le stade suprême du communisme ». Le réveil du nationalisme est aussitôt agressif, nourri des rancœurs du passé. Les apparatchiks, devenus nationalistes, ont gardé leur mentalité autoritaire et leur rigidité intellectuelle, leur incapacité de se plier spontanément au débat argumenté. Les médias demeurent en grande partie contrôlés par les anciens/nouveaux pouvoirs. La police d'ancien régime a survécu. On réprime très brutalement les manifestations d'opposition, comme le 9 mars 1991 à Belgrade.

Les frontières qui séparent les Républiques sont à la fois naturelles et artificielles. Ou plutôt elles sont artificielles, mais, vu les minorités imbriquées dans chaque République, il n'y aurait pas de naturelles. La frontière ouest de la Croatie correspond grosso modo à la frontière historique stabilisée entre l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman comme à la frontière catholique-orthodoxe, mais l'Ouest croate (Slavonie, Krajina) englobe les minorités serbes ancestrales tandis que Zagreb compte 100 000 Serbes. La Bosnie-Herzégovine suit la frontière austro-ottomane de 1878. Le Monténégro est délimité par une frontière de 1912. Partout, sauf en Slovénie, il y a des minorités diverses, dispersées ou concentrées.

Ainsi donc, à la fin des années 80, tout est prêt pour que le bouillonnement de culture des nationalismes se réchauffe jusqu'à ébullition. En 1990, la Ligue des communistes de Yougoslavie éclate en partis nationaux. Ceux-ci se convertissent en partis réformateurs nationalistes (Serbie), tandis que des dirigeants ex-communistes animent les nouveaux partis nation-

nalistes (Croatie). Tous se disent démocratiques. Les élections donnent la victoire aux nouveaux partis en Slovénie et en Croatie et à l'ancien parti réformé en Serbie. Des référendums, en Slovénie et en Croatie, donnent plus de 95% des voix pour la souveraineté nationale. Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance et leur dissociation de la Fédération yougoslave.

Des négociations se nouent, notamment entre le leader croate Tudjman et le Serbe Milosevic, pour trouver un compromis confédéral, mais à chaque fois l'intransigeance de l'un, qui n'est pas toujours serbe, conduit à l'échec. Ainsi, le 21 juillet 1991, Tudjman appelle à la mobilisation des forces croates à la veille de la réunion d'Ohrid (discours d'Ohrid), puis refuse la résolution d'Ohrid.

L'énorme machine de l'armée

Mais déjà a éclaté la « guerre de Slovénie », qui dure du 27 juin au 18 juillet 1991. L'armée fédérale intervient en Slovénie pour y garder ses frontières extérieures (la Slovénie contrôle 650 kilomètres de frontières extérieures, dont les segments italiens et autrichiens), puis bat en retraite. Cette « petite guerre » où l'armée fédérale a échoué encourage les Croates, mais elle encourage aussi l'armée fédérale à ne pas lâcher la Croatie, où les minorités serbes appellent son intervention.

Désormais, le yougoslavisme va s'appuyer sur deux forces, lesquelles vont s'appuyer l'une sur l'autre : l'armée fédérale et l'Etat serbe.

L'armée fédérale est une machine énorme constituée pour résister à une éventuelle agression de l'URSS. Elle s'est quasi autonomisée avec la dissolution du parti-Etat qui la contrôlait. Ses cadres forment une caste qui ne peut se passer de sa propre existence et ses privilèges qu'en maintenant la Yougoslavie. La Serbie, elle, est la principale victime des forces centrifuges. Belgrade est condamnée à perdre son statut de capitale fédérale. D'importantes minorités serbes sont enclavées ou concentrées en Bosnie et en Croatie. Le territoire de la Serbie est, troué par deux provinces autonomes, le Kosovo et la Voïvodine.

En cas de sécession, la Serbie perd son accès vers l'Ouest continental et maritime, le plus gros de la côte dalmate ayant été attribué à la Croatie. La Serbie est donc la République qui, par sentiment et intérêt, se sent la plus yougoslave. Son alliance avec l'armée fédérale, qui, de plus, lui sert de paravent yougoslave, l'encourage à refuser le sécessionnisme.

EDGAR MORIN

(1) Il faut lire à ce sujet l'admirable roman de Cernanski, *Migrations*, un chef-d'œuvre de la littérature européenne (L'Age d'homme).

(2) Qui ont liquidé aussi des juifs et des tsiganes.

Prochain article :

LE CIRCUIT INFERNAL

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-85-29-33

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-98-33 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

Cuba

Les fusillés de Fidel Castro

par Jacobo Machover

EDUARDO DIAZ BETANCOURT, fusillé à l'aube du 20 janvier à La Havane, fait désormais partie de la longue liste d'opposants exécutés par Fidel Castro au cours de ses trente-trois années de pouvoir absolu. Il était accusé, ainsi que deux de ses compagnons (qui ont eu, eux, plus de chance : ils n'ont été condamnés qu'à trente ans de prison), de s'être introduit clandestinement dans l'île avec des armes et des explosifs pour faire sauter, selon la version officielle, « une papeterie, une usine de boissons, une centrale thermique, ainsi que des cinémas, des théâtres et autres lieux de divertissement ».

Depuis quand un commando de trois personnes est-il capable de réaliser ce qu'une armée entière aurait du mal à faire ? Mais le souci de vraisemblance n'a jamais fait partie des préoccupations du régime.

Le jugement a été sommaire : moins de vingt-cinq jours se sont écoulés entre l'arrestation, le 29 décembre, de Eduardo Diaz Betancourt, et son exécution. Personne n'a été tué au cours du « débarquement » manqué. Rappelons que, en 1953, l'attaque de la caserne Moncada par Fidel Castro s'était soldée par des dizaines de victimes aussi bien dans les rangs des insurgés que dans ceux de l'armée. Celui-ci avait alors été condamné à quelques années de prison, puis relâché au bout d'un

an et demi à la suite d'une loi d'amnistie promulguée par le dictateur Batista.

Cela fait trente-trois ans que les mots « grâce », « pardon », « clémence » ou « amnistie » ont été bannis du vocabulaire de la révolution. Les exécutions n'ont jamais cessé, ainsi que les peines de vingt, vingt-cinq ou trente ans. « A Cuba, on colle vingt ans à un homme pour n'importe quoi », disait Jorge Valls, un ancien prisonnier politique qui en avait fait l'amère expérience. Ou encore trente ans, comme à Patricio de la Guardia, frère de l'un des condamnés à mort du « procès Ochoa » en juillet 1989, ou à Mario Chanes, emprisonné en 1961, récemment libéré après avoir purgé intégralement sa peine.

Le régime se débat actuellement dans des contradictions insurmontables. L'arrêt des livraisons en provenance de l'ex-URSS et des anciens « pays frères » provoque une pénurie totale d'énergie et des produits alimentaires de première nécessité. Le mécontentement s'exprime de partout. Les principaux dissidents sont systématiquement arrêtés c'est le cas de la poétesse Maria Elena Cruz Varela et du journaliste Yndamiro Restano, et de bien d'autres) ou évacués par les attaques « spontanées » de hordes vociférantes organisées dans des « Brigades d'action rapide ».

Une seule chose est certaine à présent : Fidel Castro entend main-

tenir coûte que coûte son propre pouvoir (mais pour quoi faire, au juste ?). Comme Franco à la fin de sa vie, il a choisi la mort des autres comme élément essentiel à sa propre survie. Son slogan « Le socialisme ou la mort » est, malheureusement, tristement adapté à la situation.

Après Eduardo Diaz Betancourt, sept personnes (cinq hommes et deux femmes) risquent d'être fusillées dans les tout prochains jours. Elles sont accusées d'avoir tué trois policiers alors qu'elles tentaient de voler un bateau pour quitter clandestinement l'île, ce que font quotidiennement des dizaines de personnes pour échapper au désespoir. Certaines d'entre elles seront fusillées si rien n'est fait pour les sauver.

Le gouvernement français, l'Eglise catholique et les autres confessions religieuses, les intellectuels, les médias, tous ceux qui ont voix au chapitre au « pays des droits de l'homme », se doivent de sortir de leur silence honteux pour aviser que Cuba ne semble dans l'horreur d'un bain de sang souhaité, préparé et provoqué par la folie d'un homme. C'est désormais une évidence : l'ancien leader charismatique, le chef révolutionnaire adulé des foules n'est plus qu'un tyran sanguinaire. Mais en a-t-il jamais été autrement ?

» Jacobo Machover est un journaliste cubain résidant à Paris.

COURRIER

La France en Hongrie

Une amie hongroise, professeur de français dans un lycée de Budapest, me fait part de sa tristesse, de son amertume, de son inquiétude devant la perte de « popularité » de la langue française, au bénéfice de l'anglais et de l'allemand. Elle rend notre gouvernement en partie responsable de cet abandon : « Les écoles ainsi que notre lycée ne peuvent pas bouger sous l'énorme quantité de livres, cassettes, vidéos reçus en cadeaux pour faciliter l'enseignement de ces deux langues », alors qu'ils ne reçoivent rien de la France et manquent de moyens pour acheter les supports indispensables à l'enseignement du français. « Les Français dorment sur les ruines de leur gloire de jadis », écrit-elle encore.

Force est de constater que les actes ne sont pas en accord avec les discours ; les grandes réunions de la francophonie ne sont que des événements médiatiques. La maintenance de notre langue, le rayonnement de la culture française et la promotion de nos entreprises à l'étranger sont pourtant intimement liés.

MICHELINE SCHAPIRA
Aldi

Au-delà du présent

Si l'on veut aller au-delà du présent, l'accroissement de la population, les progrès irréversibles de l'interdépendance créent des nécessités auxquelles il faut s'intéresser. Un recyclage complet de l'instinct de conservation s'impose. Il n'y a plus la droite d'un côté et la gauche de l'autre ou le Nord et le Sud, les siens et les autres. Il y a le présent et l'avenir, et tous d'un côté ou tous de l'autre. Les querelles, quelles qu'elles soient, sont le présent et le présent lui-même. Ceux qui cherchent la victoire dans la confrontation pour réaliser leur rêve se trompent, ils sont en retard d'une guerre. Toutes les haines, les tensions et les désaccords qui en résultent sont aussi le présent. Voir jusqu'au bout de son nez, même si l'on possède celui de Cyrano, ne suffit pas. L'être vers laquelle nous nous acheminons s'appellera tous ou personne.

Le mode de recrutement est en cause, et avec lui le destin de l'humanité. Aux postes-clés, il faut des femmes et des hommes de foi qui ne sont pas prêts à sacrifier les uns aux autres, le présent à l'avenir ou l'avenir au présent ; qui ne cherchent pas les solutions à tout hasard, mais en sachant qu'elles existent et que, quand elles n'existent pas, c'est qu'elles ne les ont pas trouvées.

MARCEL CANETTI
Maudon

VENEZUELA : le coup d'Etat manqué

Les affrontements entre militaires putschistes et loyalistes ont fait des dizaines de morts

Les militaires qui ont tenté de prendre le pouvoir dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 février au Venezuela avaient réussi à soulever plusieurs garnisons de province, et l'ampleur du mouvement semble considérable, ce que confirme le nombre des victimes. Les affrontements entre militaires putschistes et loyalistes ont fait des dizaines de morts, voire plus d'une centaine. Les objectifs politiques des mutins, qui dénonçaient la « corruption » du pouvoir, paraissent confus.

CARACAS
de notre envoyé spécial

Caracas, ville morte. Pas une âme dans les rues désertes. Pas de transports, pas de commerces. Succédant aux fracs des tirs d'armes automatiques, un silence sépulchral troué de rares coups de feu est retombé pendant la nuit de mardi à mercredi sur cette métropole scintillante de tous ses feux, mais comme vidée de ses habitants. Pendant toute la journée, ceux-ci sont restés enfermés chez eux à l'écoute de la radio.

Une ville en état de choc, stupéfaite, inquiète, qui a assisté en spectatrice à l'affrontement d'une douzaine d'heures entre une poignée de putschistes et les forces régulières, et qui hésite encore à reprendre un cours de vie normal. Mardi soir, le président Carlos Andres Perez, encore tendu mais plus serein, a lancé un appel pressant pour que ce retour à la normalité soit aussi rapide que possible. Il a fait un éloge de l'armée « dont l'immense majorité est restée fidèle » : « C'est le dernier putsch de notre histoire », a-t-il dit, parce que les forces armées en ont décidé ainsi. Et il s'est félicité de « l'impressionnant soutien international » qu'il a reçu.

Officiellement, tout est terminé. « Tous les putschistes ont été arrêtés », a dit le président Perez, relayé par le général Ochoa, ministre de la Défense. Les mutins, maîtres maîtres, ont été la base aérienne de La Carlota, dans la capitale, se sont rendus dans la soirée. Leur chef, le lieutenant-colonel Hugo Sanchez, baret rouge de para, est apparu brièvement à la télévision pour demander à ses camarades soulevés à Maracaibo, à Maracay et à Valencia de se rendre à leur tour : « Pour cette fois, a-t-il ajouté bizarrement, nous avons échoué... ».

Des francs-tireurs en civil ont continué de tirer mardi soir autour du palais présidentiel de Miraflores dont la façade est ornée d'éclats d'obus de mortier. C'est la garde d'honneur du Palais qui a réussi à repousser les chars des assaillants. Bilan de ces affrontements : un mort, confirmé par M. Perez, une quinzaine de morts et de blessés du côté de la garde. A Maracay, des étudiants se sont joints aux militaires rebelles. Dans la capitale, ce qui frappe, c'est l'absence totale de participation de la population. Une apathie apparente qui ne manque pas d'intriguer et de préoccuper bien des observateurs.

Le gouvernement du Zulia, dont Maracaibo est la capitale, séquestré par les rebelles puis libéré dans la soirée, a insisté sur « la nécessité de s'affranchir sérieusement aux causes de l'insurrection ». Même ton chez Rafael Caldera, ancien président démocrate-chrétien, qui a demandé au gouvernement une « rectification profonde » et a mis en doute la thèse officielle selon laquelle les militaires soulevés voulaient assassiner le chef de l'Etat. « Nous n'avons pas de preuve », a-t-il

affirmé au cours de la session solennelle du Parlement qui, à l'unanimité, condamnait avec vigueur la tentative de putsch et approuvait la suspension des garanties constitutionnelles. « Mort aux traitres ! », a conclu le leader de l'Action démocratique, M. Lopez. Une suspension qui devrait contraindre les enseignants en grève à reprendre le travail. D'autre part, la censure est instaurée.

Qui sont les putschistes ? « Des irresponsables », dit M. Perez avec amertume, des fous qui n'ont pas compris que l'heure des coups d'Etat en Amérique latine était terminée.

Un putsch
de gauche ?

Étrange putsch en tout cas, qualifié de gauche par certains parce que le lieutenant-colonel Armas, leader des mutins à Maracaibo, se réclame d'un mouvement révolutionnaire bolivarien - inconnu à ce

jour - et critique le Fonds monétaire international, responsable, dit-il, de la misère du peuple.

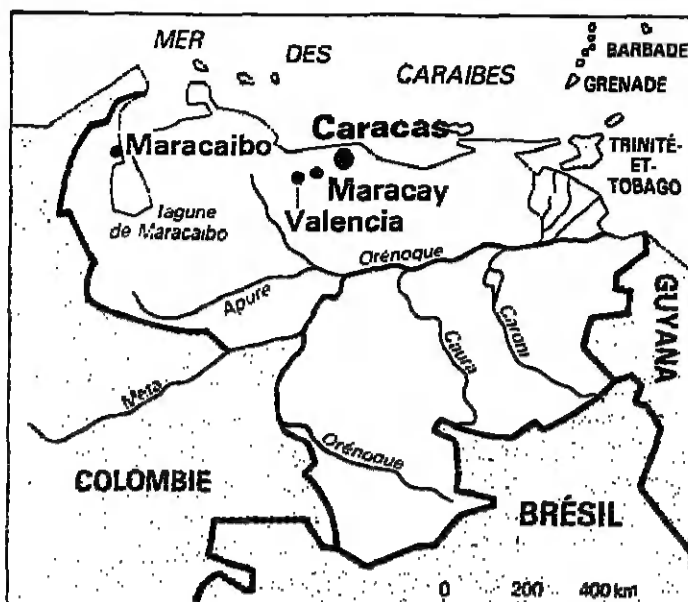
Un coup d'Etat mal préparé, mal exécuté, dont les auteurs ont oublié d'investir tous les moyens de communication, permettant à M. Perez d'apparaître et de parler à plusieurs reprises, mardi matin, à la télévision. Une phase sans doute décisive de la journée de mardi.

Que voulait les insurgés ? Tuer le président ? Prendre le pouvoir ? Les deux, estime le général Penabaz, ancien commandant en chef de l'armée, qui précise avoir bien connu les chefs de l'insurrection, « excellents professionnels », selon lui, avoir deviné leur projet de conspiration et en avoir informé ses supérieurs, ministre de la Défense et chef de l'Etat.

Le général Penabaz affirme que la conspiration de ceux qui n'étaient alors que des capitaines remonte à 1989. Leurs plans étaient déjà, dit-il, tombés à l'époque entre les mains des autorités. Cependant, trois d'entre les princi-

aux meneurs, dont le lieutenant-colonel Hugo Chavez et le lieutenant-colonel Contreras, avaient été promus commandants de bataillons parachutistes. Ceux qui se sont soulevés justement. « Une douzaine de bataillons seulement sur les cent vingt de l'armée ont été impliqués dans le putsch », précise le général, qui qualifie le lieutenant-colonel Chavez de « Rambo charismatique ». « Nous savions, ajoute-t-il, que le coup devait avoir lieu en février mais sans connaître la date exacte. » Il ajoute en avoir averti « deux importants dirigeants du parti gouvernemental Action démocratique ». Le général se félicite bien sûr de l'échec du complot, ce qu'il appelle curieusement « la nuit triste des insurgés », car, dit-il, « ces fous fanatiques voulaient simplement prendre des généraux, fusiller tous les dirigeants, civils et militaires jugés corrompus, et pour reprendre leur formule : laver dans le sang l'honneur perdu de la nation ».

MARCEL NIEDERGAUG



Le président Carlos Andres Perez

« L'homme qui bouge » dépassé par la situation

C'est la « Monsieur 100 000 volts » du Venezuela. Toujours actif, en mouvement, en voyage aux quatre coins de son pays, et plus souvent encore - beaucoup trop souvent, affirment les opposants - à l'étranger. « Cet homme bouge vraiment » : le slogan électoral de sa première campagne présidentielle en 1973, colait parfaitement au Carlos Andres Perez vigoureux, dynamique, qui l'emportait alors largement, frottant la majorité absolue, sur son adversaire social-chrétien.

Seize ans plus tard, en 1989, le président, qui s'installait pour

la seconde fois au Palais de Miraflores, n'avait guère changé. A soixante-sept ans, cet Andin né en 1922 dans les montagnes de Tachira, à la frontière colombienne, parlait toujours aussi combative et entreprenant. Mais ce qui était possible et logique, dans les années 70, pour le dirigeant d'un pays pétrolier important, étroitement associé à la fondation de l'OEPE et qui pouvait prétendre jouer un rôle sérieux dans le concert des nations, l'est beaucoup moins dans les années 90 à l'heure des plans d'austérité draconiens plus ou moins imposés

par le Fonds monétaire international et de leurs coûts sociaux élevés.

Intelligent et pragmatique, il n'a pas hésité à effectuer un virage à 180 degrés. On l'avait connu populiste, avocat résolu du développement « Hacia Adentro » (vers l'intérieur) et promoteur, en 1976, de la nationalisation du pétrole vénézuélien. On le retrouvait en 1989 décidé, malgré lui, à accepter les grandes lignes de la politique néolibérale à la mode : austérité, libération des prix, des taux de change, libéralisation progressive du commerce extérieur.

Mais la hausse immédiate du prix de l'essence à la pompe - et par conséquent des tarifs des transports publics, sujet sensible dans tout le sous-continent - allait faire exploser le mécontentement populaire. Les émeutes étudiantes de l'automne 1989 annonçaient la tentative de putsch du 4 février.

M. Andres Perez affronte cette nouvelle épreuve avec son courage et son aplomb habituels. Andin, il a la réputation d'avoir une poigne ferme ; politicien grand dans le sillage du Parti démocratique (de tendance

social-démocrate), il a connu les prisons, l'exil, les combats clandestins.

La crise vénézuélienne n'est cependant pas seulement politique, militaire, économique et sociale. Elle est aussi morale. Les affaires de corruption, qui touchent l'entourage présidentiel, sont là pour le rappeler. L'optimisme chevillé au corps de « CAP » l'a peut-être empêché d'apprécier l'ampleur de la grogne civile et militaire et d'en discerner les véritables dangers.

M. N.

HAÏTI

Washington va assouplir ses sanctions

Au grand dam de certains milieux de l'Organisation des Etats américains (OEA), qui y voient une concession à la junta militaire au pouvoir à Port-au-Prince, les Etats-Unis ont annoncé, mardi 4 février, qu'ils allaient assouplir les sanctions économiques décidées à l'encontre d'Haïti.

WASHINGTON

de notre correspondant

Officiellement, la porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, n'a pas parlé d'assouplissement mais de modification de l'embargo décrété cet automne, à l'unanimité, par les membres de l'OEA (dont les Etats-Unis). Il s'agit alors de faire pression sur les putschistes, qui se sont emparés du pouvoir fin septembre, et de les forcer à accepter un retour négocié du président élu, M. Jean-Bertrand Aristide (aujourd'hui réfugié à Venezuela). Selon plusieurs sources officielles, dans l'administration comme au sein de l'OEA, citées par le Washington Post, la décision du département d'Etat risque de conforter la junta de Port-au-Prince, de lui laisser penser que les Etats-Unis ont fini par se résigner à sa présence au pouvoir et ont abandonné tout

espoir d'obtenir un retour du président Aristide.

Aux termes de la résolution adoptée en novembre par l'OEA, l'application de l'embargo dépendait de chacun des Etats membres. Les Etats-Unis, selon M^{me} Tutwiler, veulent « ajuster » l'embargo de manière qu'il ne pénalise plus les pauvres. Les Etats-Unis vont ainsi lever toute restriction aux importations de produits manufacturés en provenance de Haïti - comme les batteries de base-ball - et aux exportations de produits américains nécessaires à ces industries manufacturières. En revanche, l'administration va s'efforcer d'identifier « ceux qui aident ou soutiennent financièrement le régime », par exemple en gelant leurs avoirs aux Etats-Unis.

L'intention de l'administration est de soulager les plus pauvres des Haïtiens, durement frappés par l'embargo, afin d'enrayer leur exode vers les Etats-Unis. Elle intervient au moment où les gardes-côtes américains - après une décision de la Cour suprême - ont commencé de repatrier de force certains des quinze mille malheureux qui ont fui Haïti depuis le coup d'Etat et ont trouvé refuge sur la base de Guantanamo.

L'argument de l'administration est qu'ils ne peuvent bénéficier du droit d'asile aux Etats-Unis puisqu'ils s'agit, pour la plupart, de « réfugiés économiques » - qui ont fui la misère - et non de « réfugiés politiques ». C'est une thèse contestée par de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme aux Etats-Unis. Elles font notamment valoir que les milliers de Cubains qui gagnent la Floride sont eux aussi tout autant des « réfugiés économiques que politiques », poussés à l'exil autant par la misère que par la dictature castriste, mais qu'ils n'en reçoivent pas moins automatiquement le droit d'immigrer aux Etats-Unis.

Le gouvernement américain est quelque peu désarmé devant l'évolution de la situation en Haïti. La semaine dernière, il a rappelé son ambassadeur, M. Alvin Adams, pour « consultations ». Les Etats-Unis semblent éprouver autant d'impuissance que d'impatience devant l'impossibilité de trouver une formule assurant un retour négocié du président Aristide - retour qu'ils affirment souhaiter tout autant aujourd'hui qu'il y a un an, au lendemain du coup d'Etat.

ALAIN FRACHON

RADIOTELEPHONE LIGNE SFR
UN TARIF NATIONAL DE PLUS

NATIONAL 500

Toute la France
Métropolitaine

NATIONAL 350

Toute la France
Métropolitaine avec
utilisation préférentielle
des heures de faible
trafic

PROVINCE 250

Toute la France
Métropolitaine
sout ille de France

Les services Ligne SFR sont disponibles dans la zone de couverture des 500 relais installés dans toute la France.

Le NOUVEAU TARIF NATIONAL 350 (350 francs/mois H.T.) est créé depuis le 1^{er} février 1992 pour ceux qui utilisent de préférence les heures de faible trafic. Les communications, surtaxées aux heures de fort trafic, bénéficient de réductions en dehors de ces heures.

Les abonnements existants : NATIONAL 500 (500 francs/mois H.T.) et PROVINCE 250 (250 francs/mois H.T.) sont inchangés. Tout abonné SFR peut conserver l'un d'entre eux ou y souscrire en fonction de ses besoins.

Pour tous renseignements, appelez le service Relations Clientèle SFR au (1). 45. 88. 90. 00.

LIGNE SFR, C'EST PLUS QUE JAMAIS LE TELEPHONE LIBERTE

LIGNE
SFR

LE TELEPHONE LIBERTE

Selon un rapport de la Chambre des représentants

Treize sociétés américaines ont contribué
au programme d'armement nucléaire irakien

Selon le président du comité de la Chambre des représentants pour les affaires étrangères, le démocrate Henry B. Gonzalez, cité par le Los Angeles Times, treize sociétés américaines ont au moins fourni à l'Irak une technologie de pointe pour l'aider dans son programme d'armement nucléaire.

Les enquêteurs du comité, a affirmé M. Gonzalez, ont découvert des preuves concernant la fourniture par ces sociétés d'équipements destinés à la fabrication d'un missile. L'enquête se poursuit en ce qui concerne d'autres sociétés, a-t-il ajouté, en soulignant qu'il était possible que les firmes

incriminées aient ignoré l'usage qui serait fait de leurs fournitures.

M. Gonzalez a souligné par ailleurs, dans une lettre au président Bush, que les conclusions de son comité contredisaient clairement le contenu d'un rapport classifié de l'administration affirmant que les sociétés américaines n'avaient pas directement contribué au programme d'armement nucléaire irakien. « En fait, a-t-il souligné, de nombreuses compagnies ont fourni une contribution cruciale au programme d'armement irakien, y compris en ce qui concerne les missiles ».

COURRIER

La France
en HongrieAu-delà
du présent

ABONNEMENT

DIPLOMATIE

La première visite d'Etat

Paris espère lever certaines ambiguïtés sur les questions de sécurité

La France accorde, selon les porte-parole officiels, « une énorme importance » à la première visite d'Etat à Paris du président russe, qui était reçu mercredi 25 février, cette fois-ci, avec tous les honneurs. La diplomatie française, apparemment pas mécontente de parler d'autre chose que de l'affaire Habache, paraît soucieuse d'effacer, à grand renfort de garde républicaine et de « diners d'Etat », la désastreuse impression laissée à Boris Eltsine par son passage en avril 1991 (lire ci-dessous).

Visite « importante », car il s'agit de redéfinir le nouveau cadre juridique des relations avec un grand de ce monde. Le traité « d'entente et de coopération » franco-soviétique, signé le 30 octobre 1990 à

Rambouillet par MM. Mitterrand et Gorbatchev et jamais ratifié par le Parlement français, est mort-né, faute d'Union soviétique. Le nouveau traité n'est pas « d'amitié », mais, sobriement, un « traité entre la France et la Russie ». M. Eltsine aurait lui-même insisté, explique-t-on, pour que l'intitulé comme le texte soient débarrassés du conformisme et de la rhétorique creuse qui marquaient les relations franco-soviétiques. Une quinzaine de textes, protocoles, accords culturels, administratifs, consulaires, économiques, financiers, seront aussi signés.

La France espère, d'autre part, lever avec M. Eltsine certaines ambiguïtés sur les questions de sécurité. Paris veut réitérer ses offres d'assistance pour le déman-

tellement des armes stratégiques soviétiques, offres qui avaient été un peu boudées par les Russes lors de la tournée, fin janvier, de M. Roland Dumas dans la Communauté des Etats indépendants (CEI). On fait valoir du côté français que, si le commandant en chef des forces armées ex-soviétiques, le maréchal Chapochnikov - qui est du voyage, - ne s'était guère montré enthousiaste, Moscou n'aurait pas non plus opposé un refus définitif.

Avant la réunion sur les questions militaires des chefs d'Etat de la CEI, le 14 février à Minsk, les autorités françaises voudraient bien aussi y voir plus clair dans les intentions russes en matière de défense. Notamment afin de pouvoir faire

avancer le projet français de réunion des puissances disposant d'armes nucléaires en Europe. La France aimerait obtenir un feu vert russe, si possible, et pour une fois en accord avec les autres Etats nucléaires de l'ex-URSS (Ukraine, Kazakhstan, Biélorussie). Signe des préoccupations françaises, le nouveau traité, qui supprime beaucoup des commissions franco-soviétiques, prévoit la création d'un « groupe de travail » sur les questions de sécurité nucléaire, et l'accord de coopération culturelle et technique devrait permettre d'héberger en France des scientifiques du programme d'armement nucléaire de l'ex-URSS.

Pour le civil, la direction de la sécurité nucléaire et le tout nouveau comité russe de sûreté nucléaire vont signer un accord

de coopération technique et d'information. Les questions financières et économiques seront aussi au premier plan. Un des accords signés entre les ministres français et russe des finances, MM. Bérégovoy et Gaidar, doit fixer le régime des crédits accordés à la Russie : le volume n'en a pas été annoncé, mais Paris sait que la demande sera « très importante ». D'autant que l'ex-URSS doit à la France près de 60 milliards de francs (dont 40 milliards aux banques privées). Dans le même temps, Paris a accusé en 1991 un déficit commercial de près de 9 milliards de francs avec Moscou, principalement à cause des importations de gaz et de pétrole.

J.-B. N.

Les revanches de Boris Nikolaevitch

Suite de la première page

Boris Eltsine poursuit cette revanche aujourd'hui encore à Paris où il a osé d'être reçu en grande pompe, avec exactement tous les honneurs réservés jadis à Mikhaïl Gorbatchev.

Aujourd'hui, Boris Eltsine est en « haut », tout en haut. Il revient tout juste d'un sommet américano-russe auquel il a pris un plaisir évident, et il entre en chef d'Etat dans un palais de l'Elysée dont, il y a moins d'un an, il avait presque dû forcer la porte. En quelques mois, il a occupé, l'un après l'autre, tous les bureaux qui avaient été jadis par Mikhaïl Gorbatchev, ce que soit dans l'immeuble de l'ex-comité central ou au Kremlin. Quelques années plus tôt, il avait même occupé son imposante dacha officielle des environs de Moscou, mais dans de tout autres circonstances. Le couple Gorbatchev, ne trouvant pas la bâtisse à son goût, en avait fait construire une nouvelle, beaucoup plus grande, et l'ancienne avait échoué à celui qui était alors premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou.

Baptême... et vodka

La course poursuite est-elle terminée pour autant, ou va-t-elle recommencer, en sens inverse ? « Je ne te permettrai plus jamais de me parler de politique », annonçait, en 1987, M. Gorbatchev à un homme qu'il avait empêché de toucher complètement le fond en lui concédant la modeste fonction de ministre de la construction. « Quand nous nous sommes dit au revoir, il m'a donné sa parole qu'il ne s'occuperait plus de politique, et j'espère que je peux croire en sa parole », cette fois, c'est Boris Eltsine qui parle, dans un tout récent entretien accordé à la chaîne ABC. Conscience naïve, aussi naïve

que celle qu'affichait M. Gorbatchev quand il était persuadé d'avoir domestiqué ce rival indocile mais fragile ? « Je suis étonné. Je prends tout à cœur, particulièrement ce qui ne marche pas. Je suis toujours à 95 % incertain de mon travail et satisfait à 5 % seulement ». Voilà comment Boris Eltsine s'est un jour décrit, au micro de la BBC.

Son autobiographie (1) est pourtant tout sauf modeste. C'est une véritable vie de héros qui vient à bout de tous les obstacles, se tire de toutes les aventures, survit à tous les dangers (pendant son baptême, il a failli être noyé par un officiant qui avait abusé de la vodka). C'est l'enfance d'un chef, mais une enfance pauvre, dans une famille paysanne des environs de Sverdlovsk, à une époque où, dans l'Oural comme dans le reste de l'URSS stalinienne, il s'agit plus de survivre que de vivre. Lorsque la vache meurt, en 1933, c'est une véritable catastrophe : la famille doit abandonner son lopin, emménager dans une méchante baraque en planches, à six, sans oublier une chèvre.

Boris, l'aîné, est élevé au catéchisme, mais il travaille bien à l'école, et très tôt il apparaît comme un meneur. Il est délégué de classe, il emmène ses camarades dans toutes sortes de jeux dangereux, traverse des rivières glacées en sautant de troncs d'arbre en troncs d'arbre, perd deux doigts en démontant une grande volée dans une église transformée en dépôt d'armes, entreprend de longues explorations dans l'Oural qui manquent de tourner au drame. Forte tête, il est renvoyé de l'école, mais ne s'avoue pas vaincu : il réussira à obtenir le renvoi du professeur principal, une femme qui « battait la dignité des enfants ». Ensuite, il entreprend des études à l'Institut polytechnique de l'Oural, section construction, mais pas avant d'avoir rempli la condition imposée

par son grand-père : prouver qu'il est capable de construire quelque chose de ses mains - en l'occurrence une « bania », variante russe du sauna.

Il parcourt l'URSS en tous sens, sans ressources, voyageant sur le toit des wagons, dort n'importe où, se débrouille pour vivre, fût-ce en dormant des nuits de dix heures par jour. Les journées de Boris Eltsine ont toujours été exceptionnelles, depuis l'époque où il s'entraîne « de six à huit heures par jour au volley » et étudie la nuit, jusqu'à son existence d'aujourd'hui où, à en croire son interview à ABC, il travaille « dix-neuf ou vingt heures par jour », après sa gymnastique et sa douche froide quotidiennes.

Les exploits ne s'arrêtent pas là : une nuit, en pleine tempête - et en calcon - il monte en haut d'une grue en train de glisser sur ses rails et parvient à empêcher le drame. En une autre occasion, il brave un défilé qui brandit une hache au-dessus de lui et déconcerte son agresseur en lui intimant l'ordre de déguerpir... Il tient également tête à des adversaires autrement redoutables : ses supérieurs, que ce soit à l'usine ou au sein du parti.

Contremaître (avant de prendre le poste, il a tenu à exercer lui-même, successivement, tous les métiers manuels de ceux qu'il aurait à commander), il déclare « la guerre aux vils » dans l'entreprise, ingénieur en chef, il se heurte à des directeurs des pots qui lui infligent des coups de poing, puis à un responsable du parti dont il n'accepte pas le ton de « grand seigneur » - beaucoup plus tard, il encaissera difficilement la manière qu'a M. Gorbatchev de taper tout le monde. A Sverdlovsk, le directeur des usines, un homme sûr, c'est-à-dire « un bon », « un dieu », n'a en tête que le bien de ses administrés : « Je me suis efforcé de toujours profiter du pouvoir pour venir en aide aux gens », jure-t-il pour conclure. De fait, il acquiert une réputation de dirigeant efficace et honnête, qui lui vaudra d'être appelé plus tard à Moscou par Egor Ligatchev, son futur ennemi juré. C'est aussi un homme à poigne : « Les gens, dans l'assemblée, me trouvaient dur, et c'était vrai ».

C'est pourtant ce chef sans peur et sans reproche qui, d'une voix qui se brise, demandera humblement, lors de la conférence du parti de l'été 1989, sa « réhabilitation politique ». Toujours pas remis du coup de massue qui lui a été asséné neuf mois plus tôt, il découvre alors le défaut de sa cuirasse devant cette assemblée d'apparechiks : « Je souffre beaucoup de ce qui s'est passé... » Au moral comme au physique, l'homme fort a des coups de bascule. Un corps massif (aussi grand que M. Bush, mais le double en largeur), une allure de bûcheron, une puissante énergie, mais aussi des difficultés cardiaques qui remontent à l'époque de sa jeunesse, et puis ces étranges dépressions qui interrompent ça et là ses activités. Simple besoin de repos d'une machine surmenée, ruse politique d'un homme qui veut prendre du champ pour observer ce qui se passe en son absence, coups de cafard ? Ou encore contrecoup d'une consommation excessive d'alcool, dans les périodes de trop grande tension ?

Comme Allende

La rumeur est ancienne, et peut-être colportée à dessein par tous ceux qui ont des comptes à régler avec Boris Eltsine, mais elle vient aussi d'autres sources et trouve même un écho dans les milieux de l'administration américaine. Interrogé à ce sujet (surtout-on seulement ce poser une question aussi inopportune à M. Gorbatchev ?), l'intéressé dément bien entendu, faisant valoir, au micro d'ABC, que « l'alcool et le sport ne sont pas compatibles », ce qui règle apparemment la question (jouer de volley de bon niveau dans sa jeunesse, il pratique désormais le tennis, avec plus de vigueur que de style). Mais ce sportif ajoute tout de même qu'il n'est

pas un « ascète ». Et, dans son autobiographie, il a cette réflexion, à propos du meurtre d'un journaliste par *La Repubblica* à l'issue de son premier voyage aux Etats-Unis : « Je dois dire que l'auteur manquait d'imagination » pour ce qui est des « quantités » de whisky consommées : « Il y avait juste là de quoi faire rouler sous la table un pauvre Occidental ». C'est une boutade, bien sûr, mais peut-être aussi une assez bonne approche de la vérité : après tout, Boris Eltsine est un Russe qui se respecte, et il a du coffre.

Fort ou faible ? Fort assurément, courageux en tout cas. L'épisode du char (la définitivement fait entrer au panthéon des héros contemporains, même s'il a bien entendu été déformé) n'est pas le seul. Le char (lequel Boris Eltsine est monté, en août dernier, pour haranguer la foule et lire un décret déclarant illégaux toutes les actions entreprises par les putschistes, n'était pas l'instrument d'une forte hostilité, mais un véhicule pour la défense d'une unité venue défendre la « Maison Blanche » (le siège du Parlement à Moscou) et le président russe. Il n'empêche : quelle qu'il ait pu être la tournure des événements, M. Eltsine était déterminé à résister jusqu'au bout, « comme Allende », le président chilien, a-t-il expliqué après coup. Et il était aussi prêt à entreprendre les actions les plus aventureuses, comme aller chercher lui-même M. Gorbatchev en Crimée - avant d'obtenir un vote du Parlement de Russie lui demandant de rester sur place et de confier la mission à quelqu'un d'autre (en l'occurrence le vice-président Rouskoff).

Dans notre famille, c'est moi le chef !

Courage aussi (inconscience, diront ses ennemis) que cette manière de se lancer dans une réforme économique comme on se jette à l'eau sans gilet de sauvetage et sans rive en vue. Courage pour dénoncer les privilèges devant une assemblée de privilégiés - sa fameuse intervention au plénum d'octobre 1987, pour braver toute la machine de la propagande du parti et affronter les électeurs à Moscou, alors qu'il aurait été tellement plus facile de se faire élire député par les habitants de Sverdlovsk. Courage enfin que cette manière de se faire des ennemis sans souci du lendemain, de selon sa propre expression - « marcher sur les pieds » de tant de gens.

Reflet de son enfance difficile, ou plus vraisemblablement de son caractère rebelle, Boris Eltsine a toujours été heurté par l'inégalité de classe, particulière aux régimes com-

munistes, par cette manière qu'avaient les membres de l'appareil de vivre dans un luxe totalement hors d'attente pour le commun des mortels. Et, contrairement à M. Gorbatchev qui a toujours paru parfaitement à l'aise dans ce système et a largement profité de ses avantages, Boris Eltsine s'est, lui, montré plus sensible au sort des gens, à leurs conditions d'existence, et, apparemment, malgré la distance créée par le pouvoir, il l'est resté. Certes, on ne le voit plus guère prendre l'autobus, comme à l'époque où, nouveau premier secrétaire à Moscou, il préférait parfois les transports en commun au confort de sa « Zila » pour visiter les usines (sans oublier bien entendu de convier la presse pour l'occasion, comme il sied à tout homme politique). Mais il fait encore à l'occasion des descentes surprises dans les magasins, comme au cours d'une récente tournée en province où il a pris grand soin d'aller là où on ne l'attendait pas et de s'indigner de ce qu'il a vu.

Proche des gens, de cette population russe encore tout imprégnée de soviétisme, il est aussi resté par ses manières rugueuses, ses propos crus, sa façon de dire brutalement et en peu de mots ce qu'il pense. Là où « le bavard » (Gorbatchev) se perdait en circonlocutions infinies qui ne satisfaisaient que les Occidentaux, quelques apparatchiks haut de gamme. L'homme ne prétend être ni raffiné ni cultivé : certains affirment l'avoir vu se « se soulager » plus ou moins discrètement sur un terrain d'exercices américains, pendant sa visite de 1989. L'automne dernier, à Rome, interpellé par des badauds alors qu'il faisait quelques pas dans la rue, il a répondu par un « Nicht verstanden ! » qui résume assez bien sa connaissance des langues étrangères. Et il ne fait pas semblant d'avoir des idées à la mode : quand on l'interroge sur le rôle de sa femme Naïna, « une femme douce, qui convient parfaitement à mon tempérament », il répond le plus clairement possible : « Dans notre famille, c'est moi le chef ! ». Il a deux filles et, à sa grande déception, pas de fils, bien qu'il ait suivi les conseils de « spécialistes » et placé « une hache sous l'oreiller », comme il le raconte lui-même plaisamment dans son autobiographie.

Bref, d'un point de vue parisien voir Washingtonien, et même s'il fait le baïonnette aux jeunes filles qui lui offrent des fleurs, l'homme paraît un peu mal dégrossi. Ce qui fascine autrui chez un Nikita Khrouchtchev est considéré aujourd'hui avec moins d'indulgence : l'époque a changé, et on s'était habitué aux manières policées de M. Gorbatchev. On n'a toujours pas tout à fait digéré, à Paris, l'outrecui-

dant procédé par lequel il avait requis une audience à l'Elysée (par le biais d'une interview à Antenne 2), et il n'est pas sûr que le général Bent Sowerby lui pardonne jamais d'avoir paru ignorer son nom et son rôle éminent. Négligent le chef du Conseil de sécurité qui devait le recevoir en 1989 à Washington, M. Eltsine n'avait pas voulu entendre parler d'autre chose que d'une rencontre avec le président Bush. Cela peut déplaire, mais il faut prendre Boris Eltsine comme il est, et savoir qu'il est difficile de lui résister, même quand il est au creux de la vague - lors de la conférence du parti, en 1989, s'apercevant qu'on s'arrangeait pour ne pas lui donner la parole, il s'est aviné vers la tribune comme on charge une position ennemie, et tout le monde a vite compris qu'on ne réussissait pas à l'empêcher d'intervenir.

Populisme et dogmatisme

Homme du peuple, proche du peuple, populaire, il est aussi « populiste », comme on dit en Russie. C'est-à-dire un peu démagogue : il promet beaucoup, y compris que la situation économique commencera à s'améliorer d'ici six mois, ce que - à tort ou à raison - pas un économiste n'est prêt à croire.

Devant un parterre d'officiers réunis au Kremlin, il annonce modestement et avec une certaine fierté : « 2 ou 3 milliards de dollars ». C'est-à-dire une véritable fortune, pour que chacun de ces guerriers sans toit puisse se construire une maison. Tout étonné de n'être pas remercié par un tonnerre d'applaudissements, il interromp son discours : « Alors, ça ne vous plaît pas ? » En janvier, au cours de sa tournée dans des villes de la Volga, il annonce publiquement qu'il signe « sur le champ » un décret qu'il sait populaire. Le décret, en fait, n'est pas prêt, et on lui tend à la hâte une feuille blanche. Pendant cette même visite, il tonne contre les directeurs de magasins coupables d'avoir porté leurs prix à des hauteurs astronomiques, menace les responsables locaux, limoge à tour de bras. Jamais il n'a hésité à sabrer ceux qu'il jugeait incapables ou corrompus : plus des deux tiers des secrétaires d'arrondissement de la ville de Moscou l'ont appris à leurs dépens quand il est devenu premier secrétaire de la capitale.

Quelques années plus tôt, dans l'Oural, il avait invité les dignitaires de la région à inaugurer avec lui à bord d'un autobus, une nouvelle route. Chaque fois que l'on abordait un tronçon non terminé, le responsable local était pris de descente et laissé ainsi en rase campagne... C'était, il en convient lui-même, une manière d'agir « typiquement autoritaire et administrateur », mais était aussi efficace. Et puis il a été « élu » dans ce système : « Ce style de direction, j'en suis imprégné, comme l'ensemble de mes conceptions ». Les lois du « système » expliquent aussi qu'il ait dû appliquer une décision du bureau politique l'obligeant de faire raser la maison où fut assassiné Nicolas II et la famille impériale. Et même qu'il ait commis naguère un ouvrage dont chaque chapitre s'ouvrait par une citation du secrétaire général du parti de l'époque, Léonid Brejnev...

Mais Boris Eltsine fut aussi ce que Mikhaïl Gorbatchev ne fut jamais : un véritable opposant, un homme qui ose défier un appareil déterminé à le détruire. Peut-être l'a-t-il fait à une époque où l'opposition était devenue possible (il n'est pas question là de dissidence, mais de lutte politique à l'intérieur du système et contre lui). Il a éprouvé la puissance d'une machine qui a bien failli le broyer, mais à laquelle il a résisté. Et dont il s'est toujours méfié.

A l'époque où il écrivait son livre, il cachait un jeu d'épaveuses, au cas où... Et en juin 1991, au cours d'un long entretien à Novo-Ogarevo avec M. Gorbatchev et le président kazakh, Nursulton Nazarbajev, il se lève soudain, pris d'une intuition : « Nous sommes déçus ». Ses interlocuteurs, surpris, apprendront plus tard qu'il avait raison.

Dans « Le Monde diplomatique » de février

Dérépages en Algérie

Le coup d'Etat de l'armée en Algérie n'instaura pas la dictature, mais stoppa la démocratisation. Les élites modernistes n'ont pas aimé que le Front islamique du salut (FIS), ce « parti des gueux », incarnant les espoirs des pauvres et des déshérités, arrive au pouvoir après sa nette victoire électorale. Dans *Le Monde diplomatique* de février, Lahouari Addi, Jacques Berque et Zakya Daoud analysent les fondements de cette grave crise et expliquent pourquoi l'islamisme s'enracina si puissamment dans les sociétés du Maghreb.

Alors que la situation internationale reste marquée par la morosité économique, Jacques Decroix dénonce une politique que n'inspire aucune vision à long terme et Frédéric F. Clermonte décrit les impitoyables conflits d'intérêts qui minent les négociations du GATT. Autre crise de notre temps, le débâtement des villes : Ingrid Carlander a enquêté chez les « guerriers de la paix » qui luttent contre l'anfer new-yorkais, tandis qu'Edouard Bailly décrit la vie dans une insolite cité du Brésil.

L'Europe de l'Ouest assiste à la montée de l'extrême droite. En Belgique, la xénophobie

s'installe dans les coulisses du pouvoir (Frédéric Lasserre, l'Etat, la dévalorisation de l'Algérie et de la politique est encouragée par certaines campagnes publicitaires (Pierre Guislain), tandis que la nouvelle télévision flatte les pires penchants démagogiques (Ignacio Ramonet).

Dans ce même numéro : El Salvador, une guerre oubliée (I.R.) ; la Pologne veut changer de cap (David Warszawski) ; un plan Marshall pour les pays de l'Est ? (Bernard Cassen) ; la Géorgie livrée aux luttes de clans (Amnon Kapeliouk) ; équilibre précaire en Bosnie-Herzégovine (Catherine Lutar) ; malaise dans l'Etat-nation (Atala Bitt) ; l'avenir compromis des Palestiniens (Paul Kessler et Joseph Paris) ; la démocratie introuvable au Tchad (Jean-Louis Triaud) ; les réfugiés latins à l'assaut de l'Amérique (André Corten) ; un contrat mondial pour une nouvelle humanité (Riccardo Petrella) ; les Jeux olympiques d'Albertville (Christian de Brie).

Enfin un important texte de dramaturge Armand Gatti : « Donner la parole aux exclus du langage ».

En vente chez tous les marchands de journaux. 20 F.

Avril 1991 à Strasbourg : un bien mauvais souvenir...

« Démagogue », « irresponsable », le président du groupe socialiste au Parlement européen, M. Jean-Pierre Cot, avait été un peu rude, sinon impoli et grossier, avec M. Boris Eltsine, en visite « d'urgence » en France et invité à cette occasion par le groupe socialiste du Parlement européen à Strasbourg le 15 avril 1991. M. Cot lui avait aussi montré « la porte, si vous ne souhaitez pas entendre des choses désagréables ». Mais celui qui n'était alors que le président du Parlement de Russie, et non pas M. Gorbatchev « avec qui nous nous sommes davantage en sécurité », en avait beaucoup entendu pendant ces trois jours. Pour un peu, le président russe, qui insistait pour y être reçu, serait resté à la porte de l'Elysée. Mais à la fin de sa tournée, riche en rebondisse-

ments et annulations, M. Eltsine avait, finalement, été reçu au palais présidentiel. Officiellement par son secrétaire général, M. Jean-Louis Bianco. Selon la version officielle de la présidence, M. Mitterrand s'était « joint à la fin de l'entretien ». Les autres rencontres de M. Eltsine s'étaient cependant déroulées normalement, notamment sa réception à la mairie de Paris par M. Jacques Chirac, son audition par les commissions parlementaires des affaires étrangères et de la défense du Sénat. A l'issue de son séjour, M. Eltsine s'était finalement déclaré « satisfait ». C'est lors de ce séjour que M. Eltsine avait demandé pour la Russie un siège aux Nations unies. Aujourd'hui, elle a un siège permanent au Conseil de sécurité.

Le président... la priorité...

DIPLOMATIE

de M. Eltsine en France



Le chef du KGB, Krioutchiov, actuellement sous les verrous, n'avait pas tardé à recevoir l'assurance de la confiance en soi, l'obéissance, le flair, la politique et le goût de la foule. Et puis aussi un talent plus rare, plus déconcertant : cette espèce d'insolence à l'égard de l'histoire.

Quand Wlascow signe en août 1980 les accords de Gdansk, il le fait avec un gigantesque stylo « gadgét », donnant un aspect vaguement loufoque à un événement de dimension exceptionnelle. Onze ans plus tard, et au lendemain du putsch, Boris Eltsine interrompait les débats du Parlement russe : « Maintenant, pour nous diriger un peu, je vais signer un décret suspendant les activités du parti. » Cette fois, c'est la mort du système, exécuté en une pichenette, « pour se défendre » : la boucle est bouclée, par deux hommes qui ont en commun de n'avoir jamais accepté de jouer selon les règles et de s'être attaqués à des adversaires infiniment plus forts qu'eux.

Le parallèle s'arrête là : l'un est essentiellement un apparatchik qui a fait éclater un moule trop étroit pour lui, l'autre un « ouvrier rebelle » qui a endossé un costume de président. Mais l'ex-député a définitivement renié le communisme, qu'il considérait désormais comme une malédiction de l'histoire, dont la Russie fut à ses yeux la première victime : la Russie, la « grande Russie », qu'il semble parfois sacrifier à l'histoire d'un slavophile du siècle passé, en même temps qu'il l'engage résolument sur le chemin de la démocratie et des réformes.

Recevant récemment un ministre occidental, il évoquait devant lui la capacité de la Russie à surprendre le monde, à attirer les « vagues » qui engloberaient d'autres pays. L'exemple cité n'était peut-être pas très convaincant, mais la conviction est profonde.

Cette foi en une Russie capable de toutes les régénérations, de tous les miracles, conduit parfois à certains dérapages, à des déclarations à l'exportation, qui résonnent très désagréablement aux oreilles des autres dirigeants de la Communauté (« la flotte de la mer Noire a été, est et restera russe »). Il y a aussi cette manière de s'approprier l'héritage de l'empire, de traiter cavalièrement partenaires et voisins : tout cela étonne un peu de la part d'un homme qui a tant lutté contre un « centre » que personnifiait M. Gor-

batchev, mais qu'il incarne à son tour. La fonction fait-elle l'homme, ou les pesanteurs du passé sont-elles trop fortes ? Boris Eltsine n'a-t-il pas suffisamment reproché à M. Gorbatchev d'accumuler tous les pouvoirs ? Il a pourtant ajouté à ses fonctions de président celles de premier ministre, il réclame des pouvoirs d'exception et gouverne par décrets (que le Parlement annule parfois, quand ils sont trop « énormes » - par exemple, celui qui ordonnait la fusion du ministère de l'Intérieur et du KGB). Lui qui était parti en guerre contre la corruption et jurait de « vider toute cette boue » est à la tête d'un pays où tout semble à vendre, et la municipalité de Moscou, où il avait entrepris un grand nettoyage, est plus que jamais le temple de la corruption. Hercule, certes, n'a pas renoncé, mais les écuries d'Augea sont décidément immenses.

Un homme imprévisible

Boris Eltsine a de larges épaules. M. Gorbatchev l'avait jugé « politiquement immature » et « irresponsable », et une savante étude publiée en juin dernier par la *Pravda* diagnostiquait chez lui « un désir hyper-trophé du pouvoir », la « spiritualité émotionnelle sur le rationnel » et, pour tout dire, « un caractère féminin », avec en prime une forme de « messianisme » et la certitude d'être le « sauveur ». La *Pravda* est aujourd'hui une feuille d'opposition, M. Gorbatchev dirige une « fondation », et Boris Eltsine est au pouvoir et, en des circonstances extraordinaires, difficile, assume son rôle sans le moindre complexe.

Certains responsables occidentaux ne lui donnent guère plus de six mois d'existence politique, d'autres quelques années, mais certainement pas plus : homme d'une autre époque dans un monde nouveau, il serait, forcément, une figure de transition. Peut-être, alors que l'homme a toujours déjoué tous les pronostics, toujours été aussi imprévisible, aussi déconcertant que ce visage qui change subitement d'expression : fermé, sévère, autoritaire, avec des traits épais, une bouche dure, un regard froid, jusqu'au moment où un sourire apparaît, qui change tout. Les yeux se font espérances, les traits s'allègent, le front s'illumine, et c'est un autre homme qui se révèle soudain. Chaleureux, complice. Et presque rassurant.

JAN KRAUZE

(1) Jusqu'au bout, Chirac-Lévy, 1990 (voir le Monde du 9 mars 1990).

Après son voyage à Paris

Le président russe va accorder la priorité à la réforme économique

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La « visite d'Etat » que le président de la Russie entame mercredi 5 février à Paris mettra un point final à ses voyages à l'étranger pour au moins six mois afin qu'il puisse se consacrer à la réforme économique. M. Boris Eltsine a donné lui-même cette précision lors d'une rencontre, mardi au Kremlin, avec les directeurs des médias russes, dont le quotidien *l'Indépendant* a donné un compte rendu. En échangeant quelques mots avec l'ambassadeur d'Israël à Moscou, M. Arieh Levin, dont il a reçu les lettres de créance avant de partir pour Paris, M. Eltsine a également assuré que les mois de février et mars seront « critiques » pour l'avenir de la Russie.

Selon M. Vitali Tretiakov, rédacteur en chef de *l'Indépendant*, M. Eltsine paraissait « en

pleine forme » et a surpris les directeurs des médias par sa bonne connaissance des dossiers du désarmement. « Malheureusement », poursuit M. Tretiakov, ses explications étaient moins claires et moins précises concernant la réforme économique où il semble s'orienter plus difficilement qu'en politique étrangère et à propos de laquelle il a indiqué que des mesures n'entrant pas dans le cadre des mécanismes de marché devront être appliquées pour freiner la hausse des prix.

De telles mesures, affirme par ailleurs mercredi *l'Indépendant*, ont été décidées par M. Eltsine et le président du Parlement russe, M. Khasboulatov, « inquiète de leur impopularité », contre l'avis de M. Egor Gaidar, le responsable de la réforme économique russe, dont le sort semble ainsi en danger.

S. Sh.

Nostalgies du côté de la rue Daru...

Voici donc, au cœur de la capitale, le pré carré de la « Sainte Russie ». Un bout de Paris entre les rues du Faubourg-Saint-Honoré et de Courcelles, dans la huitième arrondissement, sillonné par des petites artères guindées portant les noms de Daru, Pierre-Grand, et de la Neva.

Après la révolution d'Octobre, les anciens officiers de l'armée blanche qui avaient troqué l'uniforme chamarré des hussards pour la casquette grise des chauffeurs de taxi venaient rue Daru - le G7 était stationné avenue de Wagram - boire des verres de vodka, manger des *pirogi*, ces feuilletés à la viande dont ils étaient si fiers. Cette première vague d'immigrés, à l'aube de l'an 2000, se meurt. Mais le quartier ne les a pas oubliés, même si leurs héritiers et ceux qui sont venus les rejoindre au cours des années froides ont choisi, pour vivre, d'autres secteurs de Paris, notamment le quinzième arrondissement.

Agé de quarante-neuf ans, Grégoire tient boutique rue Pierre-Grand. Ses ramifications familiales le rattachent à Saint-Petersbourg, à Moscou et à l'Ukraine. La temps s'est arrêtée dans ce vaste caravansérail venu des steppes. On y respire la bonne odeur de la cire et des livres aux couvertures en carton. Le visiteur trouve ici les *matrochka*, ces poupées qui s'embellissent les unes dans les autres, des samovars, des lampes en porcelaine ravis-

santes et des icônes. On feuillete la *Pensée russe* et le *Point du jour*.

Accrochés aux murs, de vieux cadres présentent les photos jaunies et surannées du tsar Nicolas II, de l'impératrice et des princesses Olga et Tatiana. En dessous surgit le dernier *ataman* (officier supérieur des cosaques du Don), il s'appelait Bogatévski. Il est mort, loin de chez lui, à Paris. Les murs sont tapissés d'étiquettes sur lesquelles voisinent les œuvres, écrites en cyrillique, de Tolstoï, Dostoïevski, Fouchkine.

Chevaux rejetés en arrière, la prunelle fiévreuse, le manteau boutonné, Grégoire estime que « l'ib-bas, ça finit mal. C'est le chaos et la réaction blanche ris-que de prendre le pouvoir ». Tel un personnage de Saltykov, il poursuit : « Eltsine a mis la charue devant les bœufs. D'abord la politique, puis l'économie. C'est le contraire qu'il fallait faire. Il n'en a pas pour longtemps. »

La cathédrale au cœur du pré carré

Le cœur du pré carré, c'est, bien sûr, Saint-Alexandre-Nevisky, la cathédrale russe située au 12, rue Daru. Les souvenirs les plus tristes, les espérances les plus folles et l'histoire millénaire du vieux pays de l'Oural convergent vers cet édifice dont la première pierre a été posée en 1859. Hormis les sanctuaires de la Grèce, l'Hellade

éternelle, c'est le centre orthodoxe le plus important de l'Occident. Ici, en pays latin, Byzance a pris ses quartiers.

Dominiée par cinq bulbes surmontés de croix, la cathédrale, dont la restauration devrait commencer prochainement, a été bâtie par Kouzmine, architecte à la cour impériale, et Strohm, membre de l'Académie des beaux-arts de Saint-Petersbourg.

Entre le souvenir et l'espoir

L'autel est dressé en direction de l'Orient, les icônes, qui représentent une vision religieuse avant d'être œuvre d'art, abondent. Le dernier chef d'Etat russe à se rendre à Saint-Alexandre-Nevisky a été, en 1896, Nicolas II, alors invité par la France de Félix Faure.

« Ce qui se passe en Russie est intéressant et est marqué par le retour aux valeurs traditionnelles dans l'orthodoxie », confie Serge, l'intendant de la cathédrale. Sa mère est née à Saint-Petersbourg, son père est originaire d'Odessa. Il évoque les différentes vagues d'émigrés dont la plupart sont venues se recueillir rue Daru. Il révèle qu'aux alentours des années 80, certains touristes et certains membres des troupes artistiques de passage à Paris sont venus se faire baptiser à la cathédrale. Son avis sur Boris Eltsine ? Il attend pour juger.

Le son de cloche est tout à fait

différent à la rédaction de la *Pensée russe*, un hebdomadaire installé au deuxième étage d'un immeuble de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, face à la salle Pleyel, « *Confiance à Eltsine* », lance Irina, trente ans, née à Moscou et une des six journalistes de cette publication fondée en 1947, riche de six mille abonnés. Ici, on croit à « la renaissance de l'église » au pied du Kremlin.

A quelques pas de ce petit monde qui tangue entre le souvenir et l'espoir, Sacha Tolstoï, l'arrière-petit-fils de Léon Tolstoï, a ouvert, avenue de Wagram, une boutique où l'on trouve tout ce que l'amateur de « pêche au gros » peut désirer. L'homme, qui ne veut pas se servir de son nom, mais le servir, s'est rendu à plusieurs reprises en Russie.

Il constate que « le début de libéralisme que connaît le haut de l'échelle gouvernementale a bien du mal à se traduire sur le terrain, quadrillé par des petits chefs. Mais le temps viendra, c'est sûr ». Il ajoute : « Qui peut dire que Eltsine et quel est son avenir ? Il faut lui faire confiance. Nous n'avons pas le choix. » Aujourd'hui, la demeure familiale d'Iasnaïa Poliana (la clairière lumineuse) a été transformée en musée. Dans la propriété repose l'auteur de *Guerre et paix*. Signe des temps, Sacha Tolstoï a été invité, au cours de l'été 1991, à occuper une aile du musée.

JEAN PERRIN

Devant le Conseil de l'Europe

Le président Lech Walesa se déclare « déçu » par l'Occident

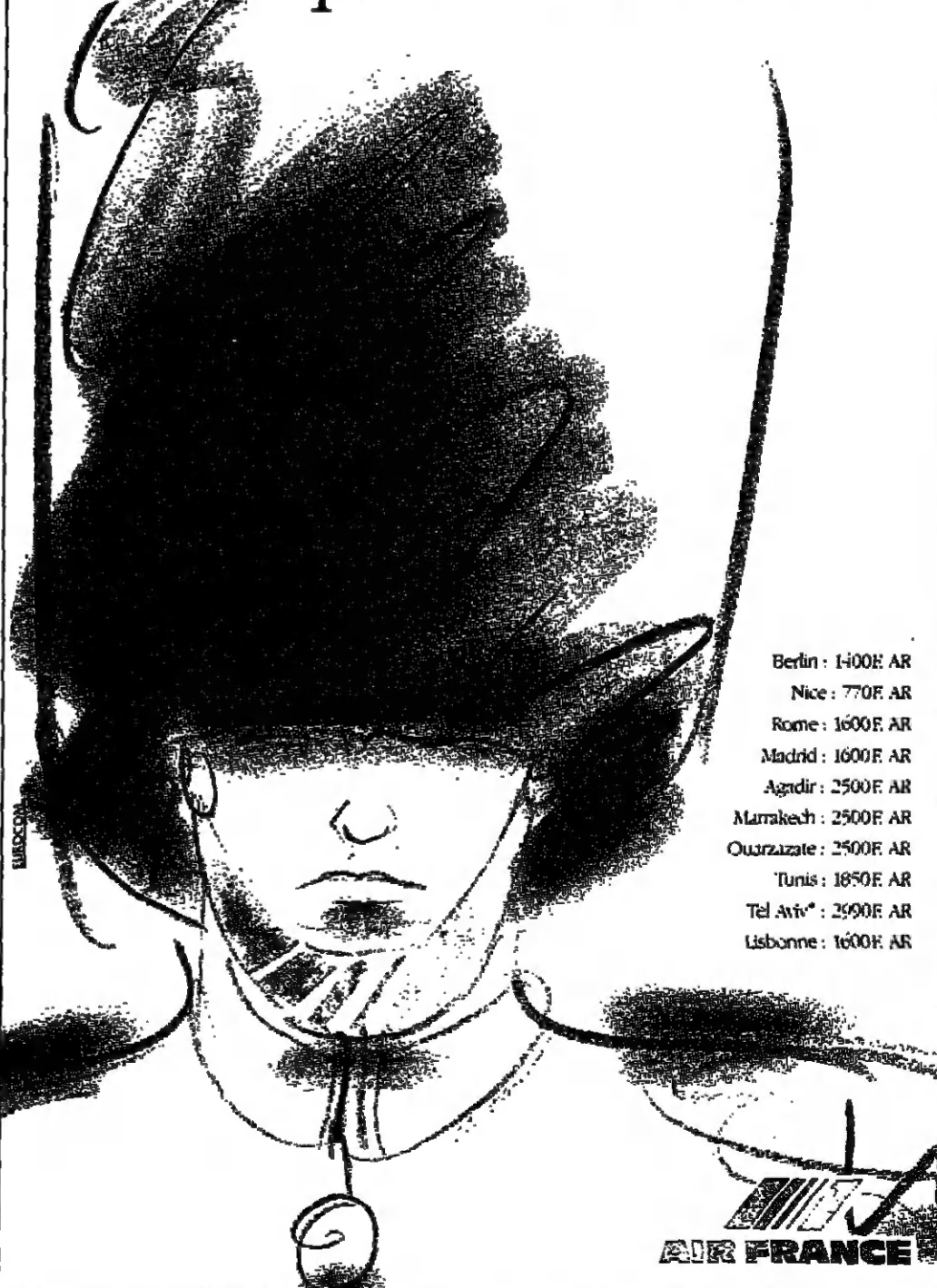
Le président polonais, M. Lech Walesa, a reproché, mardi 4 février, aux Occidentaux d'avoir inondé son pays de leurs produits, mais de ne pas avoir suffisamment investi dans les nouvelles démocraties de l'Est. La « vision d'une seule Europe a fort pâli », a-t-il ajouté lors de son premier discours devant le Conseil de l'Europe depuis l'adhésion de la Pologne à cette organisation qui réunit à présent vingt-six pays.

« Le niveau économique des Etats divise l'Europe d'une façon nette et déterminante », a expliqué le chef d'Etat polonais, ajoutant que les citoyens d'Europe de l'Est ont l'impression « que l'Europe nous a fermés à eux », qu'elle devient « un club exclusif ». Il a notamment reproché à la diplomatie occidentale de troquer « l'aide alimentaire contre le désarmement militaire » dans l'ex-URSS. Grâce au « pistolet d'alarme atomique, les pays possédant des ogives nucléaires peuvent forcer l'obtention d'une aide économique. Or la Pologne ne possède pas de tels arguments », a-t-il regretté.

« C'est la révolution polonaise qui a permis de franchir les murs du Kremlin », a déclaré le Prix Nobel de la Paix. Nous étions bons comme instruments pour faire éclater le vieux système. Or c'est à nous que la révolution a permis de faire des affaires (...). L'aide économique se limitant à drainer notre marché. Avons-nous aujourd'hui perdu votre sympathie ? »

o La Finlande envisage de présenter sa candidature à la CEE. - La Finlande prévoit de présenter sa candidature officielle à la Communauté européenne à la mi-mars, a annoncé, mardi 4 février, à Helsinki, le ministre finlandais des affaires étrangères, M. Paavo Vayrynen. La coalition conservatrice du premier ministre, M. Esko Aho, doit auparavant discuter de cette question le 27 février, afin de dégager une majorité en faveur d'une candidature à la CEE. Si le gouvernement obtient un soutien suffisant de la part de la coalition, il informera la CEE de son projet, le 2 mars. Selon un récent sondage, les Finlandais restent divisés sur la question d'une candidature de leur pays à la CEE : 51 % y sont favorables et 38 % hostiles. - (AFP)

Londres: 890 F. AR Embarquement immédiat



- Berlin: 1400F AR
- Nice: 770F AR
- Rome: 1600F AR
- Madrid: 1600F AR
- Agadir: 2500F AR
- Marrakech: 2500F AR
- Ouarzazate: 2500F AR
- Tunis: 1850F AR
- Tel Aviv: 2900F AR
- Lisbonne: 1600F AR

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. * Tarif non valable du 19 février au 8 mars 1992 et du 1^{er} avril au 7 mai 1992.

EUROPE

CEI : selon une enquête du gouvernement russe

Le rôle du KGB dans le coup d'Etat manqué du 18 août est confirmé

Écoutes téléphoniques, désinformation, entraînement d'unités spéciales : le rôle du KGB et de ses principaux dirigeants dans le coup d'Etat manqué du 18 août 1991 a été confirmé par une enquête du gouvernement russe présentée, mardi 4 février, aux députés de la Fédération. Selon le président de la commission, M. Sergueï Stepachine, la préparation du coup d'Etat remontait au moins à l'automne 1990. La répression à Vilnius en janvier 1991, les tentatives de déstabilisation de Boris Eltsine, relevaient d'une stratégie globale de la hiérarchie du KGB, mais les officiers subalternes n'ont pas suivi. Les services secrets soviétiques se sont employés à fournir des ren-

seignements inexacts aux dirigeants du pays, notamment à M. Gorbatchev, afin de les persuader de la nécessité d'instaurer l'état d'urgence, a déclaré M. Stepachine, cité par l'agence ITAR-Tass.

L'enquête a établi que le KGB avait placé sur écoutes les téléphones de M. Boris Eltsine ainsi que ceux de la quasi-totalité des dirigeants russes. Détail coïncident : même les téléphones de deux des «pulschistes», le vice-président soviétique, M. Guennadi Ianaev, et le président du Parlement soviétique, M. Anatoli Loukianov, étaient écoutes. Des ordres de surveillance signés par l'ex-président du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, aujourd'hui poursuivi pour

«conspiration», ont été retrouvés dans le coffre-fort du chef de l'appareil présidentiel, M. Valéry Boldine.

Selon l'enquête, l'ordre d'attaquer le Parlement russe dans la nuit du 20 au 21 août n'a jamais été donné à l'unité Alpha (groupe de mission spéciale), qui avait pourtant été spécialement entraînée pour cet assaut. Aucun des responsables du KGB cités dans ce dossier, à l'exception du chef du KGB, n'a été poursuivi. Selon les *Nouvelles de Moscou*, plusieurs d'entre eux ont conservé leurs fonctions ou se sont vus confier de nouvelles responsabilités. — (AFP, ITAR-Tass.)

La visite du président Leonid Kravtchouk à Bonn

L'Ukraine se déclare prête à accueillir les «Allemands de la Volga» sur son territoire

Lors de la visite du président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, à Bonn, l'Ukraine et l'Allemagne ont décidé, mardi 4 février, de favoriser l'installation des Allemands de souche de l'ex-URSS dans le sud de l'Ukraine, et notamment en Crimée. Selon le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Horst Wafenschmidt, un groupe de travail germano-ukrainien tiendra une première réunion vers la fin du mois à

Kiev afin de mettre au point des projets de réimplantation d'Allemands en Ukraine.

Le président Kravtchouk a déjà pris un décret qui autorise ces implantations, a indiqué M. Wafenschmidt, qui est responsable du dossier des Allemands de souche. Le gouvernement allemand a promis une aide technique et financière pour ces projets. L'Allemagne, qui craint une immigration massive des quelque deux millions d'Allemands de souche de la CEI, cherche par tous les moyens à leur assurer de meilleures conditions dans l'ex-URSS. Le gouvernement de Bonn fait pression sur la Russie pour qu'elle restaure la «République des Allemands de la Volga» abolie en 1941 par Staline, mais le projet est dans l'impasse, les conditions posées par le président russe Boris Eltsine étant jugées inacceptables par Bonn.

Un croche-pied à M. Eltsine

Selon des données officielles de l'Allemagne, il y a actuellement 40 000 Allemands de souche en Ukraine contre 400 000 avant leur déportation en Asie centrale après l'invasion de l'URSS par les nazis en 1941. Le président Kravtchouk a proposé d'installer des Allemands «sur de bonnes terres», dans le sud de l'Ukraine et notamment en Crimée, un territoire récemment revendiqué par le Parlement russe. Toutefois, certains commentateurs à Bonn refusent d'être dupes : «Il

faut comprendre cette proposition comme un croche-pied à Eltsine», écrivait mardi la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. «Cela trouve son explication dans les relations tendues entre Kiev et Moscou, mais ne doit pas empêcher l'Allemagne de prendre Kravtchouk au mot.»

Après avoir rencontré le chancelier Helmut Kohl en milieu de journée, et s'être entretenu avec plusieurs chefs de parti, M. Kravtchouk a rappelé au cours d'une conférence de presse que son pays avait fermement l'intention de rembourser la part de dette de l'ancienne URSS qui lui échoit (16,3 % du total), et assuré que l'Ukraine se débarrassera à terme de ses armes atomiques. Il a promis que toutes les armes nucléaires tactiques auront quitté le sol ukrainien à l'été 1992 et que «les armes stratégiques seront éliminées d'ici à 1994».

Si le chancelier Helmut Kohl a promis la conclusion d'un traité bilatéral de coopération, le président ukrainien a quitté Bonn comme Boris Eltsine deux mois plus tôt : sans engagement formel sur le montant d'une éventuelle aide allemande.

Au cours de la visite, le ministre ukrainien des affaires étrangères Anatoli Slenko a encore annoncé l'ouverture prochaine d'une ambassade à Bonn, suite logique de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays le 17 janvier. — (AFP.)

Dans l'éventualité du déploiement d'une force de l'ONU en Yougoslavie

La France propose d'envoyer 2 500 «casques bleus» en Slavonie orientale

La France est prête à installer environ deux mille cinq cents «casques bleus» en Slavonie orientale dans l'éventualité d'un déploiement par l'ONU d'un contingent de ses forces pour le maintien de la paix en Yougoslavie. Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, l'a exprimé mardi à M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, qui l'a reçu lundi 3 février à New-York.

tée, depuis son existence, c'est-à-dire le déploiement de vingt mille personnes («casques bleus», policiers civils et fonctionnaires internationaux) jusqu'aux élections d'avril 1993, pour une dépense totale qui ne sera pas inférieure à 2 milliards de dollars.

A ce jour, les Nations unies ne mobilisent pas moins de onze mille «casques bleus», dont sept cents Français, dans des opérations de maintien de la paix qui intéressent une dizaine de territoires différents.

Réactiver

le comité d'état-major

Avec la Yougoslavie comme avec le Cambodge, si ces deux missions vont jusqu'à leur terme, l'institution «onusiennne» devra changer de visage et d'échelle. «L'époque artisanale des Nations unies, avec des capacités opérationnelles limitées dit-on dans l'entourage du ministre français de la défense, est sur le point de s'achever. Ce sont maintenant des missions beaucoup plus lourdes qui se profilent à l'horizon. Ce sont aussi des opérations qui traduisent une extension du droit international garanti par l'ONU et pour lesquelles s'imposent des modes d'intervention plus souples.»

M. Joxe a répété à cette occasion à M. Boutros-Ghali que, dans le cas de la Yougoslavie, la France était «complètement disponible» pour l'envoi de 2 000 à 2 500 hommes dans une zone — la Slavonie orientale, jusqu'à la frontière hongaro-yougoslave — qui ne devrait pas res-

ter une exclusivité de l'armée française mais où, à côté des unités françaises, devraient exister un régiment d'infanterie et un régiment logistique d'autres nations.

Dans ces conditions, pour ne pas exposer l'ONU à des risques d'échec inévitable comme le fut l'intervention au Congo dans les années 1963-1965, il serait souhaitable de réactiver le comité d'état-major qui est prévu par la Charte des Nations unies mais qui ne fonctionne plus depuis une quarantaine d'années. Ce comité militaire réunit les chefs d'état-major des armées des pays membres du Conseil de sécurité et il est responsable de la direction stratégique de toutes les forces armées mises à la disposition de l'ONU.

L'idée en a été lancée par M. Mitterrand lors de son bref passage au Conseil de sécurité la semaine dernière. Apparemment elle n'enchantait pas tous les partenaires de la France. M. Manack Goulding le secrétaire général adjoint de l'ONU responsable des forces de maintien de la paix, s'inquiète en privé de cette proposition française. Pour lui un tel comité ne serait pas en mesure de gérer rapidement, au jour le jour, des opérations militaires, et il donnerait aux chefs d'état-major russe ou chinois qui en feraient partie, un droit de regard auquel ils n'ont pas été préparés.

JACQUES ISNARD

Les tensions interethniques se multiplient dans le chef-lieu de l'Herzégovine

La tension est montée, mardi 4 février, dans la région hautement sensible de Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine (sud de la Bosnie-Herzégovine), où une partie de la population — à forte minorité croate — a érigé des barricades, a rapporté la télévision de Zagreb. Plusieurs centaines d'habitants ont barré la route à l'une des entrées de la ville avec des chevaux de frise et des poids lourds, en signe de protestation contre la présence et le comportement des réserves de l'armée yougoslave, a précisé la télévision.

Lundi soir, la situation à Mostar a fait l'objet d'une réunion entre son maire, des représentants de l'armée et un membre de la présidence de Bosnie-Herzégovine. Mostar connaît de vives tensions interethniques, la forte minorité croate (plus de 33 % de la population, contre 31 % de musulmans et

18 % de Serbes) qui y vit étant favorable à son rattachement à la Croatie, les musulmans prônant l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, tandis que les Serbes sont hostiles à ces deux propositions. La situation est rendue encore plus sensible en raison de la présence d'importantes forces de l'armée yougoslave.

Boycotter

le référendum

Par ailleurs, le responsable de l'Union démocratique croate (HDZ) de Bosnie-Herzégovine, M. Stjepan Kijacic, a démissionné dimanche, à la suite d'une réunion des représentants croates de Bosnie-Herzégovine à laquelle participaient plusieurs dirigeants de Croatie, et notamment M. Stipe Mesic, président de l'HDZ de Croatie, rapporte notre correspondante en

Yougoslavie, Florence Hartmann.

M. Kijacic, partisan de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, se heurte à l'opposition des Croates qui aspirent au partage de la Bosnie-Herzégovine afin de rattachier les territoires où ils sont majoritaires à la Croatie limitrophe. Les Croates, qui ne représentent que 17 % de la population dans l'ensemble de la République, craignent de se voir traités comme une minorité et envisagent de boycotter le référendum sur l'indépendance de la Bosnie, prévu pour les 29 février et 1^{er} mars.

Le départ de M. Kijacic laisse présager la formation d'une coalition de fait entre Serbes (32 % de la population) et Croates pour faire échec au référendum et forcer les musulmans, qui représentent 44 % de la population, à partager la Bosnie-Herzégovine en trois Etats.

IRLANDE DU NORD

Un policier a tué trois personnes dans les locaux du Sinn Fein

LONDRES

de notre correspondant

Alan Moore, un jeune officier du RUC (Royal Ulster Constabulary), la police nord-irlandaise, a tué trois personnes, mardi 4 février, dans les locaux du Sinn Fein (branche politique de l'IRA) à Belfast-Ouest, avant de se suicider. Ces meurtres ne semblent pas directement liés à la lutte menée par les forces de sécurité contre l'Armée républicaine irlandaise. La veille en effet, Alan Moore avait été suspendu de ses fonctions : en état d'ébriété, il avait tiré des coups de feu lors de l'enter-

rement de l'un de ses collègues, dont le décès, dû à une dispute familiale, l'avait profondément choqué. L'affaire s'inscrit néanmoins dans un climat de violence accru depuis un mois.

M. Gerry Adams, le président du Sinn Fein, sur les lieux du meurtre, quelques minutes après les coups de feu, a estimé qu'il s'agissait d'une conséquence du «climat d'intimidation» contre son mouvement. Le RUC, dont les effectifs sont à plus de 90 % composés de protestants, est particulièrement touché par la violence : plus de trois cents policiers ont été tués depuis vingt-deux ans et les problèmes de stress et

d'alcoolisme sont très répandus dans ses rangs. Vingt-deux policiers se sont suicidés entre 1973 et 1985.

Ces meurtres ont éclipé la visite officielle — la première de ce type depuis la partition de l'Irle en 1921 — effectuée mardi à Belfast par la présidente de la République d'Irlande, M^{me} Mary Robinson, venue pour renforcer les liens d'amitié entre son pays et la province nord-irlandaise du Royaume-Uni. Le maire de Belfast, M. Nigel Dodds, un «unioniste» (protestant) convaincu, a refusé de rencontrer M^{me} Robinson.

L. Z.

Non, un PC
n'est pas
forcément
inutile, il peut
vous servir
à acheter
moins cher un
Macintosh.

(Voir page suivante)

CLM/MH/DJ. Macintosh est une marque déposée d'Apple Computer, Inc.

PRIX JEAN-JACQUES ROUSSEAU

TZVETAN TODOROV

Les morales
de l'histoire

LE COLLEGE DE PHILOSOPHIE - C R A S S E T



EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : selon les archives du PCUS

Le Parti travailliste entretenait un dialogue étroit avec Moscou



TANCHO

LONDRES
de notre correspondant

Selon des révélations récentes du *Sunday Times*, les archives secrètes du Parti communiste soviétique (PCUS) font apparaître des relations très étroites entre le Parti travailliste britannique et Moscou. Classés « secrets » et « top secret », les télégrammes envoyés par l'ambassade de l'ex-URSS à Londres dévoilent le compte-rendu d'entretiens privés que les principaux responsables du Parti travailliste ont eus, dans les années 80, avec des diplomates soviétiques. Ils font aussi apparaître les circuits de financement par lesquels Moscou a soutenu la grève des mineurs britanniques, dont le « patron » était M. Arthur Scargill, un homme influent à l'époque au sein du Labour.

PORTUGAL : la visite en Inde du président Soares
Un périple sentimental et nostalgique
LISBONNE
correspondance

Au moment où le premier ministre chinois, M. Li Peng, recevait à Lisbonne un accueil chaleureux, le président du Portugal, M. Mário Soares, effectuait en Inde un long périple, plus sentimental que politique. Ce fut un retour en terre indienne dix-huit ans après sa première visite quand, ministre des affaires étrangères, il rétablit les relations diplomatiques avec New-Delhi. Tirant un trait sur la rupture de 1961, due aux séquelles de la décolonisation des trois possessions portugaises - Goa, Daman et Diu, - ce voyage était destiné à « dissiper malentendus et ressentiments » hérités d'un passé vieux de quatre cents ans.

Après New-Delhi, ce fut, à Cochin où les navires de Vasco de Gama jettent l'ancre il y a cinq siècles, le lyrisme et surtout l'émotion. Celle-ci ne devait plus quitter M. Soares tout au long de son voyage : surtout à Diu, où quelques larmes apparurent dans l'œil présidentiel au spectacle des chants et danses et de costumes folkloriques très luxuriants. La fin de ce périple imprégné de « saudade », la nostalgie de l'âge d'or des grandes découvertes, venait à point pour lui faire oublier sa déception de n'avoir pu obtenir le soutien de ses interlocuteurs sur le problème de Timor-Orientale.

Un grand silence accueillit les déclarations de M. Soares lorsqu'il évoqua le sort du peuple timorais sous le joug indonésien et revendiqua pour lui le droit à l'autodétermination. Embourbé de son hôte, le président Venkataraman, peu enclin à sacrifier la solidarité avec l'Indonésie au sein des non-alignés sur l'autel de Timor et pour lequel le mot d'autodétermination ne pouvait qu'évoquer le lancinant problème du séparatisme au Cachemire.

Dressant le bilan de sa visite, M. Soares a estimé qu'elle avait été un « couronnement affectif de portugalité », qui ne saurait se mesurer en termes d'argent. En termes politiques peut-être.

Alice Iulice

avec le gouvernement de M. Thatcher. Ce circuit, selon les propos attribués à M. Scargill, permet de « stimuler l'origine soviétique de l'argent et le secret de son transfert ». Les archives révèlent aussi le souci du Labour de se démarquer de la politique pro-américaine du gouvernement conservateur (qui, à l'époque, acceptait le déploiement de missiles nucléaires américains en Grande-Bretagne), et de se rapprocher de Moscou. M. Healey, un responsable important du parti, indique par exemple à l'ambassadeur soviétique, M. Victor Popov, qu'il juge les Américains responsables de la plupart des développements dangereux du monde, et se dit « considérablement plus » impressionné par l'aide soviétique. Quant au chef du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, il se serait déclaré prêt à un « dialogue concret » avec l'URSS, lors d'un entretien avec M. Popov, le 30 juillet 1984, à la Chambre des Communes.

Dans le climat de campagne électorale (le plus en plus virulent qui règne actuellement en Grande-Bretagne), ces révélations, qui ne paraissent pas à première vue inoffensives, sont exploitées par les responsables conservateurs, manifestement ravis de l'aubaine. Ils dénoncent une approche « lâche et servile » du Labour à l'égard de l'ex-URSS et les travaillistes, en retour, accusent le premier ministre, M. Major, d'être à l'origine de la « plus basse campagne électorale du siècle ». Le Labour affirme, depuis décembre 1989, d'une série d'extractions et de vols électroniques « dans leurs bureaux des Communes et n'hésite pas à mettre en cause la responsabilité du MI5, les services secrets... »

LAURENT ZECCHINI

EN BREF

CONGO : le premier ministre critique la France. - M. André Milongo, premier ministre congolais, s'est déclaré, dans un entretien publié mardi 4 février par la *Croix*, « surpris par le manque d'implication de la France à soutenir le processus démocratique » au Congo. D'autre part, à Brazzaville, soixante-trois partis politiques ont demandé mardi la démission de quatre ministres et la formation d'un gouvernement « réellement issu d'une consultation entre les institutions de la transition et les formations politiques ». - (AFP)

DANEMARK : trafic d'armes échoué vers la Syrie. - Le cargo danois *Nadia J*, transportant douze chars T-72 et cent quarante-six tonnes de munitions et de pièces de rechange tchécoslovaques destinées à la Syrie, est retenu depuis le lundi 3 février, par les autorités danoises « en raison du caractère de son chargement ». Le bâtiment qui avait quitté samedi le port polonais de Szczecin, s'est échoué lundi au large de l'île danoise d'Aero et a été remorqué vers le port danois de Saaby pour réparations. - (AFP)

MALI : nouveau report des élections législatives. - Le premier tour des élections législatives maliennes aura lieu le 23 février « si tout va bien », a déclaré mardi 4 février le colonel Barama Sire Traoré, ministre de l'Administration territoriale. Le second tour se déroulera probablement le 8 mars, et l'élection présidentielle les 22 mars et 5 avril. Ce nouveau calendrier entraîne pour la seconde fois la prolongation de la période de transition. - (Reuters)

AFRIQUE

BURKINA-FASO : pour apaiser les tensions

Le président Compaoré organise un « Forum de réconciliation nationale »

Le président burkinabé Blaise Compaoré a annoncé lundi 3 février qu'un « Forum de réconciliation nationale » s'ouvrira la semaine prochaine à Ouagadougou. Les partis politiques, les associations, ainsi que toutes les organisations professionnelles, syndicales et religieuses, devraient participer à cette rencontre destinée à « rendre justice aux victimes des différents régimes » et à « tirer les leçons du passé ».

OUAGADOUGOU

de notre envoyée spéciale

« C'est une affaire de respect, on ne rentre pas dans l'ordinaire », L'avertissement, en forme de boutade, est lancé d'une voix teintée d'une pointe d'orgueil. Comme tous les intellectuels de la place, son auteur n'est pas peu fier de graviter dans un milieu complexe, formé dans les années 1960-1970 à l'école des groupuscules parisiens, et avide de cultiver la différence burkinabé.

L'un attribue à son pays « vingt ans d'avance sur les voisins » ; l'autre fait pompeusement valoir les « sept présidents de la République, quatre Constitutions, sept ou huit ? Je ne sais plus... » - coups d'Etat qui ont mûri la classe politique. Le Burkina-Faso n'est certes pas, dans la région, un pays comme les autres. Pour autant, il n'échappe pas aux traditionnelles chausse-trappes qui menacent toute nation candidate à la démocratisation.

Une coalition hétéroclite

« Blaise est un tueur... » Tel est le leitmotiv d'une moitié de la classe politique, qui se dit incapable de fermer les yeux sur la manière dont le capitaine a accédé, puis s'est maintenu, à la magistrature suprême. La référence au « 15 octobre » est incessante. Entendez : le 15 octobre 1987, date de l'assassinat de Thomas Sankara et de l'arrivée au pouvoir de M. Blaise Com-

paoré. Plus de deux ans plus tard, en septembre 1989, les numéros deux et trois du régime, le commandant Jean-Baptiste Lingani et le capitaine Henri Zongo, disparaissent à leur tour, passés par les armes à la suite d'une tentative de coup d'Etat dont la réalité reste à prouver.

Malgré tous ses efforts d'ouverture, et bien que sa responsabilité directe n'ait jamais été établie, le capitaine Compaoré n'a pas réussi à « remonter la pente » : l'élimination de ses trois anciens compagnons d'armes, de ceux qui, avec lui, avaient fait la révolution d'août 1983, lui « colle à la peau », comme dit un diplomate. Evoquant l'énorme taux d'abstention qui a marqué l'élection de M. Blaise Compaoré à la présidence, en décembre, un opposant s'exclame : « Ces 75 % d'abstention, ce sont des gens qui détestent le régime militaire, qui rejettent l'individu Blaise, qui ne peuvent lui pardonner ce qu'il a fait à ses amis ! »

L'auteur de ces mots, M. Alain Zounga, fait partie des abstentionnistes. Il n'a pourtant pas toujours honni « l'individu Blaise », puisqu'il fut l'un de ses ministres. La Coalition des forces démocratiques (CFD), le « front » créé en octobre en vue d'obtenir l'organisation d'une conférence nationale, et dont il fait partie, est en réalité composée de personnalités aux motivations très diverses. Grossièrement, trois composantes s'y retrouvent : la « droite » - le personnel politique évincé par la révolution sankariste, - les « dignitaires » mis à l'écart après avoir participé au Front populaire mis en place par M. Blaise Compaoré en 1987, et les sankaristes - minoritaires, - qui attribuent au chef de l'Etat la responsabilité de la mort de « Thomas » et, du coup, de leur déchéance du pouvoir.

La fin des idéologies

Cette coalition hétéroclite vit dans la peur depuis le 9 décembre, date de la mort de l'un de ses mentors, Clément Oumarou Ouedraogo, victime d'un attentat à l'explosif. L'ancien numéro deux du régime, passé dans l'opposition en mars 1990, a-t-il été le cible d'un groupuscule sankariste, - comme le laisse entendre l'entourage du président, ou d'éléments incontrôlés de cet entourage ? « La responsabilité du pouvoir est totale », soutient l'opposition, tandis que M. Blaise Compaoré fait remarquer que, « dans ce processus, s'il y a de la violence, c'est nous qui perdons ».

« A plusieurs reprises, nous avons été au bord du gouffre : à chaque fois il y a eu un sursaut », affirme,

à propos de ce dernier épisode de la crise burkinabé, M. Hermann Yameogo, le fils d'un ancien président de la République. Confortablement installé le long de sa piscine, le dirigeant de l'Alliance pour la démocratie et la fédération (ADF), l'un des trois grands partis « de droite », parle sans acrimonie. Et, lorsqu'on lui demande de faire le bilan des années « révolutionnaires » et de celles qui ont suivi, la réponse est pour le moins modérée : « Incontestablement, ils ont su mettre à profit la mobilisation populaire : il faut le reconnaître... mais c'est par la contrainte qu'on a pu obtenir tout ça... Aujourd'hui, fin du marxisme-léninisme ! Le régime n'a plus de « ligne ». « Le Burkina passe d'une phase doctrinaire à une phase libérale, dans laquelle se seront les individus qui primeront », explique M. Somé, le ministre de l'Information, un ancien fidèle de Thomas Sankara. M. Blaise Compaoré lui-même évoque sans amertume la « fin des idéologies » : « Après toutes ces expériences, ce qui préoccupe les gens, c'est la liberté et le progrès ».

Lui aussi reçoit des coups, le long de sa piscine, habillée de blanc de pied en cap. Décontraction de mise ? On ne voit jamais le président dans les rues. Sa campagne électorale - « à l'américaine », lui reproche l'opposition, selon laquelle elle a coûté des milliards de francs CFA, - il l'a faite en hélicoptère. Partagerait-il la peur de l'ensemble de la classe politique ? Certains opposants n'osent plus dormir chez eux, par crainte d'un attentat. En conseil des ministres, les membres du gouvernement se sont vu proposer des armes et quelques-uns se promènent avec des gardes du corps.

Pour rétablir la confiance, et pour faire pièce à d'éventuels extrémistes, M. Blaise Compaoré n'a aujourd'hui pas d'autre alternative que de prôner la réconciliation nationale. Aussi a-t-il accepté l'organisation d'un forum, qui tiendra lieu de conférence nationale sans, pour autant, que ses décisions soient souveraines. On s'attend également à la formation d'un gouvernement d'union nationale, dont l'opposition serait partie prenante, et qui garantirait la transition jusqu'à des élections législatives.

Avec pas moins de trois cents anciens ministres, le Burkina-Faso ne manque pas de postulants. Reste à savoir si ceux qui se classent aujourd'hui dans l'opposition sauront se satisfaire d'un portefeuille pour faire leur retour au pouvoir. Lui-même est persuadé qu'il est possible de composer. « En Afrique, dit-il, la politique, ce n'est pas la lutte pour un idéal, mais pour une place ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

ALGÉRIE

Cinq morts à Batna dans des heurts entre islamistes et forces de l'ordre

Cinq personnes ont été tuées et vingt-huit autres blessées, à Batna, à 430 km à l'est d'Alger, au cours d'affrontements qui ont opposé, mardi 4 février, les forces de l'ordre à des manifestants intégristes, a annoncé la gendarmerie nationale. Les sympathisants du Front islamique du salut (FIS) s'étaient rassemblés devant le tribunal de la capitale des Aurès, où étaient jugés des prédateurs accusés « d'incitation à la rébellion et d'utilisation des lieux de culte à des fins politiques ». Devant les « débordements », le préfet a dû faire appel à une unité de l'armée pour appuyer les policiers, a précisé le communiqué officiel. Le dernier bilan publié par le FIS fait état de quatorze morts - dont six à Laghouat - sur l'ensemble du territoire depuis la stricte application de la réglementation sur l'utilisation des mosquées et la mise en jugement des imams considérés comme « politiques » ; de source officielle, le nombre des morts se limite à cinq.

De son côté, la Ligue algérienne des droits de l'homme s'est élevée, mardi, dans un communiqué, contre des « violations des droits et des libertés des citoyens » à Alger, à Constantine et à Oran. - (AFP, Reuters)

Avant d'offrir
votre bon vieux
Macintosh
à votre cousine,
sachez qu'il peut
vous faire
économiser
jusqu'à 14 000 F.

(Voir page suivante)

CLAUDE MACINTOSH ou une marque Apple, il n'y a rien de commun.

personnes
inn Fein



LES DÉCLARATIONS DU CHEF DE

M. François Mitterrand a répondu, mardi 4 février, pendant une demi-heure, aux questions de Patrick Poivre d'Arvor (TF1) et d'Henri Sannier (Antenne 2) au cours de leur journal du soir. Voulu par le président de la République après les remous provoqués par l'affaire Habache, cet entretien a pris d'emblée le tour d'une leçon aux médias. M. Mitterrand commençant par dresser la liste des sujets dont les journalistes auraient dû, selon lui, parler davantage au cours des six derniers jours, plutôt que d'entretenir les Français de la crise d'autorité révélée par les conditions dans lesquelles le chef du Front populaire de libération de la Palestine avait été accueilli en France

pour y être soigné. « Laissez-moi parler ! », a lancé le chef de l'Etat en réponse aux premières questions de ses interlocuteurs, qui venaient, précisément, de l'inviter à le faire. De « Ne m'interrompez pas ! » en « Pourquoi êtes-vous déjà insidieux ? », jusqu'à « Si vous croyez que je vais me laisser entraîner où vous voulez m'entraîner », pour conclure par « Comme je tiens à être court... », le propos présidentiel, souligné par des gestes d'agacement et de dédain, a été constamment émaillé de mises en cause des responsables de l'information à travers les deux journalistes qui l'interrogeaient. Paraissant oublier qu'il avait lui-même donné toute son

ampleur à l'affaire Habache en sanctionnant, le 30 janvier, plusieurs hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et des affaires étrangères et en déclarant le lendemain : « Mais ils sont fous, ou quoi ? », le chef de l'Etat a assuré que cette affaire « n'est pas grave ».

Il est vrai que les médias, présents dès le début de cet épisode - Antenne 2 avait révélé la venue à Paris de M. Habache et filmé son arrivée - sont depuis plusieurs mois l'objet de l'attention de M. Mitterrand. Le 11 septembre 1991, à l'occasion d'une conférence de presse, le président de la République avait invité les journalistes à « faire [leur] examen de conscience ». Un mois plus

tard, le 10 octobre, devant le congrès national de la presse française réuni à Montpellier, M. Mitterrand avait mis en garde les professionnels contre l'« information-spectacle » et les avait invités à préférer la « mise en perspective » plutôt que la « mise en scène » des événements. Ces cours de déontologie se sont mués, mardi, en admonestation contre une presse accusée de « céder au goût du sensationnel, généralement, d'ailleurs, falsifié ». L'accusation n'a pas été étayée.

« Je ne céderai rien », a dit M. Mitterrand à l'adresse de ceux qui, sur la foi de ses propres réactions de la semaine dernière, jugeaient la responsabilité des

ministres, sinon du gouvernement dans son ensemble, engagée par les fautes commises. L'Assemblée nationale est appelée à se prononcer vendredi 7 février, lors d'une session extraordinaire du Parlement, si l'opposition dépose une motion de censure après la déclaration de M^{me} Edith Cresson.

L'affaire « n'est pas grave », mais elle justifie la convocation du Parlement. Pour répondre à l'opposition, certes, mais surtout à ceux que le président a désignés comme les « gens de la majorité » et qui, à ses yeux, « n'ont qu'un seul défaut : l'impatience ».

PATRICK JARREAU

« Il n'y a plus d'affaire Habache ! »

Etait-il au courant de l'arrivée en France de M. Georges Habache ? Est-ce qu'il y a « quelque chose qui cloche dans ce qu'on appelle le système Mitterrand » ? Est-ce qu'il se serait opposé à l'hospitalisation de M. Georges Habache s'il avait été prévenu à temps de sa demande ?

Pressé de questions, le président de la République répond à ses deux interlocuteurs : « Laissez-moi parler. Depuis six jours, vous ne parlez que de cela. Pendant six jours, il s'est passé pas mal de choses en France et ailleurs, qui sont intéressantes et importantes pour notre pays. (...) Tout est tombé dans la trappe pour tout centrer sur ce qu'on appelle l'affaire Habache. (...) J'étais en Oman. Cela faisait quatre ans que j'étais invité, que je retardais le moment. (...) Un an après la guerre du Golfe il était intéressant d'aller dans ce pays qui compte dans le détroit d'Ormuz. (...) »

« Le lendemain de mon retour d'Oman j'étais au conseil de sécurité de l'ONU à New-York pour une réunion exceptionnelle. J'ai d'abord rencontré George Bush qui m'a donné enfin son accord pour une réunion des puissances nucléaires en Europe. (...) D'autre part, on a renoué les développés par Robert Badinter pour la prévention des conflits [par des] commissions d'arbitrage qui permettraient d'intervenir dans tous les conflits de frontières et de minorités. Ce n'est pas négligeable. (...) »

« D'autre part, hier matin, je recevais à déjeuner M. de Klerk, le président de l'Afrique du Sud, et M. Mandela, le grand leader de l'ANC. C'est la première fois qu'ils acceptaient de déjeuner ensemble. Ils l'ont fait à Paris, à ma table, avec les deux présidents africains Houphouët-Boigny et Abofio Dion. Ce matin, je recevais le président de Chypre, vous savez qu'il se passe des choses à Chypre. Il y a les Turcs, les Grecs, et vous savez que c'est un des points sur lesquels à tout moment peut éclater un conflit. (...) L'affaire Habache, cela vous obsède, je suis prêt à y répondre. (...) »

M. Mitterrand indique alors :

« J'ai été prévenu le jeudi matin, j'étais avec Roland Dumas, j'ai aussitôt réagi. (...) J'ai répondu à Edith Cresson, nous nous sommes entendus sur une façon de faire, nous avons estimé qu'il convenait, pour une nouvelle que nous estimions fautive, de sanctionner les responsables. Nous ne savions pas qui c'était, pas plus que nous n'ignorions l'information. (...) J'aurais dû être informé, je ne l'ai pas été. Pourquoi, selon moi ? Parce que les hauts fonctionnaires et Georgina Dufloy - qui, dans cette affaire, est dans une situation pénible - sont tous des gens remarquables, d'une grande noblesse de caractère, mais ils ont fait un erreur de jugement. Ils ont traité la venue de Georges Habache pour se faire soigner comme une affaire de routine. (...) Or c'était un problème politique et ce problème politique, c'était à moi, ou au premier ministre, de le trancher. Nous ne pouvions pas le faire, nous ne le savions pas ! Notre décision a été vite prise et vite exécutée. (...) »

« Un guet-apens politique »

Le chef de l'Etat souligne qu'il n'y avait, contre le secrétaire général du FLN, pas de mandat d'arrêt français, pas de mandat d'extradition, ni d'Israël, ni d'Italie, ni du Danemark, ni des Etats-Unis, qui étaient censés avoir à se plaindre d'actes commis par le mouvement de Georges Habache. A partir de là, aucune raison de droit de le retenir, d'ailleurs, lui ne tenait. (...) L'affaire n'est pas grave. C'est une erreur de jugement que j'ai sanctionnée. (...) J'ai expédié cette affaire en quarante-huit heures. Il n'y a plus d'affaire Habache. (...) »

Aux yeux de M. Mitterrand, désormais, « c'est vraiment une sorte de guet-apens politique ! En tout cas, affirme le président de la République, moi, je ne suis pas du tout disposé à considérer que toutes les affaires de la France doivent tourner autour de cette aventure malheureuse. (...) »

Invité à commenter la réaction critique de M. Michel Rocard, M. Mitterrand refuse : « Cela, c'est de la polémique à laquelle je n'ai pas pris part et je ne suis pas là pour apprécier les déclarations des uns et des autres. Il [M. Rocard] est absolument libre, lui, de ses jugements sur le gouvernement de la France. (...) »

« S'il plaît à l'opposition... »

En revanche, M. Mitterrand évoque la réaction de son prédécesseur à l'Élysée : « Oui, j'ai remarqué que M. Giscard d'Estaing demandait des législatives anticipées. C'est fou ce que M. Giscard d'Estaing reboute les primaires à droite ! C'est la seule façon pour lui d'y échapper ! Il voit cela comme une guillotine, ces primaires, et il voudrait bien que je l'aide ! (...) »

Le chef de l'Etat précise que parmi les propositions faites par les uns et les autres il en est une qui a rencontré [sa] pensée : « J'ai informé le premier ministre que j'avais pris la décision de convoquer le Parlement en session extraordinaire. Je pense pouvoir faire cela vendredi. (...) Il s'agit d'une suggestion faite, la veille, sur Europe 1, par M. Edouard Balladur : « Les grands esprits se rencontrent », souligne M. Mitterrand. Le gouvernement fera une déclaration. S'il plaît à l'opposition de déposer une motion de censure, eh bien ! on verra... Si le gouvernement est renversé je respecterai les institutions. (...) »

Ses deux interlocuteurs le ramènent à l'affaire Habache. M. Mitterrand rend hommage à M. Scherer, le secrétaire général du Quai d'Orsay, qui a été sanctionné - « J'ai [pour lui] la plus haute estime. Il ne va pas rester longtemps sans poste, il manquera à un poste comme la France », mais réaffirme : « C'est moi qui ne m'en suis pas aperçu alors qu'ils en avaient le devoir ou la possibilité, soit directement, soit indirectement par le canal des ministres, ont eu tort. A partir de là, c'est quand même la moindre des choses que la

République soit obéie. » M. Mitterrand poursuit en résumant l'hypothèse d'un resserrement de l'équipe gouvernementale : « Si j'en avais le désir, ce n'est certainement pas maintenant que je le ferais, car cette horde de gens qui s'acharnent contre le gouvernement mettent l'accent sur toutes ces questions pour inquiéter, alerter, épouvanter les Français avec cette idée de terrorisme alors que le gouvernement a toujours fait son devoir sur ce terrain. (...) On ne demande des trucs, je ne céderai rien. (...) »

Ne redoute-t-il pas un « vote de défiance » des Français ? « A la manière dont vous traitez l'opinion que vous touchez plus commodément que moi, rétorque le président de la République, c'est possible en effet. Comme on lui parle du « crédit de la France », il répond : « Le crédit de la France ! Est-ce que vous voulez faire la liste de toutes les difficultés qui ont connus les gouvernements précédents, les septennats précédents ? J'estime que vous devez la payer de ne pas insister, moi, je l'ai en tout cas. Ce serait accablant. (...) Qu'est-ce que vous croyez qu'est l'Etat ? C'est le reflet d'une société, c'est toujours difficile. (...) Lorsqu'on aperçoit une faille, il faut aussitôt corriger. (...) S'il s'agit de choses dramatiques, il faut en effet être catégorique, mais lorsqu'il s'agit de choses qui ne le sont pas, comme un soufflé qu'on fait monter, alors, permettez-moi... »

Au passage, revenant un instant sur la personnalité du chef du FLN, M. Mitterrand affirme que M. Habache est un « terroriste retiré des affaires, un « terroriste retraité » si on peut dire. En tout cas, répète-t-il, c'était insupportable pour moi. (...) »

Interrogé sur l'éventualité d'une réforme du mode de scrutin pour les prochaines législatives, M. Mitterrand indique : « Je n'ai jamais été favorable à la proportionnelle intégrale pour un scrutin de liste. Lorsque j'ai parlé, le 14 juillet, de réforme du mode de scrutin, il s'agissait du mode de scrutin aux élections

régionales et départementales. Je n'avais pas parlé des élections législatives. (...) »

Se sent-il personnellement mis en cause par l'impopularité qu'attestent les sondages ? « Moi, répond M. Mitterrand, je ne fais pas d'introspection devant des millions de Français. Je ne passe pas mon temps à exposer mon nombril à l'attention du public. (...) »

On l'interroge sur les affaires en général. Il retient le scandale de la transfusion sanguine pour dire : « Le scandale de la transfusion sanguine : laissez-moi vous dire que dans tous les pays avancés du monde, la médecine est dans le même état de progrès. Donc le problème de la transfusion sanguine et de la contamination s'est posé aussi bien aux Etats-Unis d'Amérique qu'aux Allemands, qu'aux Italiens, aux Anglais et aux autres. Et dans les deux cas, c'est-à-dire, d'une part, les tests pour le sida, et, d'autre part, le réchauffement du sang, qui, paraît-il, est la méthode pour rendre l'agrippant le virus, la France a été l'un des trois premiers pays à prendre les dispositions convenables pour enlever le mal. (...) »

« Je ne suis pas décidé à arrondir le dos »

« Cela dit, la France est le seul pays où il y a eu un scandale de cette sorte qui n'est imputable à aucun médecin en particulier, bien entendu. Mais la médecine n'était pas encore en état de trancher d'une façon définitive sur ce sujet au moment où le problème s'est posé en 1985. (...) C'était la même chose ailleurs mais ailleurs on n'a pas jugé bon de mettre en accusation les politiciens qui n'ont pas la compétence pour trancher de ces choses, qui sont bien obligés de demander l'avis des médecins qualifiés pour cela. (...) »

M. Mitterrand ajoute : « J'estime qu'il y a beaucoup d'injustice et je suis décidé, et il faut que le gouvernement réagisse comme moi, à ne plus, ou à ne pas me laisser faire par les campagnes absurdes et calomnieuses qui sont entretenues de toutes parts. (...) »

Le président de la République commente à nouveau le climat de « morosité » : « Sur cinquante-huit millions de Français, il y a des gens qui sont vraiment malheureux, deux millions très malheureux, et encore avons-nous adopté le revenu minimum d'insertion, qui n'a pas, naturellement, pansé les plaies mais a apporté un moyen de ne pas mourir de faim, d'avoir un brin de laine sur le dos quand arrive le froid... Ce n'est pas suffisant mais cela a été fait et cela n'avait jamais été fait avant et ailleurs. Donc, il y a des gens malheureux et ce ne sont pas ces gens-là qui protestent ! (...) Notre société est très imparfaite. Il faut constamment corriger ses tares, ses vices. (...) Je veux vous convaincre que les Français sont capables, autant que les autres, et parfois mieux que les autres, de dominer la crise. (...) »

« Notre économie est en bonne santé mais beaucoup de Français ne sont pas en bonne santé parce qu'il y a des inégalités qui tiennent à nos structures. C'est très difficile, mais de là à manquer de cet esprit même de fierté pour la France, à croire que tout va mal, à le répéter, à l'aimer que cela ! Moi, je dis aux Français que ce n'est pas exact et qu'on ne peut pas considérer que l'audition des mécontentements suffit à juger la situation présente. (...) Je ne suis pas du tout décidé à arrondir le dos des qu'un journal, un journaliste ou un homme politique de l'opposition se fait menaçant, criard, et n'est que condamnation. C'est le rôle de l'opposition, me diront-ils. (...) même [certains membres] de la majorité, qui n'ont qu'un défaut : l'impatience ! (...) »

Il conclut sur une réponse à une question sur le thème de « la solitude du pouvoir » : « La solitude du pouvoir, c'est une expression romantique qu'on me sort à tout moment. Moi, je ne me sens pas tellement seul, donc je ne souffre pas de cette maladie. (...) »

Mauvais présages

Suite de la première page

Ces années sont suivies, dès la seconde moitié de 1991, du déclenchement de la drôle de crise dont nous vivons les prolongements.

1992 : la France s'en sort mieux que nombre de ses partenaires, et fait figure d'oasis dans un monde particulièrement trouble ; il n'empêche : une majorité de rejet semble s'être constituée. C'est ainsi.

M. Mitterrand qui, toute sa vie, a fait profession de croire à l'autonomie du politique, au poids spécifique de la volonté politique, est donc mal placé pour se plaindre d'une situation où c'est en effet le politique qui fait faillite. La fonction symbolique suprême reposant sur ses seules épaules, il eût mieux valu pour lui-même, et pour le pays, s'interroger sur le mal qui atteint celle-ci.

Il a choisi tout au contraire de prendre le pays à témoin d'un véritable règlement de comptes aux dépens des professionnels des médias. Comme si ce pays attendait de son premier responsable qu'il désigne un bouc émissaire. Il ne manquera certes pas de soutien dans son entourage, pour le louer d'avoir enfin rivé leur clou à ces insupportables journalistes. Pourtant, outre ce qu'elle révèle de faiblesse, cette attitude est en elle-même un bien mauvais présage.

Il suffit, pour s'en convaincre, de se souvenir que la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing avait été marquée, par exemple, par le retrait des palais officiels du journal *le Monde*, qui avait souverainement le chef de l'Etat. Ou bien que le dernier à avoir convoqué ainsi la presse pour lui faire la leçon (dans son propre bureau, et non devant les caméras de la télévision) était

M. Charles Pasqua, lorsqu'à l'été 1986 il avait été mécontent de la façon dont les journaux avaient rendu compte d'un certain nombre de bavures policières.

On pourrait évidemment mettre au compte d'une irritation momentanée l'attitude du chef de l'Etat. Mais ce serait oublier qu'il se trouve autour de lui de bons esprits pour théoriser, avant d'envisager de codifier, une analyse contestable du fonctionnement de la presse. Celle-ci est désormais assimilée à l'opposition, à qui il convient donc de rendre coup pour coup.

Assumer ses choix

Faut-il rappeler qu'en la circonstance le pouvoir se serait évité bien des désagréments s'il avait eu, comme M^{me} Dufloy, le courage d'assumer ses propres choix ? La cause, si critiquable soit-elle, méritait peut-être d'être plaidée. Faut-il rappeler surtout que l'affaire Habache n'a pris toute son ampleur que parce que M. Mitterrand, dans sa réaction à chaud, émise, qui plus est, depuis un territoire étranger (ce qui est contraire à la tradition républicaine), a perdu son sang-froid au point d'évoquer la « folie » de ceux qui étaient à l'origine de la décision de laisser soigner en France M. Habache.

Là encore, le chef de l'Etat est bien placé pour savoir de quel poids pèse le verdict présidentiel. Jusqu'à sa propre déclaration, suivant l'irresponsabilité au sommet (il n'avait pas été mis au courant), désignant les centres de pouvoir coupables, et surtout tendant la main à la justice, qui, pour une fois, n'en demandait peut-être pas tant, il y avait le début d'une

polémique, mais il n'y avait pas d'affaire d'Etat. Ses propres paroles, fidèlement rapportées par la presse, ont largement contribué à ériger l'affaire Habache en affaire d'Etat.

M. Mitterrand a donc persévéré, mardi soir, dans la perte de sang-froid. Ce faisant, il continue de creuser le fossé qui l'éloigne chaque jour davantage de son propre électorat. Comment « le peuple de gauche », ou ce qu'il en reste, pourrait-il en effet souscrire à une condamnation de la presse, qui en l'espèce lui applique le même traitement qu'à son prédécesseur ? Comment ceux qui veulent croire que la gauche doit continuer d'être porteuse d'une éthique de la vie publique, peuvent-ils continuer à se reconnaître dans un homme qui utilise à chaque fois qu'il est en difficulté un si curieux système de défense ? « A-cra-blant ! » C'est le jugement porté par M. Mitterrand sur la kyrielle d'affaires qui avaient marqué le septennat précédent, et qui s'étaient achevées sans sanction politique (il nous en a d'ailleurs mieux épargné la liste que MM. Lang et Dumas s'étaient déjà chargés de rafraîchir la mémoire du pays).

La tactique et l'éthique

Accablant, en effet ! Mais en quoi cela justifie-t-il de l'être à son tour ? Cette présomption d'innocence que M. Mitterrand attribue du seul fait que la droite a fait pire avant lui, permet de comprendre la rupture morale qui s'est produite avec une partie de l'électorat de gauche. Puisque les autres l'ont fait, au nom de quoi me reprochez-vous de le faire à mon tour ? Cette anti-moralité ne passe plus.

On comprend, dans ces conditions, que M. Michel Rocard ait éternisé son statut de « candidat virtuel », en venant se « distancer ». Et si la tacti-

que venait pour une fois au secours de l'éthique, au nom de quoi lui reprocher de tenter de sauver ce qui peut l'être ? De ce point de vue, l'attitude de M. Mitterrand est la encore un bien mauvais présage : son successeur potentiel, celui pour lequel il eût été préférable de préparer le terrain, plutôt que de charger M. Dumas de lui savonner la planche, est placé au même rang que les présidentiables de l'opposition : il fait partie désormais de la cohorte des « impatients ».

Sans doute l'annonce de la convocation du Parlement en session extraordinaire est-elle une bonne manière de faire à ceux qui, comme M. Edouard Balladur, préparent paisiblement la seconde cohabitation. C'est une réponse élégante à une demande élogieuse formulée par celui qui aspire à devenir premier ministre au lendemain des élections législatives de 1993. C'est enfin un bon moyen, après un débat démocratique, de purger l'affaire, de faire en sorte, au soir du vote, qu'il n'y ait plus, en effet, d'affaire Habache. Mais c'est aussi une réponse destinée à mettre les rancardiers au défi d'un vote de censure. M. Mitterrand veut faire la preuve que les critiques de M. Rocard ne privent pas le gouver-

nement tel qu'il est, c'est-à-dire avec MM. Dumas et Marchand, de la confiance du Parlement et des députés socialistes.

Au travers des réponses qu'il tente d'apporter aux difficultés qu'il rencontre, M. Mitterrand paraît plus soucieux de se préserver, afin d'achever son second mandat, plutôt que de mettre son camp en situation de préparer l'après-Mitterrand. C'est sans doute pourquoi il supporte si mal l'accord conclu par M. Rocard et M. Fabius. C'est sans doute pourquoi, aussi, il conforte ceux qui, dans l'opposition, paraissent décidés à l'aider.

Il est vrai que si les Français veulent exprimer leur mécontentement ils auront prochainement l'occasion de le faire, exclusivement aux dépens du PS. Faute de pouvoir atteindre un président qui reste sourd à leurs demandes, assimilés aux « criards » de la presse, les électeurs risquent en effet d'être tentés de sanctionner abusivement les socialistes.

La réalité, il est vrai, est, pour M. Mitterrand, difficile à admettre : il a été réélu largement en 1988 parce qu'il rassurait ; aujourd'hui, il inquiète.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Levin et Levi

Au cours de son entretien télévisé, M. Mitterrand a voulu s'appuyer sur une référence littéraire.

« Est-ce que vous croyez, a-t-il demandé à Patrick Poivre d'Arvor, que l'Etat c'est quelque chose d'assez huilé, poché, pour que cela marche comme dans... Je ne sais pas si vous avez lu ce livre qui s'appelle le Bonheur insoutenable, c'est un très beau livre de... »

— Primo Levi, a dit Patrick Poivre d'Arvor.

— Oui, a approuvé le président de la République.

En réalité, c'est l'écrivain américain Primo Levi qui est l'auteur du roman d'anticipation *Un bonheur insoutenable*, traduit en France en 1971 chez Robert Laffont.

Quant à Primo Levi, le grand écrivain italien qui s'est donné la mort en 1987, il est notamment l'auteur de *Si c'est un homme* (Julliard, 1987), publié pour la première fois en France chez Buchet-Chastel dans les années 50, un livre bouleversant sur les quatorze mois qu'il passa à Auschwitz. Parmi ses autres textes, tous marqués par cette expérience de l'enfermement : *la Trêve* (Grasset 1966, réédité dans « Les cahiers rouges ») et *le Système périodique* (Albin Michel 1987).

Avec *Le Monde* sur Minitel

GAGNEZ 100 CD de la collection **LES GÉNIES DU BLUES**

avec **EDITIONS ATLAS**

36.15 LE MONDE

Tapez **JEUX**

La convocation du Parlement en session extraordinaire

L'opposition déposera une motion de censure

Selon les propos tenus mardi 4 février par le président de la République, la déclaration du gouvernement, prévue en principe pour le vendredi 7 février, devant l'Assemblée nationale, ne sera pas suivie d'un engagement de responsabilité tel qu'il est prévu par le premier alinéa de l'article 49 de la Constitution. Le chef de l'Etat a préféré, en effet, laisser l'initiative aux députés, en précisant que, « s'il y a lieu à l'opposition », celle-ci pourra déposer une motion de censure. La procédure choisie n'est pas neutre (1).

Dans le cas d'un engagement de responsabilité du gouvernement par le premier ministre, on pouvait imaginer en effet que le groupe communiste, voire certains députés socialistes, rocardiens notamment, ne votent pas la confiance au gouvernement. En revanche, il paraît exclu qu'une majorité hétéroclite se retrouve sur le texte de la motion de censure qui sera déposée par l'opposition. Numéro deux du Parti socialiste, M. Gérard Linderperg (proche de M. Rocard) a déjà indiqué, mercredi, sur RMC, que « le PS fera bloc derrière le gouvernement ».

De son côté, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, a déclaré : « Nous ne votons pas l'importance que l'Assemblée nationale donne à la déclaration de confiance et de confiance du gouvernement et de confiance de la motion de censure. Ce qui est sûr, c'est que nous nous déterminons en toute indépendance et que nous ne servirons ni la droite et ni le gouvernement, ni la droite et ni l'extrême droite, qui sont unis dans cette affaire. La droite et l'extrême droite, les vrais problèmes, parce qu'elle est d'accord sur la politique aujourd'hui suivie ».

Le vote de la censure, qui aurait pour conséquence de renverser le

gouvernement, est encore plus difficile pour ceux des socialistes qui souhaitent le départ des ministres concernés par l'affaire Habache. L'opposition l'a tout de suite compris. Alors que le secrétaire général de l'UDF, M. François Bayrou, a mis au défi les députés rocardiens de voter la censure, le président du groupe UDF, M. Jacques Barrot, nous a déclaré : « M. Mitterrand nous a dit : M. Rocard est obligé de ne pas voter la censure ».

Un défi aux rocardiens

C'est pourquoi, mardi soir, aussitôt après l'intervention du président de la République, M. Barrot envisageait une « démarche parallèle » consistant à déposer une proposition de loi pour dissoudre l'Assemblée nationale. « Cette crise est grave parce qu'elle révèle que le pouvoir fonctionne comme un clan. Une clarification est nécessaire. Il faut dire que nous, les députés, nous n'avons pas peur de retourner devant les électeurs. C'est la seule bonne réponse à donner au Front national », a affirmé M. Barrot.

Pour M. Charles Millon, président du groupe UDF, la censure ne résoudrait rien : « Une fois de plus, M. Mitterrand a réagi non pas en homme d'Etat mais en politicien. Il a choisi la voie de l'échappatoire : une déclaration du gouvernement sans engagement de confiance de sa part. Le président de la République connaît-il que son gouvernement ne recueille pas la confiance ? » M. Millon a ajouté : « La crise est trop grave, elle continuera. Lorsqu'on entend MM. Michel Rocard, Alain Richard (2), Claude Bartolone ou même Laurent Fabius, on comprend que tout le monde doute du gouvernement et du président de la République pour faire face à cette crise. La confiance est cassée ».

Estimant « indispensable » de déposer une motion de censure, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, a affirmé que M. Mitterrand n'a qu'« un seul souci, mettre au pas les rocardiens ». « La vocation de la session extraordinaire, c'est de mettre au défi les députés socialistes qui critiquent le gouvernement », a-t-il ajouté. Enfin, le président du RPR, M. Jacques Chirac, s'est félicité, mardi, à Pau, que le président de la République « ait au moins retenu la suggestion » que M. Edouard Balladur et lui-même avaient formulée la veille. Mais, a-t-il précisé, « le respect des règles et des valeurs de la démocratie exige que le premier ministre s'explique devant l'Assemblée nationale dans une déclaration de politique générale et engage la responsabilité de son gouvernement ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Dans son premier alinéa, l'article 49 de la Constitution dispose que « le premier ministre, après délibération du conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou sur une déclaration de politique générale ». Selon le deuxième alinéa de cet article, l'Assemblée nationale peut prendre l'initiative de mettre en cause la responsabilité du gouvernement par une motion de censure. Celle-ci doit être signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée, et le vote ne peut intervenir qu'après quarante-huit heures après son dépôt. « Seuls sont recevables les votes favorables à la motion de censure, qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée ».

(2) Rapporteur général du budget, M. Richard avait déclaré, mardi matin, sur Europe 1, que « les ministres concernés doivent assumer une responsabilité politique » et que « si des décisions politiques ne sont pas prises, la gauche et les socialistes auront subi un recul dans l'opinion ».

Les précédents

Depuis le début de cette législature, le Parlement a été convoqué en session extraordinaire à plusieurs reprises. L'article 29 de la Constitution prévoit que « le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale », et non que le président de la République, comme il l'a dit mardi soir, « informe le premier ministre » de sa décision de convoquer le Parlement.

Les précédentes sessions extraordinaires avaient pour objet, le plus souvent, de prolonger de quelques jours les sessions ordinaires d'automne ou de printemps pour terminer l'examen des textes en cours.

Toutefois, le conflit du Golfe a justifié, à deux reprises, la convocation de l'Assemblée nationale et du Sénat pour une journée de session extraordinaire. Le 27 août 1990, les députés et les sénateurs avaient siégé pendant quelques

heures pour entendre une déclaration du gouvernement sur « la situation du Moyen-Orient », suivie d'un débat, mais non soumise à un vote. Le 16 janvier 1991, après une nouvelle déclaration de politique générale du gouvernement, le Parlement avait été appelé à se prononcer, par un vote, sur l'application par la France des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et l'envoi des troupes françaises dans le Golfe, en vertu des articles 1 (pour l'Assemblée nationale) et 4 (pour le Sénat) de l'article 49 de la Constitution. Le président de la République avait adressé, à cette occasion, un message au Parlement, lu dans chaque Assemblée par le président de séance, comme le prévoit l'article 18.

En mars 1991, les députés et les sénateurs avaient été convoqués quinze jours avant la date constitutionnelle de rentrée parlementaire (le 2 avril) afin d'examiner des projets importants tels que

l'administration territoriale de la République, la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes défavorisées ou la réforme du statut de la Corse.

La volonté de libérer l'ordre du jour de la session de printemps 1992 avait conduit le premier ministre à demander l'ouverture d'une session extraordinaire du 8 au 24 janvier, au cours de laquelle les parlementaires ont adopté définitivement les projets de loi sur le statut des magistrats, les conditions d'exercice des mandats locaux, l'entrée et le séjour des étrangers en France et l'administration territoriale de la République. C'est aussi durant cette session que l'Assemblée nationale avait procédé à l'élection de son nouveau président, M. Henri Emmanuelli (PS, Landes), en remplacement de M. Laurent Fabius, devenu premier secrétaire du Parti socialiste.

Les réactions

□ M. Bosson (CDS) : « Rendre la parole aux Français. » — Pour M. Bosson, secrétaire général du CDS, l'intervention de M. Mitterrand « révèle un peu, plus l'incohérence, le dysfonctionnement et l'autoritarisme du pouvoir ». Il est temps, a-t-il dit, comme toujours en démocratie, de rendre la parole aux Français. (...) Le président de la République ne supporte plus la liberté d'expression de la presse et se met à lui donner des leçons. Il s'engage dans ses contradictions : il relativise l'affaire Habache, mais, en même temps, réitère sa condamnation ; il réaffirme la nécessité de sanctions, mais en limite les effets aux seuls fonctionnaires ; il proclame que cette affaire est terminée et, en même temps, convoque le Parlement en session extraordinaire. »

□ M. de Charette (UDF) : « Rendre la PS au silence. » — M. Hervé de Charette, député (UDF-PR) de

Maine-et-Loire, a déclaré que « la session extraordinaire, qui aurait pu permettre d'y voir plus clair, n'a plus qu'un seul objectif : obliger le PS à se rassembler derrière le gouvernement et le réduire au silence ». « Après avoir entendu M. Mitterrand (...), on reste incrédule », a-t-il dit, devant tant d'agressivité à l'égard de la presse, tant de détermination à noyer le poisson et à refuser la sanction politique normale des ministres, tant d'acharnement à nier l'évidence du désastre provoqué par l'affaire Habache, tant d'indifférence, enfin, à l'égard des victimes de ce personnage sinistre ».

□ M. Juppé (RPR) : « Incohérence. » — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « M. Mitterrand m'intrigue. Je l'ai trouvé extrêmement irrité. Visiblement, il supporte mal les questions un peu trop indiscrètes des journalistes. Mais ce qui m'intrigue aussi, c'est l'incohérence de son

propos. Il nous a dit : « L'affaire Habache n'est pas grave. » Alors, pourquoi M. Mitterrand a-t-il lui-même qualifié son entourage de façon vigoureuse ? Il avait dit : « Ils sont tous fous. » Pourquoi a-t-il « démissionné » le plus haut fonctionnaire du Quai d'Orsay et les directeurs de cabinets de M. Dumas et de M. Marchand ? Et pourquoi convoque-t-il le Parlement en session extraordinaire ? Tout cela n'est pas cohérent. »

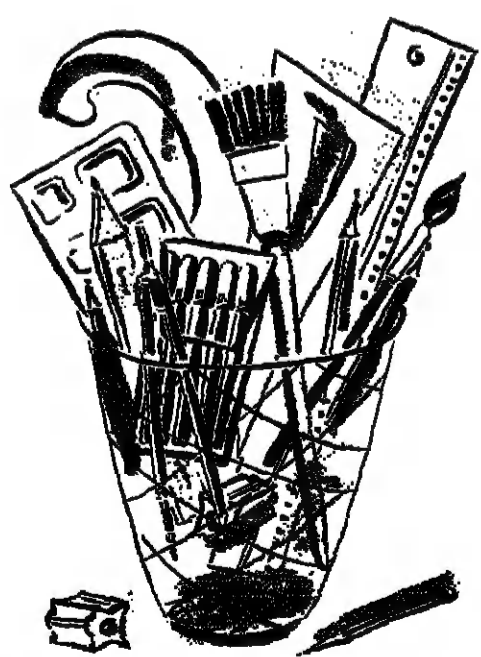
□ M. Krivine (LCR) : « Un monarque sur le déclin. » — M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « Le discours de M. Mitterrand est celui d'un monarque sur le déclin et il n'est pas convaincant. » Pour M. Krivine, si l'affaire Habache a été « monnaie de toutes pièces, il y a, en revanche, une affaire Mitterrand : celle d'un régime qui aura renié sa parole, insulté un dirigeant palestinien et bafoué le premier des principes humanitaires ».

□ M. Le Pen (Front national) : « Un président isolé. » — M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, s'est déclaré « frappé par l'isolement du président de la République ». « Au lieu de convoquer le Parlement, a-t-il dit, au lieu de ruser avec ceux qui l'interrogent, le président de la République devrait réfléchir sur le fait de savoir s'il ne faut pas rendre son mandat et dissoudre l'Assemblée nationale, de telle sorte que le peuple, qui a aujourd'hui affaire à un pouvoir minoritaire dans le pays et à un président isolé, puisse se doter d'un gouvernement et des institutions qui fonctionnent normalement. »

□ M. Madelin (PR) : « Très grave crise. » — M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain : « Une session extraordinaire ne peut suffire à esquiver les responsabilités du gouvernement dans l'affaire Habache et à dénouer la très grave crise qui affecte la France. La question qui se pose n'est pas de vérifier si le gouvernement peut encore compter sur le soutien des communistes à l'Assemblée nationale, ce dont personne ne doute, mais de vérifier que la majorité parlementaire a encore la confiance du pays. »

□ M. Quennessen (PS) : « L'opposition sera minoritaire. » — M. Jean-Jacques Quennessen, porte-parole du PS : « Le président de la République a ramené cette affaire à sa juste proportion, c'est-à-dire à ce qu'elle a été : une erreur. Je constate une différence entre l'agitation sur la scène politique française et sur la scène médiatique — et je crois que le président a eu raison d'être caustique avec les journalistes — et l'extrême modération des réactions internationales. (...) Le débat [au Parlement] aura lieu. Je n'ai aucune crainte. L'opposition sera minoritaire. »

Les fabricants de stylos, gommes, règles, ciseaux, colle, perroquets, pinceaux, aquarelles, crayons de couleurs, agrafeuses, cutters et compas ont le regret de vous annoncer la naissance de...



Jusqu'au 27 mars 1992, les revendeurs agréés Apple reprennent jusqu'à 10 000 F votre vieux PC et jusqu'à 14 000 F votre ancien Apple ou votre ancien Macintosh pour l'achat d'un Macintosh.

Pour un PC, au moins : 2 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh PowerBook 100, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic II, 4 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh LC, 5 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIfx, 7 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIfx, 9 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 700, 10 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 900.

Pour un Macintosh ou un Apple, au moins : 2 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh PowerBook 100, 3 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic II, 4 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh LC, 6 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIfx, 10 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIfx, 12 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 700, 14 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 900.

Conditions applicables : offre valable chez les revendeurs (y compris les détaillants, pour certains produits) agréés Apple participant au programme. Les prix de reprise mentionnés sont des prix minima, variables en fonction du matériel repris et du modèle Macintosh acheté. Offre valable pour l'achat d'un Macintosh à l'exclusion des Macintosh PowerBook 140 et 170. Consultez votre revendeur pour connaître les matériels bénéficiant de cette offre de reprise et les matériels à rapporter pour bénéficier de la reprise. Les matériels repris doivent avoir été achetés avant le 30 juin 1991. Offre limitée à un modèle repris par Macintosh acheté. Cette offre ne se cumule pas avec certains programmes particuliers en vigueur (consultez votre revendeur agréé Apple).



Pour plus d'informations, tapez 3614 code Apple.

Apple

LES SUITES DE L'AFFAIRE

La lassitude d'Edith Cresson

Baisser les bras n'est pas dans le tempérament de M^{me} Edith Cresson. Heureusement pour ses collaborateurs, qui n'ont aucune envie de se laisser abattre par la succession de coups qui leur tombent sur la tête. Pourtant la fatigue se lit sur le visage du premier ministre.

La fatigue accumulée au cours des longues nuits sans sommeil, quand Mitterrand, enfin mis au courant de l'arrivée de M. Georges Habache, en France, a géré « en direct » ce délicat dossier avec le directeur du cabinet du président de la République. La fatigue, aussi et surtout, enflée tout au long de la semaine, où une bonne partie de l'énergie du chef du gouvernement a dû être consacrée à tenter d'éviter les peaux de bananes que ses « camarades » présentaient un matin à glisser sous ses pieds.

Quand elle a accepté de succéder à M. Michel Rocard, M^{me} Cresson savait que sa seule arrivée à l'hôtel Matignon allait tellement perturber les stratégies des dirigeants du PS qu'il lui faudrait autant tenir compte de leur opposition souterraine que de celle officielle de la droite. Elle espérait que l'autorité de M. Mitterrand permettrait de contenir la contestation socialiste dans des limites raisonnables. Aujourd'hui, il lui faut bien convenir qu'il n'en a rien été.

Sans nier les erreurs commises dans les premiers temps de son installation, l'entourage du premier ministre énumère, avec un peu d'écœurement, les coups de sort, les dysfonctionnements du parti, l'hostilité de la presse, la rébellion de la magistrature, la déstabilisation du climat

politique, toutes choses dont il se sent plus victime que responsable, toutes choses qui, à ses yeux, ont notamment comme inconvénient de faire oublier la transformation en acte de la ligne politique voulue par M^{me} Cresson : la perquisition du PS à chassé de la « une » des journaux, la mise en place du plan informatique, « l'affaire Habache » a fait passer à la trappe de l'actualité la réunion de la table ronde sur l'apprentissage.

Le rôle de Matignon

Les conséquences du passage en France du chef du FPLP sont un bon exemple de la place ambiguë que tient Matignon dans le fonctionnement des institutions, modèle V^e République. S'il est une politique qui, depuis 1958, fait partie du domaine réservé du chef de l'Etat c'est bien la politique étrangère. S'il est une activité policière sur laquelle M. Mitterrand a toujours voulu garder un œil jaloux, c'est bien la lutte contre le terrorisme. Néanmoins, l'hôtel Matignon a eu le désagréable impression qu'on le rendait responsable du dysfonctionnement de l'Etat apparue l'autre semaine.

Le premier ministre peut faire remarquer qu'il n'a pas attendu ces derniers jours pour attirer l'attention du président de la République sur le mauvais fonctionnement du ministère de l'Intérieur. M^{me} Cresson devait-elle, alors, profiter de l'occasion pour tenter d'arracher à M. Mitterrand la composition d'un gouvernement composé selon ses vœux à elle, et non en vertu des amitiés et de la fidélité du président de la République ?

Une partie de son entourage a été tentée par une épreuve de force, pouvant même aller jusqu'à la menace d'une démission, mais s'il y a un seul homme dont M^{me} Cresson ne veut pas compliquer la tâche, c'est bien M. Mitterrand.

Un départ de M. Roland Dumas et de M. Philippe Marchand n'aurait certainement pas, pour autant, chagriné le chef du gouvernement. Manifestement, elle pense qu'au moins le ministre de l'Intérieur aurait dû présenter sa démission, auquel cas le président de la République l'aurait probablement acceptée. Il est certain que les discussions ont été longues, et parfois délicates, entre les deux têtes de l'exécutif. M. Mitterrand et M^{me} Cresson se sont vus samedi 1^{er} février en fin d'après-midi, mais aussi dimanche. A ce moment-là la stratégie a été verrouillée : il n'y aura pas de remaniement gouvernemental.

Mardi matin, pourtant, M. Mitterrand a dû se résoudre à reprendre l'offensive. C'est qu'il y avait au dimanche soir la déclaration de M. Michel Rocard, et lundi matin l'interview d'un proche de Laurent Fabius demandant la nomination de M. Pierre Bérégovoy à la tête du gouvernement. Ce qu'à l'hôtel Matignon on qualifie de « lâcheté » de la part du président de M^{me} Cresson n'a pas surpris, pas plus que le « double jeu » du premier secrétaire du PS. Sauter, l'actuel premier ministre reste fidèle à la ligne du congrès de Metz, quand la lutte contre le porte-drapeau de la deuxième gauche était l'objectif premier des mitterrandiens, et ne partage pas, c'est le moins que l'on puisse en dire, l'admiration de

M. Mitterrand pour celui qu'elle a toujours traité de « chouchou ».

Lorsque le président de la République lui a demandé de venir le voir d'urgence, mardi matin, le contraignant à annuler un déplacement en Savoie pour la réunion du Comité international olympique, elle lui a donc demandé, puisqu'il n'était pas possible de solidifier le gouvernement, qu'au moins un peu d'ordre soit mis dans le fonctionnement du parti. A son départ pour l'Elysée, elle paraissait de fort méchante humeur. A son retour elle ne paraissait pas vraiment rassérénée.

Attendre des jours meilleurs

Que les dirigeants du PS cessent de se chamailler, elle n'arrive pas à y croire, tant elle est persuadée qu'ils ne sont d'accord que sur une seule chose : lui compliquer la tâche. Que les ministres se décident, enfin, à jouer en équipe et non plus en « solo », elle n'y croit guère plus. Les démentis du ministre de l'Economie ont fait sourire, à l'hôtel Matignon, où l'on est persuadé qu'il continuera à rêver à son accession à la tête du gouvernement et que c'est pour cela qu'il tient actuellement fermée la porte du coffre afin de conserver pour ce jour béni une marge de manœuvre financière...

Patienter en attendant des jours meilleurs est donc la seule possibilité pour le premier ministre. En tout état de cause, M^{me} Cresson est persuadée que tout changera pour elle au lendemain des élections régionales : soit elle sera confirmée à Matignon, mais alors elle est bien décidée à obtenir enfin l'équipe gou-

vernementale de ses vœux : soit elle pourra retourner, sans regrets, à une activité qui lui a apporté de réelles satisfactions : le service de l'industrie française.

Attendre certes, mais pas sans rien faire. Dès mardi matin, M^{me} Cresson a demandé à ses collaborateurs de lui préparer de solides arguments, et pas seulement sur la gestion du dossier Habache. Tout ce qui a déjà été fait en huit mois et demi de « gouvernement Cresson » va être soigneusement mis en fiches. Tout cela servira lors des interventions que le premier ministre devra prononcer au cours de la session extraordinaire du Parlement, mais aussi peut-être ailleurs.

Une partie de l'entourage du chef du gouvernement est en effet persuadée que, divisée, tétanisée par la certitude de la défaite, le Parti socialiste ne se battra pas lors de la prochaine campagne électorale, et conseille à M^{me} Cresson de prendre, elle, la tête de la bataille. A l'hôtel Matignon, il y a des vocations de cadets de Saumur (1) : quitta à mourir, autant que ce soit après avoir combattu et dans l'honneur.

THIERRY BRÉHIER

(1) En juin 1940 les aspirants de réserve de Saumur et de Saint-Maixent s'étaient battus héroïquement, avec leurs seuls armes d'instruction, pour ralentir le franchissement de la Loire par les blindés allemands.

Le président de la République dans le Marais poitevin

Une escapade « rafraîchissante »...

ARÇAIS

de notre envoyé spécial

Le village s'est paré de ses atours de fête. Donc, M. François Mitterrand est heureux. « Par les temps qui courent, confie-t-il, c'est rafraîchissant... » Pour rien au monde il n'aurait annulé cette escapade au cœur du Marais poitevin. Surout pas en cet après-midi du mardi 4 février, à quelques heures de son intervention télévisée. Y a-t-il jamais eu, ici, en ce sanctuaire intemporel de la « Venise verte », une affaire Habache ?

Drapeaux et guirlandes tricolores flottent au vent. L'harmonie de Maizet, le boug voisin, vient d'offrir un festival de cuivres et grosses caisses à la population assemblée. Aucun des cinq cent soixante et onze habitants ne manque apparemment à l'appel. Avec leurs chapeaux noirs à larges bords, leurs gilets de drap et leurs foulards noués autour du cou, les garçons venus à l'ancienne, comme les fillettes avec leurs coiffes de blanche dentelle, leurs châles ajourés et leurs jupes longues, font bonjour à leur doux « pays maraichin ».

M. Mitterrand parle d'un « rare bonheur ». Le bonheur, comme le dit si bien « Ségolène », M^{me} Ségolène Royal, son ancienne chargée de mission, devenue député socialiste des Deux-Sèvres, « de respirer un instant loin de Paris, au même rythme paisible que ces hommes et ces femmes d'Arçais, qui ne veulent pas « être victimes du temps pressé ».

Le ministre de l'Intérieur lui-même, M. Philippe Marchand, semble rasséréné. On l'a toutefois vu presser le pas, lorsque le cortège officiel est arrivé au village, à 15 h 35, pour se poster juste derrière le président de la République, dans le champ des caméras, au moment où ces enfants ont offert à leur illustre visiteur un bouquet de fleurs et un panier garni de fins

produits. Tout le monde a défilé rue de la Garene jusqu'à la place du Grand-Port, là où commence le labyrinthe des canaux qui ondoient entre la Vendée et l'Aunis.

Devant les « plates », les légères barques poitevinnes à fond plat, le président de la République a aidé deux robustes gaillards à planter un pieu et il a posé une première pierre, celle qui marquera ce « moment historique » - c'est « Ségolène » qui l'a dit - du début des grands travaux décidés pour empêcher le Marais de mourir.

On a remarqué la vingtaine de manifestants venus des environs pour réclamer que l'autoroute Nantes-Bordeaux ne vienne pas, justement, écorner ce lieu à protéger - « L'environnement, c'est aussi les habitants ! » ont-ils crié en présence de M. Brice Lalonde, qui ne leur a pas donné tort - mais personne n'a interprété la présence de ce cheur comme une fausse note. M. Marchand n'a pas bronché. Engoncé dans son imperméable, on l'a vu suivre M. Mitterrand comme son ombre, les mains croisées dans le dos, sa pipe crispée dans la main gauche.

« Un sentiment d'éternité »

M. Mitterrand est ravi d'avoir retrouvé un « parrain », aujourd'hui premier adjoint de la municipalité, M. Robert Fouladoux, cet homme « au pied marin », ce guide qui l'initia pour la première fois, le 24 octobre 1985, aux arcanes du Marais. Il retrouve un peu de lui-même, de son propre passé d'île, dans les préoccupations du terroir exprimées par l'agriculteur-maire, M. Jean Leyssene, dont nul ne sait exactement, semble-t-il, le penchant politique.

Il est 16 h 40. La petite salle du foyer communal invite à la conversation. M. Mitterrand succombe à la tentation avec volupté. Celui qui n'a pas vu « les rousseurs de l'automne » dans le Marais poitevin,

celui qui n'a pas découvert l'étrange paysage des mystérieuses lentilles d'eau couvrant toute la surface des canaux en un tapis si serré qu'on se confond avec les mousses du sol, celui qui n'a pas éprouvé le « sentiment d'éternité dans la beauté », celui-là n'a rien vu ! D'ailleurs, « heureusement que nous avons quatre saisons ! ». Il faut plaindre les lieux « qui n'en ont que deux » !

M. Mitterrand sait mettre le temps entre parenthèses. Il joue de son art, plonge en apnée loin de l'écume qu'on va lui renvoyer à la figure, ce soir, à la télé. Il n'a rien dit de son intention de convoquer le Parlement en session extraordinaire aux quelques journalistes qu'il a conviés à partager, le matin même, son petit déjeuner. Il les a simplement mis sur la piste, en leur disant beaucoup de bien du comportement de M. Edouard Balladur, qui s'est prononcé en faveur de cette procédure, la veille, au « Club de la presse » d'Europe 1. Histoire, en passant, de jeter aussi le trouble au sein de l'opposition. Il ne leur a parlé non plus de M. Michel Rocard. Ses plus fidèles ministres se chargeront de dire tout haut ce qu'il pense : non seulement l'ancien premier ministre s'est montré « mesquin » mais « il n'est pas grand » en faisant preuve d'« inélégance ».

Ce soir, M. Mitterrand se battra. D'abord, contre la façon dont on le traite dans la presse. Il use d'une phrase féroce à l'encontre des journalistes oubliés par les « affaires », qui le suivent partout, et qu'il se réjouit, aujourd'hui, de voir à Arçais, « parce qu'ils ont souvent besoin de voir comment la France vit ». Les services de renseignement ne lui ont-ils pas rapporté qu'à l'origine de la fuite qui a fait monter le « soufflé » Habache il y aurait eu, simplement, qu'un coup de téléphone anodin et parfaitement innocent d'un journaliste d'Antenne 2 à une amie de Tunis ? Il n'en parle pas, mais ce sentiment de disproportion entre la cause et l'effet transparent derrière sa pique. Cela mériterait une affaire d'Etat ? Au premier rang de l'assistance, M. Marchand, yeux mi-clos, donne l'impression de ressentir une grosse fatigue.

« Ce n'est pas grave »

Il faut bien parler un peu de ce fichu tracé d'autoroute. Mettre les rieurs de son côté en brochant « les fonctionnaires qui adorent le béton et les lignes droites ». Donner raison aux protestataires, car si l'administration est, certes, « comptable de l'argent des contribuables », l'Etat l'est aussi « du bien-être des Français ».

Mais sans verser dans l'angélisme : « Les autoroutes, c'est comme le TGV : chacun veut une gare, personne ne veut de rails... » Il faut aussi, en présence du ministre

de l'agriculture, M. Louis Mermaz, assis à la droite de M. Marchand, prendre en considération les difficultés des éleveurs locaux. Feu sur les prétentions des Etats-Unis dans les négociations du GATT : « Il faut qu'on soit dur. La France ne sera pas complaisante et n'acceptera pas, dans cette affaire, d'accomplir des sacrifices qui ne seraient pas compensés par des sacrifices comparables de la part de nos principaux partenaires. Vendredi, à New-York, George Bush m'a dit : « Alors, qu'est-ce qu'on fait pour le GATT ? » Je lui ai dit : « Tant que vous ne changerez pas de position, on ne fera rien ».

Mais, pour l'instant, l'essentiel n'est pas là. « L'essentiel, devant cet auditoire hors du temps, c'est d'avoir sa conscience pour soi... »

Les sondages ? Les critiques ? M. Mitterrand fourbit ses armes en soliloquant : « Je ne me sens pas du tout démonté », il martèle ses mots : « Pas-le-moins-du-monde ! Je sens ici qu'il y a, bien, au fond, une large part de notre peuple qui, au-delà des zézianes, des récriminations, de la défense des intérêts catégoriels, comprend le bon collectif ». Il passe en revue ses arguments avant le lever de rideau : « La France se défend bien. Par comparaison, elle se défend mieux que d'autres pays ! Il faut le dire de temps en temps, sans qu'on ne le lui saisisse ! Peut-être les Français ont-ils plus de vertus gaillardes, de vertu de la contestation que les autres... Il faut s'y faire... Ce n'est pas très grave... »

Le moment de quitter cette douillette coulisse poitevine approche. Dernier geste de la main à propos d'une certaine « affaire ». Geste ondulant, moue de mépris : « Depuis six jours, on n'entend parler que de ça ! Est-ce que vous avez entendu parler du reste ? Savez-vous ce qui a été convenu avec M. Bush à Savoy ? Ce qui va être convenu dans le traité que je vais signer avec M. Eltsine ? Non, cela n'est pas intéressant... Mais si, ça l'est ! Mais si je ne le dis pas, j'ai l'impression que personne ne le dira à ma place ! » Dernier clin d'œil : « Tenez bon ! » Tout le monde a compris : lui aussi, il « tiendra ». M. Marchand applaudit.

ALAIN ROLLAT

Après l'annonce de sa démission prochaine

Les salariés de la Croix-Rouge demandent le maintien de M^{me} Duflo

A l'issue d'une réunion du comité central d'entreprise, mardi 4 février à Paris, les représentants des salariés de la Croix-Rouge française ont demandé à M^{me} Duflo de poursuivre son mandat à la présidence de l'organisation. « Toutes les organisations syndicales confondues ont fait chacune une déclaration demandant que M^{me} Georgina Duflo continue jusqu'à la fin de son mandat et

termine sa mission », a déclaré M. Claude Frassati, délégué au comité central d'entreprise.

M^{me} Duflo avait annoncé qu'elle démissionnerait officiellement vendredi 7 février de ses fonctions. Tout en s'avouant « touchée par cette marque de confiance », M^{me} Duflo a souligné qu'elle n'avait « pas forcément de raison de revenir sur cette décision. On verra... ».

M^{me} Habache présente des « excuses » pour l'« embarras » causé aux « responsables honnêtes »

TUNIS de notre correspondant

L'épouse du secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a rendu hommage et exprimé sa « haute considération » à M^{me} Georgina Duflo pour avoir accepté d'accueillir son mari en France. Dans un message à la présidente de la Croix-Rouge française, que le FPLP a rendu public, mardi 4 février, à Tunis, M^{me} Heida Habache lui dit que « sa position courageuse traduit l'expression de la noblesse des valeurs humaines qu'elle défend ». Elle lui exprime aussi sa « reconnais-

sance » et celle de son mari et leurs « excuses ainsi qu'aux autres responsables honnêtes » pour l'« embarras » que leur a causé l'hospitalisation du chef palestinien.

D'autre part, la Ligue tunisienne des droits de l'homme a remercié M^{me} Duflo qui a fait « prévaloir le droit et les principes humanitaires » et « condamné les autorités françaises qui ont dérogé à un principe fondamental des droits de l'homme consistant à assister médicalement toute personne qui en a besoin ».

M. D.

La commission de la carte des journalistes met en garde contre une « dérive » des médias

Quelques heures avant la déclaration du président de la République, mardi 4 février, la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCJJP), organisme paritaire créé par une loi de 1935, avait appelé les quelque vingt-sept mille titulaires de la carte de presse « à la plus grande vigilance ». Dans un communiqué, la commission avait lancé un appel « solennel » à la profession

pour qu'elle fasse « face au discrédit dont les médias font l'objet dans l'opinion publique, si l'on en croit les sondages, et compte tenu des conditions de plus en plus scabreuses qui président à la collecte de l'information : appât de la concurrence, hantise de l'audimat, recherche du scoop à tout prix, poids de la publicité, vitesse accélérée de la transmission des nouvelles, réduction du temps nécessaire à leur vérification... » Bien que la commission n'ait pas de « prérogative déontologique », elle reconnaît néanmoins « un professionnalisme fondé, en principe, sur la connaissance des textes régissant le droit de la communication et l'observance d'une éthique ». Sans citer aucun exemple récent, le communiqué de la commission évoque « la cascade de dérapages » qui sapent la crédibilité des journalistes et des médias et « estime de son devoir d'appeler solennellement les éditeurs et les journalistes, chacun selon ses responsabilités, à conjuguer leurs efforts pour donner un coup d'arrêt à cette dangereuse dérive ».

COLLOQUE DU SYNDICAT F.O. DES MAGISTRATS

« La départementalisation de la justice en débat »

Samedi 8 février 1992, à 14 heures

Première chambre de la cour d'appel de Paris
Tribunal de grande instance de Paris
1, boulevard du Palais

SOUS LA PRÉSIDENCE DE MARC BLONDEL

Avec :

- Louis Constans, professeur de droit public à l'université de Perpignan, ancien président de l'université de Perpignan ;
- Jean-Michel De Forges, professeur de droit à l'université Panthéon-Assas, ancien directeur des études à l'ENA ;
- Claude Grynbaum, avocat ;
- Jean-Charles Savignac, maître de conférences à l'ENA et à l'IEP de Paris.

Une invitation a été adressée aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale.

Téléphone : 48-95-13-44.

Le Monde DOSSIERS février 1992

Premier dossier

Les étrangers en France

Second dossier

Logement : parfum de crise

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

HABACHE

Répliquant à l'ancien premier ministre

M. Dumas se demande si M. Rocard a l'étoffe d'un homme d'Etat

M. Roland Dumas a ton l'encontre de M. Michel Rocard qui avait souhaité, dimanche 1 février, la démission des ministres concernés l'affaire Habache. Après son audition par la commission des affaires étrangères l'Assemblée nationale, le 1 février, le ministre des affaires étrangères avait déclaré que l'ancien premier ministre, mieux informé, tienne à autre langage. A l'occasion d'un déjeuner l'association la Habache, mardi 1 février, M. Dumas a déclaré que l'ancien premier ministre, mieux informé, tienne à autre langage. A l'occasion d'un déjeuner l'association la Habache, mardi 1 février, M. Dumas a déclaré que l'ancien premier ministre, mieux informé, tienne à autre langage.

et ceux qui n'en ont pas. Le ministre des affaires étrangères ainsi, après M. Jean Poppe (c'est tout garder), avec les critiques formulées par les mitterrandistes à la fin des années 80, M. Rocard, alors dépeint par les proches du chef l'Etat, un petit mec qui n'a pas de nerfs.

« Le résumé de ce que j'ai vu, c'est qu'il y a une différence entre ceux qui peuvent prendre une décision et ceux qui ne peuvent pas. M. Dumas, qui évoquait ensuite le goût de l'ancien premier ministre pour la mer, a avoué avoir gardé le souvenir d'un

Michel Rocard la barre de service. regardant l'horizon, navigant dans l'Adriatique, où s'enclenchait la guerre du Golfe. Je me dis que la navigation, c'est une révélation. Il y a ceux qui sont faits pour être des barreaux de gros temps et ceux qui sont faits pour être des barreaux de petit temps. Je regrette que M. Rocard ait été mal informé. Je n'aurais pas que l'on garde de lui l'image d'un barreau de petit temps.

[M. Dumas était en croisière dans l'Adriatique, à l'occasion de son voyage en Italie, le 2 août 1990, et non pendant la phase initiale de la crise, le 17 janvier 1991.]

Au palais du Luxembourg

Le ministre des affaires étrangères n'a pas convaincu la majorité sénatoriale

L'audition, mardi 4 février, M. Roland Dumas par la commission des affaires étrangères du Sénat, élargie pour la circonstance aux présidents de groupes et de commissions, a été marquée de la plus grande affabilité. Les, mais civil, le ministre des affaires étrangères, qui avait fait parvenir la veille à M. Jean Lecanuet (Un. cent. Seine-Maritime), président de la commission sénatoriale, « les grandes lignes de la déclaration » faite devant les députés, lundi 3 février, s'est prêtée pendant près de deux heures aux questions des sénateurs. Courtisols, ces derniers n'ont évoqué à aucun moment - M. Lecanuet - la question politique majeure soulevée par M. Michel Rocard, à savoir une éventuelle démission de M. Dumas.

Le ministre des affaires étrangères n'a fait aucune révélation. Pour la forme, M. Lecanuet a émis une hypothèse : « Les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay et de l'Intérieur ont pris

la décision d'accueillir M. Georges Habache, qu'ils ont des directives générales pour permettre à des personnes étrangères de pénétrer sur le territoire national », a-t-il suggéré. La forme, M. Dumas, qui a répondu en s'en tenant à la vérité, a été entendue.

« Il n'y a pas d'infraction de la loi étrangère qui pourrait laisser sa place, sinon à une collusion, à une faiblesse à l'égard du terrorisme, a-t-il affirmé. Les hauts fonctionnaires ont commis une erreur d'appréciation. La responsabilité politique en revient à la fois au ministre de l'Intérieur, qui, bien qu'absent de Paris, pouvait être tenu pour responsable, et au ministre des affaires étrangères, qui, bien qu'absent de Paris, pouvait être tenu pour responsable.

Les sénateurs socialistes exceptés, personne ne s'est dit convaincu par cette plaidoirie. Anticipant la décision de M. François Mitterrand, le Parlement a voté, mardi 5 février, une motion de censure à l'égard de M. Dumas, président de la commission des affaires étrangères.

mission des lois, souhaité, que le gouvernement, plus vite à l'œuvre, la majorité qui lui permet d'exister.

G. P.

M. Pons porte plainte contre M. Dumas. - M. Bernard Pons, député UDF, pour diffamation, le ministre des affaires étrangères, un communiqué, président de l'Assemblée nationale juge « graves » les déclarations de M. Dumas, qui avait accusé, le 1 février, « l'autorité » de l'Assemblée nationale, l'ancien ministre DOM-TOM du gouvernement de Jacques Chirac, d'être « impliqués » dans une opération conduite en vue de la libération d'otages, et rappelle que « la décision de recourir à une opération de force (...) a été prise le 3 mai 1990, conjointement par le premier ministre et le président de la République ».

Une lettre de M. Philippe Marchand

Nous avons reçu M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, la lettre suivante :

La vérité pour moi pas vraisemblable ; elle est la vérité. J'ai été trop imprudent de la venue en France de M. Habache ; cela a conduit aux démissions que l'on connaît. Voilà les faits.

Un article publié, en page 2 de numéro daté des 2 et 3 février 1992, signé de M. Edwy Plenel, le Monde interprète ces faits de manière à l'erreur ne serait-il pas ?

C'est, je rappelle,

M. Christian Vigouroux, directeur du mon cabinet, que, pendant un moment, j'ai fait face. L'intérieur est, par lui-même, quotidiennement exposé.

Il était à mes côtés pendant la guerre du Golfe : grâce à Vigipirate, la France, contrairement à d'autres pays, n'a été touchée par aucun attentat. S'est-on alors demandé s'il y avait un ministre de l'Intérieur ?

S'est-on posé la même question pendant l'été, annoncé brûlant dans le sud ? Qui fut, notamment, grâce à Vigipirate, le dispositif policier en

place, aussi paisible qu'on pouvait l'espérer ? Et ne pas évoquer, ne serait-ce que pour souligner la collaboration précieuse de mon directeur de cabinet, d'autres batailles pour le droit, la démocratie ?

Le droit, nous l'avons fait progresser, publiquement (enfin), avec l'accord de la CNIL, les décrets sur les fichiers de la police ; nous l'avons fait progresser, en donnant un cadre légal aux zones de transit internationales afin que les étrangers arrivant dans les aéroports aient des garanties juridiques sur les conditions d'accueil ; ne soient plus seulement soumis à bon vouloir administratif. Quelle étrange affirmation ! Parler, à ce propos, de mon activisme contre le droit d'asile, alors que la France aura accueilli, en 1991, plus de réfugiés politiques que les années précédentes.

Et n'a-t-il pas fallu batailler ferme pour faire adopter par le Parlement (et aucun au 49/3) des lois aussi importantes que les lois sur l'administration territoriale de la République, les conditions d'exercice des mandats locaux (ce fameux « statut de l'élu »), la discussion (depuis dix ans) du nouveau statut de la Corse ?

Tout journaliste a le droit de critiquer la politique du ministre de l'Intérieur, non celui d'affirmer qu'à un moment quelconque j'aurais accablé mes collaborateurs et manqué de loyauté à leur égard. Cette lettre aura au moins permis de leur rendre l'honneur qui leur est dû.

Windows Draw.

Le logiciel

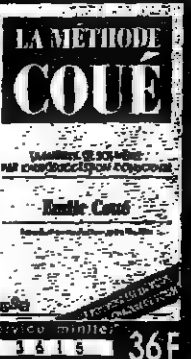
qui remplace tout.



Vous ne pouvez pas imaginer un logiciel qui remplace tout. Il ne vous manque plus que Windows Draw, le logiciel de dessin révolutionnaire par ses nombreuses capacités graphiques, ses extraordinaires possibilités d'animation et son format pré-établi. Cliquez, modifiez, déplacez, agrandissez, réduisez, tout est possible. Windows Draw, le logiciel qui remplace tout.

MICROGRAFX

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

La droite est divisée en Corse

L'UPF n'accordera pas d'investiture unique en Corse, laissant à la fois à l'UDF et à l'UDF d'apporter leur soutien approprié à des représentants respectifs dans l'île. Cette décision n'a provoqué aucune surprise. L'île, où chacun sait que, depuis deux ans, les rapports entre Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), député Corse-du-Sud, maire de Porto-Vecchio, président de l'Assemblée de Corse, et M. José Rossi (UDF-PR), député et président du conseil général de la Corse-du-Sud, se sont dégradés.

AJACCIO

NOTRE correspondant

M. Rossi a été le rapporteur et l'un des principaux soutiens du projet portant nouveau statut de l'île, que le RPR a combattu. Tout comme la quasi-totalité des parlementaires de l'UDF. Chef incontesté de l'UDF, M. Rossi a conduit une liste d'union républicaine pour la Corse, dont le deuxième président de l'Assemblée sortante, maire de Ville-di-Pietrabugno, est président de l'UDF de la Haute-Corse. Il a, à ses côtés, de nombreux élus locaux du RPR et un certain nombre de l'UDF-PR.

De son côté, M. Rossi s'est assuré le concours de candidats de sensibilité gaulliste, les élus figurant sur la liste UDF-CNL, majoritairement originaires de la Corse-du-Sud. Il assure avoir reçu le soutien de M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, qui a « sauvé son combat courageux pour la rénovation de la vie publique insulaire et le redressement de la Corse ». Il annonce que M. François Léotard « rendra dans l'île pour soutenir sa candidature ».

Malgré les efforts de M. Rossi, le ton de la campagne ne permet pas de parler « primaires » au sein de l'opposition. Le chef de la liste Agir ensemble répète souvent que les électeurs devront choisir celui

qui sera appelé à présider le conseil exécutif, affirmant que « l'élection se présidentialise » et que le choix sera entre M. de Rocca Serra et lui. Il va même jusqu'à déclarer qu'il votera pour le président sortant si celui-ci le devance au second tour, mais il n'a pas, pour l'instant, obtenu d'engagement réciproque et, bien au contraire, le député régional du RPR, M. Jérôme Polverini, vice-président de l'Assemblée sortante, et maire de Pianottoli, même contre lui au combat apparemment sans merci. A preuve, la candidature, dans le troisième canton d'Ajaccio, de M. Edouard Cuttoli, deuxième adjoint au maire, président de la Chambre de commerce, qui s'opposera à sonpar-tiste sortant, M. Marc Marcangeli, premier adjoint au maire, deuxième sur la liste de M. Rossi.

Entre les deux principales listes de droite, on relève bien la présence de trois autres listes de même obédience, mais elles ne paraissent pas, du moins à en croire le récent sondage de BVA pour le quotidien la Corse, avoir d'incidence directe sur le duel Rocca Serra-Rossi. Tout passe comme si les porte-parole locaux du RPR voulaient présenter M. Rossi comme l'otage des nationalistes depuis qu'il a déclaré, en janvier 1990, qu'il serait prêt, dans un esprit de large ouverture, à gouverner l'île « avec les nationalistes qui ne posent pas de bombes ».

Ceux-ci semblent pas devoir renoncer à la violence, ni à la revendication de l'autodétermination. En conséquence de quoi, sur le thème de l'attachement indéfectible aux valeurs de la République française, on constate de larges convergences entre M. de Rocca Serra et la Liste de Rassemblement républicain conduite par M. Nicolas Alfonsi, ancien député appartenant au Parti socialiste, et M. Paul Giacobbi (MRG), maire de Venaco, soutenu par MM. François Giacobbi, sénateur, président du conseil général de la Haute-Corse, et Emile Zuccarelli, député de la Haute-Corse, maire de Bastia et président national du MRG.

PAUL SILVANI

M. Gaudin proteste contre l'organisation d'un débat télévisé entre MM. Tapie et Le Pen

M. Jean-Claude Gaudin (UDF), président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, a protesté, lundi 3 février, auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel, contre l'organisation d'un débat télévisé sur TF1, le 27 février, entre M. Bernard Tapie et M. Jean-Marie Le Pen. M. Gaudin fait valoir que, contrairement à la version donnée par TF1, il n'avait jamais « refusé le principe d'une participation à une émission d'information télévisée sur les enjeux des élections régionales ». « P.C.A. ». « En revanche, ajoute-t-il, je continue à prévaloir du droit d'exiger que les modalités concrètes d'une telle émission soient encadrées de toutes les garanties d'objectivité ».

Dans le Var, M. Alain Bombard, pressenti par M. Tapie pour conduire la liste Energie-Sud, a confirmé, lundi, qu'il renonce fermement et définitivement à conduire quelque liste que ce soit ou à y participer. M. Bombard a déclaré n'avoir pas « les chances nécessaires sur la composition de sa liste ». Le même jour, TF1, M. Tapie a surpris en rendant hommage à un élu de même département du Var, M. François Léotard. « Je pense, a-t-il déclaré, que M. Léotard sera un jour chef de l'Etat. Il est l'étoffe ».

M. Mégret (Front national) « assaillir » Marseille. - M. Bruno Mégret, numéro deux du Front national, a dénoncé, mardi 4 février, les « habitudes de canche médiatique prises » par M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, qui a refusé au parti de M. Jean-Marie Le Pen l'utilisation du stade des sports de la ville de Marseille (le stade Vélodrome) pour la « démission » de M. Vigouroux « celle de M. Bernard Tapie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, chef de file de la majorité aux élections régionales, afin que soit préservé l'ordre public et assuré le paysage politique marseillais ».

UNE NOUVELLE PUBLICATION

La Lettre du Monde de l'éducation

Chaque semaine, pendant l'année scolaire, l'essentiel sur :

- les projets et les décisions de l'éducation nationale ; les réglementations nouvelles ;
- les nouvelles des universités ;
- les nominations des responsables ;
- les publications spécialisées, les revues officielles et la documentation administrative ;
- les initiatives de l'enseignement privé, des organisations professionnelles et des entreprises ;
- les rendez-vous importants : colloques, congrès, conférences, séminaires...

Réservée exclusivement aux abonnés du Monde de l'éducation, cette lettre est un instrument indispensable aux professionnels de l'éducation pour au plus près l'actualité du monde scolaire et universitaire.

OFFRE D'ABONNEMENT

1 AN : 450 F = Le Monde de l'éducation + La lettre du Monde de l'éducation

Je désire m'abonner :
au Monde de l'éducation ou à la Lettre du Monde de l'éducation
numéros par an.

Pour 450 F

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

MODE DE RÈGLEMENT :
Chèque bancaire ou postal
Mandat
Carte bleue Visa
Carte AMEX

Carte Visa
Expire le fin _____
Expire le fin _____
Signature obligatoires

Le Monde de l'éducation

Service : 1, place Hubert-Bouvier-Méry

LE FRONT NATIONAL VINGT ANS APRÈS

III. — La guerre culturelle

Le parti de M. Le Pen a engagé la lutte contre la « dégénérescence de l'art » afin de répondre au « terrorisme intellectuel » de la gauche et de favoriser la « renaissance » de la nation

Après avoir rappelé les racines idéologiques du Front national (le 4 février) ■ expliqué comment sont organisés ■ réseaux (le 5 février), le troisième volet de notre enquête expose les idées de M. Le Pen ■ matière culturelle ■ qu'elles suscitent.

« Toute note de jazz joué est un complot », a dit Jean-Marie Le Pen. Cette formule, qui a fait le ■ des festivals ■ des concerts, traduit bien l'état d'esprit que l'on rencontre ■ peinture, littérature, théâtre ■ cinéma, ■ les différents secteurs culturels restent hermétiques ■ idées du Front national. Pas un acteur de renom, pas ■ écrivain réputé, pas un peintre de grande notoriété n'a, jusqu'ici, apporté son soutien au parti d'extrême droite, hormis le cinéaste ■ ex-député européen du Front national ■ Claude Autant-Lara, qui affirmait, en 1988, dans le mensuel d'extrême droite le Choc du mois : « Maintenant ■ favorise le cosmopolitisme. Eh ! bien, ■, le cosmopolitisme, le lui pisse à la rate ! »

Les socialistes surtout, mais aussi la droite parlementaire, ■ le PCF dans une moindre mesure, reçoivent à chaque élection le ■ de personnalités de la culture. Lors de la présidentielle de 1988, ont signé pour M. Mitterrand : Gérard Depardieu, Michel Piccoli, Anouk Aimée, Isabelle Huppert, Patrick Chéreau, Marguerite Duras, Claude Simon, Barbara, Charles Trenet, Christian Boleanski, Claude Viallet, Iannis Xenakis, Jean-Paul Gaultier. Derrière Jacques Chirac : Marcel Landowski, Jean Marais, Roland Petit, Régine Dérigès, Jean-Pierre Rampal, Nana Mouskouri, Yves Berger, Pierre Dux, Johnny Hallyday, Hans Hartung. Derrière M. Le Pen, quelques personnalités confidentielles comme l'écrivain Michel de Saint-Pierre ■ le danseur Michel Renucci.

En fait, M. Le Pen rassemble artistes, écrivains, acteurs et chanteurs. Mais contre lui. On ■ compte plus les pétitions, concerts, tribunes, déclarations, prises de position contre le président du Front national. En mai 1990, deux cent cinquante intellectuels et artistes ont signé ■ appel à la résistance contre le Front national. En novembre dernier, Patrick Bruel affirmait ■ 47 sur 7 : « Le Front national, c'est comme la drogue, c'est ■ drogue dure, ■ plus. »

« La choucroute Mostaganem... »

Cette unanimité a d'ailleurs fait réagir le chanteur Renaud ■ les effets d'un tel rejet : « D'abord, je n'aime pas hurler avec les loups et, ensuite, j'ai toujours considéré que ce n'est pas ■ diaboliser le Pen qu'on se combat le mieux. ■ Pour être ■ suis pas aussi effrayé par le Pen que les ■ et pourtant, en tant qu'artiste ■ citoyen, j'ai conscience de m'être toujours battu contre les idées de Le Pen (1). »

Comment entamer un dialogue quand M. Gollnisch, ■ des princi-

aux responsables du parti d'extrême droite, ■ déclare « choqué » par les l'ers sataniques de Salman Rushdie, alors que sept cents écrivains du monde entier en avaient appelé, en mars 1989, à « la liberté d'expression » pour soutenir l'écrivain. Quand la quasi-totalité du monde de la culture ■ convaincue que l'idéologie du Front national va ■ l'encontre des règles élémentaires de ■ tolérance, de l'ouverture d'esprit, de la liberté d'expression ■ de la création : Comment leur donner tort quand M. Le Pen, se parant des vertus d'un classicisme qui ne trompe personne, explique : « La culture implique l'effort, le travail, l'ascèse, la soumission à des règles et à des formes. » Quand il déclare préférer une culture « forte » ■ culture « brillante ». Quand M. Mégret, numéro deux du Front national, affirme, plus franchement encore : « C'est une grave erreur de croire que l'art, c'est la liberté totale ».

Johnny Hallyday n'est pas libre...

Comment ■ pas s'inquiéter lorsqu'un cadre de la fédération du Bas-Rhin tourne en dérision les Maghrébins dans une chanson raciste et ignoble lors d'un meeting : « Tu mettras des merguez, / Des knacks ■ aura pas / Un bout de moulin balaise / Remplacera le land gras. / A la place du chou, / Tu mettras des poix chiches. / Pas d'homme de terre du tout, / La semoule c'est plus riche. / C'est la choucroute Mostaganem. / C'est la choucroute que nous ■ aime / Celle que l'on bouffe en djellaba / Celle qu'on a rapportée de là-bas ? »

Devant l'hostilité presque unanime des artistes, le Front national se raccroche à des figures incontrôlables, comme Claude Autant-Lara, reçoit le soutien de monarchistes, tel l'historien et écrivain Jean-François Chiappe, que l'on peut entendre à « La tribune de l'histoire » sur France-Inter. « Je me suis occupé de culture et de formation au Front national entre 1974 et 1981, nous déclare M. Chiappe. On organisait des ventes de livres comme ceux de Jean Raspail. Mais il y a, aujourd'hui, un tel désengagement des écrivains par rapport aux années 30... »

Alain Delon, pour ■ part, avait bien jugé M. Le Pen ■ sincère et qualifié le président du Front national d'ami ■ 1984, mais l'acteur ■ soutenu M. Raymond Barre à l'élection présidentielle de 1988 ■ manifesté ■ sympathie pour l'action du ministre de la culture, M. Jack Lang. Quant à Françoise Hardy, elle ■ un peu vite été cataloguée ■ l'épéniste ■ pour avoir dénoncé « le racisme anti-français ». « Ça commence à bien faire, cette histoire ! Pour rien au monde je ne serais pour le Front national », affirme-t-elle aujourd'hui.

Alors que bien des « peintures » du show-business ont ■ fait ■ moins une fois la fête de l'Humanité, ■ les chanteurs qui acceptent de ■ produire dans les fêtes de l'extrême droite, ■ Johnny Hallyday serait d'accord pour venir,

mais ■ n'avons pas les moyens de ■ le payer, répond M. Jean-Pierre Gendron, responsable des fêtes du Front national. Et, surtout, nous pensons que la politique est une chose trop sérieuse pour la transformer ■ spectacle. ■ M. Jean-Claude Camus, producteur de Johnny Hallyday, reconnaît avoir été contacté une seule fois : « C'était il y a six, sept ■, mais Johnny avait refusé. ■ Et si le chanteur était de ■, approché, la réponse ■ déjà prête : « Je ne suis pas libre. »

Ceux qui se ■ succèdent dans les fêtes des « bleu-blanc-rouge » ■ le pianiste Yuri Boukoff, ■ jazzmen Claude Luter et Maxime Saury, ■ incroyables Gilles Dreu, Charlotte Julian, Manitas de Plata, Yves Lecoq, Daniel Guichard, Charles Dumont, le Golden Gate Quartet ■ avouent avoir simplement ■ honoré ■ contrat, sans plus. Charles Dumont a bien ■ essayé d'annuler ■ concert signé alors qu'il était au Japon, ■ l'ai fait des gâtes pour tous les partis du PC ■ RPR. ■ Je croyais, dit-il, qu'on était dans un pays où on pouvait chanter pour tout le monde. J'ai ■ tort (2). ■ Le clarinettiste Claude Luter a moins d'états d'âme et reconnaît qu'il ■ jouerait pour le diable du moment qu'on lui paie. ■ Et Daniel Guichard explique : « A partir du moment où un parti ■ légal, je n'ai pas à me justifier, d'autant moins que je n'ai pas chanté en période électorale. »

En revanche, Orlando Wilson, le fondateur du groupe vocal noir américain Golden Gate Quartet, a ■ beaucoup regretté d'avoir chanté lors d'une fête du Front national en 1986 : « Vous savez, ce n'est pas marqué sur le contrat que ce parti est raciste... J'étais en train de chanter un Alleluia quand un ■, au premier rang, est monté sur scène pour chanter avec moi. C'était Le Pen, suivi d'un cameraman ■ qui nous a filmés ensemble ! La scène est passée le soir à la télévision. C'était vraiment un coup monté, le premier en cinquante-deux ans de métier ! Ensuite, le Pen a prétendu qu'il n'était pas raciste puisque le Golden avait chanté pour lui ! »

« Toute l'intelligentsia est contre nous »

L'exemple du Golden Gate Quartet rend peu convaincant M. Michel de Rostolan, ■ responsable du comité de soutien à M. Le Pen, quand il affirme : « Nous ■ recherchons pas les signatures de célébrités, car nous sommes opposés au mélange entre la culture et la politique. ■ Peu convaincant également, les membres du Front national qui affirment connaître plusieurs ■ chanteurs qui ■ soutiennent, mais dont nous ne pouvons pas donner les noms car ils seraient ■ flingués ■ par le milieu du show-business. Mais c'est vrai que les dirigeants du Front national ne sont pas ■ perturbés ■ par ces artistes qui ■ pétitionnent à tour de bras ■ et qui ■ voteront, le moment venu, ■ secours de la victoire. ■ Ils ignorent sur Patrick Bruel, ■ un chanteur pour méditerranéens préparés ■ et qui, ajoute M. Gollnisch, ■ nous déteste ».

« Le beau », selon M. Gollnisch

Les goûts ■ dégoûts de M. Bruno Gollnisch en matière de peinture ■ d'arts plastiques s'articulent ■ partir d'une formule magique que l'on ■ d'ailleurs dans la plupart des ■ du FN : « Le beau ■ valeur universelle. »

Le beau ? La figuration, les formes harmonieuses, ■ dessin, ■ précise ■ conseiller régional FN du Rhône. « Le beau ■ ■ si simple à définir, M. Gollnisch propose un critère pour éclairer ■ goût : « L'effort, parfois surhumain, que doit développer l'artiste. Ça me dérange quand un peintre met ■ secondes ■ minute pour faire un tableau qu'il va vendre ■ prix d'or. »

S'il ■ des choses formidables ■ chez les impressionnistes, M. Gollnisch explique que leur style était ■ décliné du dessin, ■ qui a provoqué ■ décadence chez leurs succes-

seurs, les pointillistes (Signac, Seurat) ■ surtout les cubistes qui ont renoncé à ■ forme. C'est ■ qu'on finit ■ querles ■ genre carré blanc ■ fond blanc. Donc, M. Gollnisch n'entend rien à Malevitch, préférant ■ quelques statues d'Arno Breker, ■ sculpteur officiel du Troisième Reich, ■ mais j'aime Courbet ■ je ■ suis pas communiste. »

« Le laid et la dégénérescence »

Même chose pour l'art abstrait, que M. Gollnisch ne condamne pas, mais il ajoute qu'il ■ plus difficile de parvenir ■ une émotion avec ■ genre. ■ Et de prendre pour exemple ■ colonnes de Buren, au Palais-Royal, que chaque cadre du FN a ■ le bout de la langue quand il s'agit de définir ■ le laid ■ la dégénérescence. ■

Cette installation représente, selon M. Mégret, ■ la disparition des règles, des normes, des modèles ■ du goût ■ point que M. Gollnisch les démentirait bien quand il ■ la Défense : « Est-ce une obsession de quelqu'un qui ■ trop vu de zèbres ? » Outre les colonnes de Buren, M. Gollnisch s'en prend ■ toutes les commandes d'État qui ■ sont ■ viol systématique de nos sites ■ Je remplacerais bien ■ de ferraille par des fontaines, fresques, mosaïques, jardins, pièces d'eau ■ dit-il.

Et de conclure : « L'art subventionné entraîne ■ un ■ dégénéré, deux ■ qui font référence ■ ■ sinistre exposition de 1937 organisée ■ Munich par l'Allemagne de Hitler dans laquelle étaient dénoncés Van Gogh, Picasso, Gauguin, Schiele, Klee, Kandinsky, Dix. ■

M. G.

parce qu'il s'appelle Benquiqui et qu'il est persuadé que ■ sommes antisémites. ■

Pour ■ Front national, le véritable danger ■ ailleurs : « Toute l'intelligentsia est contre nous, explique M. Mégret, mais elle ■ coupée du peuple. ■ Une façon d'indiquer d'où viendra la conquête, en s'appuyant sur les déçus ■ les exclus ■ le système Lang, ■ aussi sur ■ la population, qui n'entend rien ■ l'art actuel, ■ précise M. Gollnisch. ■ La culture ■ le dernier bastion que tient la gauche, explique pour ■ part M. Gendron. Elle y fait roger ■ terrorisme intellectuel par le biais de trois lobbies : juif, marxiste et homosexuel. ■

Dans un langage plus ■ respectueux ■, le Front national s'est penché ■ ce problème lors d'un colloque, en 1987, intitulé : « Une âme pour

écrivains dont, certes, on parle moins ■ des autres, ■ qui ■ ■ qui comptent. Songez, en dehors bien sûr des personnalités qui participent ■ colloque, ■ Mathieu, Tremois, Schendorffer, Autant-Lara, Freund, Monnerot, Raspail, Anouilh, Dumézil. ■

La « guerre culturelle », c'est, aussi, dénoncer plutôt que défendre, ■ répertoriement minutieux ■ ■ qui participe ■ près ou de loin à ■ dégénérescence de l'art. ■ Dans la ligne de mire ■ dénatéité, l'immigration, la culture ■ « rupture » (celle qui ■ situe ■ tradition ■ notre civilisation), l'art ■ incompréhensible et ■ coupé du peuple ■, la culture ■ américaine ■, le « cosmopolitisme », le rock. ■ Cette musique syncope et assourdissante ■ escroquerie intellectuelle ■, affirme M. Gollnisch. ■



la France. Pour en finir avec le génocide culturel ■ persuadé que la victoire sera culturelle ■ ne sera pas ■ Gramsci, l'un des fondateurs du PC italien, M. Mégret ■ cachait pas ■ admiration dans la façon dont ■ la gauche a pris, sous de Gaulle, le pouvoir culturel, notamment en investissant les maisons de la culture ■ et expliquait que ■ parti devait se préparer à mener ■ une guerre culturelle contre la dégénérescence de l'art et de notre culture. ■ Et M. Gollnisch de dénoncer ■ le crime de la droite classique, qui ■ toujours laissé à la gauche tout le domaine culturel et artistique. ■

Pour l'instant, les réflexions du Front national en matière d'art sont pour le moins pugnaces, idéologiques. ■ Elles seront plus artistiques lors de notre prochain colloque ■, promet M. Le Gallou, président du groupe d'extrême droite ■ conseil régional d'Île-de-France. Quelques textes ■ le programme du Front national (1989) ■ le colloque de 1987, des communications du conseil scientifique, la ■ identité des livres ■ permettent de se faire une idée de ■ la guerre culturelle ■ que le Front national veut mener avec ses cadres et militants formés, notamment, lors ■ conférences du soir dont M. Le Pen avait assuré l'ouverture en octobre dernier.

Premier objectif : bâtir un programme en s'appuyant ■ voire en les décourageant ■ des auteurs intellectuels qui ne sont ■ obligatoirement de ce ■ camp. Dans le Livre bleu-blanc-rouge, M. Le Gallou cite abondamment le nom ■ l'architecture douce. ■ Ce qui fait fuir l'interdiction : « J'ai fait deux ans et demi de camp de concentration et je déteste toute forme d'insécurité. Alors, je ne peux pas être plus opposé à ■ parti qu'au Front national. Je suis qu'il essayent de récupérer le thème de la tradition en architecture, mais jamais je ne travaillerais pour ■ ville Front national. ■

Georges Dumézil récupéré

Georges Dumézil ■ intellectuel ■ plus souvent récupéré, dont les écrits sur l'homme indo-européen sont cités à tour de bras. Dans son intervention au colloque de 1987, M. Mégret plaçait Dumézil ■ qui n'est plus là pour dire ■ qu'il en pense ■ en compagnie d'une curieuse théorie d'artistes classés ■ droite ou à l'extrême droite : « Il y a ■ au service de notre culture et de notre civilisation de nombreux intellectuels, artistes,

Nabucco ■ entrée ■ l'Hymne à la joie de Beethoven, ■ départ. ■

Les références ■ l'Antiquité ■ ■ latine s'inscrivent dans la défense d'un art ■ enraciné, national, populaire, traditionnel ■ harmonieux. ■ Innover ■ conduit qu'à imiter Rome, ■ ■ la retrouver. ■ ■ professeur Guy Achard, ■ les ■ colloque ■ 1987. Et de citer Ricardo Bofill, un architecte très apprécié ■ Front national, alors que M. Mégret appelle ■ ■ auprès ■ tous les mythes et les héros de ■ civilisation : le Cid, Arthur, ■ Lorelet, Jeanne d'Arc, Méliès, ■ ■ d'autres. ■

Trop d'indices convergent ■ un rapprochement ■ un passé sinistre. ■ Un ■ facilement ■ ■ prévisible par la peuple ■ est, exemple parmi d'autres, une notion empruntée ■ l'Allemagne ■ Hitler. Carl Orff était ■ musique du Troisième Reich ■ qu'Arno Breker était ■ sculpture. Pour l'historienne Laurence Bertrand Dorléac, qui prépare un livre consacré ■ l'art ■ l'Occupation, ■ ■ retrouver, ■ quelques détails ■ ■ les thèmes qui ■ ■ rus à la fin des années 30 et qui ont été défendus par la France de Pétain : le retour ■ l'antéité, ■ dessin, ■ ■ figuration, ■ ■ parmi-moine naturel, à l'artisanat, ■ ■ Beau Métier, etc. ■

La « sous-culture » rock-rap-tag-Coca

Ce n'est pas avec un programme aussi douteux, ■ ■ des valeurs aussi confuses ■ le Front national va ■ rapprocher des milieux culturels. Un ■ ■ peut sérieusement faire mouche, celui ■ l'antiaméricanisme ■ de la défense ■ ■ et spectacles français. Notamment ■ qui ont été plus ■ moins écartés du ■ gâteau ■ confectionné par le ministère ■ la culture avec le doublement de son budget ■ 1981 ■ 1982. M. Mégret dénonce ■ la ■ rock-rap-tag-Coca, les ■ mauvais feuilletons américains et japonais, ■ ■ l'impression que les artistes français ■ sacrifiés. ■

En matière de cinéma, le programme du Front national (1985) affirme ■ ■ l'aide publique ■ ■ monopolisée ■ profit de faux provocateurs ■ le Suisse Jean-Luc Godard, l'Égyptien Toussef Chahine, le Tchécoslovaque ou le communiste italien Ettore Scola, ce qui ■ une absurdité quand on sait que la France est ■ ■ en Europe ■ avoir préservé une industrie ■ cinéma face ■ États-Unis. ■

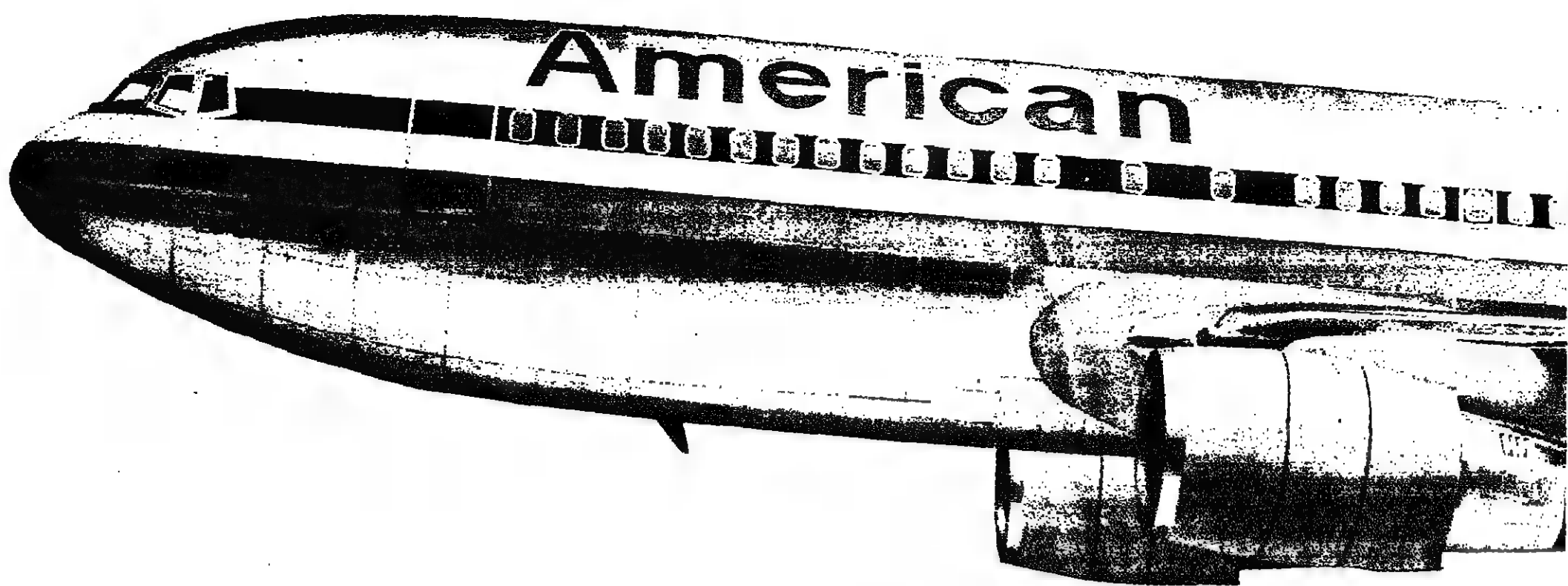
Il n'empêche, ■ Autant-Lara avait fait ■ ■ thème la du discours d'ouverture qu'il avait prononcé ■ ■ que d'oyen ■ Parlement européen ■ 1977. Sur ■ terrain, l'acteur et cinéaste Gérard Blain croise le Front national ■ ■ ■ ■ sa faveur. ■ Sur ce terrain se retrouvent ■ bien malgré eux ■ quelques personnalités du ■ comme Maria Casarès, Laurent Terzieff, Marina Vlady, Michael Lonsdale ou Gildas Bourdet, lorsqu'ils signent une pétition dénonçant l'invasion étrangère ■ ■ théâtres français ■ ■ au Rond-Point (3), une pétition que beaucoup ■ ■ impensable il y a ■ ■ cinq ans. ■

Les idées de l'extrême droite n'ont pas droit de cité dans la maison culture, ■ ■ danger ne viendra vraisemblablement pas ■ l'intérieur, même ■ ■ plus pessimistes pensent que le Front national y trouverait quelques appuis le moment venu. Non, le danger vient plutôt ■ ■ ■ l'ordre ■ matière culturelle ■, que ■ Bertrand Dorléac entend ■ régulièrement ■ ■ l'air du temps, un peu comme ces graffitis qui ■ ■ sur les ■ ■ ■ ■ 1986 : ■ Vivement l'attentat ! ■, ■ Heil Lang ! ■, ■ Buren Buchenwald ■, ■ Déhors colonnes socialistes juives ! ■, ■ Pourriture. ■

MICHEL GUERRIN

- (1) Le Quotidien de Paris du 11 novembre 1991.
- (2) La Croix du 10 ■ 1991.
- (3) Le ■ 29 ■ 1991.

Prochain article :
LA MÉMOIRE
DES RÉPENTIS



Le 23 mars, Miami apparaît sur la carte.

Au départ de Paris-Orly, American Airlines ajoute une nouvelle destination pour l'Amérique.

Le 23 mars, American dessert Miami sans escale.

A partir du 23 mars, vous pourrez vous envoler 4 fois par semaine vers Miami. Dès le 20 avril, ce vol deviendra quotidien.

Miami : le soleil et la fête aussi les portes d'un autre monde.

Envolez-vous vers Miami, son soleil, ses plages, son surf, ses bateaux à voiles, ses gratte-ciels et profitez des correspondances d'American pour aller au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

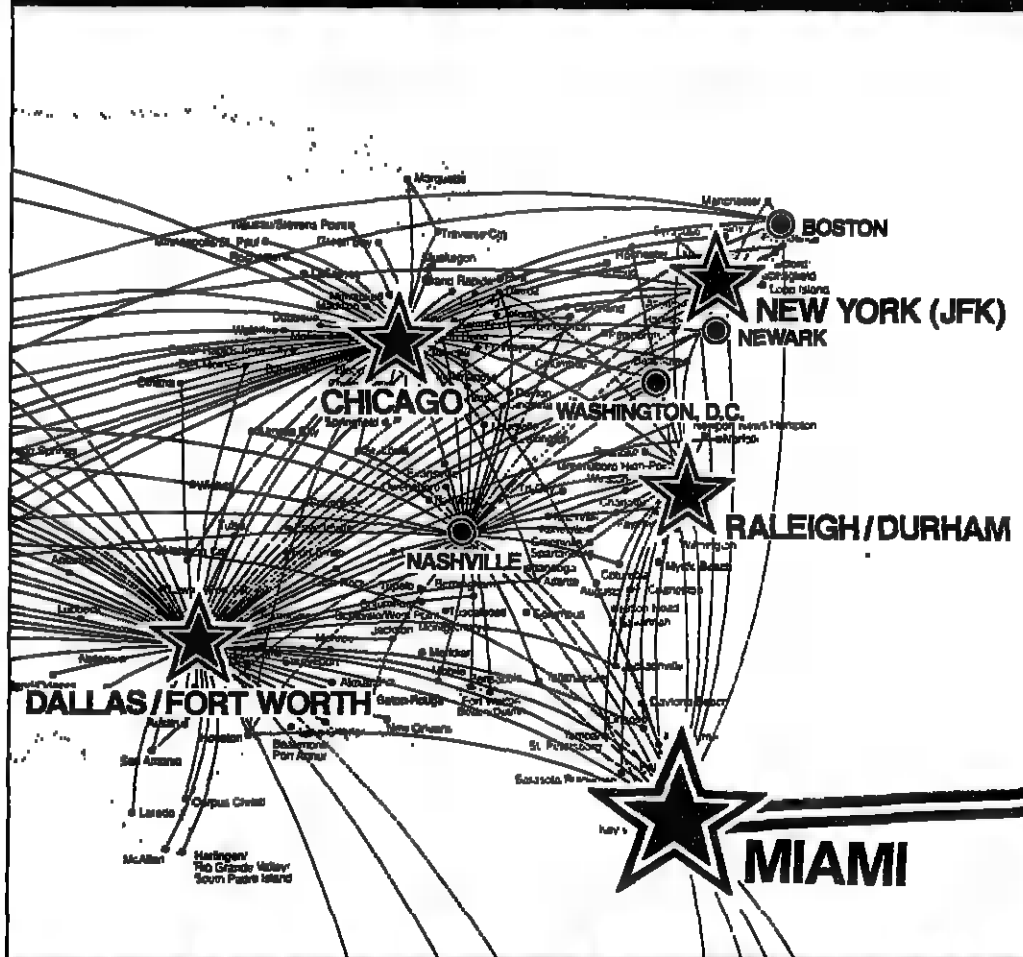
American est en effet la seule compagnie à vous offrir autant de vols quotidiens au départ de Miami.

Alors pourquoi changer de compagnie pour atteindre des destinations aussi excitantes que Montego Bay, Cancun, San Juan, Caracas, Lima, Quito, Bogota ou Cali ?

American Airlines : le choix entre 5 plaques tournantes.

Non seulement American dessert New York (JFK), Chicago, Raleigh/Durham, Dallas/Fort Worth et Miami par un vol quotidien sans escale mais elle permet aussi de rejoindre 200 villes américaines et 70 autres destinations dans le monde entier sans jamais changer de compagnie.

American Airlines
ouvre un vol sans escale :
Paris-Orly - Miami.



Ville	scale	Départ	Arrivée	Fréquence
DE PARIS-ORLY				
A : Miami		10 h 00	15 h 55	Lundi, mardi, jeudi, samedi
New York (JFK)		13 h 00	14 h 45	Quotidien
Raleigh/Durham		9 h 40	13 h 05	Quotidien
Chicago		11 h 00	16 h 00	Quotidien
Dallas-Fort Worth		10 h 05	15 h 00	Quotidien

International Flagship Service.

American réserve à tous ses clients un service chaleureux et attentionné, des sièges confortables luxueusement recouverts de cuir et de laine d'agneau. Première Classe et en Classe Affaires une cuisine raffinée accompagnée de grands crus.

En Première Classe, votre vidéo personnelle vous permettra de visionner un large éventail de films.

Un programme de fidélisation gratuit.

Vous pouvez aussi bénéficier du programme de fidélisation AAdvantage® d'American : le premier et toujours le meilleur. Avec chaque vol, vous gagnez en effet des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassés en Classe Affaires ou en Première Classe ou encore d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Pour vous inscrire immédiatement, rien de plus simple. Il suffit d'appeler American Airlines.

Envolez-vous vers l'Amérique avec American Airlines.

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Ile-de-France) ou au 05 23 00 35 (Province).

* Horaires susceptibles de modifications sans préavis.
** Vol quotidien à partir du 20 avril.

American Airlines®

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les comptes de l'Olympique de Marseille

M. Tapie demande l'annulation de la décision autorisant M. Gaudino à porter plainte

L'affaire des comptes du club de football professionnel de l'Olympique de Marseille ne cesse de compliquer. D'une part, le procureur de la République de Marseille, M. Duret, vient de faire demander des explications à l'ex-inspecteur Antoine Gaudino, qui a été mentionné dans sa plainte du 30 décembre dernier. M. Bernard Tapie, président de l'OM, a déposé une requête devant le tribunal d'Etat tendant à l'annulation de la décision du tribunal administratif de Marseille, ayant autorisé M. Gaudino à agir en justice au lieu et place de la ville de Marseille.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Comment faire échouer l'action de M. Gaudino ? M. Tapie, tel semble être, de plus en plus, l'objectif poursuivi par le procureur de Marseille dont l'intention réitérée d'ouvrir une information judiciaire dans l'affaire des comptes de l'OM est, depuis huit mois, restée lettre morte en raison de « attentistes » reçus de la part du ministère de la Justice.

Dernière péripétie : le 23 janvier, par le procureur de la République, M. Olivier Duret, le doyen des juges d'instruction de Marseille, M. Bernadette Augé, afin que ce magistrat entende M. Gaudino pour lui faire préciser les termes de sa plainte du 30 décembre dernier. Se fondant sur un rapport du chef de bureau de Marseille à la Chancellerie, daté du 4 juillet 1991, l'ex-inspecteur avait dénoncé la production par l'OM de faux bilans à l'appui de ses demandes de subventions auprès de la ville de Marseille. M. Gaudino se référait, précisément, à l'établissement de faux bilans consentis par

l'OM à certains joueurs, faisait valoir qu'ils avaient été inscrits à l'actif « alors qu'il s'agissait de compléments de salaires déguisés et donc de charges » (1).

Dans les conclusions écrites, les avocats de l'ex-inspecteur, M. Jean-Claude Richard et M. Gilbert Colard, objectent, en particulier, compte tenu d'une jurisprudence constante, que le doyen des juges d'instruction ne peut entendre le plaignant après fixation de la consignation et la parution de la plainte au parquet. Ils soutiennent également que le procureur de la République n'a pas qualité pour demander des précisions à M. Gaudino « pour les seuls besoins de sa requête » et ironisent-ils, par voie d'une « commission rogatoire inverse ».

« Ultime manœuvre »

Ils soulignent, par ailleurs, que la procédure d'autant plus irrégulière que « le doyen des juges d'instruction (...) n'est plus compétent, lui-même, pour entendre le plaignant saisi à titre désigné dans le cadre de l'ouverture d'une information ». Ils estiment, ainsi, que le procureur de la République « utilise un moyen dilatoire de nature à retarder encore le dépôt de sa requête (...) ». Ces conclusions, précisent-ils enfin, ayant valeur de seconde sommation au parquet d'avoir à déposer ses requêtes, après celle adressée par M. Gaudino le 30 janvier (le Monde daté 2-3 février). Au cas où le parquet ne prononcerait pas avant le lundi 10 février, M. Gaudino devrait donc, comme il l'a annoncé, déposer une plainte en forclusion devant le procureur de la République de Marseille.

De son côté, M. Bernard Tapie a déposé, le 14 janvier, une requête auprès de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat, qui a notifié, le 4 février, à M. Gaudino, le préfet des Bouches-du-Rhône. Dans sa requête le président de l'OM

demande l'annulation de la décision du tribunal administratif de Marseille, du 12 décembre dernier, qui a autorisé M. Gaudino à agir en justice au lieu et place de la ville de Marseille (le Monde du 20 décembre). Il soutient que la décision est « illégale en la forme » et, par conséquent, qu'elle n'a pas valeur de jugement. M. Tapie a fait valoir que M. Gaudino n'a pas établi la réalité du préjudice qu'il prétend subir « la ville de Marseille » et que le tribunal devait « subordonner l'autorisation de substitution à la consignation des frais d'instance et à fixer le montant ».

Commentaire de M. Gaudino : « M. Tapie a, cette fois, le dos au mur ». « Ultime manœuvre pour égarer l'opinion. Sa requête est hors délai (elle aurait dû être déposée, en dernière limite, le 12 janvier) et non fondée. On se demande également, ajoute-t-il, comment M. Tapie peut intervenir dans un dossier dont il n'est pas partie prenante puisqu'il n'a aucune notification de la décision du tribunal administratif qu'il conteste. D'autre part, le rapport du procureur de la République de Marseille, daté du 4 juillet 1991, authentifié le 3 février par le garde des sceaux, fait état d'infractions incontestables dont certaines « préjudiciables de la ville de Marseille », et seul le jeu de précisions politiques empêche donc, de la manière la plus illégale, l'ouverture d'une information judiciaire ».

GUY PORTE

(1) Le procureur de la République souhaite, notamment, que M. Gaudino, agissant en qualité de maire de Marseille, précise la nature des faux, la date où ils auraient été commis et sous quelle forme. Il estime que son rapport du 4 juillet 1991, sur lequel se fonde M. Gaudino, ne répond pas à ces questions. Il appartient, en principe, au parquet d'effectuer lui-même ces vérifications. Sans être exceptionnelle, une telle demande de précisions adressée à une partie civile n'est pas, dans une affaire « sensible », dans une affaire « sensible ».

A la cour d'assises du Gard

La défense ambiguë de Luc Tangorre

Les jeunes Américaines qui ont été violées par Luc Tangorre de les avoir violées, le 21 mai 1988, à proximité de Nîmes, ont été entendues, mardi 4 février, par la cour d'assises du Gard. Un témoignage douloureux, celui d'un interrogatoire au cours duquel la défense a adopté une attitude ambiguë.

« L'homme lui-même n'a pas eu de mal à lui-même », a dit Luc Tangorre, lors d'une longue discussion s'engageant à l'heure approximative des 11 heures. Il a insisté sur l'absence de violence, sur le fait que les victimes n'ont pas de blessures, sur le fait que les victimes n'ont pas de blessures, sur le fait que les victimes n'ont pas de blessures.

« Ces filles ont l'air sincères »

Les débats ont aussi longuement porté sur les résultats d'une analyse qui n'a pas permis de conclure à un rapport sexuel récent. Un roulement de questions donne l'impression que la défense ne croit pas au viol. Une stratégie étrange qui étonne M. Bensard, conseil vicieux. « Si Tangorre n'y est pour rien, à quoi bon cela ? » s'étonne l'avocat. Certes Tangorre, tout en affirmant son innocence, a toujours insisté sur l'absence de violence, sur le fait que les victimes n'ont pas de blessures, sur le fait que les victimes n'ont pas de blessures.

NÎMES

envoyé spécial

A la barre, deux jeunes femmes tiennent par la main. L'une, l'interprète américaine, l'autre, la victime d'un viol qui doit être une juridiction étrangère, qu'elle soit un soir de mai 1988, alors qu'elle était du Massachusetts à visiter la Côte d'Azur, Caroline avait vingt ans. Elle faisait de l'interprète avec son amie Jennifer. Un homme sympathique les a nées à 34 l.

Puis il a emprunté une petite route en disant qu'il voulait cueillir des cerises. La phrase vient juste d'être traduite lorsque le sanglot éclate et résonne sous la haute voûte de la cour d'assises. L'interprète serre la main de Caroline. Celle-ci agite le poing, comme furieuse envers elle-même d'avoir cédé à l'émotion et, courageusement, continue sa déposition.

« Évoque ensuite », souvenirs. Elle a reconnu la voiture, les livres que l'agresseur a tenté de cacher, les vêtements, cet homme qui disait avoir un couteau. Et elle se souvient de son visage : « C'est lui, dit-elle, il n'y a aucun doute possible. Je suis certaine. Absolument certaine. » Le président l'avertit : « Fais savoir, c'est grave... ». L'interprète traduit la réponse mot à mot : « Il aurait dû savoir à l'avance ce qu'il risquait ».

Mais c'est aussi l'heure des questions. Sur la bancs de la défense, M. Figueira, savoir si il gifle

« dire le viol n'a pas eu lieu, dit-il. Le procès, c'est de savoir qui est le violeur. »

C'est alors que Tangorre intervient. « J'ai été très ému. Je suis planté. Ces filles ont l'air sincères. » Le président semble rassuré. « Elles ont l'air sincères », dit le président. « Le principe est que le viol n'est pas contesté », dit M. Pelletier. « Le principe est que le viol n'est pas contesté », dit M. Pelletier. « Le principe est que le viol n'est pas contesté », dit M. Pelletier.

A nouveau, l'attitude de la cour surprend. Il semble qu'elle plaide à son contraire. Elle a en effet enfoncé dans une situation délicate la logique choisie par leur client. En fait, Jennifer peut déposer son témoignage devant la cour d'assises. Elle s'exprime en français, répète, plus précisément, les multiples détails qui ont permis d'identifier Luc Tangorre. C'est-à-dire, dans son box, compulse fiévreusement dossier.

MAURICE PEYROT

Un arrêt de la Cour de cassation

L'affaire de « la Bicyclette bleue » devra être rejugée

La première chambre civile de la Cour de cassation, présidée par M. Jacques Massip, a statué, mardi 4 février, dans l'affaire qui oppose Régine Deforges, auteur du roman à succès *La Bicyclette bleue*, aux héritiers de Margaret Mitchell. Ces derniers estiment que la *Bicyclette bleue* est une contrefaçon d'*Au vent emporte le vent*.

La première instance, en décembre 1989 (le Monde du 12 décembre 1989), Régine Deforges avait été condamnée à verser 2 millions

francs de dommages et intérêts à Trust Company Bank, titulaire des droits patrimoniaux de Margaret Mitchell. Les magistrats avaient estimé que Régine Deforges avait fait de multiples emprunts à Margaret Mitchell.

En revanche, le 21 novembre 1990 (le Monde du 23 novembre 1990), la première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Myriam Ezratty, avait jugé que *La Bicyclette bleue* n'était pas une contrefaçon. Les magistrats affirmaient que la démarche de Régine Deforges était un pur divertissement, qu'elle n'avait jamais « caché son jeu », remerciant même, au début de son livre, leur « collaboration involontaire », quelques personnes, dont le général de Gaulle et Margaret Mitchell.

Ces considérations de la cour d'appel de Paris ont été cassées, à la Cour de cassation, qui précise : « Elles ne dispensent pas de rechercher, dans les scènes et les dialogues (...) qui décrivent le milieu des rapports comparables, les ressemblances telles qu'elles constituent une contrefaçon. »

L'affaire devra être rejugée par la cour d'appel de Versailles.

A Bordeaux

Un huissier de justice incarcéré pour faux en écritures

Un huissier de justice, Didier Bénac, a été inculpé de faux en écritures publiques et de contrefaçon et placé en détention provisoire, lundi 3 février. Son associé, M. Michel Hugou, a été inculpé de recel de faux. M. Bénac est accusé d'avoir commis des actes fictifs et de les avoir, surcroît, en avril 1991, il aurait ainsi produit près de deux faux « sur des enlèvements », sans se rendre sur les lieux, comme l'exige cette procédure. Il les aurait en outre fait passer au prix de clients.

L'affaire a été découverte grâce à la plainte des anciens associés de l'huissier, qui lui avaient confié leur charge en mai 1991. Ils avaient alerté la chambre départementale des huissiers de justice de la Gironde. Cet organisme a déposé plainte auprès du parquet de Bordeaux. M. Bénac et Hugou ont été arrêtés le 31 janvier et placés en garde à vue, avant leur inculpation et l'incarcération de M. Bénac. (Correspondant)

La Tour de Lucien : indemnisation des familles des victimes. - La tour de Lucien (Doubs), qui avait fait quinze morts le 12 juillet 1989, vient de connaître une épilogue judiciaire avec l'indemnisation des victimes. Les cinquante-cinq plaignants recevront au total 4252000 francs. Un fonds de garantie alimenté par les taxes perçues par les compagnies versera des sommes allouées.

IMMIGRATION

Dans un rapport rendu public

Le Haut Conseil à l'intégration estime que les beurs devraient faire leur service national en France

Dans un rapport sur les conditions juridiques et culturelles de l'intégration, rendu public le 5 février, le Haut Conseil à l'intégration (HCI) propose d'empêcher le regroupement familial polygamique, de supprimer la possibilité pour les jeunes Franco-Algériens de faire leur service militaire en Algérie.

L'intégration des immigrés oscille entre deux exigences contradictoires : le respect de la diversité, l'acceptation, par les nouveaux venus, des règles de la société d'accueil. L'évidence de l'installation définitive des immigrés aujourd'hui en France donne une dimension nationale et passionnelle aux conflits entre les lois françaises et celles des pays d'origine, surtout dans les domaines du personnel, familial et de la religion.

Installé le 15 mars 1990 par M. Michel Rocard, président par M. Marcel Long, vice-président du Conseil d'Etat, le Haut Conseil à l'intégration milite pour l'acquisition du modèle français d'intégration, fondé sur l'égalité des droits des devoirs. Dans son troisième rapport public, préparé par cinq neuf membres qui le composent (1), il entend « tracer les bornes qui peuvent être fixées à l'immigration, à la cohésion de la société française, à nos engagements internationaux ».

Le personnel des immigrés (mariage, divorce, etc.) la première, de difficultés. En matière en effet, personne soumise à la loi de son d'origine, dont elle a la nationalité, même si elle réside en France. Le maintien de ce principe juridique français, combiné à l'émergence d'une immigration maghrébine et africaine de peuplement, crée, selon le HCI, « une situation nouvelle », les conflits de lois risquant de « quitter la sphère purement privée (...) pour faire irruption dans la scène publique ». La difficulté est accrue du fait qu'aux codes de la famille des pays d'origine s'ajoutent des règles de droit musulman ou coutumier

(répudiation, empêchement au mariage tenant à la nationalité ou à la religion, exécution, exemple, revendiquée par les étrangers mais inapplicables en France).

Le HCI souligne que les femmes et les enfants sont les premières victimes des contradictions entre le droit et les pratiques culturelles. Admettre le développement de pratiques telles que l'exécution ou la polygamie « risquerait de cristalliser de violentes attitudes de rejet et (...) de menacer la cohésion de la société », soulignent les « », qui, en matière d'exécution, l'effort doit porter sur « l'information et l'éducation des familles ».

L'obstacle

polygamie

Sans préconiser l'adoption pure et simple du principe anglo-saxon qui rend la loi du pays de résidence systématiquement applicable aux étrangers, le Haut Conseil propose de s'en rapprocher, renforçant les

protections qui existent déjà dans les conventions internationales et dans le droit français, le lois de la loi de France-Maghrébins résidents en France - dont un million de Franco-Algériens - « sont des Français à part entière », « sauraient donc revendiquer en France des droits provenant de l'autre pays dont ils ont la nationalité ». En conséquence, « les obligations militaires ne sauraient être accomplies que dans le pays de résidence habituelle ».

Les « sages » suggèrent donc le renégociation de la convention franco-algérienne de 1983, qui permet aux doubles-nationaux de choisir l'un ou l'autre pays pour leur service militaire, et de leurs droits d'être incorporés en Algérie. Ces réformes seraient accompagnées d'un « vigoureux effort d'information », afin d'éviter l'ignorance, très répandue, des règles de la nationalité. Il s'agit de faire connaître aux doubles-nationaux, aux immigrés, « les points sur lesquels leur mode de vie, leurs pratiques ou leurs traditions

fixés. Reprenant la réflexion de la commission de la nationalité de 1987, il souligne que le million et demi de Franco-Maghrébins résidents en France - dont un million de Franco-Algériens - « sont des Français à part entière », « sauraient donc revendiquer en France des droits provenant de l'autre pays dont ils ont la nationalité ». En conséquence, « les obligations militaires ne sauraient être accomplies que dans le pays de résidence habituelle ».

Les « sages » suggèrent donc le renégociation de la convention franco-algérienne de 1983, qui permet aux doubles-nationaux de choisir l'un ou l'autre pays pour leur service militaire, et de leurs droits d'être incorporés en Algérie. Ces réformes seraient accompagnées d'un « vigoureux effort d'information », afin d'éviter l'ignorance, très répandue, des règles de la nationalité. Il s'agit de faire connaître aux doubles-nationaux, aux immigrés, « les points sur lesquels leur mode de vie, leurs pratiques ou leurs traditions

Déménage

par Philippe Bernard

La voie de l'intégration des étrangers semblerait d'obstacles, lesquels butent les discours généraux, qui alimentent l'extrême droite. Désigner embûches, les « », qui, en matière d'exécution, l'effort doit porter sur « l'information et l'éducation des familles ».

Le mérite du Haut Conseil à l'intégration est d'analyser à ces conflits la société française, les étrangers. Plutôt que fonder un raisonnement sur « prior » le mode, comme l'incompatibilité l'islam, la société française, les « », fondent l'état français, le droit, la société, perçus dans une perspective dynamique.

La plupart des immigrés prennent racine en France. Cette réalité nou-

velle conduit le Haut Conseil à proposer : « enrichissement des notions de « ordre public », compris l'ensemble des valeurs de la société. Ainsi, les droits obligations qui s'appliquent aux Français devraient concerner la même façon tous les résidents d'une « de résidents de la société ».

Plus question donc d'accepter des « qui briment les femmes, les enfants. Le regroupement familial, principal canal de l'immigration légale, pourrait être soumis, par la loi, à principes fondamentaux. Le mariage polygamie, même célébré à l'étranger, pourrait être obstacle à la résidence permanente. Les mêmes principes conduiraient à interdire aux jeunes franco-maghrébins de faire leur service national en

Algérie, pratique minoritaire certes, surtout par les temps qui courent. Alger, mais qui nourrit la démagogie raciste. Le Haut Conseil, pour qui « il n'est pas possible de rester soi sans accepter de changer », veut inscrire de telles réformes dans une évolution progressive de la société, qui accepterait l'autre sans avoir l'impression de renier. L'effort d'explication, celui-ci reste à mener, à l'heure trop de discours sur l'immigration se résument à l'analyse des statistiques de flux et de mesures policières. Pour tenter de déminer quelques-unes des questions posées par l'immigration, les sages, qui sont issus des principales familles politiques, ont réussi la synthèse de leurs positions, parfois contradictoires. Ce n'est pas leur moindre mérite.

risquent de les « », difficulté la loi française ».

Quant à la compatibilité de la loi à la française et à l'islam, le Haut Conseil à l'intégration « des attentes déçues » et « méfiance profonde », « de « signes encourageants d'adaptation ». Pour « sortir de la situation », il faut « mettre en œuvre pour la religion musulmane (...) soit par l'admission « France ». Ainsi, la réglementation de l'urbanisme doit « de servir de prétexte » au « des mosquées ».

Les « sages » recommandent une adaptation de la loi 1905 (séparation des Eglises et de l'Etat) aux associations culturelles, pour éviter que ces dernières ne lui préfèrent la loi 1901 (sur les associations), qui seule permet de recevoir des subventions publiques. Enfin, ils insistent sur la nécessité de susciter la création d'instances véritablement représentatives des associations d'une « d'expérience (...) capable de « réinterpréter » la tradition musulmane dans le contexte français » de réduire la dépendance des mosquées à l'égard l'étranger.

Le Haut Conseil achève sa réflexion par l'école, les associations, les médias. Il souligne la nécessité de réviser les accords bilatéraux de l'enseignement, langues d'origine des maîtres étrangers dans les écoles publiques françaises. Les « sages » proposent, enfin, d'« dialoguer avec les responsables « médias », afin de corriger l'image partielle et faussée de la réalité immigrée diffusée principalement, selon eux, par la télévision.

Ph. Be.

(1) Le groupe de travail sur les conditions juridiques et culturelles de l'intégration était présidé par M. Stéphane Bessol, ambassadeur de France, et composé de M. Jean-Pierre Delalande, député (RPR), Philippe Farine, ancien député (PS) président du Conseil national des populations immigrées, Anicet Le Pors, conseiller d'Etat et ancien ministre (PCF), et Jacques Voizard, président du comité de décentralisation. Le précédent rapport du Haut Conseil sur les évolutions récentes de la population étrangère de l'immigration (le Monde du 7 novembre 1991) a paru à La Documentation française.

Les en

Le change

Sauve qui peut les profs...

EDUCATION • CAMPUS

Les enseignants s'éloignent de la gauche

Décus par les années Mitterrand, ils ne rejettent pas la politique, mais sont devenus sceptiques
révèle un sondage réalisé par SCP Communication pour « le Monde », la Ligue de l'enseignement et France Info

PROF de gauche et engagé, instir laïque et républicain : à la limite du cliché, il y a des images qui colent au monde enseignant comme un stivisme. De génération en génération, la filiation paraît inductible, oubliant les conflits, les débats et les divisions.

En deçà de l'Histoire, la fonction même des enseignants se place sur le terrain de la politique. Transmetteurs de valeurs, ils ont le savoir, porteurs depuis plus d'un siècle d'une mission qui les a fait à penser, qu'ils le voulaient ou non. Et beaucoup l'ont voulu, secrétaires de mairie dans les villages d'autrefois, parlementaires aujourd'hui, après une vie de socialisme de gouvernement. Cent cinquante-deux enseignants sur cinq ont soixante-quinze ans ou plus de l'Assemblée nationale : qui dit mieux ?

Que reste-t-il de tout cela en 1992, quand la gauche a défilé, quand l'extrême droite s'installe, quand la politique semble, au fil des jours, se réduire à « affaires », à « injures » ? Les enseignants échappent-ils au poujadisme ambiant ? Qu'attendent-ils de la politique ? Quel bilan dressent-ils de Mitterrand ?

A toutes ces questions, le sondage réalisé pour le Monde, la Ligue de l'enseignement et France Info apporte quelques réponses claires, mais aussi quelques contradictions. Le premier constat, en effet, est que le lien profond entre les enseignants et la politique ne s'est pas dénoué. Dans leur ensemble, ils manifestent toujours un intérêt personnel pour la politique : 81 % s'y intéressent beaucoup et 48 % un peu.

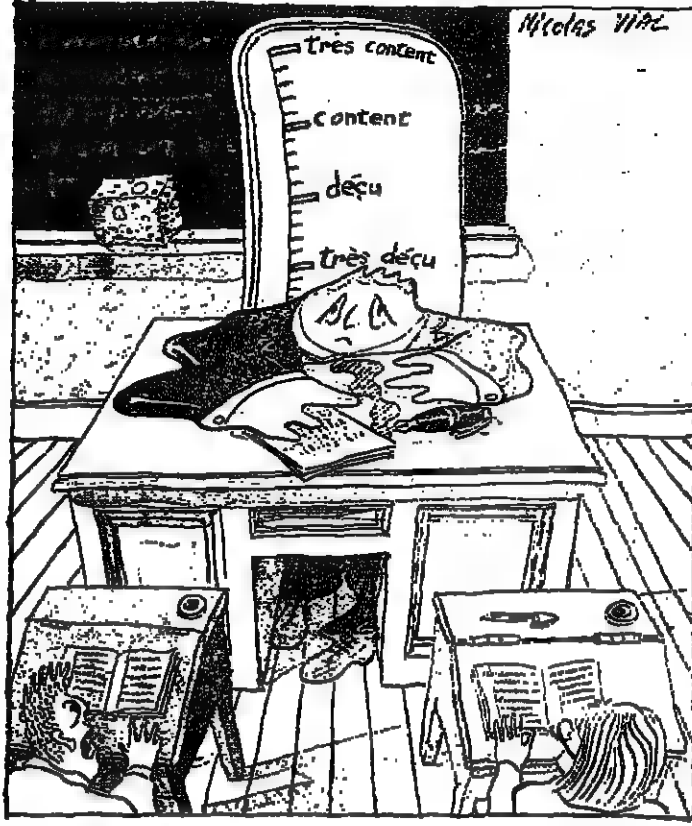
Le résultat est comparable à celui de 1977 et supérieur à celui de 1985 quand on leur posait la même question. L'attention à la chose

politique est beaucoup plus sensible chez les enseignants les plus âgés (quarante-cinq ans et plus), qui sont 89 % à s'y intéresser beaucoup, chez les universitaires (45 %). L'indifférence est plus grande, en revanche, chez les enseignants les plus jeunes et chez les instituteurs.

Plus intéressant encore, 60 % des enseignants attendent quelque chose de la politique en France. Le pourcentage grimpe même à 72 % chez les agrégés, à 72 % chez les universitaires ou à 72 % chez ceux qui sont proches du SGEN-CFDT. Cette attente n'est pas floue. Elle se nourrit, pour plus de la moitié des enseignants (53 %), du désir que la France change « beaucoup » et d'une volonté de se mobiliser sur des enjeux clairement définis. En fait, les thèmes sur lesquels ils sont prêts à militer figurent, sans surprise, la démocratie (39 %), la justice (39 %), le temps, l'environnement (39 %), la pauvreté (25 %) et plus encore la laïcité (15 %).

Un formidable scepticisme

Bref, les enseignants ne sont guère satisfaits par la dépolitisation. Mais ils expriment au même temps un formidable scepticisme à l'égard des milieux politiques. L'analyse de quelques données de la politique en général, en fait, est que 80 % à attendre quelque chose de la gauche et 23 % de la droite. Dans le détail, ces deux derniers résultats sont très révélateurs. Parmi les enseignants qui ont voté à gauche aux dernières élections, 33 % déclarent ne rien attendre de la gauche. A l'inverse, 37 % des enseignants qui ont voté à droite déclarent ne rien attendre de cette famille politique. Le décalage



entre les attentes et les élections est impressionnant.

Il est confirmé par l'abandon massif des formes traditionnelles d'expression et de mobilisation. Parmi les 81 % qui déclarent continuer à militer, 3 % (et en particulier les plus jeunes, 0 % !) le font dans une association, 31 % dans un syndicat, enfin 15 % dans un parti politique. L'hémorragie est particulièrement cruelle pour les syndicats (lire page 17).

Scepticisme massif résulte, à l'évidence, de la déception pro-

fonde des enseignants à l'égard de la gauche au pouvoir depuis 1981.

Pour 77 % d'entre eux, le bilan des années Mitterrand est plutôt (53 %) négatif (24 %) décevant. Et il ne s'en trouve que 1 % (et 3 % chez les électeurs de gauche) pour déclarer que la gauche a tout à fait répondu à leurs attentes. La déception est la plus cruelle dans la génération de 1968, les 35-45 ans : 86 % et chez les instituteurs (81 %).

Si l'on quitte le terrain des évaluations subjectives pour celui, plus rationnel, de l'analyse de l'action menée depuis dix ans, la condamnation est moins brutale. L'effet de la gauche est jugé qu'elle a été (41 %) à fait (5 %) ou plutôt utile (41 %). Cette appréciation positive est plus marquée chez les jeunes enseignants (55 %), chez les universitaires (56 %) et surtout chez ceux qui sont proches du Syndicat national des instituteurs (70 %). Mais dans l'ensemble, il se trouve que la gauche n'a pas fait ce qu'elle avait promis.

Rien de surprenant si ces critiques atteignent de plein fouet le Parti socialiste. Pour 40 % des enseignants, le PS correspond tout à fait (6 %) ou plutôt (34 %) à l'idée qu'ils se font de la gauche. Pour 59 %, c'est peu ou pas du tout le cas. Même parmi les enseignants qui ont voté à gauche aux dernières élections, le PS n'est identifié à la gauche que pour une petite majorité (54 %). Enfin, le jugement porté sur l'avenir politique du Parti socialiste est aussi appelé, 4 % seulement des enseignants croient

chances de progression électorale des socialistes d'ici l'an 2000.

Cela ressemble à un divorce consommé. Sans doute les instituteurs, les professeurs et les universitaires ne sont pas prêts à changer de camp avec armes et bagages. Leur relation avec la gauche relève encore pour beaucoup du « je t'aime moi plus », comme le démontrent les évolutions de leurs choix lors des derniers grands scrutins ainsi que leurs intentions de vote pour demain.

Sans pitié pour le PS

Mais il est clair qu'ils n'ont pas pitié pour la gauche et le Parti socialiste, dont l'érosion électorale est régulière depuis onze ans. Ainsi, parmi les enseignants qui ont voté Mitterrand au premier tour des présidentielles de 1981, 66 % feraient le même choix aujourd'hui si c'était à refaire, 18 % s'abstiendraient, 10 % porteraient vers les candidats de gauche ou d'extrême gauche et 6 % vers les candidats de droite. En 1988, parmi les enseignants qui avaient voté Mitterrand sept ans plus tôt, 71 % n'ont pas choisi, dès le premier tour, le candidat socialiste, mais 12 % sont portés vers le candidat écologiste, 6 % vers Raymond Barre, 1 % vers Pierre Juquin et 10 % sont abstenus.

Enfin, si l'élection présidentielle avait lieu demain, Georges Marchais recueillerait 4 % des voix, Michel Rocard 34 %, Antoine Waechter 16 %, Jean-Marie Le Pen 5 %, tandis que 21 % s'abstiendraient ou voteraient blanc. Au deuxième tour, Michel Rocard l'emporterait sur 31 % des voix, Pierre Juquin sur 27 %, Chirac (27 %) ou Giscard (27 %).

Ce n'est donc pas l'hémorragie électorale brutale pour la gauche dans un électorat enseignant qui lui était traditionnellement acquis, et où elle était en majorité, qui explique son recul. C'est l'écart croissant entre les objectifs gouvernementaux, la demande sociale et les actions-clés de ce changement.

Petit à petit, le cri des enseignants, qui se fait de plus en plus fort, est celui de la « vieille maison » qui profite des écologistes, mais aussi de la droite classique de M. Chirac (de préférence à M. Giscard d'Estaing), voire du Front national, ce qui aurait été impensable il y a quelques années. La singularité enseignante, dans le paysage politique français, est un train de s'estomper, marquant la fin d'une longue période.

GÉRARD MIALARET

Divorce en silence

Entre enseignants et la gauche, c'est la fin d'une longue idylle qui avait résisté, depuis plus d'un siècle, à toutes les orages. Des « hussards noirs » de la République naissante aux militants de l'union de la gauche, antifascistes de 1934, révolutionnaires de 1968, le même fil nouait un ensemble de valeurs et d'engagements communs.

En quelques années, ce fil s'est défilé, les liens se sont creusés. Aujourd'hui, le divorce est patent. Largement dominatrice en 1981 chez les instituteurs, les professeurs et les universitaires, la gauche gouvernante a épuisé son crédit. Elle a perdu plus de vingt points dans un bastion qui paraissait inexpugnable. Si des élections présidentielles avaient lieu aujourd'hui, elle serait minoritaire dans le monde enseignant. Et des enseignants voteront pour le candidat à l'extrême droite...

Défaillances de la décennie Mitterrand, discrédit du Parti socialiste : le bilan est cruel, presque paradoxal, au moment où l'éducation est placée en première priorité nationale et retrouve une place au premier choix dans le budget de l'Etat. Mais les bouleversements en profondeur du système éducatif passent trop lourdement pour permettre aux enseignants d'échapper au désabusement. Pour les quatre d'entre eux qui croient à la possibilité d'amener la gauche à un niveau acceptable, c'est l'écart croissant entre les objectifs gouvernementaux, la demande sociale et les actions-clés de ce changement.

Le monde enseignant, que nous connaissons depuis plusieurs semaines au fil de notre série « Sauve qui peut les profs », n'est pas une grande famille enseignante, à l'œuvre depuis longtemps, en même temps que l'effacement de son histoire et de ses valeurs collectives. C'est un monde qui unissait les enseignants à la gauche et l'éducation au progrès, aujourd'hui de plus en plus rompu. Avec des conséquences encore incalculables.

G. C.

Le changement à reculons

Plus des trois quarts des enseignants ne croient pas à la possibilité de mener 80% des jeunes au niveau du bac

LES enseignants de l'enseignement secondaire ont-ils perdu le sens de la mission ? L'égard de la politique en général se vérifie quand on les interroge sur le bilan des politiques éducatives depuis dix ans : besoin de changement mais scepticisme à l'égard de la possibilité de mener à bien le projet de l'école. La gauche, elle-même, se sent-elle responsable de l'évolution du système éducatif, de ses déboires et de ses blocages ?

Les enseignants ont-ils ainsi perdu le sens de la mission ? L'égard de la politique en général se vérifie quand on les interroge sur le bilan des politiques éducatives depuis dix ans : besoin de changement mais scepticisme à l'égard de la possibilité de mener à bien le projet de l'école. La gauche, elle-même, se sent-elle responsable de l'évolution du système éducatif, de ses déboires et de ses blocages ?

Le second degré est plus marqué chez les enseignants de l'enseignement secondaire que chez les enseignants de l'enseignement primaire. La géographie des opinions est également marquée par les différences entre ceux qui sont proches du syndicat national des instituteurs, tout à fait favorables à des changements pour l'enseignement, et ceux qui sont proches du SGEN-CFDT, plus conservateurs.

Un constat dévastateur

Malgré le rôle de changement n'entraîne guère de remise en question de la part des enseignants, un constat est clair : le système éducatif est en panne. Le système éducatif, ce n'est pas de leur fait. Ainsi, parmi ceux qui déclarent que l'éducation nationale a besoin de changement, 80 % ne sont que 17 % à admettre que les enseignants ont le principal facteur de blocage, les plus autoritaires (28 %) étant les professeurs de lycée et les enseignants proches du SGEN-CFDT (30 %). Pour la plupart, l'impasse du système à évoluer est renvoyée aux deux repoussoirs traditionnels : l'administration (36 %) et surtout les « politiques » (45 %).

Ces contradictions se confirment dans leur analyse du bilan de la gauche en matière d'enseignement. 17 % déclarent d'entre eux estiment que l'éducation a bénéficié de l'action de la gauche depuis onze ans. Et pourtant, malgré les efforts généraux, le Parti socialiste reste, à leurs yeux, le seul parti politique véritablement capable d'améliorer la situation. Pour 40 % (et même 55 % chez les plus jeunes), le PS est le plus capable de faire évoluer positivement le système éducatif, quand 14 % ont confiance dans Verts et 18 % dans l'ensemble des partis de droite.

L'appréciation portée sur les réformes ou les mesures adoptées depuis 1981 confirme ces attitudes. En tête du palmarès, les zones d'éducation prioritaires, lancées par Alain Savary et relancées par Lionel Jospin, recueillent les

d'opinion favorables et les projets d'école d'établissement. Les plus mitigés sont le jugement sur la politique de revalorisation : pour 40 % des enseignants, il est positif, mais 33 % plus du tiers (34 %) est négatif ou plutôt négatif.

Deux initiatives récentes, en revanche, sont loin d'emporter l'adhésion des enseignants. Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) partagent l'égalité des critiques du monde enseignant mais les détracteurs déterminés des IUFM (17 %) sont plus nombreux que les défenseurs affichés (7 %). Sans surprise les opposants les plus farouches se retrouvent dans la mouvance du SNES. Enfin les nouvelles procédures d'orientation des élèves soulèvent plus de critiques (jusqu'à 60 % chez les agrégés et 60 % du SNES) que d'approbations, seuls les professeurs de lycées professionnels y sont nettement favorables (60 %).

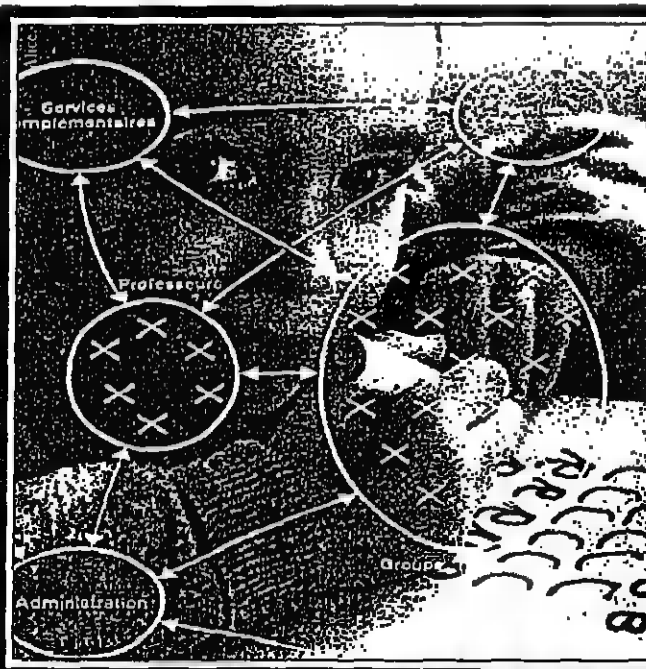
Mais le constat le plus brutal, presque dévastateur, porte sur l'orientation centrale, sur l'ossature des politiques menées depuis 1984 par les gouvernements français : pour près d'un enseignant sur quatre, il n'est pas possible que les jeunes atteignent le niveau du baccalauréat. Le scepticisme est presque total chez les professeurs d'enseignement général et les collèges (85 %) et chez les professeurs de lycée professionnel (89 %).

Même parmi les électeurs de gauche, on ne trouve que 17 % des enseignants pour croire qu'il sera possible d'atteindre l'objectif fixé par la loi d'orientation de 1989. Le pourcentage est encore plus faible chez les enseignants qui ne croient pas au « 80 % » à progresser : 14 % pour les enseignants de 1985, au moment où J.P. Chevènement lançait le slogan. Bref, plus les portes du lycée s'ouvrent largement, plus les enseignants croient possible de conduire les élèves jusqu'au bout. Un décalage aussi profond inquiétant, voire explosif.

G. C.

Sauve qui peut les profs...

Le sondage « Les profs » ont-ils perdu le sens de la mission ? L'égard de la politique en général se vérifie quand on les interroge sur le bilan des politiques éducatives depuis dix ans : besoin de changement mais scepticisme à l'égard de la possibilité de mener à bien le projet de l'école. La gauche, elle-même, se sent-elle responsable de l'évolution du système éducatif, de ses déboires et de ses blocages ?



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Gaston Mialaret

PÉDAGOGIE GÉNÉRALE

Ce manuel constitue un instrument de travail, une source d'informations et de réflexions pour les futurs enseignants et pour tous les partenaires de l'action éducative. Il brosse le cadre d'une culture générale pédagogique contemporaine indispensable à tout professionnel.

Collection « Fondamental »

PUF

EDUCATION • CAMPUS

Un sondage réalisé pour « le Monde »

Lionel Jospin : 8,32/20

Jospin, 8,32/20. Peut mieux faire. Telle est la note que les enseignants ont donnée à son action pendant les quatre ans de sa présidence. Un résultat qui, s'il n'est pas glorieux, est loin d'être déshonorant. La fonction ministérielle de Lionel Jospin a en effet obtenu une note moyenne de 8,32/20, la plus élevée des ministres de l'éducation nationale depuis la création de ce poste. En outre, il a obtenu la note la plus élevée des ministres de l'éducation nationale depuis la création de ce poste.

En outre, il a obtenu la note la plus élevée des ministres de l'éducation nationale depuis la création de ce poste. En outre, il a obtenu la note la plus élevée des ministres de l'éducation nationale depuis la création de ce poste. En outre, il a obtenu la note la plus élevée des ministres de l'éducation nationale depuis la création de ce poste.

Enfin, derrière Jospin, la note moyenne de 8,32/20, l'amplitude est considérable : de 0 à 16 - selon l'âge, le statut, les préférences politiques - syndicales ou enseignantes. Les plus jeunes sont les plus indulgents : le ministre (8,98/20) et les plus âgés (plus de quarante-cinq ans) les plus sévères (7,65/20). De même, les enseignants du supérieur portent un jugement sensiblement plus favorable que les instituteurs. Logiquement, enfin, les enseignants qui déclarent satisfaits de la gauche accordent nettement la moyenne à M. Jospin (11,09/20) et ceux qui sont proches du SNJ créditent le ministre d'un 9,86/20, contre 9/20 pour les adhérents du SGEN, 8,51/20 pour ceux du SGEN et 7,44/20 pour ceux de FO.

La décentralisation à l'honneur

UGÉE positive par 63 % des enseignants, la décentralisation en matière d'éducation efface tous les clivages, de l'appartenance syndicale au type d'établissement fréquenté, des sympathies politiques aux corps d'appartenance. Quel que soit leur âge, leur statut, l'analyse qu'ils font de dix années de gouvernement de gauche, les enseignants sont - presque - unanimes : la décentralisation en matière d'éducation est une bonne chose. Parmi les compétences décentralisées, l'entretien des locaux, la charge des communes, départements et régions, améliore le système éducatif pour 63 % des personnes interrogées. Les plus âgés y sont le plus attachés : 71 % des plus de 45 ans y est favorable.

Les enseignants ne s'arrêtent pas à la question de la décentralisation. Ils se penchent aussi sur la question de la responsabilité de l'élaboration des programmes. L'Etat doit garder la maîtrise, estiment-ils à 44 % (contre 20 %). Les universitaires y sont particulièrement opposés, puisque près d'un sur deux considère qu'une telle évolution serait dommageable. Parmi les syndicats, les enseignants du SNES sont les plus vigilants : 65 % d'entre eux réagissent de façon négative à cette proposition, considérant qu'elle serait susceptible de détériorer le système éducatif.

M. A.

● A votre avis, le transfert des compétences de l'Etat aux régions des compétences de l'Etat peut :

	Améliorer le système éducatif	Détériorer le système éducatif	N'aura pas d'effet particulier	NSPP
- Création de diplômes régionaux...	34	43	18	5
- Elaboration des programmes...	29	44	30	6
- Recrutement des professeurs...	44	29	23	4
- Entretien des locaux...	63	10	23	4

Le JeuDi JD dit tout

JD le nouveau bimensuel pour réussir le passage des études à l'emploi.

En vente chez votre marchand de journaux le 1er et le 5ème JeuDi de chaque mois.

Le chômage occulté

L'ÉCOLE est-elle une fin en soi ? Pour les lycéens ou les étudiants, la réponse vient d'ambiguïté : non, les études ne sont faites que pour déboucher sur un métier, pour le chômage oblige (1). En revanche, il se trouve à peine plus d'un enseignant sur cinq pour estimer que les études faites pour trouver un travail. Entre les bancs et l'estrade, le fossé est profond. Il est plus marqué dans les amphithéâtres : il y a seulement des enseignants universitaires établissent un lien privilégié entre études et l'emploi. Contre 34 % des enseignants... en maternelle.

A quoi donc l'école ? A « former la personne », répondent prioritairement 66 % des enseignants, dans une formule vague, bien générale. Troublés par la question, 15 % des professeurs de collège même, opinion sur la question ! Expression d'un profond désarroi existant aujourd'hui leur rôle dans l'institution.

La question des préoccupations, l'acquisition d'une culture générale, fait plus de 50 % des enseignants, mais, plus les enseignants vieillissent, moins ils y attachent d'importance. En revanche, soucieux d'affirmer leur spécificité pédagogique (par opposition à l'apprentissage professionnel), les professeurs de lycées professionnels placent en exergue « l'ac-

quisition d'une méthode de travail » (pour un tiers d'entre eux).

Les études ne sont faites que pour déboucher sur un travail, l'éducation nationale n'aurait être proche des réalités économiques. C'est ce que pensent, en pleine cohé-

● Le système éducatif France est-il responsable du chômage des jeunes ?

Tout à fait	14
Plutôt	34
Peu	36
Pas du tout	15
NSP	1

● Pensez-vous que l'éducation nationale est responsable des réalités économiques et des difficultés d'emploi ?

Tout à fait	3
Plutôt	21
Peu	32
Pas du tout	23
NSP	1

trois quarts des enseignants. Une conviction qui s'accentue avec l'âge : que partagent même les premiers artisans (au sein de l'institution) du rapprochement école-entreprise : les professeurs de lycée professionnel tout juste 26 % à penser que le système éducatif est « beaucoup » ou « fait » proche des réalités économiques.

Lucides peut-être, les enseignants plaident néanmoins non coupables : restent partagés sur la responsabilité de l'éducation nationale le chômage des jeunes. Pour la moitié d'entre eux, la responsabilité incombe peu (36 %) ou du tout (15 %) au système éducatif. Les enseignants en maternelle, les syndiqués, les enseignants proches de la gauche, font partie d'une grande indulgence (62 %, dans chaque cas, épargnent l'institution). Au contraire, les 35-44 ans (pour 58 %), les enseignants proches de la droite (62 %), les professeurs de lycées professionnels (pour 11 %) pointent le doigt sur le coupable : l'école.

J.-M. Dy.

(1) Pour 52 % des étudiants et 51 % des lycéens. Sondages le Monde des 6 février 1990 et 11 mai 1991.

LA POLITIQUE : INTÉRÊT ET SCEPTICISME

● D'une manière générale, estimez-vous que personnellement vous êtes intéressés à la politique :

	ensemble 1992	Rappel IPSOS 1985	Rappel SOFRES 1977
- Beaucoup	30	26	35
- Un peu	48	46	44
- Très peu	15	27	13
- Pas du tout	6	27	13
- NSP	1	1	8

● Aujourd'hui, estimez-vous que la politique en France ?

	Ensemble	dont primaire	dont secondaire	dont supérieur
- Oui	60	54	64	78
- Non	38	43	35	22
- NSP	2	3	1	-

● Aujourd'hui, attendez-vous quelque chose de la gauche en France ?

	Oui	Non	NSP
	40	50	10

● Aujourd'hui, attendez-vous quelque chose de la droite en France ?

	Oui	Non	NSP
	22	68	10

LES DÉÇUS DE LA GAUCHE

● L'action de la gauche au pouvoir, depuis dix ans, a-t-elle été utile en France ?

	Ensemble	dont primaire	dont secondaire	dont supérieur
- Tout à fait	3	5	5	14
- Plutôt	41	38	44	42
- Peu	39	39	39	36
- Pas du tout	13	16	11	3
- NSP	2	2	1	5

● L'action de la gauche a-t-elle été utile en France, pour qui ?

Pour les entreprises	21
Pour les salariés	18
Pour les professions libérales	3
Pour le service public	15
Pour l'éducation nationale	19
Pour la solidarité	38
Pour la culture	48
Pour la réduction des inégalités	26
NSP	9

● La gauche au pouvoir.

A tout à fait répondu	1
A plutôt répondu	20
Au moins répondu	53
Vous a tout fait leu	24
NSP	2

● Est-ce que le Parti socialiste vous a fait le plus de bien ?

Tout à fait	6
Plutôt	34
Peu	38
Pas du tout	21
NSP	1

● A votre avis, quel parti politique est capable de faire évoluer positivement le système éducatif ?

Parti communiste	4
Parti socialiste	30
Les Verts	10
L'UDF	14
Le RPR	7
Le Front national	1
NSP	34

PERSPECTIVES ELECTORALES

● A votre avis, quel parti politique est le plus électoralement fort à l'an 2000 ?

Le Parti communiste	1
Le Parti socialiste	4
Les Verts	49
L'UDF	3
Le RPR	5
Le Front national	25
NSP	13

● Si l'élection présidentielle avait lieu demain, pour qui voteriez-vous entre :

Marchais	4
Rocard	34
Waechter	16
Giscard	6
Chirac	13
Le Pen	6
Abstention, blanc	21

● Si la deuxième élection présidentielle avait lieu demain, pour qui voteriez-vous entre :

Rocard	51
Chirac	27
Abstention	22

ou bien

Rocard	51
Giscard	22
Abstention	27

L'ÉDUCATION EN DEMI-TEINTE

● A quelle période pensez-vous que la politique menée en matière d'éducation a été la plus efficace ?

	Ensemble	dont primaire	dont secondaire	dont supérieur
1981-1984. Mauroy-Savary	22	18	24	27
1984-1986. Fabius-Chevènement	20	26	16	8
1986-1988. Chirac-Monory	11	11	11	11
1988-1991. Rocard-Jospin	17	16	16	36
1991-1992. Cresson-Jospin	7	8	6	7
NSP	23	21	27	11

● Croyez-vous qu'il est possible, pas, comme le souhaite le gouvernement, que 80 % des jeunes atteignent le niveau du baccalauréat ?

	Ensemble 1992	Rappel IPSOS 1985
C'est possible	20	30
Ce n'est pas possible	78	64
NSP	2	6

● Parmi les réformes mises en œuvre depuis dix ans, pourriez-vous dire celles qui sont une réforme ?

	Très bonne	Plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise	NSP
- Les zones d'éducation prioritaires	24	57	9	3	7
- Les instituts universitaires de formation des maîtres	7	40	30	17	6
- Les projets d'école ou d'établissement	17	46	23	8	6
- Les nouvelles procédures d'orientation des élèves	5	39	38	10	8
- La revalorisation des enseignants	22	38	19	15	6

● Pensez-vous que l'éducation nationale a besoin de changement ?

	Tout à fait	Plutôt	Peu	Pas du tout	NSP
	48	44	6	1	1

● Si vous estimez que l'éducation nationale a besoin de changement, à votre avis, est-ce ce qui l'empêche le plus de changer ?

Les enseignants	18
L'administration	36
Les politiques	45
Les parents d'élèves	6
Les syndicats	18
NSP	11

Depuis 10 ans nous préparons l'Europe !

EXPO LANGUES

13-16 FÉVRIER 1992

Parc des Expositions de Paris

Porte de Versailles - Hall 5

Tous les jours 9h30 - 19h

Journée professionnelle mercredi 12 février

OIP DE L'ÉDUCATION NATIONALE - MINISTÈRE DES SALONS

1993 : Tous vos salariés devront-ils être bilingues ?

Responsables de formation, des ressources humaines, d'entreprises... Inscrivez-vous à la conférence organisée le mercredi 12 février à 9h30 au salon Expolangues par le mensuel Formation France et gagnez un voyage à Rio de Janeiro.

Inscription gratuite. Places limitées. Tél : (1) 48 01 87 00

EDUCATION • CAMPUS

la Ligue de l'enseignement et France Info

La déroute des syndicats

Entre les enseignants et leurs organisations syndicales, la rupture est consommée

Le syndicalisme enseignant dans le rouge. D'un bout à l'autre de l'échiquier, au sein des organisations syndicales, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) comme chez les franc-tireurs autonomes ou affiliés à la Force ouvrière (FO), les responsables syndicaux assistent, impuissants, à l'hémorragie de leurs adhérents et à l'effritement du militant.

L'ampleur de la crise a d'abord été sous-estimée. Dans le contexte de la dévaluation des forces syndicales en France, à peine 10 % des Français syndiqués aujourd'hui ont au seuil des années 70, les enseignants résistent finalement plutôt bien. Ils sont d'ailleurs, comme l'indique notre sondage, sur trois à être syndiqués. Cette situation confortable et le poids considérable du Syndicat national des instituteurs, véritable ministère-bis au cimetière de la profession il y a encore quinze ans, a longtemps masqué l'ampleur de la crise et de l'épreuve de vérité.

La crise se confond avec la dévaluation aujourd'hui. Les résultats du sondage confirment ce que les responsables des organisations syndicales ne cherchent plus à nier : à mesure que le comportement des enseignants se banalise, la corporatisme devient moins homogène, la culture collective se dilue, la fibre syndicale s'émousse et la désyndicalisation gagne du terrain.

Erosion généralisée

Si 84 % des enseignants de notre échantillon déclarent être adhérents d'un syndicat, 47 % déclarent l'avoir été au cours de leur vie. Parmi les jeunes, ce qui n'est guère surprenant (24 %), cette proportion s'accroît considérablement à mesure que l'on avance dans la carrière. Plus de 55 % des 35-44 ans et 71 % des plus de 45 ans sont des adhérents. La désyndicalisation est massive chez les instituteurs (54 % sont d'anciens syndiqués) et chez les enseignants du supérieur (53 % un peu plus faible chez les professeurs des lycées et collèges (38 %). Mais, parmi les derniers, le saut qui peut se constater en termes de carrière est d'entre eux déclarant avoir quitté leur syndicat.

Si l'on n'adhère plus à un syndicat une fois arrivé à mi-parcours, c'est sans doute, en partie, parce que l'on n'en a plus grand-chose à attendre en termes de carrière ou de mutation. Comment expliquer autrement une telle aussi impressionnante que les rangs des adhérents ? Mais cet argument ne suffit pas à rendre compte d'une telle érosion du réflexe syndical.

Au seuil des années 80, la FEN déclarait 500 000 adhérents, dont

● votre avis, l'action des syndicats enseignants est-elle, au sein de l'éducation nationale ?

Un élément d'innovation...	21
Un élément conservateur...	75
NSP	4

● Etes-vous syndiqué ?

Oui	84
Non	16

● vous n'êtes pas syndiqué, avez-vous ?

	OUI	NON
Ensemble	47	53
dont :		
● SNI	84	16
● SGEN-CFDT	67	33
● FO	53	47
● vote FO	90	10
ne votent pas	32	68

300 000 instituteurs et professeurs de 1980, syndiqués au SNI-PEGC. Le SNES, deuxième pilier de la fédération, rassemblait de 1980 à 1988 100 000 professeurs et visait, confiant, la barre des 100 000. Le SGEN-CFDT quant à lui, à l'apogée de son rôle d'aiguillon pédagogique, rassemblait 100 000 enseignants, de la maternelle à l'université. Dix ans plus tard, rien ne se passe, le bateau est en eau de toutes parts. A l'heure par le navire amiral : la FEN.

La situation de la fédération enseignante est « préoccupante », reconnaît aujourd'hui M. Guy Lécouanec, son secrétaire général. C'est le moins qu'on puisse dire. En un peu plus de dix ans, la FEN a perdu environ 100 000 adhérents, dont, surtout, deux principaux concurrents parmi les enseignants : les deux syndicats du SNALC, les

Au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, le SNI était déjà dans une mauvaise passe. Mais les deux expériences d'alternance politique de 1981 et de 1986 ont servi de révélateur à la crise précipitée le déclin.

L'état de grâce de la période 1981-1982 a déteint sur le SNI, qui ne peut aujourd'hui que se vanter de 3 000 adhérents. Mais dans la période qui suit, la déception a fait naître l'arrivée d'un parti « ami » au pouvoir. Les déçus de la gauche, qui sont, selon notre sondage, particulièrement nombreux chez les instituteurs (81 %), ont sans doute, pour beaucoup, quitté leur syndicat. C'est le moins qu'on puisse dire : la réforme des collèges et la bataille de l'enseignement privé. La période 1983-1985 est catastrophique pour le SNI : il perd 12 000 adhérents en trois ans. Il en regagnera un petit millier

enseignants, déboussolés par les transformations du système éducatif.

Reste que, même s'il colle au plus près à la réalité du terrain et aux attentes de son public - que le sondage révèle plus investi dans le débat politique et plus critique à l'égard des socialistes et de l'action de la gauche - le SNES ne fait pas de miracle.

Que veulent donc les enseignants ? Pourquoi se détournent-ils aussi massivement de leurs organisations syndicales ? Le moment où l'éducation est élevée au rang de priorité nationale ne redonne-t-il pas espoir ? Le premier budget de l'éducation, aussi, où un certain nombre d'idées défendues par les syndicats - celles des zones d'éducation prioritaire ou des cycles dans l'école primaire, par exemple - sont officiellement



implanté dans le paysage éducatif, le Syndicat national des instituteurs (SNALC) annonce 14 000 adhérents. Il remporte un peu plus de 17 % des voix aux élections professionnelles depuis 1984. Mais il perd de l'audience chez les instituteurs. Quant à la FO, qui reste investie sur le nombre de ses adhérents, elle enregistre une forte chute de son audience aux élections professionnelles (- 8 points depuis 1984).

Puis de la moitié des enseignants qui ont quitté la FEN au profit des instituteurs du SNI-PEGC. Or la FEN constitue à la fois le principal vivier de la fédération enseignante et sa colonne vertébrale politique, puisqu'il fournit l'essentiel de ses bataillons socialistes regroupés dans la tendance UID (Unité indépendante et démocratique). Si la FEN vacille, la FEN chancelle, et son empire est menacé. Or le SNI lui-même l'aide.

Les instituteurs déçus par la gauche

Depuis le début des années 80, le SNI a perdu près de la moitié de ses adhérents (44 %). Mais, paradoxalement, il a vu le nombre de ses adhérents augmenter de 161 000 à 178 000 (au lieu de 100 000 en 1978). Mais il faut en retirer près de 100 000 retranchés près de 100 000 retraités. Et l'horizon est sombre pour le SNI. La baisse démographique, tout espoir d'augmentation numérique du corps, n'est que le dernier d'une série de coups de main. Un défi pour le syndicat, qui a devoir opérer une véritable révolution culturelle en direction d'un nouveau public, plus diversifié et plus diplômé, des « professeurs d'école ».

Pas de miracle

Aucun syndicat, dans et hors de la FEN, n'est en mesure de pouvoir, le SNI est sans doute celui qui a le plus de difficultés. En effet, le SGEN-CFDT a gagné un point chez les instituteurs aux élections de 1990, tandis que le SNES, dans le second degré, renforce régulièrement ses positions, en particulier chez les enseignants (7 points en 1987, + 2 points en 1990).

Le SNES affiche aujourd'hui 72 000 adhérents, soit un tiers de syndicalisation, 33,3 %. Comme ses voisins, il a subi la vague de désyndicalisation massive du début des années 80. Mais il est porté par l'augmentation mécanique des effectifs dans le second degré. Bien calé sur son fief, pronant - comme le SNETAA, le syndicat du technique, son allié au sein de la FEN - un syndicalisme « de proximité » assez bien dans l'air du temps, il tire visiblement avantage des difficultés des autres syndicats.

Cette étude a été réalisée par SCP Communication auprès d'un échantillon de 1 000 enseignants représentatifs de l'ensemble de la population des enseignants en France (hors classes de départements et territoires d'outre-mer) par sexe, par âge et par niveau. Les résultats ont été établis par la méthode des quotas, d'après les statistiques de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale.

L'héritage républicain

par Alain Bergounioux

La relation privilégiée qu'entretenaient les enseignants avec la politique, et particulièrement avec les partis de gauche, est une idée couramment admise dans l'opinion. Elle fait même l'objet d'un débat politique récurrent. La droite dénonçant la « politisation » induite de l'école, dont la gauche serait responsable. Comme toutes les images fortes de notre vie nationale, celle-ci a sa part de vérité mais aussi d'approximations.

Si, en France plus que dans les autres pays d'Europe, les enseignants ont noué un rapport étroit avec la politique, il ne faut pas d'abord au rôle que joue l'école dans la société française depuis deux siècles. La Révolution, en effet, a conçu l'école comme un service public indépendant de l'Eglise, au fondement même de ce que devait être le nouveau lien social. La participation de tous aux principes de la République. Et, tout au long du dix-neuvième siècle, les républicains ont investi l'école de la double mission d'unifier les esprits et d'achever l'unité nationale.

« La République a fait l'école, l'école fera la République » : cette formule, souvent citée, la III^e République, montre l'intensité de l'enjeu. Depuis lors, la « question scolaire » a été des lignes de partage les plus sûres de la géographie politique.

Les enseignants, d'abord de l'enseignement primaire - ces « fils de 1789 », comme le disait Jules Ferry - puis les professeurs quand la démocratisation aura gagné les lycées universitaires, ont été ainsi placés au centre de l'affrontement global qui a opposé la droite à la gauche sur l'organisation de la société. Certains traits durables d'une culture politique remontent aux origines de cet affrontement.

La laïcité, tout d'abord, forgée dans la lutte contre le cléricisme. Les enseignants ont été au premier rang du combat laïque et bien après que celui-ci fut quelque peu refroidi... L'attachement à l'Etat républicain, ensuite, qui a garanti l'indépendance, mais moins relative face aux notables locaux, demeure constant, malgré les critiques adressées par le syndicalisme enseignant lui-même. Enfin, l'adhésion à la promesse sociale que représentait l'école républicaine a aussi revêtu une grande importance, nourrissant une préoccupation sociale permanente. Les inégalités de la société réelle sans cesse renouvelées la mission d'une école réparatrice et ont permis aux enseignants d'en appeler d'une République imparfaite à une République véritable.

Une identité de militants

Ces trois traits - laïcité, Etat républicain, ambition sociale, - ont défini la conception de l'intérêt général qui a prévalu dans les premières générations d'enseignants républicains. Ils permettent d'expliquer l'ancrage à gauche prépondérant - mais non exclusif - du milieu enseignant. Cette dynamique politique a marqué l'évolution du syndicalisme enseignant. Celui-ci n'a pas seulement intégré l'héritage républicain, mais a aussi accompagné la gauche française dans ses évolutions et ses divisions, instituant dans les deux premières décennies du siècle, puis avec les professeurs, la fin des années 30 dans les années 40.

Les amicales des années 1890 étaient républicaines ; syndicalisation du début du siècle, plutôt socialiste ; la Fédération générale de l'enseignement du Front populaire, principalement socialiste ; communiste ; la FEN de 1968, toujours socialiste et communiste, mais des minorités gauchistes. Le SGEN, créé en 1937, a joué un rôle-clé dans la déconfectionnalisation d'une partie du syndicalisme chrétien dans la définition socialiste

de la jeune CFDT. Dans la diversité de ses organisations et de ses tendances, le syndicalisme enseignant a donné un nombre important de militants, de candidats et d'élus aux partis de gauche, tout particulièrement à la SFIO, au PSU, puis au Parti socialiste.

Rien de surprenant, dès lors, que la gauche enseignante ait pu avoir une action notable à plusieurs moments historiques. Agent électoral efficace pour la victoire du Cartel des gauches en 1924, elle a été aux côtés du rapprochement unitaire de 1934, notamment par sa présence dans le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Particulièrement attaquée par le régime de Vichy, elle a été très active dans la Résistance. Mobilisée contre le « coup d'Etat » de mai 1958, elle a été au cœur de la crise de 1968 avant d'apporter un soutien fervent à l'union de la gauche dans les années 70.

Fortes de son rôle dans le syndicalisme, de son influence dans les partis, la gauche enseignante a le plus souvent occupé le devant de la scène, favorisant l'identification des enseignants à la gauche. Mais cette force a reculé bien des faiblesses et a toujours été contestée par une droite enseignante.

L'idéologie des corporations

A part quelques moments, en effet, la gauche enseignante a toujours été divisée. Les instituteurs pacifistes d'avant 1914 n'étaient qu'une minorité. Les communistes de la Fédération unitaire dans les années 20 remettaient en question le caractère libérateur de l'école pour prôner une « enseignement préfabriqué ». Munich a réduit l'unité de 1936. En 1948, la FEN doit être unie qu'au prix d'un affrontement permanent de tendances. Les contradictions idéologiques ont été les plus visibles, mais les heurts corporatistes n'ont pas été moins profonds, au point qu'un instituteur ou un agrégé socialiste le plus engagé d'abord un instituteur ou un agrégé... La force de la gauche enseignante a ainsi pu révéler impuissante à plusieurs reprises, tout particulièrement dans son incapacité à définir un projet pédagogique commun.

L'enseignement public, groupements et syndicats, tachant à la droite ont mené une opposition aux thèses de la gauche enseignante. Des instituteurs nationalistes ont dénoncé la manière virulente l'antipatriotisme de leurs collègues syndicalistes. Avec le Cercle Fustel-de-Coulange, l'Action française a constitué un réseau influent jusqu'en 1940. Faute dans l'enseignement primaire, plus représentatifs dans l'enseignement secondaire et l'université, les syndicats se rattachant à la droite, le SNALC, le CNGA, etc. ont dénoncé sans relâche la « politisation » des syndicats de gauche, critiqué la complaisance de l'administration, défendu l'institution laïque contre la « démocratisation démagogique ».

Quelle mission civique ?

Ce conflit gauche et droite enseignantes a été essentiellement celui de deux minorités militantes, la gauche ayant plutôt des positions de force dans l'enseignement primaire, la droite dans l'enseignement secondaire - l'Université étant de tradition plus individualiste. Son histoire a jusqu'à présent été commandée par la dynamique mise en place par l'école républicaine et le défi répété de la démocratisation qu'elle a porté. C'est là qu'il faut chercher le sens de l'engagement politique des enseignants et de l'attraction de bon nombre d'entre eux vers la gauche, malgré des épreuves traversées et des divisions réelles.

La question pour l'avenir ne tient sans doute pas, au premier lieu, à l'état de la gauche elle-même, mais peut-être même à celui du syndicalisme, mais avant tout à la représentativité que les enseignants se font de la mission de l'école et de leur métier. Convoient-ils toujours l'école comme le fondement du lien social à leur métier dans la perspective d'une mission civique ?

Alain Bergounioux est historien, auteur d'une histoire de la FEN, « Forteresse enseignante » (Fayard, 1985), en collaboration avec V. Aubert, J.-P. Martin et R. Mouriaux.

C'est la formation qu'il faut changer !
MASTERE
EN STRATEGIE DU CHANGEMENT
(titre protégé)
5 OPTIONS

Entreprise - Fonction publique - Travail social
Enseignement - Formation approfondie - formateurs de formateurs
12 modules mensuels de 5 jours
pratique sur terrain spécifique (U.V. 111 h)
2^e stage France (15 stagiaires) : 6 avril 1992
ISSC : Christine HANSEN, 7, 60305 Apremont. Tél. : 44-25-13-49.

Cette étude a été réalisée par SCP Communication auprès d'un échantillon de 1 000 enseignants représentatifs de l'ensemble de la population des enseignants en France (hors classes de départements et territoires d'outre-mer) par sexe, par âge et par niveau. Les résultats ont été établis par la méthode des quotas, d'après les statistiques de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale.

ISTH
LA CONFIANCE, LA PERFORMANCE

• HEC
• SCIENCES PO
• E.N.M. - C.F.P.A.
• ESCP 1^{re} année - ESC Lyon - ESC

années
entrée directe
SUCCES
CONFIRMES

STAGES INTENSIFS ET PREPAS SEMESTRIELLES
6, avenue de la République - PARIS - Tél. : 42.24.10.72 - 45.59.33

ÉCONOMIE

BILLET

Par des déclarations provoquant une nouvelle hausse à Wall Street

Le non d'Olivetti à IBM

Olivetti ne se rendra pas à IBM. En déclinant l'offre de mariage formulée en début de semaine par les dirigeants d'IBM Italia, M. Carlo De Benedetti, le président et principal actionnaire du groupe informatique italien, s'est montré sévère pour l'alliance conclue par le français Bull.

Pas question de devenir de simples distributeurs de produits technologiques IBM, a déclaré le PDG de la firme d'Ivrea. Pas question de créer une nouvelle géant d'Armonk, dont les dirigeants sont « du type cheval de Troie, c'est-à-dire qu'ils viennent de payer peu d'obtenir un circuit de commercialisation ». L'analyse est claire : pour Olivetti, Bull a joué le diable.

Le constructeur français le jour un jour l'autre en termes d'autonomie de décision, d'indépendance.

Dépit amoureux ? Bien que concurrents, Bull et Olivetti furent un temps très proches, promiscuité favorisée par l'Europe.

« C'est très temporaire », de Saint-Gobain dans le sillage de l'ex CII-HB (devenue quelques années plus tard le groupe Bull). Solitaires dans leur défense de l'informatique européenne, les deux constructeurs - à taille équivalente, c'est-à-dire encore insuffisante pour garantir leur avenir - s'imposent comme acteurs majeurs au niveau mondial.

« L'entente aujourd'hui des relations saines, non d'arrière-pensées de médianes.

Du côté de Bull, on est plus ou moins persuadé qu'Olivetti fera un jour par son rôle principal d'acteur au sein des réfugiés dans les bras d'un groupe japonais. De son côté, la firme d'Ivrea a toujours douté de la sincérité des engagements du groupe français qui, dans son histoire, des renversements spectaculaires, sous la houlette des pouvoirs publics.

Les propos tenus par M. De Benedetti prouvent, en tout cas, que les constructeurs informatiques européens ne sont pas sages.

Caroline Monnot

Le président de la Réserve fédérale n'exclut pas un nouvel assouplissement de la politique monétaire américaine

Avec le sens de la fête qui est le sien, M. Alan Greenspan, qui témoignait le 4 février devant la commission bancaire de la Chambre des représentants, a estimé que les diverses hausses de taux effectuées par la Réserve fédérale au cours des derniers mois étaient suffisantes pour permettre à l'économie américaine de redémarrer, ajoutant aussitôt que cela ne signifiait pas que la Fed n'était pas prête à assouplir à nouveau sa politique monétaire si le besoin s'en faisait sentir.

NEW-YORK

Le correspondant

Indifférents aux réactions qui faisaient remarquer, à juste titre, que les propos du président de la Réserve fédérale ne différaient rien des remarques sensibleries identiques qu'il avait formulées la semaine précédente, les boursiers du New York Stock Exchange tiraient aussitôt à la hausse l'indice Dow Jones des valeurs industrielles. Celui-ci se retrouvait en fin de séance à 3272,81 points, en hausse de 11,1 points sur la veille, inscrivant un nouveau record historique.

Dans le même temps, l'industrie automobile annonçait une augmentation de 11,1 % des ventes de voitures particulières.

M. Brittan propose que le GATT soit responsable de la politique de la concurrence

Alors que les négociations pour la libéralisation du commerce mondial (Uruguay Round) sont toujours bloquées, Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne chargé de la politique de la concurrence, propose déjà un thème de discussion pour la prochaine réunion du GATT (accord général sur les tarifs et le commerce).

S'exprimant lundi 3 février à Davos lors du Forum de la mondialisation, le commissaire européen a proposé que le GATT soit chargé d'élaborer une politique de la concurrence au niveau mondial.

Selon Sir Leon, « il y a aujourd'hui un réel besoin de règles en matière de concurrence internationale et de mécanismes de contrôle ».

Le GATT, qui ne traite traditionnellement que du commerce, a confirmé au cours des années récentes son rôle, à terme, ses compétences et sa chargeant cette organisation de traiter les questions internationales concernant la concurrence.

Caroline Monnot

nettes construites aux Etats-Unis, la fin janvier, sans que les spécialistes soient en mesure de dire avec certitude si cette amélioration provient de facteurs liés à la baisse des taux d'intérêt ou au retour de confiance des consommateurs, voire à la campagne « Achetez Américain » lancée dans tout le pays ou, si, d'une façon plus générale, elle marque la première indication d'une reprise de l'activité après deux mois de récession. Wall Street en a cependant tiré les enseignements en faisant monter par anticipation les cours de nombreuses automobiles, notamment General Motors et Chrysler.

Célérité inhabituelle

De son côté, le Congrès a apporté sa propre pierre à une journée marquée par les nouvelles positions adoptées, après à peine une dizaine de jours de discussion et à une large majorité dans les deux Chambres, le projet de loi visant à prolonger de treize semaines l'indemnisation des chômeurs en fin de droits qui, d'après certains calculs, sont actuellement à 600 000 Etats-Unis. Félicitant le Congrès pour cette célérité inhabituelle, M. Clinton a indiqué que le président Bush devrait signer ce projet de loi dans les prochains jours.

En s'adressant dans la matinée à Orlando (Floride) à un parterre de commerçants de la région,

traditionnellement acquis aux idées républicaines, M. George Bush a d'ailleurs incité le Parlement, à majorité démocrate, à avant le 10 mars, il le lui a demandé, la partie de programme budgétaire qui nécessite pas de longs arbitrages entre les deux parties. « Nous avons gagné la guerre en 44 jours. Le Congrès peut sûrement voter des mesures d'urgence en 52 jours », a-t-il ajouté, fustigeant les « pessimistes » qui pensent que le déclin de l'Amérique et que le train de mesures récemment présenté par le président, tant dans son discours sur l'état de l'Union que dans son budget 1993, ne suffira pas à relancer la machine économique.

En dépit des points positifs, notamment sous forme d'allègements fiscaux consentis aux acquéreurs immobiliers ou aux investisseurs en recherche et développement, dans ce qu'il faut bien appeler un programme électoral, ce discours n'a pas permis à M. Bush de faire décoller sa popularité. Les derniers sondages (notamment celui du Washington Post/ABC News) le créditent toujours 46 % seulement de satisfait pour l'ensemble de sa politique (sa politique économique recueille à peine 25 % d'opinions favorables), un taux inchangé par rapport au son présidentiel constaté avant son adresse au peuple américain.

SERGE MARTI

INDICATEURS

ALLEMAGNE

■ Industrie : - 0,8 % en 1991. - Selon l'indice provisoire publié lundi 4 février par le bureau fédéral de l'économie, la production industrielle a baissé de 3 % en décembre par rapport à la même période de l'année précédente. L'Allemagne, au total, l'année 1991 aura été marquée par un recul de 0,9 % de la production industrielle (hors industrie RDA).

ESPAGNE

■ Libéralisation des mouvements de capitaux. - La Banque d'Espagne a annoncé samedi 1er février la publication de la loi libéralisant les mouvements de capitaux, libéralisation qui le principe avait été arrêté et annoncé le 20 décembre dernier. Les mesures prévues subordonnent l'obligation de déclaration préalable et d'autorisation sous conditions. L'Espagne a jusqu'au 1er janvier 1993 pour mettre en œuvre la libéralisation totale de ses mouvements de capitaux, après l'entrée en vigueur de la CEE pour laquelle la date butoir est fixée à juillet 1993.

ETATS-UNIS

■ Travail : 1,4 million d'emplois perdus en 1991. - L'économie américaine pourrait avoir perdu jusqu'à 1,4 million d'emplois l'an dernier, soit presque la moitié des chiffres enregistrés jusqu'ici, a indiqué mardi 4 février un responsable du département du Travail. Ce chiffre est basé sur les déclarations de chômage déposées jusqu'au 1er janvier 1993 pour lesquelles la libéralisation totale de ses mouvements de capitaux, après l'entrée en vigueur de la CEE pour laquelle la date butoir est fixée à juillet 1993.

Relevant des « graves défaillances dans l'information »

La COB laisse aux tribunaux le soin de trancher sur l'OPA de Perrier

A l'issue de deux enquêtes menées par Perrier, la Commission des opérations de Bourse (COB) a relevé « de graves défaillances dans l'information donnée au public ». Elle a décidé, mardi 4 février, de transmettre ses observations aux intéressés, les sociétés Exor, Pernier et l'ancien président du groupe M. Gustave Leven, mais aussi de communiquer son rapport d'enquête au Conseil des Bourses de valeurs (CBV) ainsi qu'aux parquets de Nîmes et de Paris.

La COB s'est penchée sur Perrier, dès la mi-décembre, après le lancement d'une OPA par actionnaire principal le holding Exor par le groupe italien Agnelli. Il s'agissait alors de s'y reconnaître dans l'évolution de l'actionnariat de la firme de Vergèze et de savoir notamment quel était la participation d'Exor. Une deuxième enquête était en cours aux premiers jours de janvier lorsque Perrier a annoncé avoir cédé son autocontrôle à Saint-Louis, une société proche du groupe Agnelli.

L'interrogation alors était double. Cette cession, déclarée le 6 janvier, s'est, elle, effectuée de manière précipitée, au lendemain d'une réunion à Turin où Nestlé et Agnelli ont informé la COB de leur intention de lancer une OPA sur Perrier. Cette vente intervenue en période d'offre publique pouvait-elle se faire sans l'agrément des autorités boursières ?

Sur le premier point, l'information donnée par Exor et Perrier, la COB souligne qu'elle a été « grave, insuffisante » et que les informations publiées par Exor « ne permettaient pas de connaître avec précision son intérêt dans le capital de Perrier », en raison de « présentations successives contradictoires ». Les déclarations de franchise de seules de la part d'Exor et de Perrier, auxquelles elle agit de concert avec la COB, ont été jugées « peu précises et peu utiles ».

Concernant l'autocontrôle, la COB a également relevé le délit

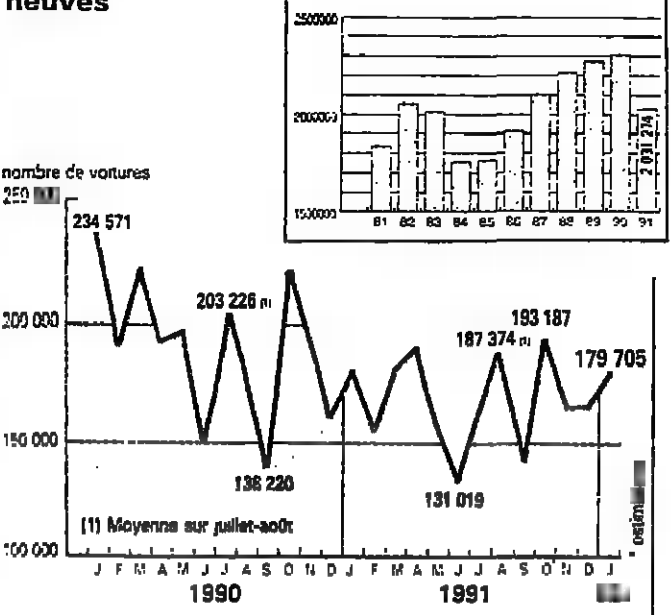
d'initié mais reste floue sur la notion de gestion d'actif. L'activité. Elle reconnaît ainsi que « des discussions entre les dirigeants des sociétés Exor et Saint-Louis se déroulaient depuis plusieurs semaines. Une accélération du processus a été observée à la fin de l'année 1991, sans que puisse être déterminé le rôle précis de cette cession. Il n'a pas été établi la certitude que les dirigeants d'Exor et de Saint-Louis ont eu la possession d'une information privilégiée sur le projet d'OPA de Nestlé et BSN ».

Curieusement, ce communiqué de la COB a été accueilli avec satisfaction par les deux camps, chacun y voyant des arguments plaçant en sa faveur. Si le clan Perrier a apprécié les déclarations sur l'autocontrôle, celui de Nestlé et Indosuez y voit une confirmation du bien-fondé de son action devant les tribunaux de Nîmes et de Paris. Le Conseil des Bourses de valeurs, quant à lui, devait l'étudier mercredi 11 février.

DOMINIQUE GALLOIS

Le marché automobile français est resté stable en janvier 1992

Immatriculation des voitures particulières neuves



Source : CCFP (Comité des constructeurs français d'automobiles)

Le marché automobile français s'est retrouvé en janvier 1992 au même niveau qu'en janvier 1991, avec 179 705 immatriculations de voitures neuves. La baisse des ventes étrangères a compensé la baisse des ventes nationales. Les marques étrangères ont occupé 38,1 % du marché en janvier 1992, contre 42,1 % en janvier 1991 et 40,1 % sur l'ensemble de l'année écoulée. Selon des sources industrielles, Ford aurait particulièrement souffert (9 % du marché contre 11,3 % en janvier 1991), ainsi que Fiat (3,4 % contre 6,3 %) et les japonais (4,2 % contre 5,2 %), alors que VAG, confortait sa position (8,1 %).

Consulté à l'occasion de la plus belle performance avec une progression des ventes de 17,1 % sur un an, lui demandant 31,1 % du marché contre

26,6 % en janvier 1991 et 26,8 % l'année 1991. Automobiles Peugeot au contraire a vu ses ventes baisser de 7,3 % par rapport à janvier 1991 et a part du marché reculé à 18,9 % contre 20,3 % en janvier 1991 et 21,3 % pour l'année 1991. Au sein de PSA, Citroën a mieux réussi, avec des ventes en hausse de 6,7 % et une part de marché de 11,8 %, au même niveau que son résultat d'ensemble de 1991, mais en hausse sur janvier 1991 (11,1 %).

Aux Etats-Unis, les ventes ont également favorablement évolué en janvier, avec une hausse de 3,2 % (+ 2,2 % pour les trois grands constructeurs américains et + 3,1 % pour les « transplants » japonais).

Fin de la table ronde

Mme Martine Aubry met en avant le rôle des régions dans la promotion de l'apprentissage

Après deux jours de discussions, les 3 et 4 février, la table ronde sur l'apprentissage et les nouvelles formes d'alternance s'est achevée mieux qu'elle n'avait commencé. Plusieurs choix ont été opérés, qui feront l'objet de décisions en Conseil des ministres, le 26 février.

« Nous avons bien avancé. La table est dans le camp de chacun », a déclaré Mme Martine Aubry, ministre du travail, le 4 février, en conclusion de la table ronde sur l'apprentissage et les autres formes d'alternance. « Que chacun apporte la démonstration de ce qu'il peut faire », a-t-elle dit. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, pour indiquer que l'apprentissage et la formation alternance sous contrat scolaire, il y avait « place pour une démarche positive ». Les formules sont différentes, mais traduisent la même orientation. Il faut que le meilleur. Et si des enseignants - la FEN, les syndicats lycées professionnels - paraissent inquiets, ils doivent savoir qu'ils ne représentent que « des voix exceptionnelles », au côté de quelques régions, regroupées par M. Jacques Blanc, président de Languedoc-Roussillon.

Entreprise formatrice

Au fil des discussions, largement préparées par des contacts préliminaires, le dossier s'était en fait décentré. Notamment sur les questions de financement. M. Jospin a proposé que les dépenses liées à l'apprentissage soient reconnues comme un investissement immatériel. Mme Aubry a parlé d'un « éventuel crédit d'impôt ». Surtout, le CNPF a exprimé l'idée d'une augmentation de la taxe d'apprentissage à la stricte condition d'une stabilité des charges. Dans l'esprit du patronat, cela reviendrait à diminuer la proportion des cotisations d'allocations familiales, afin, les dits, les défenseurs du projet, de dégager environ 30 milliards de francs.

Ces suggestions feront partie des décisions qui seront prises par les ministres le 26 février, dont Mme Aubry a tracé les grandes lignes : « La nécessité d'un rapprochement accru entre l'entreprise et le système éducatif », le développement équilibré des deux filières de formation professionnelle, « l'association

des professions à l'information en matière de l'orientation des jeunes du collège », la reconnaissance de l'« entreprise formatrice », le point décisif, la confirmation de l'échelon régional comme le « bon niveau de concertation et de partenariat ».

Il sera donc précisé que « la région a le pouvoir d'initiative », dans une logique contractuelle qui pourra prendre la forme d'un « plan » d'un « projet régional de développement », dans la connaissance de l'objet d'un « plan pluriannuel » et de partenariat.

La procédure d'agrément sera aménagée, l'entreprise étant reconnue au même titre que le maître d'apprentissage, par exemple. Le rôle et la fonction de l'entreprise seront reconnus et ils pourront être formés. Le partenariat entre l'école et l'entreprise, déjà riche de nombreuses expériences, fera l'objet d'un bilan en 1992. Dès le printemps, les professions seront associées à l'information pour l'orientation. Des dispositions permettront la validation, y compris partielle, l'acquisition, et l'accès à l'enseignement supérieur, mis en œuvre l'individualisation des parcours de formation des jeunes.

Enfin, le comité de suivi, regroupant tous les « acteurs », sera mis en place : innovation qui correspond à un souci exprimé par Jean-Paul Jacquier (CFDT), pour qui « l'alternance pédagogique ne doit pas souffrir de l'alternance politique ».

ALAIN LEBEAUBE

Le comité de suivi de la grève dans les lycées professionnels. - La journée d'action des lycées professionnels (LP) contre le développement de l'apprentissage et l'alternance a relativement peu mobilisé les enseignants mardi 4 février. Selon le ministère de l'éducation nationale, 30 % des enseignants des LP ont fait grève, 50 % 60 % selon les quatre syndicats représentatifs dans l'enseignement professionnel, SNETAA-FEN, UNSEN-CGT, SGEN-CFDT et SNLC-FO, qui appellent à la grève. Des manifestations locales, auxquelles se sont joints des lycéens, ont eu lieu autour des rétrogradés et inspections d'académie. Opposés à l'intégration de l'apprentissage au lycée professionnel (le Monde du 2 février), les enseignants protestent aussi contre la suppression prévue de neuf mille places dans les LP à la rentrée 1992.

ÉCONOMIE

EMPLOI

D'ici à la fin de l'année

L'ANPE devra proposer une solution individuelle à 500 000 chômeurs de longue durée

Pour l'ANPE, 1992 sera l'année des grands défis. À partir du 5 février, l'agence doit recevoir individuellement 500 000 chômeurs de longue durée, lui proposer une solution individuelle. Dans le même temps, il lui a demandé de se rapprocher activement des entreprises pour trouver des offres d'emplois, alors qu'elle part du fait que 10 % de son temps sera consacré au démarchage.

Annulée le 17 octobre, l'arrivée du nouveau directeur général, M. Jean-François Colin, coïncide avec l'accélération et une montée des exigences du gouvernement, qui veut réussir sa politique de lutte contre le chômage. M. Edith Cresson lui a, le 11 janvier, assigné publiquement un objectif ambitieux pour

action : direction des chômeurs de longue durée, dont le premier ministre fixait le démarrage le 1^{er} mars à l'origine. Instigatrice de ce programme, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, y avait de longue date ajouté un impératif : celui de l'efficacité en matière de recrutement. Or, dans un cas comme dans l'autre, la tâche n'est pas aisée, et les besoins sont évidents.

Plus que la barre des trois millions de chômeurs, celle du million de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an risque d'être bientôt franchie. L'engorgement de l'exclusion menace et, pour le juguler, il devient nécessaire de lancer une vaste opération, comme cela fut fait pour les jeunes. D'où l'idée de convoquer personnellement les chômeurs de longue durée dans l'année, quand l'ANPE, jusqu'à présent, avait des entretiens avec 250 000 d'entre eux. Cette fois, en outre, l'agence ne se limitera pas à un bilan individuel de quelques

soutiens. Ayant obtenu 150 postes supplémentaires, elle s'engage, sur le principe du « droit à une offre », à proposer à chacun « une solution » : une formation réelle, l'entrée dans un dispositif d'insertion sociale et professionnelle, un emploi, ou encore un contrat de travail à l'emploi (CRE).

Quand on sait que, du ministre du travail au directeur général de l'ANPE, on se refuse à réinventer les stages-parkings, il s'agit bien d'un vrai défi. Mais M. Colin, pour ne pas se laisser impressionner par le chiffre, fait observer que, en 1990, 160 000 chômeurs de longue durée ont retrouvé un travail. Elle a permis de récolter 14 000 réponses qui ont donné lieu à 14 000 visites. Celles-ci ont été traduites par 6 000 emplois qui, sinon, n'auraient pas pu être dégagés. Depuis, et au grand dam du personnel, le directeur général a appelé des sociétés de marketing téléphonique, qui ont procédé à 17 000 relances avec un taux de réponses de 8 %.

Ces actions pourraient avoir des effets sur les placements et devraient entraîner une baisse du chômage. Mais la conjoncture économique n'est pas favorable et les objectifs particulièrement élevés. Pour l'ANPE, l'heure du bilan ne se passe pas tarder.

ALAIN LEBEAUCHE

Mais déjà la mécanique est lancée. Chaque agence doit se rapprocher des besoins des entreprises, une évaluation des capacités des bassins d'emploi est engagée. Une opération de mailing, en direction de 300 000 entreprises, a été menée. Elle a permis de récolter 14 000 réponses qui ont donné lieu à 14 000 visites. Celles-ci ont été traduites par 6 000 emplois qui, sinon, n'auraient pas pu être dégagés. Depuis, et au grand dam du personnel, le directeur général a appelé des sociétés de marketing téléphonique, qui ont procédé à 17 000 relances avec un taux de réponses de 8 %.

Ces actions pourraient avoir des effets sur les placements et devraient entraîner une baisse du chômage. Mais la conjoncture économique n'est pas favorable et les objectifs particulièrement élevés. Pour l'ANPE, l'heure du bilan ne se passe pas tarder.

ALAIN LEBEAUCHE

ÉTRANGER

Avec l'appui du FMI

Les finances marocaines sur la voie de l'assainissement

Sauf imprévu, le Maroc sera la dernière année d'application du programme d'ajustement structurel adopté par le Maroc en 1983. En confirmant le 31 janvier son accord pour autoriser des tirages pouvant aller jusqu'à 129,2 millions de dollars (170 millions de francs), le FMI - Fonds monétaire international - entend appuyer les efforts de réajustement du pays : l'encouragement de l'investissement, la discipline budgétaire, la réorientation de la production vers le secteur privé.

Si le Maroc applique avec succès sa stratégie d'ajustement, le Maroc de ne plus avoir besoin d'utiliser les ressources du FMI, indique le ministre des finances. Il pourra alors consacrer les ressources nécessaires au service de la dette (110 milliards de francs environ) et de réajuster les relations normales avec les créanciers. Le Maroc espère cette année atteindre plusieurs objectifs : une croissance réelle de 4 %, une inflation inférieure à 5 %, une balance des paiements extérieurs en équilibre. Au total, le budget déficitaire devrait passer de 3,1 % du produit intérieur brut en 1991 à 0,8 % en 1992.

Cette politique de longue haleine conforte la confiance dans le travail d'ajustement en cours. La CEE a pour sa part adopté la même fiscalité qu'en Europe, les mêmes lois comptables, les mêmes lois bancaires, rappelle le ministre des finances M. Mohammed Berrada, lors d'un récent voyage à Paris, ajoutant que le Maroc a placé désormais

son pays parmi les pays industrialisés (NPI). « Nous sommes le premier Etat tiers-monde à sortir du cycle du réajustement », expliquait M. Berrada. Nous sommes le seul pays au monde avec le Chili à avoir réalisé un ajustement national par télé. Pour témoigner de sa bonne volonté européenne, le Maroc a décidé en 1990, après la dévaluation de 9,5 % du dinar, de fixer sa monnaie à l'écu, pour suivre la discipline de son partenaire commercial principal, 70 % de ses échanges se faisant avec la CEE.

Dans un passé récent, l'Etat a réduit ses prélèvements sur les marchés de capitaux, libéralisant davantage les investissements directs étrangers. Au total, quatre milliards de dollars d'investissements ont augmenté de 30 %, le tiers provenant de pays étrangers (France, Espagne, Italie et Etats-Unis en particulier), notamment dans la haute technologie. Mais en contrepartie, le Maroc a dû réduire de 3,3 milliards de francs le budget de la justice, de 1,5 milliard de francs le budget de l'éducation, de 1,5 milliard de francs le budget de la santé, l'habitat social et la justice.

ÉRIC FOTTORINO

SOCIAL

La réforme de l'assurance-maladie

Deux syndicats de médecins généralistes font des suggestions

Alors que la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) doit prononcer le 11 février les « ultimes » propositions de maîtrise des dépenses de santé de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), deux organisations de médecins généralistes ont décidé de faire entendre leur voix. MG-France et l'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF), principale composante de la CSMF, ont adopté un texte commun affirmant le rôle central du « médecin de famille » dans l'organisation du système de soins. Les deux syndicats, qui devaient réunir une conférence de presse commune mercredi 11 février, proposent « des mesures incitatives et réglementaires » favorisant la consultation du généraliste « en première instance ». En clair, elles suggèrent que les assurés sociaux soient mieux remboursés par la Sécurité sociale

lorsqu'ils décident de consulter un généraliste, de s'en remettre à un spécialiste. Rémunéré « pour la tenue et le suivi du dossier médical du malade », l'omnipraticien constituerait l'élément central d'un mécanisme de régulation. L'UNOF et MG-France acceptent le principe de « l'implication individuelle de chaque médecin dans la maîtrise médicalisée de l'évolution des dépenses », comportant, sous certaines conditions, des

sanctions en cas de dépassement. Cette prise de position reflète les divergences d'intérêts entre spécialistes et généralistes. L'intervention de l'UNOF, majoritaire au sein de la CSMF, risque de conduire le principal syndicat de médecins à - ou, à tout le moins, à sérieusement amender - le texte de la CNAM.

J.-M. N.

Le ministère des affaires sociales va revenir sur certains « déremboursements » de médicaments. M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, a annoncé, mardi 4 février, son intention de « revenir sur certains déremboursements » de médicaments. En déplacement à Limoges (Haute-Vienne), le minis-

tre a indiqué que la liste des produits qui pourraient être concernés n'a pas encore été arrêtée. Evoquant la « quasi-équivalence » de la Sécurité sociale en 1992, M. Bianco a déclaré par ailleurs en avoir « assez d'entendre dire, de la part de ces petits maîtres de l'opposition, que les chiffres sont manipulés ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOPHIA

le financement sage

PANORAMA 1991

Le Conseil d'Administration réuni le 31 janvier sous la présidence de Bernard Fraigneau a pris acte de l'activité de la Société et de ses filiales en 1991 et des estimations de clôture de l'exercice.

■ Activité :

	1991	1990
- Production financière	1 583 MF	1 572 MF
- Crédit-bail industriel et commercial	1 153 MF	1 064 MF
- Crédit-bail équipements de services publics	430 MF	MF
- Investissements patrimoniaux	MF	153 MF
Total des engagements de l'exercice	1 979 MF	1 725 MF

Le Conseil s'est félicité des conditions satisfaisantes auxquelles ont été conclus ces nouveaux engagements financiers, tant à raison d'une moindre pression de la concurrence au niveau du crédit-bail que des opportunités d'investissements résultant de la conjoncture immobilière, ce double contexte ayant mis à profit pour maintenir une stricte sélectivité des opérations.

La production 1991 en crédit-bail immobilier porte les gérés par le Groupe à 15,6 milliards de francs tandis que les investissements patrimoniaux représentent une valeur d'acquisition globale de 2,3 milliards.

● Estimation de résultat :

Le bénéfice net de Sophia en 1991 devrait être de l'ordre de 340 MF, dont 30 MF de plus-values nettes, contre 352 MF en 1990, dont 114 MF de plus-values nettes. A périmètre constant (absorption 1991 de Crédit) la fiscalité identique (effet de la nouvelle imposition : 1 MF) le résultat courant s'appréciera d'une année sur l'autre d'environ 6 %.

Ce résultat devrait permettre au prochain Conseil convoqué pour le 11 février de proposer une distribution de 85 % du bénéfice courant, soit un revenu de 1 MF (+4 %). La mise en réserve de l'exercice devrait représenter 10 F par titre.

● Prévision 1992 :

Le Conseil a examiné le budget 1992 et constaté que la prise en compte des seuls contrats de financement des immeubles en exploitation du portefeuille actuel de la Société autoriserait en 1992, sauf événement imprévisible, une nouvelle appréciation du bénéfice courant.

AGF Groupe des Assurances Générales de France

SOPHIA : 18, rue de la Ville l'Évêque Paris 75008 - Tél. : 47.42.52.53.

COMMUNICATION

Diffusant 13 heures de programmes par jour

Une chaîne haute définition européenne sera lancée pendant les Jeux d'Albertville

Les Jeux olympiques de Grenoble, en 1968, avaient assuré le lancement de la télévision couleur en France; ceux de Séoul, en 1988, démontreront les capacités japonaises en matière de télévision haute définition. Pour l'industrie européenne de l'électronique, Albertville doit être le tremplin des ambitions européennes en la matière. Toute la durée des Jeux, près

de treize heures par jour de programmes en haute définition européenne (norme HD Mac) seront diffusés sous l'égide de Savoie 1250, organisme créé pour l'occasion (1).

De 11 heures à minuit, priorité bien sûr au sport, avec une bonne moitié de directs des épreuves. Commentées en quatre langues, ces images de haute définition seront diffusées en France (Centre de presse du Parlement européen); Toulouse (centre de presse de l'industrie); Villeneuve d'Ascq (maison d'acteurs culturels).

En outre, un « forum » itinérant d'un grand écran, diffusant chaque jour une heure de programmation, ouvert au public de 13 heures à 19 heures, et le soir sur écran. Ce forum sera à Angers (samedi 9), Bordeaux (dimanche 9), Dijon (lundi 10), Montpellier (mardi 11), Paris (mercredi 12), Strasbourg (jeudi 13), Toulouse (vendredi 14), Lyon (samedi 15), Lyon (dimanche 16), Strasbourg (mardi 19), Nancy (jeudi 20), Lille (vendredi 21), Rouen (samedi 22), Paris (dimanche 23).

Enfin, les images de haute définition seront diffusées sur un écran de 20 mètres de diamètre à Paris, Biarritz, peut-être Angers et d'autres villes.

La chaîne HD (c'est-à-dire rectangulaire, plus large que le format de la télévision traditionnelle) seront relayées dans toute l'Europe par plusieurs satellites : TDF1, TDF2, TV Sat 2, Olympus, etc. Elles seront diffusées avec leur qualité originale dans cinquante « eurosites » seulement, c'est-à-dire des sites agréés (au format HD) avec une qualité minimale de tout un téléviseur D2-MAC, puisque la norme HD est son minimum.

Cette concentration des moyens et l'obligation de travailler « en vraie grandeur » pour la première fois représenteront un test technique important pour les équipes européennes depuis 1986, la course de la TVHD. L'ambition de Savoie 1250 n'est pas seulement technique. Au-delà des épreuves sportives en direct ou en différé (environ huit heures par jour), une programmation qu'on préparera lors de la réunion de la chaîne Jacques Barrot. Chaîne incluant magazines, débats, documentaires sur les Jeux, mais aussi des émissions réalisées par les équipes européennes (musique, ballets, etc.) et de longs métrages, courts ou longs métrages, de la région d'Ariane Mnouchkine. Savoie 1250 entend ainsi préfigurer ce qui pourrait être une chaîne régulière en haute définition, en France et dans les autres pays de l'Europe.

M. C. I.

(1) Cette association regroupe les ministères concernés (industrie, extérieur, P. T., communication) et les entreprises impliquées : la SFP, France Télécom, TDF, etc. Thomson, Philips, Nokia, Bosch, Angénieux. Le budget provient du ministère de l'Industrie (44 millions de francs) et de France Télécom par France Télécom (22 millions de francs) et Vision 1250, un consortium (18 millions de francs).

Le sauvetage de La Cinq

Le plan Berlusconi est accueilli avec scepticisme

M. Silvio Berlusconi, PDG Fininvest, a annoncé son intention d'augmenter le capital de La Cinq à 1,5 milliard de francs, mais il n'a rendu public le nom des investisseurs qui l'accompagneront, ce qui explique la perplexité avec laquelle les médias ont accueilli ses propos. D'autant que les démentis s'accumulent : les partenaires possibles. Les groupes allemands Kirch et Bertelsmann ont démenti vigoureusement vouloir investir dans La Cinq. En Espagne, l'association des aveugles Onco, qui mène Cinco espagnole avec Berlusconi, a indiqué qu'elle

n'avait aucune intention de capital de La Cinq. D'autres grands noms de la finance et de l'industrie, en Italie ou en Belgique, auraient aussi démenti l'offre.

Quant aux actionnaires actuels, ils ont indiqué leur refus de sortir ou de ne pas suivre une augmentation de capital (Hachette, par exemple). Enfin, les adversaires de M. Berlusconi ont vigoureusement démenti la voix, selon M. Rousset, mardi, l'émission de France Inter, que M. Berlusconi avait plus de 2 milliards de francs, presque 3 milliards de francs, presque 3 milliards de francs, presque 3 milliards de francs.

Mercredi, un comité d'entreprise devait se réunir autour de l'administrateur judiciaire. Un conseil d'administration devrait convoquer une assemblée générale d'ici quinze jours.

Quant à la proposition de reprise de La Cinq, qui émane de la maison de disques Vogue, elle propose une solution d'exploitation de la chaîne dans le cadre juridique d'une location-gérance. Solution à laquelle le groupe Berlusconi aurait d'abord pensé avant de l'abandonner.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
7 ^e ARRONDISSEMENT								
7 PIÈCES 188 m², 4 ^e étage	91, av. de la Bourdonnais SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	27 000 + 2 388 ■ ■ ■						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
7 PIÈCES m², 2 ^e étage Possib. park.	116, rue La Boétie SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	■ ■ ■ + 2 320 16 128						
2 PIÈCES m², 2 ^e étage	30, Laborde AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 000 + 1 000 ■ ■ ■ 558						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
1 PIÈCE 1 m², 3 ^e étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-18-88 Frais de commission	7 070 + 640 ■ ■ ■ 382						
IMM. NEUF 46 m², 2 ^e étage box, cave	6, de Phalsbourg GCI - 40-16-28-70	5 200 + 470						
PCES. IMM. NEUF 71 m², 2 ^e étage box, cave	8, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-70	7 800 + 708						
PIÈCES 79 m², 1 ^e étage parking	27-29, av. Stéphen-Pichon GCI - 40-16-28-70	8 800 + 1 570						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES m², 1 ^e étage parking	199-201, av. de la République LOC INTER - 47-45-14-88 Frais de commission	■ ■ ■ + 700 7 000						
3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. cave	11, Saint-Jacques CIGIMO - 48-00-89-89	■ ■ ■ + 480 ■ ■ ■						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
PIÈCES 105 m², 4 ^e étage balcon, cave parking	17-19, rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	9 ■ ■ ■ + ■ ■ ■ 7 009						
2 PIÈCES 55 m², 4 ^e étage parking	88, rue de la Fédération AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 ■ ■ ■ + 878 4 519						
IMM. PIÈCES 200 m², 1 ^e étage	11, place du Breuil SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	■ ■ 000 + 2 889 21 800						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
3/4 PIÈCES 127 m², 2 ^e étage	67-69, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	16 510 + 1 ■ ■ ■ 11 887						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES 103 m², 8 ^e étage parking	2-10, ■ ■ ■ Jonville AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 960 + 1 500 6 375						
PIÈCES m², 1 ^e étage parking	6/8, rue Adolphe-Mille SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	■ ■ ■ 560 + ■ ■ ■ 3 283						
PIÈCES m², 5 ^e étage parking	6/8, ■ ■ ■ Adolphe-Mille SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	■ ■ ■ + ■ ■ ■ 3 658						
4 PIÈCES 82 m², 1 ^e étage parking	48, rue ■ ■ ■ Mouzaie SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	7 ■ ■ ■ + 993 ■ ■ ■						
PIÈCES m², 5 ^e étage parking	27 bis, rue de ■ ■ ■ SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	8 347 + 1 179 8 010						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 84 m², 4 ^e étage cave	10, rue Ernest-Lefèvre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 ■ ■ ■ + ■ ■ ■ 5 ■ ■ ■						
78 - YVELINES								
2 PIÈCES 55 m², 1 ^e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 811 + ■ ■ ■ 3 423						
PIÈCES m², 3 ^e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	■ ■ ■ 591 + ■ ■ ■ ■ ■ ■						
PIÈCES m², 2 ^e étage cave, parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	■ ■ ■ + ■ ■ ■ ■ ■ ■ 702						
PIÈCES 55 m², 2 ^e étage cave	VERMOREL 35 bis, rue du ■ ■ ■ CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	■ ■ ■ + ■ ■ ■ ■ ■ ■						
94 - HAUTS-DE-SEINE								
STUDIO 27 m², 3 ^e étage	BOULOGNE 100, bd Jean-Jaures GCI - 40-16-28-70	■ ■ ■ + 342						
2 PIÈCES 45 m², 4 ^e étage	BOULOGNE 40, rue de la République AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	■ ■ ■ 882 + 1 758 ■ ■ ■						
4 PIÈCES m², 1 ^e étage	COURBEVOIE 40, terrasse ■ ■ ■ l'iris AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	5 932 + 1 941						
PIÈCES 115 m², rez-de-ch.	COURBEVOIE 111, bd Saint-Denis CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	8 000 + 800 8 030						
94 - VAL-DE-MARNE								
4 PIÈCES m², 1 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 2, ■ ■ ■ Joffre LOC INTER - 47-45-18-88 Frais de commission	8 958 + ■ ■ ■ 6 750						
PIÈCES 50 m², 1 ^e étage cave, parking	VINCENNES 27, av. du Petit-Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	■ ■ ■ + 500 3 838						
5 PIÈCES 120 m², 2 ^e étage box, cave	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	■ ■ ■ 132 + 1 080 ■ ■ ■ 498						
60 - OISE								
4 PIÈCES 92 m², 3 ^e étage parking	CHANTILLY 15, avenue Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-18-88 Frais de commission	3 945 + 1 231 ■ ■ ■ 114						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 900 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.

Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs. (Source : IPSOS - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires. (Source : LNM 88 - année 90.)

Pour renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43

PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE UAP



SOLVEG
VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

**PHENIX
GESTION**

AGF
GROUPE ASSURANCE
DE FRANCE

CIGIMO
GROUPE GTF

GFC
GROUPE FINANCIER
DE LA CONSTRUCTION

**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

Monde

Cours relevés à 10 h 13

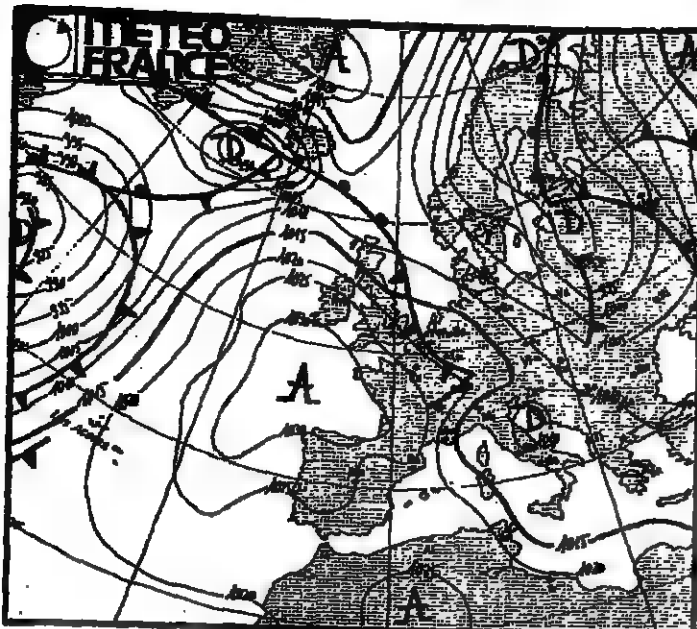
4/2

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comine

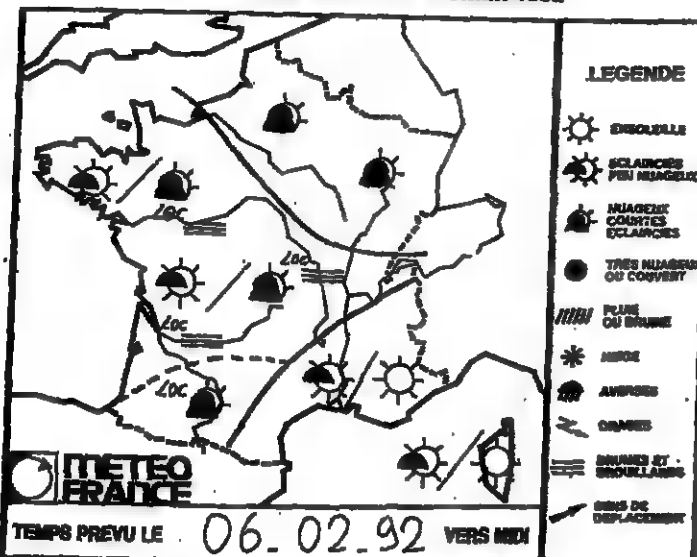
هكذا من الاجل

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 FÉVRIER À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 FÉVRIER 1992

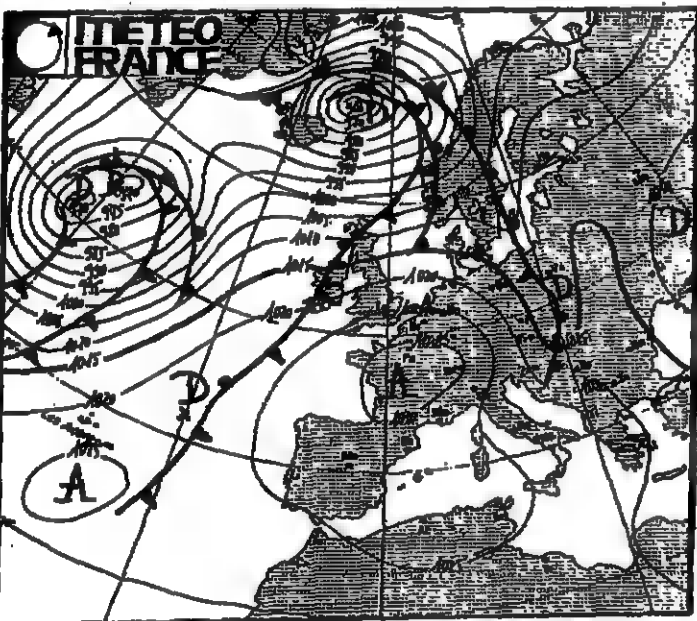


Jeudi 5 février : éclaircies
 Au lever du jour, les brumes ou brouillards présents de la Bretagne au Centre jusqu'au Sud-Ouest laisseront la place à de belles éclaircies l'après-midi. Les nuages resteront nombreux sur les Pyrénées. Du Nord-Pas-de-Calais à l'Isle-de-France jusqu'au Nord-Est, le ciel sera chargé de nuages toute la journée, avec de rares éclaircies. Sur la France-Centre, les Alpes du Nord et le Massif Central, le ciel sera gris, l'après-midi.

apparaitions. Du
 Languedoc-Roussillon jusqu'au Sud-Est et à la Corse, le temps sera bien ensoleillé toute la journée.

températures
 balais, variant de 2 à 6 degrés en général, jusqu'à 8 à 10 pour la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre indiquera 12 degrés sur l'Ouest, 8 à 7 degrés à l'Est, jusqu'à 14 à 17 degrés sur le pourtour

PRÉVISIONS POUR LE 7 FÉVRIER 1992 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 4-2-1992 à 18 heures TU et le 5-2-1992 à 6 heures TU											
FRANCE											
ALGER	14	3	D	TOULOUSE	10	7	C	LUXEMBOURG	11	2	B
ANGERS	11	3	C	TOURS	9	3	C	MADRID	11	1	C
BORDEAUX	12	3	C	FOURMONTAIGNE	11	1	N	MARRAKECH	12	2	C
BREST	10	3	C	ÉTRANGER				MEXICO	20	7	D
CHERBOURG	11	3	C	ALGER	17	1	D	MONTREAL	-8	-16	C
CLERMONT-FERRAND	9	3	C	AMSTERDAM	6	2	D	MOSCOW	-4	-8	C
DIJON	9	3	C	ATHÈNES	13	4	C	NEW-YORK	1	-1	C
LYON	11	3	C	BANGKOK	25	24	D	OSLO	-1	-9	D
NANTES	11	3	C	BARCELONE	14	4	D	PALMA-DE-MAJORQUE	17	-1	N
PARIS-MONTY	10	3	C	BERLIN	4	1	C	PEKIN	5	-5	C
STRASBOURG	7	3	P	BELGRADE	8	0	C	RIYADH	20	12	N
				BRUXELLES	4	1	C	SAO PAULO	24	17	N
				COPENHAGUE	5	1	N	SEKOU	18	12	N
				DAKAR	26	20	D	SINGAPOUR	24	17	N
				DJIBOUTI	15	10	D	STOCKHOLM	6	-6	N
				GENÈVE	5	2	P	TOKYO	11	4	C
				HONGKONG	23	17	N	TUNIS	17	12	N
				JERUSALEM	3	-4	N	VIENNE	8	-1	D
				LE CAIRE	15	9	N	YEROSOLAIM	8	-1	D
				LISBONNE	13	7	C	YEROSOLAIM	8	-1	D
				LONDRES	13	7	C	YEROSOLAIM	8	-1	D
				LOS ANGELES	24	12	N	YEROSOLAIM	8	-1	D
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
max	min	cel	ciel	ciel	ciel	orage	pluie	tempête	neige		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour France : heure légale moins 2 heures en été ; légale moins 1 heure en hiver.
 (Document : le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

« Messieurs les journalistes »

Le débat. La question ainsi posée : la responsabilité des médias dans le pourrissement du climat mérite une autre réponse que le réflexe corporatiste. Ou que cette simple riposte qu'on se consolerait d'estimer qu'un pouvoir en difficulté s'acharne à casser le thermomètre médiatique dans un vain espoir de nier ses propres difficultés ou de gonfler ses fautes et ses erreurs.

Le problème n'est pas simple. La presse est-elle, elle-même, malade de ces affaires au point d'en perdre, dans la quête de la vérité, la préférence exclusive le sens de la mesure, de la justice, la vérité même ? Est-elle si entrée de ce pouvoir qu'elle se découvre, qui est précisément de mettre le pouvoir à genoux, qu'elle en oublie d'accorder, comme c'est sa fonction, leur juste valeur aux événements ? Ou fait-elle son métier correctement, aussi déplaisants soient-ils, le moment pour le faire et la réalité des choses ?

En tout cas cet entretien entre le président de la République et deux journalistes fut réellement décevant pour tout professionnel des médias. Dans la forme d'abord quand, à l'expiration permise, aux administrations de l'un : codez un peu, questions, laissez-moi parler, depuis sa jours vous ne parlez que de cela, m'interrompez pas - répondait la précipitation, le chevauchement des questions, autres comme saisis, sentiment de la curée.

Et sur le fond, surtout, lorsque M. François Mitterrand dans l'évocation de l'affaire ou de l'erreur, Habache, vint à mots très durs : « campagne de presse obsédante, amour du sensationnel généralisé, faiblesse, soufflé qu'on fait monter, manières dont on traite l'opinion ». Fausses, accusations inadmissibles. Vraies, elles deviendraient cruelles.

Les programmes complets de radio et de télévision publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification : symboles : ■ signalé dans le Monde radio-télévision ; □ film à éviter ; ● on peut voir ; ▲ ne manquer ; ■■ chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 5 février

TF 1		FR 3		LA SEPT	
19.00	Vieilles : Sacré soirée.	22.20	Magazine : La Marche du siècle. De quel souffle la France ?	21.00	Documentaire : Via RFA.
22.40	Journal et Météo.	22.40	Magazine : Météo. Mercredi en France. Programme des télévisions régionales.	22.20	Cinéma d'animation : Sterne.
23.35	Magazine : Traverses. Chroniques de France. Mozart en Gascogne (2 parties).	23.35	Magazine : Traverses. Chroniques de France. Mozart en Gascogne (2 parties).	22.35	Cinéma : Palombella. Film italien de Gianni Moretti (1989).
23.55	Magazine : Météo.	23.55	Magazine : Météo.	0.00	Court métrage : Le Coup de bergier.
CANAL PLUS		CANAL PLUS		FRANCE-CULTURE	
21.00	Cinéma : Cookie. Film américain de Susan Seidelman (1989). Avec Peter Falk, Dianne Wiest, Emily Lloyd.	21.00	Cinéma : Cookie. Film américain de Susan Seidelman (1989). Avec Peter Falk, Dianne Wiest, Emily Lloyd.	20.30	Tire langue. L'écriture japonaise : construction de la pensée.
22.30	Fiesta d'informations.	22.30	Fiesta d'informations.	21.30	Correspondances. langue française. Rencontre avec la Père Bordes, du sanctuaire de Lourdes.
22.50	Cinéma : Natchaev. retour. francos Jacques Deray (1990). Avec Yves Montand, Vincent Lindon, Mouriou.	22.50	Cinéma : Natchaev. retour. francos Jacques Deray (1990). Avec Yves Montand, Vincent Lindon, Mouriou.	22.40	Les Nuits magnétiques. Paul Nizon, un portrait à pas.
23.10	Cinéma : L'Amour à l'envers. Film américain de Howard Deutch (1987) (v.o.).	23.10	Cinéma : L'Amour à l'envers. Film américain de Howard Deutch (1987) (v.o.).	0.05	Du jour au lendemain.
23.10	Documentaire : L'Enfance sous les verrous.	23.10	Documentaire : L'Enfance sous les verrous.	0.05	Musique : Coda.
LA 5		LA 5		FRANCE-MUSIQUE	
20.40	Musique : vraies. A corps et à cris. révélation lourde de conséquences.	20.40	Musique : vraies. A corps et à cris. révélation lourde de conséquences.	20.30	Concert (donné le 22 février 1991) la de Francofort : Concerto pour piano et orchestre en fa mineur op. 21, de Chopin ; Symphonie n° 5 en si mineur op. 48, de Tchaïkovski ; Prélude à mort d'Isidore, Wagner, par l'Orchestre symphonique de la Radio ; Francofort, dir. : Elihu Inbal ; Maria Tijo, piano.
23.10	Débat : Le Suicide.	23.10	Débat : Le Suicide.	22.45	Espace libre.
23.10	Journal de la nuit.	23.10	Journal de la nuit.	23.10	Ainsi la nuit... Rubina Sakdhanan. Quatre lieder op. 2, de Berg ; Trio pour clarinette, violoncelle et piano n° 3, de Ziminsky ; Cantate anglaise, Haydn ; Trauermusik, de Hindemith.
M 6		M 6		0.30	Dépêche-notes.
20.40	Surprise-partie.	20.40	Surprise-partie.	0.35	L'Heure bleue.
20.40	Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz.	20.40	Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz.		

Jeudi 6 février

TF 1		FR 3		LA SEPT	
13.35	Feuilleton : Les Feux de l'amour.	20.50	1er film : Prince Vaillant. Film américain de Henry Hathaway (1954).	19.00	La Petite dans la prairie.
14.30	Feuilleton : Côte Ouest.	22.35	Dessins animés : Tex Avery.	19.50	Météo des neiges.
15.30	Les Enquêtes de Remington.	23.00	Journal et Météo.	19.54	minutes d'informations.
16.20	Jeux : Tribunal.	23.20	2e film : Le Mystère de la plage perdue. Film américain de John Sturges (1950).	20.00	Cosby Show.
16.40	Club Dorothée.	23.20	2e film : Le Mystère de la plage perdue. Film américain de John Sturges (1950).	20.30	Météo.
17.30	Jeux : 21 Jump Street.	23.35	Magazine : Météo.	20.40	Téléfilm : Les Cravates léopard. Des cadres peu dynamiques en stage de survie.
18.20	Jeu : Une famille en...	23.55	Magazine : Météo.	22.25	Météo des neiges.
19.00	Feuilleton : Les Feux de l'amour.	23.55	Magazine : Météo.	22.30	Cinéma : Un de paroisserie. Film français de Jean-Pierre Mocky (1993).
19.45	Divertissement : Le 50 Show.	23.55	Magazine : Météo.	23.55	Météo des neiges.
19.50	Tirage du Tac-O-Tac.	23.55	Magazine : Météo.	0.00	minutes d'informations.
20.10	Journal, Météo, Loto sportif et Tapis.	23.55	Magazine : Météo.		
20.10	Documentaire : La Majesté, la reine d'Espagne II.	23.55	Magazine : Météo.		
22.30	Magazine : Le Droit de savoir.	23.55	Magazine : Météo.		
23.35	Le Débat.	23.55	Magazine : Météo.		
0.05	Journal, Météo et Bourse.	23.55	Magazine : Météo.		
A2		CANAL PLUS		FRANCE-CULTURE	
13.35	Les Enquêtes de commissaire Maigret. Tiroir, en direct de Vincennes.	13.35	Cinéma : Crimes et Délits. Film américain de Woody Allen (1990).	16.30	Magazine : Cinéma de poche.
15.35	Vieilles : La Chanson aux chansons.	15.15	Magazine : 14 heures.	17.30	Téléfilm : Luigi's Paradiso.
16.20	Jeu : Les chiffres et des lettres.	16.15	Téléfilm : bel amour.	19.00	Documentaire : Lignes de vie.
16.40	Magazine : L'Enfer d'Alcatraz.	16.15	Téléfilm : bel amour.	20.00	Documentaire : Histoire parallèle.
17.00	Magazine : Giga.	16.15	Téléfilm : bel amour.	21.00	Magazine : Mégamix.
18.10	Série : Les Gyver.	16.15	Téléfilm : bel amour.	21.55	Magazine : Avis de tempête.
18.55	Le Journal olympique.	16.15	Téléfilm : bel amour.	22.55	Concert : Alpha Blondy.
19.00	Jeu : Question de charme.	16.15	Téléfilm : bel amour.	23.20	Concert : Les Voix du succès.
19.45	Divertissement : La Caméra indiscrette.	16.15	Téléfilm : bel amour.		
19.50	Journal, Météo, Loto sportif et Tapis.	16.15	Téléfilm : bel amour.		
20.10	Documentaire : La Majesté, la reine d'Espagne II.	16.15	Téléfilm : bel amour.		
22.30	Magazine : Le Droit de savoir.	16.15	Téléfilm : bel amour.		
23.35	Le Débat.	16.15	Téléfilm : bel amour.		
0.05	Journal, Météo et Bourse.	16.15	Téléfilm : bel amour.		
LA 5		CANAL PLUS		FRANCE-MUSIQUE	
20.40	Musique : vraies. A corps et à cris. révélation lourde de conséquences.	13.35	Cinéma : Crimes et Délits. Film américain de Woody Allen (1990).	20.30	Concert (donné le 25 juin 1991 lors du Festival de Choron) : London Trio n° 3, Haydn ; Le pour, de Jolas ; La Piérot lunaire Op. 21, de Schoenberg ; Dominique Faret, Philippe Pouversau, violons, Jean-Baptiste Brunier, Benoît Marin, altos, David Simpson, violoncelle, Annick Minck, piano, Laurence Cabal, harpe, Xavier Aragau, flûte, Stéphane Part, hautbois, Jean-Max Dussert, clarinette, Magali Cazal, basson, Paul Minck, cor.
23.10	Débat : Le Suicide.	15.15	Magazine : 14 heures.	21.30	Profil perdu. Ilya Ehrenbourg.
23.10	Journal de la nuit.	16.15	Téléfilm : bel amour.	23.55	Les Nuits magnétiques.
23.10	Journal de la nuit.	16.15	Téléfilm : bel amour.	0.05	Du jour au lendemain.
M 6		20.40	Surprise-partie.	0.05	Musique : Coda.
20.40	Surprise-partie.	20.40	Surprise-partie.		
20.40	Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz.	20.40	Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz.		

CLAUDE SARRAUTE

UN ~~black~~ ~~black~~ tétant un
téton black, un curé
embrassant un ~~black~~

...entente. M. Matyszelewski est
un homme de bien. M. Calmejane est
supposé d'avoir fait partie, dans
l'exercice de ses fonctions de maire,
SEPUF (Société d'entretien et
d'amélioration) lors de l'attribu-
tion en 1989, d'un marché de
francs. Le 15
dernier, le FOM de l'entre-
prise, M. Hervé Matyszewski, avait
été inculpé pour corruption, abus
des pouvoirs sociaux, faux et usage
de faux en affaire. M. Calmejane est
alors soupçonné d'avoir
le 6 septembre 1991, d'un voyage
en Thaïlande en compagnie de sa
femme, M. Matyszewski
facturé 170 francs l'en-
treprise de M. Matyszewski.

Deux photos, celle d'un jeune homme atteint du sida agonisant dans les bras de son père, celle d'un jeune briscard en cale-chnikov d'une main, l'autre un fémur humain, devraient pousser, la semaine prochaine, le bouchon encore plus fort, encore plus loin. Au point où feire reculer un certain nombre de magazines dont Elle, qui donnera ses raisons pour cette publication. Manque à gagner pour le journal. Tout à gagner pour le champion où la publicité

Il nous _____ jamais
triteux, _____ marchand de _____
Tel qu'il _____ parti, je _____ vois _____
bien nous donner la chair _____
poule en _____ à longours _____
_____ de murs, d'arrière _____
de d'écrans, _____ nonagénaires ou
_____ paraplégiques en train _____
s'envoyer _____ l'air, _____ prématurés
grimaçant dans _____
privées _____ courant, _____
tortionnaires _____ plongé _____
_____ de _____ victimes.

Ça vous choque ? Faut pas ! Il est plein de bons sentiments, m'sieur Benetton. Il aime la châtie... Pour battre monnaie, c'est peut-être le meilleur moyen !

correspondent

Arrêté le 22 janvier, lors d'un vaste coup de main militaire dans les territoires occupés, il avait abouti à l'arrestation d'un moins soixante-dix Palestiniens, Moustapha Akawiz, 33 ans, commerçant de Jérusalem-Est, condamné en 1985 à dix mois de prison pour activités militantes au sein du FPLP. Selon Léa Tselmel, avocate, « détenu avait été présenté lundi au tribunal militaire d'Hebron et, « de manière inhabituelle », le juge avait refusé de prolonger de jours la détention, demandant la notice.

Après avoir entendu les plaintes du prisonnier, affirme M. Tsemel, ■ magistrat n'aurait infligé qu'une semaine de détention supplémen-

Selon ■ informations publiées dans le dernier rapport annuel d'Amnesty International, « les mauvais traitements ■■ systémiques lors des interrogatoires » de prisonniers palestiniens. « Des pratiques de tortures » auraient également été signalées, « les sévices évoqués comprenant passages à tabac, port forcé de cagoule faite de linge sale, écrasement ■■ des testicules, privation de sommeil etc ».

M. Tsemel a appelé qu'aux règlements en vigueur dans les territoires occupés, elle n'est autorisée à rencontrer client, ni lui adresser la parole lors de son audition. « Une fois, j'ai dit, à ce moment-là, au Monde : lundi, à 4-5 heures du jour, même si elle paraissait au meilleur de sa forme, j'étais encore en vie ». Dimanche dernier, soit deux jours avant la de l'intéressé, la Cour suprême israélienne avait rejeté la demande introduite par M. Tsemel pour faire transférer son client dans prison de Jérusalem, c'est-à-dire, depuis l'annexion de la ville, en 1967, par Israël, sous

une juridiction plus... normale ».

Dans les territoires occupés, nous [] précisé Les Tsemlé, « un [] retenu peut être interrogé dix-huit jours d'affilée sans possibilité d'accéder à un magistrat, tandis que ce délai est de sept jours même en Israël, et quinze jours ».

Interrogées par les autorités, les autorités militaires israéliennes [] fait savoir que l'affaire [] les concernait pas, la détention [] et les interrogatoires de détenus palestiniens, dans les territoires [].

« C'est le service de sécurité intérieure, le service de sécurité intérieure », la famille du décedé, qui n'avait [] été autorisée à voir le cadavre, mercredi matin. [] demandé une autopsie pratiquée par un étranger. Un médecin de [] est entré en contact pour cet examen, mais, devait avoir [] jeudi ou vendredi.

PATRICE CLAUDE

Le **13** juin confirme la **1** du **13** juin pour les élections. - Le **1** Parlement israélien (Knesset) a **1** adopté, mardi 4 février, une loi **1** portant **1** dissolution et l'orga- **1** nisation d'élections anticipées le **1** 13 juin. Le **1** a été adopté à **1** l'unanimité. Il a été présenté par **1** le chef du groupe parlementaire tra- **1** vailliste et par un député du **1** Likoud **1** pouvoir pour confirmer **1** l'accord conclu la semaine dernière **1** entre les deux partis. - (AFP.)

Doubt

A l'image des séances précédentes, la Bourse était toujours hésitante mercredi matin 11 février. L'indice CAC 40, après s'être timidement apprécié de 0,36 ■ l'ouverture, revenait à + 0,15 ■ en fin ■ matinée. Du côté des hausses figuraient ■ CSEE, MMB et Sogéna. ■ baisse on notait SFVM, Finextel ■ les Galeries Lafayette.

Les fusillés ■ Fidel Castro, par Jacobo Machover..... 2

Le coup d'Etat manqué au Venezuela 3

La première **■** d'Etat de M. El-
sine **■** France 4 et 5
La France propose d'envoyer
2 **■** casques **■** en Slavo-
nie orientale..... **■**
La situation politique au Burkina-
Faso..... 7
Algérie : cinq morts dans des
heurts entre islamistes et forces de
l'ordre..... 7

L'entretien télévisé ■ M. François
Mitterrand..... 8 à 11
Le Front ■ vingt ■ après :
la guerre culturelle 12

Le Haut Conseil ■ l'intégration
estime que ■ «beurs» devraient
faire leur service militaire ■
France..... 14

agir en justice	14
La suite du procès ■ Luc Tan-	
gorre	14
Environnement : Rio-de-Janeiro	
tente de se mettre à l'heure	
de l'écologie	18
■ ■ ■ Suédois espèrent	
développer un réacteur	
à l'énergie passive	11
Sports : tennis, le tournoi	
de minimis ■ ■ ■	18

EDUCATION + CAMPUS

Les enseignants s'éloignent de la gauche : telle est la conclusion d'un sondage réalisé par *Le Monde*. La Communication pour *Le Monde*, la

ECONOMIE

Le président de la Réserve nationale d'exportation d'acier a exclu un nouvel assouplis-

la politique monétaire
américaine 19

Aubry et le
régions dans la promotion
de l'apprentissage 11

O'ici la fin de l'année, l'ANPE
devra proposer solution indivi-
duelle à 500 000 chômeurs de
longue durée 10

entreprises 24

ARTS ♦ SPECTACLES

« Ateliers 92 » au Musée d'art moderne de la Ville de Paris • C'est un plaisir de peindre quand on a des amis • Trois expositions photo • Lyon : Robert Klein, l'outre-mer • Rencontre avec Bruno Zevi • L'opéra, metteur en scène • Roberto Zucco • Patrimoine • Lyoto, par les bonzes • La

100

Services

Abonnements.....	2
Annonces.....	21 à 23
Automobile.....	28
Marchés financiers.....	24-25
Météorologie.....	27
Cartes.....	26
.....	26

Radio-télévision 27

La télématique du **NUMERO** :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du **NUMERO** =

NUMERO 5 février 1977

LES NUMERO NUMERO exemplaires.

REFILEZ-NOUS VOS VIEILLES PUCES.

Au moins de 2.000 à 14.000 francs de reprise
sur l'achat de votre Macintosh.

Que diriez-vous de l'un des nouveaux
Macintosh à un prix réduit de 2.000
à 14.000 francs ? Qu'il s'agisse
d'un Apple ou d'un PC*, IC vous propose
une offre de reprise exceptionnelle.
Vu les prix, les services et les conseils
garantis par IC, vous conviendrez
que c'est le meilleur moment pour faire
au meilleur endroit la meilleure affaire.

(1) 42 72 26 26


Apple Center


INTERNATIONAL
COMPUTER

10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

APPLE CENTER IC MARSEILLE 91 37 25 05
IC TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 02 •
IC LYON 78 62 38 38 • IC Aix en Provence 62 38 28 08

* Offre valable jusqu'au 27 mars 1992 pour la reprise de tout Apple.
PC Compatible: MS-DOS et ordinateurs Amstrad, Apricot, Start, Compaq, Goupil, Thomson, Wang et tout terminal. Montant de reprise variable selon les modèles repris et choisis, à valoir sur tout Macintosh à l'achat des PowerBook, 140 et 170.

INFORMATIQUE

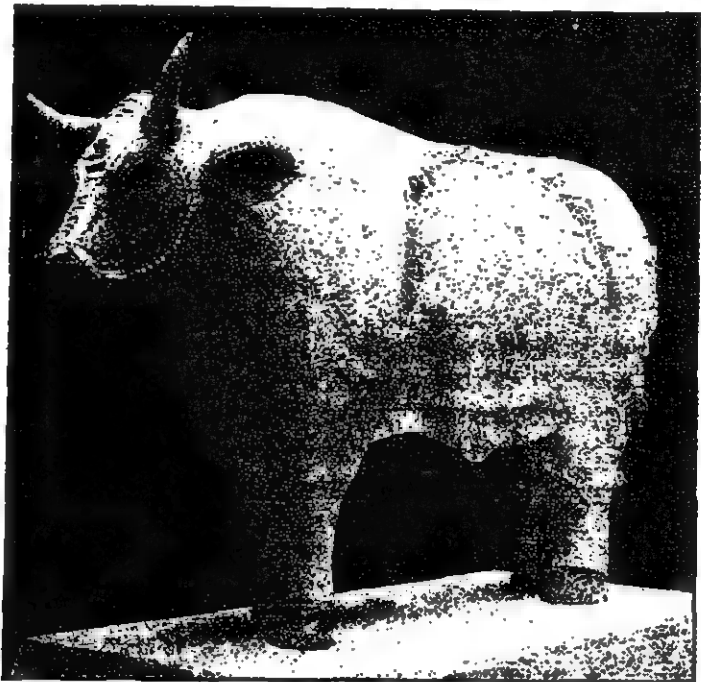
Le Monde

ARTS • SPECTACLES

On se presse au chevet de la culture. Mais qui se soucie véritablement du sort de ceux qui « font », qui sont la culture, les artistes ? Il ne fait pas bon avoir envie de peindre. Au moins au cœur des villes où sévit la spéculation immobilière. Restent deux solutions : le squat – incertain, voire dangereux – ou l'exil en banlieue (lire page suivante l'article de Philippe Dagen). Ou encore les écoles d'art, comme celles qu'ont fréquentées la plupart des vingt et un jeunes artistes présentés jusqu'au 15 mars par les « Ateliers 92 » du Musée d'art moderne de la Ville de Paris. L'occasion de découvrir des talents au moment où un marché de l'art frileux ne parie pas volontiers sur une hypothétique relève.



Ci-contre : Sad Song, Jean-Baptiste Bruant. Ci-dessous, de gauche à droite : 1987, Annick Volle. 1991, Anne Ferrer. Objet pour communiquer 1991, Philippe Ramette.



« ATELIERS 92 » AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

Premiers pas, premières œuvres

ILS sont vingt et un, ils ont vingt-cinq ou trente ans, tous sont plus ou moins passés par une école d'art, celle de la Villa Arson, à Nice, ou celle de Pontus Hulten, à Paris. Ils n'ont pratiquement jamais exposé. On les découvre dans une nouvelle série d'« Ateliers ».

Lorsque la formule des Ateliers a été proposée, il y a dix ans, par Suzanne Pagé, qui dirigeait alors l'ARC – elle est aujourd'hui la grande patronne du Musée d'art moderne de l'avenue du Président-Wilson –, il y avait comme une urgence. Nos voisins ne nient pas volontiers la création en France, alors que sous diverses étiquettes, « trans », « néo » ou « post », quelque chose, ils balançaient à tous de bras de nouveaux talents sur la scène artistique internationale ? L'exposition « Ateliers 81-82 », où figuraient Alberola, Combes, Di Rosa, ou Boisrobert, tentait de faire savoir que, dans l'Hexagone, on pouvait compter sur une nouvelle génération d'artistes ne manquant pas de talents et pratiquant, pour la plupart, une peinture débridée, avec ou sans images.

On connaît la suite : autour de quelques vedettes, dix années de promotion, tout va du jeune artiste, jeté sur le marché comme une valeur en soi, avec la bénédiction et le coup de pouce des institutions et des pouvoirs publics, qui, sans le vouloir forcément, ont accéléré le processus de reconnaissance immédiate. Il y avait de quoi tournerboulonner cette génération, d'ailleurs pressée de réussir. (Suzanne Pagé ne faisait-elle pas déjà allusion à « la contamination latente et galopante du show-business dont ils font l'objet »). Et il fallait garder la tête froide pour ne pas imiter Schœnberg ou Basquiat ou pour ne pas se perdre dans les courants passagers – du néo-géo et du tableau-sculpture-mobilier à la pub et l'objet –, une fois consommé le besoin de peinture. L'air était vicié. Tout le monde le savait. La dernière Biennale de Venise le montrait dans sa section Aperto, la forte proportion d'artistes astucieux, ficelant, en bon professionnels, mixtures susceptibles de faire de l'effet le temps d'une confrontation-monstre.

Au cours de ces années de grande confusion, il y eut d'autres séries d'Ateliers, moins spectaculaires que la première, mais qui témoignaient toujours de l'éclectisme ambiant et, de l'une à l'autre, révélaient des petits glissements en écho assourdi des produits lancés. En 1984, le bon des œuvres y était moins péremptoire, le des démarches plus diffus, et l'artiste comme installé dans sa

propre survie, déjà. Les Ateliers 86 faisaient émerger des peintres juteux, des figures lourdes, à relents expressionnistes. Ce qui ne surprenait pas. Le choix, pour une fois, ayant été confié à une personnalité extérieure au musée, Rudi Fuchs, qui n'a jamais caché ses goûts, ni sa méconnaissance du terrain français. En 1988, on y remarquait une raideur technologique, conforme aux coups de froid un peu partout enregistrés à l'échelle du goût. En 1990, il n'y a eu d'exposition.

Et maintenant, que voit-on ? Peut-être grand-chose de nouveau, tout de même quelques signes non déplaçants d'une plus grande distance que les artistes sortis de l'école – ils viennent aujourd'hui d'une école d'art – mettraient leur travail sur un plan de carrière, eux, les leçons d'atelier (entendre par là le discours conceptuel). La crise pourrait leur être bénéfique, et le besoin d'authenticité pourrait leur faire chercher à se poser sans vouloir à tout prix s'imposer. Cela dit, on peut penser que le repli sur son petit monde intérieur relève d'une stratégie, et que la modestie, si ton nettement moins assuré des démarches, après tout, est encore une façon de réajuster le tir selon les nouveaux besoins du marché. Ils sont malins, ces jeunes, et savent jouer de rien ou grand-chose. Et même en rajouter dans la maladresse et la fragilité, comme Jean-Luc Blanc avec ses petites figures quotidiennes, ou Claude Closky avec ses gribouilles.

Donc, de la timidité un rien confondante parfois, et de l'intimité, du petit monde d'émotion, volontiers d'humour sinon de poésie, il y a. Mais pas seulement. De l'insolence aussi, par exemple chez Pierre-Jean Serres, qui traite de la condition de l'artiste sur le mode de la BD (en deux chiens sur le trottoir pour poser leur crotte et parler de galeries) et de l'art, maintenant la peinture abstraite à l'œuvre, couverts de paillettes. Ou de la dérision chez Hugues Reip, qui transforme les tas de plâtre les montagnes peintes par Magritte, et produit, parallèlement, de maigres dessins.

Dans le monde d'aiguilles, mais fois la grande échelle, les beaufs suspendus d'Anne Ferrer font leur effet. Il y en a neuf, en dentelle, passe-

menterie, velours et satin, éventrés, personnalisés au-delà dans comme au-dehors. L'un est corseté comme une vamp, l'autre est couvert de plumes, un crache une floppée de caoutchouc, quand un quatrième abriterait un tabernacle. Ni Rembrandt, ni Soutine ne remettraient ce travail drôle, plutôt décapant, sur le masculin-féminin, qui n'incite même pas à crier au génie.

Un rien spectaculaires, mais un peu creuses, deux autres installations sont proposées. Ce sont des pièces où l'on entre, dans le noir de l'une, comment Jean-Baptiste Bruant cherche à se débarrasser des mauvais rêves qui collent à la peau. Dans l'autre, Laurent Fautou traite de clichés en invitant les messieurs à aller vers un paysage de montagne et les dames vers la mer des Tropiques. Celui-ci n'a grand-chose à voir avec celui-là, de même que les propositions les plus conséquentes, surprenantes, attachantes de la cuvée, celles de Thierry Mouillé, Philippe Ramette, Annick Volle, n'ont grand-chose à voir avec elles, pas grand-chose à voir avec la peinture, assez désespérante et représentée. Aussi peut-on se demander si, de ce côté-là, rien n'émerge vraiment ou si la sélection reflète bien ce qui se fait dans les ateliers.

Thierry colle des oreillers en plâtre au revers de consoles de verres échelonnées comme des pièces de Judd, et balance une bonne dose d'opacité de présence aux champs de l'art minimal et conceptuel. Philippe Ramette fabrique d'inquiétantes prothèses en cuivre avec antennes et circuit électrique, qui tiennent de la machine célibataire de la chaise électrique. Annick Volle a pris deux ans pour photographier le malaise, le déséquilibre, la recherche de soi d'une femme obèse. On retiendra plus tous les travaux. Il résume peut-être, au fond, ce qui parfois confusément à travers la production de beaucoup de jeunes artistes exposés : un mal être dans sa peau, son corps, une quête plus que jamais d'identité. Par le temps qui courent, on peut comprendre.

GENEVIÈVE BREERETTE

* « Ateliers 92 », Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 15 mars. Par ailleurs, le Salon de la jeune peinture aura lieu du 13 au 23 février au Grand Palais.

PHOTOGRAPHIE 31
William Klein à Lyon

THÉÂTRE 32
Rencontre Bruno Boëglin à propos de « Roberto Zucco »

PATRIMOINE 40
Kyoto menacée par la spéculation immobilière

Lire pages 33 et 40 la sélection des rendez-vous de la semaine.

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

John Mary

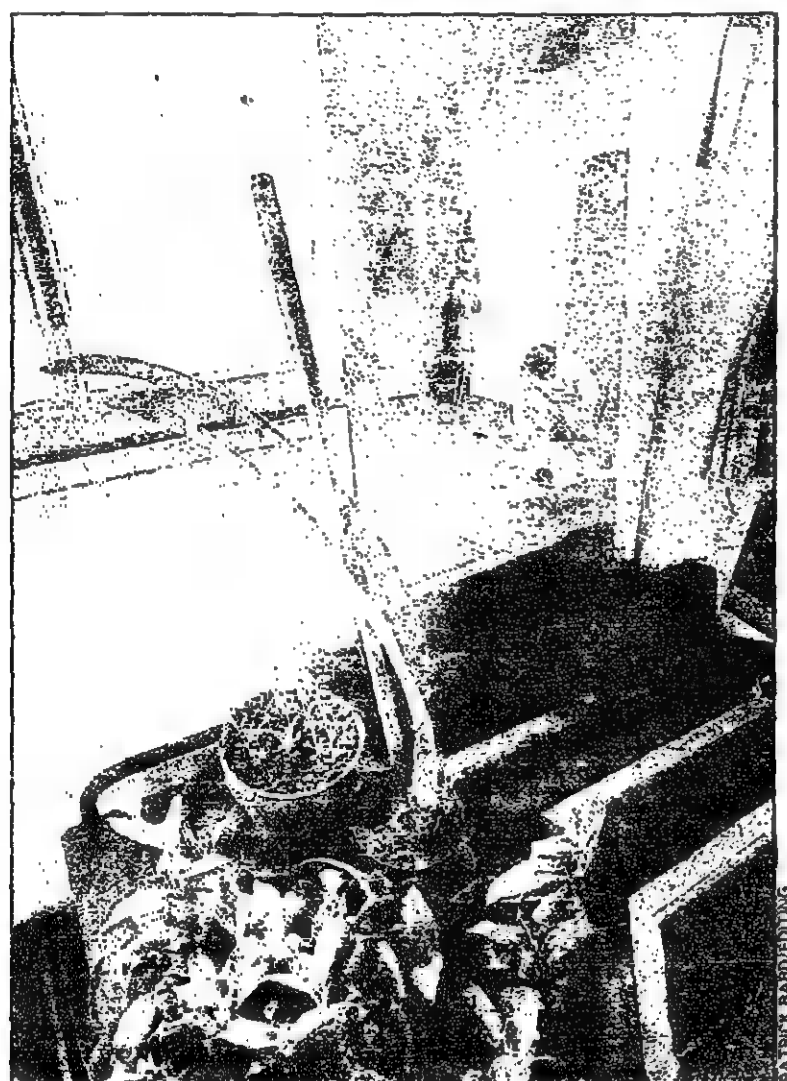
mise en scène
Pascal Rambert

du 21 janvier
au 16 février

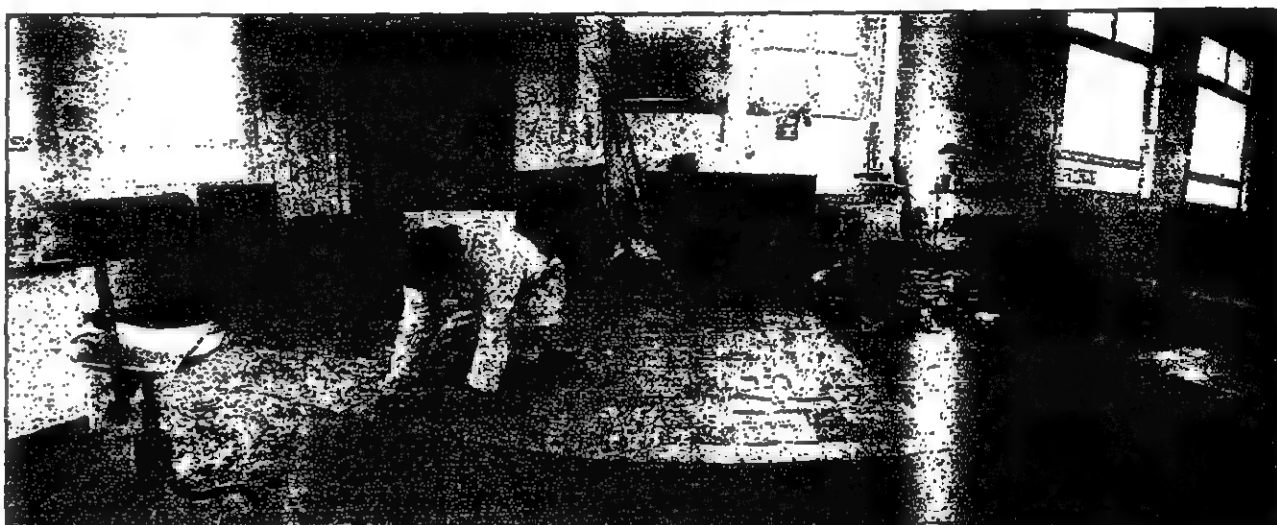
46 14 70 00

OU ET COMMENT PEINDRE QUAND ON A TRENTE ANS

Les souffrances du jeune artiste



Ci-contre :
■ Atelier
■ Montreuil.
Ci-dessous :
■ Hôpital
■ Éphémère
■ Paris.



Tandis que le marché de l'art connaît des hauts et des bas, qu'on hésite même à présenter les œuvres d'artistes reconnus, les jeunes peintres connaissent à, simplement, leur art. Où s'installer dans des villes que la spéculation travaille à cœur ? Les ateliers sont souvent le refuge d'experts entrent, les squats finissent parfois dans les flammes d'incendies bienvenus. Et, quand bien même on peint, où et comment montrer son travail ?

DRAC, FRAC, FNAC, CNAC : nul ne l'ignore. L'art contemporain bénéficie depuis dix ans d'une attention de plus en plus soutenue de la part des institutions. Des considérables ont été consacrés à des achats d'œuvres, à la rénovation des musées et à la création de lieux d'expositions. Pour essayer de remédier à l'inertie du Centre Pompidou, le Jeu de paume a été transformé en « Kunst-halle » à la française. Conseillers, inspecteurs, conservateurs, commissaires, tout un monde d'experts et d'organismes d'expositions s'est développé, aussi bien à Paris, autour de la délégation générale des arts plastiques, que dans les principales villes de province. L'École nationale supérieure des beaux-arts s'est largement ouverte à la modernité, et la Ville de Paris a lancé un appel à architectes pour bâtir sa sienne. Il ne manque pas plus de spécialistes, chahutés de publicités couleurs.

Comble de bonheur, le marché s'est emparé de l'art du milieu des années 80 de l'art contemporain, et l'on a vu quelques jeunes peintres, le New-Yorkais Basquiat ou le Français Combas, propulsés par la spéculation à la mode des cotes de nature à décourager le simple amateur d'art. Nombre de galeristes ont tiré avantage de ce gonflement des prix - ils en ont profité pour énumérer dans des galeries plus vastes, plus propres, plus théâtrales. Michel Liliane Durand-Dessert se sont établis sur plusieurs étages rue Lappe, Yvon Lambert s'est agrandi en ennobli quant à lui le Grenier-Saint-Lazare, et Daniel Templon s'en est allé dans les beaux quartiers, du côté de la haute couture et des ambassades. L'épisode suivant a été moins heureux : le marché de l'art contemporain tombe en quenouille depuis deux ans. Les cotes brillantes s'effondrent, quand elles s'effondrent pas, faute de collectionneurs. Dans les galeries les foires, les sujets de conversation ont changé. On n'y parle plus d'enchères, plus-values, mais faillites dissimulées, emprunts impossibles à rembourser. La formule du jour : « On fait le gros dos ». Autrement dit, plus d'initiatives, plus de risques, plus de nouveautés. Les valeurs « sûres », artistes confirmés,

« maréchaux » de l'histoire contemporaine, seules encore quelques charmes, les calendriers d'accrochage deviennent en conséquence de plus en plus conventionnels. Pas d'aventures, pas d'aventures !

Résultat : alors que l'art contemporain a peine de l'âge de l'euphorie, il ne fait pas bon être un « jeune artiste » - un artiste de trente ou trente-cinq ans - à Paris aujourd'hui. L'audaceux qui s'y risque s'engage dans un labyrinthe épuisant.

Il lui faut à l'évidence un atelier. Oui, mais trouver un atelier à Paris aujourd'hui, pour un artiste peu connu, incapable de verser un loyer lourd, relève du haut fait. Il lui faut d'abord de quoi payer, c'est-à-dire d'ordinaire un emploi stable qui dure jusqu'au moment où ses œuvres nourriront enfin leur auteur. Cette précaution prise, il lui faut chercher un local. Sans doute l'artiste peut-il s'adresser aux administrations publiques qui ont la charge des ateliers, à commencer par la Ville de Paris qui gère un parc important réparti aussi bien dans les XIV^e et XV^e arrondissements que dans le quartier de La Villette. Il s'entendra répondre que les listes d'attente sont si longues qu'une décennie de patience est, la matière, un délai très raisonnable. Et d'ici là ? D'ici là, il a deux solutions : soit la location d'un petit espace, plus ou moins salubre, dans l'un des derniers quartiers de la capitale qui ne soient encore ravagés par la rénovation spéculative, soit, illégal donc dangereux, le squat.

Un petit espace qu'il convient d'ordinaire de nettoyer et de blanchir ? A Montparnasse, rue Campagne-Première, rue Boissonnade ou boulevard Arago. Cité fleurie ? Autant n'y songer. Ces adresses sont devenues historiques et, peu à peu, graphistes, publicitaires et architectes, les ressources financières mieux assurées, y prennent la place des derniers héritiers de la légende de Montparnasse. A Bastille, alors, à la Bastille qui était le point de ralliement des peintres et des sculpteurs il y a dix ans ? Les immeubles de la rue du Faubourg-Saint-Antoine, de la rue de la Roquette sont complets désormais, leurs premiers occupants se rangent plus dans la catégorie des « jeunes artistes ». Une association, le Génie de la Bastille, assure leur défense et leur promotion. D'autres, tel le Cercle des artistes plasticiens, proposent désormais curieux de nouveautés des voyages organisés dans les ateliers, « accompagnés par un artiste parisienne ».

Il faut donc aller ailleurs. Un temps, ce fut dans les environs de la rue Saint-Maur et de celle du Faubourg-du-Temple, bas de Belleville. Il s'y trouvait d'anciennes imprimeries, des fabriques de textile et d'artisanats de précision dont l'émigration, ou la décadence, libérait des espaces de belle qualité. Louis Cane et Hélène Delprat, pour citer deux peintres fort différents, y avaient leur atelier. La seconde - signe des temps - s'est installée désormais du côté d'Argenteuil. Elle a rejoint ainsi ces artistes qui, à l'exemple de beaucoup de Parisiens, ont été contraints de chercher à Asnières, à Ivry, à Montreuil - « Ateliers de cour », à Gennevilliers plus loin en ban-

lieue des espaces plus grands pour des loyers raisonnables. Certaines municipalités - exemple, de Châtenay-Malabry, Aubervilliers ou Issy-les-Moulineaux - ont pris conscience du phénomène et prévoient des équipements pour accueillir ces artistes venus. Ceux qui tiennent les limites du périphérique observent avec inquiétude le progrès de la « rénovation » immobilière. Les uns après les autres, les édifices anciens sont détruits et remplacés par des immeubles d'habitation « modernes », ou « postmodernes », angles bisautés, façades en quart de cercle. L'insalubrité et l'insécurité tiennent lieu de bonne raison à ces métamorphoses brutales.

Alors où ? Dans le XIII^e peut-être, où Frigo, qui de Gare - des entrepôts désaffectés le long des voies ferrées - est devenu une citadelle de l'art, un lieu à la manière des colossales usines de Brooklyn où logent bien des débutants new-yorkais. Dans le XVII^e et XVIII^e arrondissements peut-être aussi, de part et d'autre de l'avenue de Saint-Ouen, sta-

décomposé fil du siècle, dépit d'un après 1945. Il n'en est rien le souvenir des regrets, que ravive chaque visite au Grand Palais. Seul le Montreuil conserve un peu d'autorité, mais pour que les artistes soient sollicités par les galeristes.

Les voilà nommés : les galeristes. D'eux, leurs goûts, leurs calculs, de leurs moyens, dépend leur carrière. Eux seuls peuvent décider de l'indispensable exposition personnelle qui susciterait les premiers achats. Après, tout serait possible : les foires et, bien vite, l'art contemporain. Pour les séduire, les plus obliques, solliciter recommandations et volontés, les artistes partent à la recherche des galeries leur de dispositions, bras. Démarches pénibles, voire humiliantes, dont la plupart se dispenseraient bien volontiers.

De quoi dépend alors la décision du marchand ? De mille considérations, l'esthétique l'emportant rare-

ment le commerce. L'un d'eux, de n'exposer à la FIAC, de n'illustrer, cette réponse : « Un jeune ? Mais un jeune, me paraît même la location d'un stand ! » Le n'a du reste pris le risque de présenter un inconnu depuis des années. Ce serait que la tendance actuelle, toute de frémissements et d'inquiétudes, pusillanimité. Qui oserait dépeindre pour un jeune peintre alors que ses aînés ne plus recette ? Une habitude parisienne vient ce phénomène, d'exposer de préférence un artiste étranger, déjà par le circuit international, plutôt que de défendre un autochtone.

Complexe d'infériorité ? Souvenir cuisant de années où, l'inverse, rien de ne qui américain ou allemand trouvait grâce aux yeux des marchands parisiens ? Il y a sans doute de cela mais aussi une simple, le goût de la facilité qui de s'intéresser qu'à des œuvres déjà filtrées par le travail d'autres artistes. A New-York, à Berlin, à Bruxelles, il n'en va pas de même. On a vu Sonabend, Pola Cooper, Werner ou Albert Baronian prendre le risque de proposer à leurs collectionneurs habitués des œuvres de leur jeunesse, inédites. On en est en peine d'en dire de même de confrères français bien établis qui préfèrent leur réputation à l'expérimentation, à la signature, plutôt que de se lancer dans une politique prospective.

Par chance, la règle souffre exceptions. La plus ancienne celle de Lucien Durand, qui n'a cessé depuis des dizaines d'années d'offrir premières expositions à des peintres à peine sortis de l'école. En dehors de lui, quelques autres, trop nombreux, il n'y a guère que les galeristes débutants qui exposent des artistes débutants, à l'étranger, dans des galeries plus grandes que les ateliers de ces derniers, dans le Marais, rue Charlot, rue Chapon ou aux environs de la Bastille, rue Keller. A défaut de vernissages luxueux, de dîners de vernissage, un restaurant estimé, les communiqués de presse lyriques, ils défendent à coup de feu d'énergie. C'est là, à l'occasion d'accrochages de groupes de rétrospectives minuscules, qu'il faut aller chercher les talents qui s'en aillent à leur tour rejoindre le contingent des artistes arrivés qui ne plus à leurs ateliers, mais dans les lambris. Caricature ? Réminiscence de la bohème la plus écoulée ? Non, l'histoire, fâcheusement, bégane.

Les jeunes d'inquiétude, les novices peuvent au souvenir de ce qui est advenu à Paris, il y a un peu plus de quatre-vingts ans. Un tout jeune marchand, dans sa galerie exigüe, ascétique, renoua malgré son âge, Henri Matisse, parce qu'il était - déjà - trop cher pour lui. Il choisit donc de défendre des artistes qui peignaient dans des galeries chauffées de Montmartre. Ces inconnus firent confiance à cet autre inconnu. Les premiers se nommaient Derain, Braque, Picasso ; le second Daniel Henry Kahnweiler. On connaît la suite.

PHILIPPE DAGEN

Réverbère dix ans

PHOTO

TROIS EXPOSITIONS A LYON

William Klein, l'outsider

Enfant terrible de la photographie, William Klein a créé dans le New-York des années 50 un style percutant et iconoclaste : têtes sciées, coupées, objectif placé le nez du spectateur, manipulations dans la chambre noire. Du grand angle à l'open flash, la jeune génération a beaucoup copié le style Klein.

LYON

A U PREMIER gamin, William Klein a dit : « Jouer dur. Au second, de prendre l'air angélique. Ce pistolet braqué sur l'objectif, cette photo devenue icône, intitulée *Gun 1, 103 rue*, prise à New-York en 1954, est le tour du monde, pour appartenir aujourd'hui à l'histoire de la photographie. Tout Klein est double regard, audace transposition de l'autoportrait. Sa personnalité d'abord, entre agressivité et douceur, tourbillon et timidité ; sa conception de la photographie aussi, affirmée dans le cliché jeunesse et déjà maturité, pourtant, qui de fil conducteur à un livre également historique — dont le titre parodie un publicitaire : *Life is Good and Good for You* (La vie est bonne et bonne pour toi à New-York).

Il y a un miracle Klein. Celui d'avoir découvert la photographie en écrivant un chapitre important de son histoire. Le style Klein est parfaitement en place dès New York, avant d'être adopté avec talent dans trois autres ouvrages : *Rome, Moscou, Tokyo*. Faut-il qu'il ait écrit ce premier « reportage » pour que le jeune « Bill » le boucle en quelques mois, gagnant la construction du livre dans sa tête, ici la couverture, là les reversures de chapitre et ailleurs les doubles pages. Un livre « vulgaire » qu'un des trois millions d'exemplaires du *Daily News*, le quotidien new-yorkais qui a inspiré le photographe. Un livre implacable pour l'Amérique, au point que son pays ignore son auteur pendant plus de vingt ans de censure. Le temps perdu, au début des années 80, en multipliant enfin rétrospectives et publications. Un livre d'images incompréhensibles au premier abord et qui prenaient le contre-pied de ce qui se faisait au début des années 50.

Que voit-on ? Un ogre qui bouffe par les yeux, comme l'a écrit André Breton dans les *Cahiers du cinéma* : « une vision qui se bouscule, à coups de grand angle ; têtes coupées par le cadre, bras qui pénètrent dans le champ, qui cognent l'objectif ; enseignes à donner la nausée, personnages qui se reflètent dans les vitrines, New-York comme une poubelle déjetée ; un photographe qui bouscule, interpelle, agresse, séduit, avance son appareil le nez dans la rue ; images de complicité : têtes manipulées à la chambre noire, avec des têtes d'un noir épaissi et des blancs éblouissants ; ferricyanure, agrandissements granuleux ; photos floues, bougées avec des coups de flash ; visages ; maquette dense, étouffante, où les images se bousculent, se superposent, comme des personnages à l'intérieur du cadre ; mots écrits sur les photos, comme « *Be glad* » (soyez heureux) dans la bouche d'une femme ; légendes qui swingent autant que le cadre : « *J'ai besoin. Partout* », « *Pas de photo* ».

Réverbère, dix ans

On a toujours envie d'aider des gens aussi passionnés. C'est beaucoup de photographes qui ont défilé au Réverbère, William Klein en tête. D'abord sceptique, il a vite été convaincu par l'enthousiasme de Catherine Derioz et Jacques Darnez, qui présentent une exposition d'œuvres de Klein pour les dix ans de la galerie à Lyon. L'anniversaire du Réverbère avait fort bien commencé en septembre dernier avec la présentation du livre d'André Bonzon, qui rassemble une des meilleures expositions de l'année 1991. Il s'achève avec « Bill » Klein, un artiste plus confirmé.

En dix ans, Le Réverbère 2 a défendu la création contemporaine en présentant les travaux de Jan Saudek, Denis Proulx, Bernard Descamps, Jacques Darnez, Dieter Appelt, Wynn Bullock, Robert Rauschenberg, Tom Drahos, Gilbert Fastenakens, Franco Fontana, Zane Lambert, Christian Vogt, Toni Catany, etc. Un dosage cohérent entre plusieurs photographes du réel.

Chaque année, Le Réverbère 2 présente cinq expositions dans un espace élégant (300 mètres carrés) du quartier de la Croix-Rousse, une vingtaine d'expositions « à la carte » et organise des séminaires, conférences mais aussi visites commentées, afin de sensibiliser le public à la photographie. Avec cette action, mais surtout des choix esthétiques rigoureux et souvent courageux, Le Réverbère est la meilleure galerie photo française en région.

M. G.

Harlem, « *Happy Days Bar* », « *Priez, Dieu en a du pèche* ». Et des chapitres aux titres singuliers : « *Extases* », « *Pistolets* », « *Message vital* ». Publié en France en 1956 — le photographe vit à Paris depuis plus de quarante ans — le *New York* de William Klein est un message vital que les Américains, et Robert Frank, publié également à Paris deux ans plus tard.

En regard de l'imagerie dominante des années 50, Klein passait pour hérétique et manipulateur. En intervenant sur le cadre, il s'opposait à cette supercherie toujours vivante que le photographe le témoin d'un monde dont il fixe sur papier les représentations fidèles. « Bill » Klein n'a jamais cru à cette « prétendue objectivité ». Bien au contraire, il s'amuse à brouiller les cartes du réel : « *Danses pour moi* ». « *Regardez le ciel* ! », hurle-t-il à la fin de Brooklyn. Klein a également

mis l'académie de billard et au Musée d'art moderne où il découvre les photos de Walker Evans et les documents sociaux de la Farm Security Administration. Il veut devenir peintre à Paris, suit des cours de sociologie à la Sorbonne, atterrit dans l'atelier de Fernand Léger à l'aube des années 50 : « C'était un des seuls peintres modernes en France ; je me suis également jeté sur le Bauhaus, Moholy-Nagy, la nouvelle vision. Mondrian, Léger nous parlait des peintres primitifs italiens comme Cima da Conegliano et Masaccio, du Quattrocento mais aussi de peintures murales monumentales : « *était malade de modernité* ». On disait que la créativité n'était plus dans les galeries mais dans la rue. Ça me botte ! C'est ainsi qu'il fera référence à Piero della Francesca, pour expliquer ces curieuses « fresques » 1/12^e de seconde, comme ces quatre visages réunis le même cliché, collés en autant de regards qui convergent mais s'ignorent.



« Four Heads », New-York, 1954.

voulu démontrer dans son livre. Mais, en même temps, je suis qu'on peut développer un goût pour tout ça, un goût pour la merde, et, moi aussi, j'ai un peu ce goût.

Ce goût-dégoût, William Klein est également forgé à travers un courant littéraire en vogue dans les États-Unis des années 50, intitulé *Muckraking* (« remuer la merde »). C'est donc un New-York « déstrôyé » que décrit le photographe, tout en reconnaissant qu'il n'aurait jamais pu appliquer « méthode » dans un autre pays : « *Je me suis promené dans les rues de New-York avec une caméra et un panneau où j'avais écrit « Smile ! » Et les gens me souriaient. J'ai fait la même chose à Paris, on m'a regardé avec hostilité, comme si je voulais vendre une brosse à dent d'occasion* ». L'Amérique a mis beaucoup de temps à pardonner l'outrage. Elu par la Photokina de 1963 parmi les trente plus importants photographes de l'Histoire, William Klein est resté complètement ignoré par l'establishment photographique américain jusqu'à la fin des années 70 où son nom viendra — enfin — s'aligner aux côtés de Robert Frank, Diane Arbus, Lee Friedlander et Gary Winogrand.

Plus vraiment Américain, mais pas Français, n'ayant jamais appartenu à une école ou une agence, réputé pour son indépendance mais aussi pour son « mauvais caractère », tout cela n'a pas arrangé les affaires de l'enfant terrible de la photographie. Surtout, il a abandonné la photo très tôt, en 1964, pour consacrer au cinéma. Il a bien réalisé quatre livres importants en neuf ans, mais ça ne fait pas très sérieux pour atteindre le panthéon des photographes. En 1981, au moment où l'Amérique lui a enfin ouvert les bras, il a organisé une conférence de presse pour dénoncer la mauvaise impression des images de son monographie réalisée par son éditeur américain Aperture, qui attaquera la diffamation le photographe pour 2 millions de dollars. Les éditeurs redoutent : touche-à-tout : il veut réaliser la mise en scène de livres, il excelle dans la photo de mode (Vogue), il a tourné plus de deux cent cinquante films



« Gun 1, 103 rue », New-York, 1954.

Fort de son apprentissage parisien, le peintre William Klein, qui venait d'exposer ses œuvres géométriques abstraites à Bruxelles et à Milan, est retourné en 1954 à New-York où il a écrit un journal photographique avec un objectif si particulier qu'est le grand angle : « *J'ai eu le coup de foudre pour l'objectif 28 mm. Il représente la vision « normale » de l'œil. J'étais si frustré de ne pouvoir capter les signes que je ressentais à New-York. Mais si j'avais en main plus, je l'aurais fait* ». C'est ainsi qu'on a trop vite parlé de « *barbare photographie* » : propos de ce jeune homme à l'œil glouton mais à la culture solide, qui savait parfaitement qu'il voulait dire et montrer au point d'avoir sous-titré son *New York* trois fois qui définissent sa conception de la photographie : « *Trance*, « *Witness*, « *Revels* ». « *Trance* » : transe, chance ; « *Witness* » : comme témoin, témoignage ; « *Revels* » : révélation et fête. « *J'ai toujours accepté des photos par accident, tené de longues expositions sans lumière, conservé des détails flous surexposés. Tout le monde crachait sur le flash dans les années 50. Alors je l'utilisais. Mon but, c'était de faire le contraire de ce qui se faisait à l'époque pour produire un livre dada* ».

Ce livre sur New-York traduit également la relation d'amour-haine de Klein avec son pays. « *Mes photos new-yorkaises sont d'un anti-américanisme primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire* », affirme le photographe, qui précisait à Frank Horvat : « *La société américaine a transformé les gens en zombies, je déteste ce qu'elle a fait, je déteste l'égoïsme américain, l'idéologie américaine dans la pub et la politique, les Reagan, les MacDonald, Wall Street, toute cette civilisation de gâchis d'ersatz, ça me fait gerber. C'est bien cet empoisonnement de l'esprit et du corps que j'ai*

publicitaires (Renault, Fiat, Dim...), il a réalisé des documentaires remarqués (*Cassius le grand, Mode in France*) et quelques longs-métrages formidables (*Qui êtes-vous Polly Maggo?* ? *M. Freedom*, le *Couple témoin*).

William Klein n'a jamais été un reporter, préférant l'édition à la presse, et quand le reportage l'aurait amusé, peu de journaux sont allés lui passer des commandes. Son style, si décrié il y a trente-cinq ans, a pourtant été copié, plagié par toute la génération de photojournalistes — consciemment ou non — à partir de la fin des années 70, au point de devenir un conformisme dans les magazines, notamment dans les flous au premier plan, les images décadentes, tremblées, les visages coupés, l'appareil penché, l'emploi du grand angle, de l'open flash qui donne une image si étrange, si fois bougée, si très nette. Tout cela fait sourire William Klein. Il est d'ailleurs depuis longtemps plongé dans de nouvelles recherches cinéma : photo, et affectionne surtout de bousculer des idées reçues : rappelant qu'il a autant utilisé le téléobjectif que le grand angle, la couleur que le noir et blanc, la géométrie que les images coupées, poing. Cherchant à définir des films, une institution américaine avait tiré un de ses catalogues : « *William Klein, l'outsider du cinéma* ». Outsider. La définition colle également au photographe.

MICHEL GUERRIN

★ Rétrospective à la galerie Le Réverbère 2, 38, Burdeau, Lyon, tél. : 72-00-06-72, jusqu'au 29 février. « *Autour de la mode* », Intercolor, Hall l'Image, 16, Etienne-Rognon, 69007 Lyon, tél. : 72-72-46-38, jusqu'au 29 février. « *Close Up* », FNAC, la Part-Dieu, tél. : 78-71-87-00, jusqu'au 29 février. Actuellement épuisé, le numéro de la collection « *Photo-Poches* » de William Klein (éditions Centre national de la photographie)

THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC BRUNO BOËGLIN, METTEUR EN SCÈNE DE « ROBERTO ZUCCO »

Koltès, dernières nouvelles

Après la polémique suscitée par l'annulation, à Chambéry, des représentations de Roberto Zucco, l'ultime œuvre de Bernard-Marie Koltès, les spectateurs parisiens vont pouvoir juger des qualités de cette pièce tragique et belle. Elle est mise en scène par Bruno Boëglin, l'un des personnages les plus indépendants et les plus attachants de la scène française. Zucco, Koltès, le théâtre, Bruno Boëglin ou le parcours d'un honnête homme.

J'AM-AIS Bruno Boëglin n'avait imaginé la tempête qui allait déferler sur les représentations de la dernière pièce de Bernard-Marie Koltès, Roberto Zucco, librement inspirée de l'épopée gaule du *Roberto Zucco*. Créée en Allemagne en 1990 dans une mise en scène de Peter Stein, l'œuvre a, partout où elle a été jouée, suscité un même intérêt, relevant du scandale mais tout simplement du théâtre. Quelles que soient les appréciations portées ici ou là sur les choix de mise en scène, tous ceux qui ont déjà lu, ou entendus la pièce ont unanimement jugé qu'une nouvelle fois, Koltès avait écrit une œuvre majeure.

Roberto Zucco, apologie du trajet épouvantable d'un tueur, apologie du crime ? La reprise à Paris de la mise en scène de Bruno Boëglin, après sa création au TNP de Villeurbanne et une tournée française entachée d'une incroyable - et injustifiable - annulation des représentations à la Maison de la culture de Chambéry-Savoie (le Monde des 9, 10 et 12-13 janvier dernier), fera justice de cette accusation. Dans la tradition des grands auteurs dramatiques, Bernard-Marie Koltès s'est emparé d'une figure tragique, aperçue par hasard, pour s'interroger sur la violence d'un environnement aujourd'hui impitoyable, sur la dislocation des comportements soumis à cette violence et, au-delà, à la vanité d'existences vouées à être brisées. Bruno Boëglin, qui raconte ici son « Roberto Zucco », auquel le comédien polonais Jerzy Radziwiłowicz prête ses traits, se souvient de sa rencontre avec Koltès et de ses débuts à Lyon.

LA RENCONTRE AVEC ZUCCO

« Au premier tableau, rien n'est joué. On apprend simplement que Zucco s'est évadé de prison alors qu'il venait d'être arrêté parce qu'il avait tué son père. Tout commence au deuxième tableau, une des scènes les plus importantes de la pièce. Zucco va rejoindre son père et il lui demande un peu de tendresse ou, au moins, de ne pas le renvoyer. La mère hésite beaucoup, l'affection qu'elle a pour son fils, l'horreur de ce qu'il vient de faire, une certaine difficulté qu'elle a à situer par rapport au quartier où elle vit et au regard des autres. Elle dit à son fils : « On va te regarder de travers. Même les chiens te regarderont de travers. » Et finalement elle décide d'abandonner son fils, de ne plus le reconnaître. Elle lui dit des choses absolument horribles. Elle ne lui dit rien de facile. C'est même très difficile pour elle. Mais elle lui dit tout simplement qu'elle aurait dû le foutre à la poubelle dès qu'elle a accouché de lui. Elle lui dit qu'elle l'oublie, qu'elle l'a oublié, qu'il n'est plus son fils.

» Pour Roberto, c'est terrible. Il est « répudié », oublié par sa mère, mis de côté. A partir de là, il sait plus comment se comporter dans la vie. Il fait pourtant une belle rencontre avec une jeune fille, la Gamine. Il a un moment de grand bonheur. Elle lui demande qui il est.

ce qu'il fait dans la vie. Il invente. Il dit : « Je suis un meurtrier », parce qu'il pense que ça fait plaisir à la Gamine. Plus tard, il rencontre un vieux monsieur qui est comme lui, qui a détaillé. Il passe une nuit blanche car il s'est involontairement perdu dans une station de métro. Le vieux lui parle un peu de lui. Roberto est confiant, lui dit, parce qu'il veut faire plaisir au monsieur. La gamine, qu'il est étudiant en linguistique à la Sorbonne, « invisible parmi les invisibles ». Calme. Pacifique. Et la Sorbonne, lui dit-il, ce n'est pas n'importe quelle université de joyeux.

Il finit par rencontrer « une dame élégante » et son fils. Il la prend en otage. A la fin de la prise d'otage, il obtient les clés d'une voiture qu'il voulait, une Porsche. Il arrête de courir, le fils, il emmène la femme avec lui pour couvrir un peu, ne sait pas très bien pourquoi. Au dernier moment, des personnes qui est là, obnubilée par l'enfant qui était menacé, dit, juste avant qu'il parte : « Merci, mon dieu, l'enfant est sauvé ». Et ce que de Zucco l'entend. Et se dit : c'est toujours un problème de comportement. « Merci, j'ai oublié de faire quelque chose, je ne suis pas l'image de ce

que ces gens veulent que je sois. » C'est-à-dire, fumer, un fou, un tueur, assassin. Il réfléchit. Il sait très bien qui manque. Il comprend subitement ce que vient de dire la femme. Il revient sur son père et tue l'enfant.

» Ensuite vient une très belle séquence. Zucco ne sait plus quoi faire de son otage. Au début de la scène, il lui dit, pour la première fois, son nom. Et le répète. Quand lui demande pourquoi il répète son nom, il répond : « Parce que j'ai peur de l'oublier. Parce que je suis en train de l'oublier. » Comme elle est tombée de Roberto, elle lui propose de partir avec lui : « Je serais votre mémoire. » Il ne l'emmène pas. Deux tableaux plus tard, Roberto se fait arrêter par la police. On lui demande : « Qui êtes-vous ? » Il a oublié son nom. Il ne répond pas normalement : « Je m'appelle Roberto Zucco ». Il dit : « Je suis le meurtrier de mon père, de mon père, d'un inspecteur de police et d'un enfant : je suis un meurtrier. » Il sait plus qui il est.

» On ne peut pas dire que Bernard-Marie Koltès ait voulu répondre à ces questions que l'on pose quand est enfant, ou un peu naïf : pourquoi un tueur est-il un tueur ? Ce n'est pas la question de la pièce, du tout. Mais il montre ce qui se passe dans une famille quand surgit quelqu'un comme Zucco. Alors, toutes les familles se cassent. A croire qu'elles ne tenaient plus debout. La famille de Zucco est décimée dès le deuxième tableau. Après, il croise la famille de la Gamine. Et révèle tout à l'intérieur. Une troisième famille va exploser, celle de la Dame élégante. Que ce soit par la main de l'enfant et par son destin à elle qui, c'est certain, rejoindra jamais son mari.

LA RENCONTRE AVEC KOLTÈS

« J'ai rencontré Koltès il y a quinze ans. On était plus jeunes. C'était en 1976, j'avais réuni une dizaine de comédiennes et de comédiens pour travailler l'improvisation l'œuvre du romancier américain Jerome David Salinger. Parmi eux, il y avait Josiane Stoleru, qui connaissait Bernard et qui a voulu que je le rencontre. Nous avions besoin d'un écrivain pour notre projet. Il a donc suivi les improvisations autour de Salinger qui a donné lieu à un petit spectacle, où il n'est pas intervenu. Lectures américaines, impressions d'acteurs. On lui a dit alors : « On te donne 20 francs et tu écris ce que tu veux, bien entendu, à partir de ce que tu as vu et entendu. » Il est revenu quelques mois après avec cette pièce qu'il a appelée *Salinger*. Et qui parlait déjà de la famille, terriblement. Elle a un peu maladroite mais c'était un monument, vraiment un monument. Il y avait neuf, dix monologues de dix pages, incroyables ! Toutes les relations des gens, on les retrouve après, dans d'autres pièces. Tout dans *Salinger*. Après, je l'ai un peu perdu de vue, on s'est croisés quelques fois.

» Je lui suis aussi reconnaissant d'une autre chose : la découverte d'un fabuleux pays d'Amérique du Sud qui s'appelle Nicaragua. Il y était allé à l'invitation d'un ami, un avant-gardiste, la révolution sandiniste, en juillet 1979. Il avait mûri le savoir du tout ce qu'il était ce pays. Il s'est retrouvé le dernier avion qui que les frontières soient bloquées. Ils étaient huit dans l'avion. La révolution avait déjà embrasé la ville. Les somozistes lui ont demandé qu'il faisait là. Ils l'ont interrogé, mis au, puis résidence surveillée à l'Intercontinental. Il avait mille poches, il calculé qu'il pouvait tenir cinq jours. Dès le lendemain, il est sorti dans la rue et a été pris en charge par une famille nicaraguayenne. Il est resté là-bas un mois. Il a écrit des pages que l'on trouve dans *Prologue*, des pages merveilleuses. Puis il est passé au Guatemala, où il a écrit ses nouvelles.

» Après, j'ai écrit une trilogie qui s'appelle *Noticias del Caribe*. Ça m'a donné aussi l'envie de réaliser un film Augusto Cesar Sandino. Que je veux absolument faire. Un western. Trop, ils connaissent Sandino, un



Jerzy Radziwiłowicz et Myriam Boyer.



Bruno Boëglin.

sang-mêlé, une sorte de métis mi-nicaraguayen, mi-indien qui dans les années 30 a lutté six ans et a réussi à foutre les Américains hors du Nicaragua. C'est une très belle histoire, celle d'un individu et celle de luttes incroyables que cet individu a menées. Et c'est un western. Je veux faire un western.

LA RENCONTRE AVEC LE THÉÂTRE

« J'ai commencé à faire du théâtre dans un cadre imbécile mais opportun d'une maison des jeunes et de la culture, le MJC de quartier, à voyous, car dans les années 60 le quartier Gerland est un quartier de voyous. Un quartier de terrains vagues, de marais, où il y avait des guerres de bandes. La MJC, où je suis du judo, était un ramassis d'émigrés italiens, espagnols, c'était incroyable. Un sympathique ghetto. Mille fois plus sympathique que ce sont aujourd'hui les grands ensembles. Tous les Italiens avaient leur petite maison, c'était très beau.

» Entre une activité de moto-club, de culturisme et de danse, j'ai fondé une petite compagnie de théâtre. J'y ai fait des métiers. Je suis peut-être le seul à avoir en scène qui ait été élu par sa troupe, la Compagnie de la Mouche. Après deux ans de créations collectives, on en a eu marre et on a fait des élections pour choisir un décorateur, un metteur en scène. J'ai été élu une voix près. On était dix à l'avoir voté pour moi, c'était horrible, j'ai été élu. C'est l'anecdote aujourd'hui mais, à l'époque, c'était très important. Je me souviens très bien l'époque comme d'une très belle époque. Tandis que Planchon faisait sa *Mise en pièces* à Cid, nous, on faisait la *Mise en pièces* de Ionesco au moment où il entrait à l'Académie française.

» Il y a entre le TNP et moi des rapports qui, par l'intermédiaire de mon père, datent de 1958, quand Planchon l'a appelé au moment du passage du Théâtre des Marronniers au Théâtre de la Cité de Villeurbanne. Quand on a dix ans, qu'on débarque à Châlons-sur-Marne à Lyon, que le premier spectacle que l'on voit est de Planchon, ça marque. Ça marque du TNP, que ce soit Planchon, Jean Bouise, Robert Gilbert, venant voir que le leur copain Jean-Marie faisait. J'ai avec un rapport naturel même s'il est étrange. Et avec des moyens conjugués du TNP, du Théâtre de la Ville, ma compagnie, le Novo-Théâtre, a réuni une belle équipe pour Zucco.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT

* Théâtre de la Ville. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Jusqu'au 27 février. Tél. : 42-74-22-77. Le texte de la pièce paru aux Éditions de Minuit. 128 Pages. 49F.

Il était une voix

Le 22 novembre 1991, Bernard-Marie Koltès s'entretenait avec son ami Lucien. Cet entretien, intitulé « Juste avant la nuit », a été rediffusé le 8 février prochain à 20 h 45 et 22 h 30 dans le cadre d'une émission consacrée à l'auteur dramatique disparu. Le 8 février, à 14 heures et 15 heures, France-Culture propose un « Portrait de Koltès » qui sera esquissé par quinze professionnels qui ont travaillé avec lui ou pour lui - des metteurs en scène (Bruno Boëglin, Patrice Chéreau...), des acteurs (Michel Piccoli, Richard Fontana...).

Le dimanche 11 février sera plus particulièrement consacré à Roberto Zucco. A 14 heures, présentation de la pièce par Bruno Boëglin avec la participation de Peter Stein qui l'a créée en allemand à Berlin en 1990 ; à 14 h 10, rediffusion de la « dramatique » - le texte intégral de la pièce - diffusée en 1989 par Catherine Lemaire, servie par une très belle distribution emmenée par Jean-Michel Dupuis, Anouk Grinberg, Hélène Vincent... Enfin, à 15 h 50, France-Culture diffusera un « Parcours sensible » tracé par Bruno Boëglin, Patrice Chéreau, Yves Ferry, Hubert Gignoux et Jean-Louis Stratz, enregistré le 1er février au Théâtre de la Ville en présence de plusieurs centaines d'auditeurs qui pouvaient intervenir dans la discussion. Nous publions ici un court entretien de l'entretien de Bernard-Marie Koltès avec Lucien consacré à Roberto Zucco :

« Quelle est votre plus belle pièce ?

« Celle que je suis en train d'écrire. Elle s'appelle Roberto Zucco. C'est le fameux meurtrier qui a tué une série de personnes et qui s'est suicidé dans une cellule. C'est la même manière qu'il avait tué son père.

» Vous voulez dire que c'est un parcours exemplaire ?

« Sublime, absolument sublime. C'est l'histoire de Samson, tué par une femme - car il y a une Dalila dans l'affaire. - C'est l'histoire de Goliath. On ne peut que faire l'éloge du meurtrier ou des choses comme ça, parce qu'on ne le dit, je pense que c'est un exemple dans le monde où je vis qu'il ressemble à un monde, dans la mesure où il a d'un petit déclic pour tuer. Simplement, il n'a pas tué pour rayure à sa voiture... Il a tué pour rien, rien, sans raison. Comme ça, un petit déclic, un déraillement, un train qui déraile. Je pense que c'est une trajectoire incroyable, mythique. La fin de son parcours, de se suicider, c'est mythique, c'est un trajet « classique », grec. Il y a une esthétique, plus que ça, tragique, une tragédie au motif d'un destin tragique, le destin...

» Vous avez quand même une certaine fascination pour la mort, pour la tragédie...

« J'ai une fascination pour les destins tragiques. Tous les grands destins sont tragiques. »

Angélique
29 janvier / 23 février
Christophe HUYSMAN
Le sang
de la terre
Mise en scène
Robert CANTARELLA

DE LA SEMAINE

Chutes

de Claude Raby, mise en scène de Jean-François Prévand, avec Olivier Bonnet, Laurence Camby, Christine Fersen, Axel Bogouissavsky, Daniel Jeannotte, Panou, Martine Maximin, Valérie Gaudin, Cyrille Gaudin, Mouradjen. Le nouveau requiem de notre metteur en scène le plus solennel. Il décrit cette fois sans-abri de Londres les mécanismes de l'exclusion.

Gérard-Philippe, 59, rue de la Chapelle, 10. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-22-77-74. De 40 F à 100 F.

Cuisine et dépendances

d'Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri, mise en scène de Stéphane Meldegg, avec Zabou, Jean-Pierre Bacri, Agnès Jaoui et Sam Kermann. La dernière pièce de Jean-Pierre Bacri, consacrée par Agnès Jaoui, créée en septembre au La Bruyère, reprise ici en raison de la cuisine d'un couple qui commence à vieillir et de s'embourgeoiser. Les vieux copains post-soixante-huitards, petits règlements de compte et grandes idées sur le ton de la comédie. Zabou en pleine fleur.

Théâtre de la Chapelle, 10, rue de la Chapelle, 10. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-22-77-74. De 40 F à 100 F.

Déjeuner chez Ludwig W.

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jacques Rosner, avec Françoise Brion, Judith Magre et André Szwarc. L'une des pièces les mieux ficelées du vieux misanthrope de Vienne. Une comédie plutôt simple qui met bien en valeur un trio d'acteurs bourrés de mauvaises intentions, condition nécessaire à tout rapprochement de Thomas Bernhard.

Théâtre national de la Chapelle, 10, rue de la Chapelle, 10. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-22-77-74. De 40 F à 100 F.

El Perro

de Farid Chopel, mise en scène de Farid Chopel. Farid Chopel, après des années de théâtre privé, en a eu assez des sautes d'humeur du théâtre et a décidé de se réinventer dans un « bon », un « vrai » théâtre. Seul un scène, il réinvente son travail. A la Chapelle.

Maison de la culture, 1, bd Lefebvre, 33000 Bordeaux. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-31-11-45. De 40 F à 120 F.

Elle et moi...

de Michel Ruhlmann, mise en scène de Michel Ruhlmann. Le rendez-vous régulier d'amateurs d'humour juif façon Boujenah : tendre, évidemment, impertinent aussi, qui n'a pas toujours qu'on voudrait.

Gymnase Marie-Bail, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 40 F à 200 F.

Grand-Peur ■ misère du III^e Reich

de Bertolt Brecht, mise en scène de Jean-François Prévand, avec Sarah Sanders, Rémy Kirch, Gérard Mero et Jean-François Prévand. Brecht revisité par la bande à « Voltair's Folies ». Beaucoup de rythme, de musique, impeccablement restituée, parole antifasciste d'un de nos poètes plus considérables.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-00-11. De 10 F à 240 F.

Iphigénie

de Racine, mise en scène de Yannis Kokkos, avec Dominique Rozan, Martine Chevalier, Jean-Yves Dubois, Jean-François Rémi, Nathalie Nerval, Michel Favory, Sylvia Bergé, Valérie Drévieux, Isabelle Gaudin. On aurait pu attendre Yannis Kokkos d'une distribution plus solide, plus éclatante pour cette Iphigénie exigeante et minimaliste. Sa mise en scène. A voir plus qu'à écouter.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-00-11. De 10 F à 240 F.

John & Mary

de Pascal Rambert, mise en scène de l'auteur, avec Bernard Ballet, Ahmed Belbahir, Nicole Dore, Eric Dore, Dominique Frot, Luchetti, Hugues Guastier, Dominique Raymond, Béatrice Roussel, Narmé Kava et Narmé Kava. Un spectacle « moderne » pour jeunes gens modernes écrit et joué par un jeune homme moderne. Bref, si John & Mary affirme être une tragédie, c'est plus le nouvel exercice de style d'un auteur qui n'en manque pas, même s'il est par trop excessivement brouillon, et d'un metteur en scène - le même - arrivé à maturité. Un décor parmi les plus beaux de la saison pour un affrontement sombre de personnages en quête d'eux-mêmes.

Théâtre des Amériques, 7, av. Pablo-Picasso, 93000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 h 20. De 85 F à 125 F.

Mademoiselle Rose ou le Langage des fleurs

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Michel Cuvier, avec Michèle Oppenot, Paul Annon, André Cellier, Catherine Trépo, Catherine Trépo, Bernard Bouchet, Catherine Trépo, Valérie Benoit, Sylvie Benoit, Nathalie Villeneuve, Martine Trépo, Christine Benoit et Gérard Petralia. Un spectacle difficile et passionnant, mis par un jeune metteur en scène qui a pris une assurance tous risques en engageant Michèle Oppenot.

Théâtre, 8, rue Sadi-Carnot, 92000 Châtillon. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Tél. : 48-67-22-11. Durée : 1 h 45. De 60 F à 90 F.

Maître Puntilla et son valet Matti

de Bertolt Brecht, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Pierre Arditi, Marcel Maréchal, Youdec, Angelo Baril, Richard Guedj, Jean Kupper, Jean-Paul Bordes, Charles Tordjman, Michelle Grallier, Mirande, Olivier Ploy, Mathias. Le spectacle de Bertolt Brecht, mis en scène de Marcel Maréchal, avec Pierre Arditi, Marcel Maréchal, Youdec, Angelo Baril, Richard Guedj, Jean Kupper, Jean-Paul Bordes, Charles Tordjman, Michelle Grallier, Mirande, Olivier Ploy, Mathias.



« Chambres », mise en scène de Hans Peter Cloos, au Théâtre Paris-Villette.

Jacques Angeliol, Mema Pressinos, Serge Pauthé et Lucien Lardue. C'est l'histoire d'un maître qui devient humain quand il se livre à l'acte inspiré par Lumière de la ville. Charlie Chaplin - « d'un valet ambassadeur qui comprend juste le temps que jamais l'huile ne peut se mélanger. L'un des spectacles les plus réussis, les plus drôles et les plus beaux de Marcel Maréchal.

Théâtre national de Chailot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-37-37-11. Durée : 3 heures. De 80 F à 140 F.

Noces à Tipasa ; le vent à Djemila ; Retour à Tipasa

d'Albert Camus, mise en scène de Baki Bouzama, avec Karim Homas. A mesure que notre incompréhension - voire nos frayeurs - s'accroît, la mesure de la mesure et des intégrations arabo-musulmanes, à mesure qu'il nous a fait saisir, l'Algérie, la France, est resté par beaucoup de professionnels du théâtre. Chabine à la Comédie-Française, Baki Bouzama à Beau-bourg en compagnie d'une actrice.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 42-74-42-18. De 65 F à 85 F.

La Nuit des rois

de William Shakespeare, mise en scène de Charles Tordjman, avec Charles Tordjman, Charles Tordjman, Jacques Tordjman, Philippe Fretun, Jean-Philippe. Après les Vexes du président qui ont regu les éloges de l'Académie autour de Noël, la mise en scène de Jean-Louis Bally et Michel Desobry et Philippe Fretun continue son exploration - et combien.

de la politique et en dénonçant, mise en scène de Jean-François Prévand, avec Sarah Sanders, Rémy Kirch, Gérard Mero et Jean-François Prévand.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-00-11. De 10 F à 240 F.

Phédre

de Jean Racine, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Manuel, Cyril Haouz, Olivier Werner, Karine Fellous, Geneviève Esnènard, Franck, Dominique Marais. Une production de la Compagnie de Jean-Marie Villégier, heureux père d'Athys, est belle, raffinée, lumineuse. Mais, du des interprètes, plus de griefs que de satisfactions.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 2 heures. 80 F et 130 F.

Pièce montée

de Pierre Palmade, mise en scène de Blandine Harnin, avec Jacqueline Maillan. Pour les fans de Jacqueline Maillan, ce divertissement écrit par l'un des jeunes auteurs comiques les plus intéressants. Certes, ce n'est pas à chaque instant, mais la Maillan est nouvelle. Les pochades de la pièce sont souvent l'enfermer, c'est un de ces moments qu'il faut saluer et applaudir.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-30-08-24. De 100 F à 250 F.

La Place Royale

de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Philippe Demasse, Martine Beller, Marie-Arnette Deguy, Eric Génovèse, Pierre Lacom et Eric Petitjean. Une mise en scène de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Philippe Demasse, Martine Beller, Marie-Arnette Deguy, Eric Génovèse, Pierre Lacom et Eric Petitjean. Une mise en scène de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Philippe Demasse, Martine Beller, Marie-Arnette Deguy, Eric Génovèse, Pierre Lacom et Eric Petitjean.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-57-57. De 70 F à 120 F.

Quinzaine des auteurs contemporains (six pièces)

de Lorraine Levy, Olivier Toffi, Jean-Louis Bourdon, avec Roland Ametutz, Catherine Corringier, Michelle Girard, Sébastien Gauthier, Clotilde Brunet et Valérie Drévieux. Cette semaine, il faudrait en priorité le nouveau texte de Lorraine Levy (8 et 14 février) et celui d'Olivier Toffi (15 et 16 février) qui ont servi tous deux par d'excellents acteurs.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6. Du mardi au vendredi à 18 h 30. Matinée, jeudi, vendredi et samedi à 15 heures. Tél. : 43-22-77-74.

Un soir au bout du monde

de Tom Novembre et Charifé Couture, mise en scène de Pierre-Louis Rajot, avec Tom Novembre et Jerry Ukiens (au piano).

Onze voyageurs, onze voyages imaginés par les deux frères, Tom Novembre et Charifé Couture et mis en scène par un jeune homme sensible.

Théâtre Grévin, 10, bd Montmartre, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-81-00-11. De 120 F à 180 F.

La Veuve

de Pierre Corneille, mise en scène de Christian Rist, avec Jean-Yves Bérthaut, Patricia Dineo, Didier Lafaye, Thibault de Montalibert, Chantal Neuwirth, Denis Podalydès, Ruyter, Frédérique Laval, Ruyter, Pierre-Yves Bourrand, Olivier Ruyter et Emmanuel Ruyter.

Une distribution éclatante emmenée par un acteur qui retrouve enfin la place qu'il mérite, Jean-Yves Bérthaut (l'une des gloires de la troupe dispersée de la Salamandre) et où s'illustre particulièrement l'excellente Chantal Neuwirth. Une comédie de Corneille à laquelle Christian Rist, expert du répertoire classique, a redonné un lustre qu'on ne lui connaissait pas.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. La mardi à 18 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 2 h 30. De 65 F à 130 F.

Vie et mort du roi Jean

de William Shakespeare, mise en scène de Bernard Sobel.

Une pièce de Shakespeare mise en scène de Bernard Sobel. On s'en étonne. La vie du spectacle concocté par Bernard Sobel qui, s'il ne trouve pas toujours les solutions à la mise en scène de cette fresque qui oppose les Français et les Anglais dans un Moyen Âge réinventé, nous propose pourtant une nouvelle fois un moment de théâtre à méditer. Dans un décor splendide de Nicky Riet et des costumes du même, incroyablement réussis.

Théâtre, 41, rue des Gratiolles, 92000 Gannayville. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-83-28-30. De 70 F à 110 F.

Le Voyage en Italie, le Bout de la nuit, le Champ de betteraves

de Philippe Coubère, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Coubère. Nouveau triptyque du maratonien trans-plant du Théâtre du Soleil. Trouvera-t-il la force et le talent de justifier ces nouveaux volets pour une autobiographie déjà si commentée des précédents?

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 42-08-18-50. De 70 F à 180 F.

C de Gregory Motton
h mise en scène de Claude Raby
u création en France
t 15 février
e
s

LA NUIT
du 24 janvier au 29 mars
SHAKESPEARE DES ROIS
TRADUCTION ET ADAPTATION DE BERNARD NOËL
MISE EN SCÈNE DE CHARLES TORDJMAN

MC 93 BUBIGNY
FARID CHOPEL
EL PERRO
4 FEV - 8 MARS
Librairie Restaurant
31 11 45

entretiens avec Pierre Corneille
autopsie de l'artiste
mise de Pierre Corneille composée par Brigitte Jacques et Jacqueline Lichtenstein
mise en scène Brigitte Jacques avec François Regnaud Emmanuel Desobry
du 5 au 28 février
loc. 48 34 67 67

EUROPE ODEON
AJAX et PHILOCTÈTE
SOPHOCLE
CHRISTIAN SCHIARETTI
du mardi au samedi à 20 h 30 • les samedi et dimanche à 15 h 00
43 25 70 32

مكتبة الشارقة

LA SÉLECTION

Régions

Bordeaux

Arlequin, serviteur de deux maîtres

Une farandole de rêve dans les très beaux décors de Rudy Saboungi menée par l'Arlequin sauvage d'un jeune connu sorti de la Rue Blanche. Thierry Belnet.

Comédie dramatique, 3. pl. Pierre-... au samedi à 20 h. Tél. : 56-91-99-44. Dernière représentation le 4 février.

Dijon

Azièques

Michel Azama, mise en scène. Alain Payen, Max Roire, Aël Michèle Foucher, Jacques Astier, Jean-Jacques Chop, Christian Pageaut, Robert Pagès, Didier Grébot, Pégère Christophe Amuif.

La nouvelle grande production du centre dramatique national de Bourgogne, l'occasion de créer - courageusement - la dernière pièce d'un auteur contemporain. Michel Azama, dont le travail vient de paraître aux Éditions théâtrales (94 pages, 88 F.). C'est le directeur du parvis Saint-Jean qui mène le récit d'une « dévotion immense » l'écrit l'auteur en préface.

Théâtre du parvis Saint-Jean, 20000 Dijon, le mardi 20 h 30. Tél. : 210000.

80-30-12-12. 90 F. et 110 F.

Clermont-Ferrand

Comédies barbares

Ramon Valle-Inclán, mise en scène. Jorge Lavelli, avec Michel Aumont, Maria Casarès, Lucie Gence, Christian Bouliette, Philippe Blancher, Christian Bouliette, Jean-Quentin Chevit, Monique Couturier, Diquero, Ivan Jay, Philippe Joris, Juanes, Karajan, Maria Laborit, Oliveira et Quémén.

En tournée, le dyptique espagnol de Jorge Lavelli, événement du dernier Festival d'Avignon où s'illustrèrent deux grandes dames de la scène, Denise Gence et Maria Casarès. Une mise en scène foraine, rapide, violente même, du plus français de l'immigré.

Musée des Congrès de Clermont-Ferrand, 63000 Clermont-Ferrand, le mardi 19 h. Tél. : 44-11-11.

Lille

Folle ordinaire d'une fille de Cham

Julius Leu, mise en scène. Jenny Alpha, Sylvie Laporte, Rougellin.

La dernière mise en scène du directeur du centre dramatique de Lille servie par trois interprètes d'exception dont l'immense actrice noire Jenny Alpha.

Métaphore, 4. place du... 59000 Lille, Du mardi 20 h 30. Tél. : 20-40-10-20. 85 F. 110 F.

La dernière mise en scène du directeur du centre dramatique de Lille servie par trois interprètes d'exception dont l'immense actrice noire Jenny Alpha.

MUSIQUE

Classique

Mercredi 5 février

Ravel

Rapsodie espagnole

Barber

Concerto pour violon et orchestre

Tchaïkovski

Symphonie n° 4. Anne Akiko Meyers (violin), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).

Retour de Los Angeles, Semyon Bychkov retrouve son orchestre en grève. Si le concert du 11 a été annulé, celui du 12 est maintenu. Anne Akiko Meyers, jeune violoniste nord-américaine de vingt-deux ans, un ex-fant prodige passée par la Juilliard School.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 6). Tél. : 45-63-88-73. 80 F à 230 F.

Rossini

Giovanna d'Arco. La Ragazza veneziana. Huit Mélodies.

La plus française des chanteuses espagnoles, une grande cantate pour mezzo et piano, enregistrée il y a peu par l'une de ses héritières potentielles (Cecilia Bartoli, Decca) et quelques autres (Rossini). Une leçon de style.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-75-13-00. De 40 F à 180 F.

Dohnanyi

Concerto pour piano n° 1

Haydn

Concerto pour piano n° 1 et 4.

Tchaïkovski

Concerto pour piano n° 1. Souvenir de Florence.

Après des débuts remarquables, cet été, au Festival de La Roque-d'Anthéron, le New European Strings de Dmitry Sitkovetsky investissent l'Auditorium du Louvre pour deux concerts au cours desquels ils jouent, entre autres, la transcription du Sextuor « Souvenir de Florence » de Tchaïkovski et la Sérénade de Dohnanyi, soit deux de leurs « tubes ».

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-44-11-11. 180 F.

Jendil 6

Duphy

Balbastre

Royer

A.-L. Couperin

W. F. Bach

Plèces pour piano

Si l'on peut parfois s'interroger sur les lectures alambiquées, « pleine d'embarras », de François Couperin par le claveciniste, il n'est que s'incliner lorsqu'il joue Duphy et Balbastre, deux compositeurs dont l'œuvre a accompagné les derniers rebonds des sauteux.

Carnavalet, 11 h 30 (+ le 7). Tél. : 45-20-42-09. 240 F.

Nielsen

Concerto pour piano n° 1

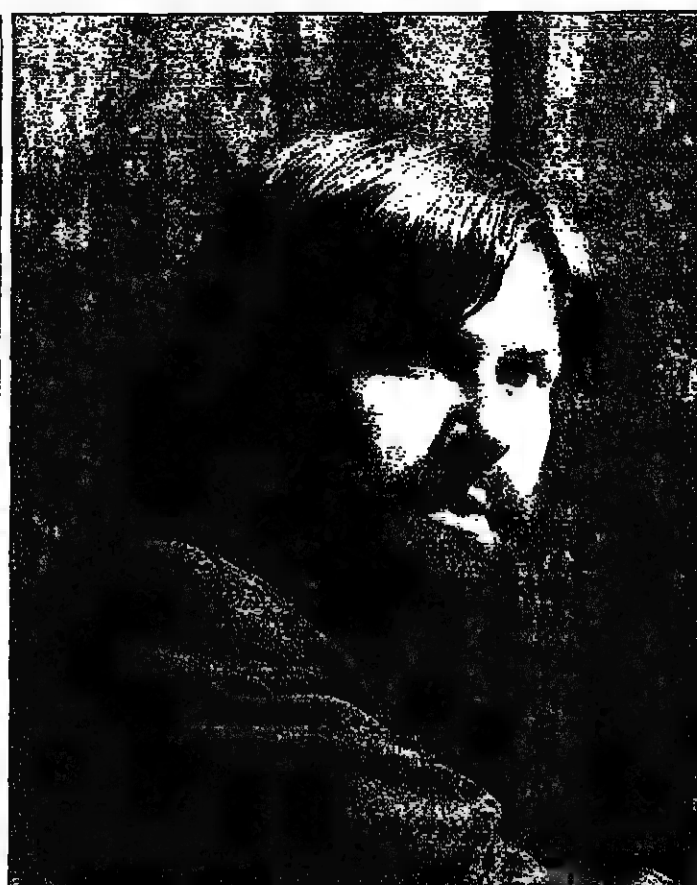
Grieg

Concerto pour piano n° 1

Sibeltus

Symphonie n° 1. Aldo (piano). Orchestre national de France, Kenneth Montgomery (direction).

Aldo, comme l'appellait affectueusement ses élèves du Conservatoire de Paris, se lance dans le Concerto de Grieg. La sévérité sénatoriale de son jeu, la texture granitique de sa sonorité devraient requinquer ce numéro de



Bach-Busoni, Brahms, Beethoven (Opus 110) : Andrei Vieru, pianiste roumain, trente-quatre ans, dans un répertoire impressionnant, à sa manière (mercredi 12, Gaveau, 20 h 30).

piano trop larmoyant d'autres doigts.

Maison Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 180 F.

Fauré

Cantique de Jean Fauré. Messe basse pour trois voix de femmes et orgue.

Liszt

Psautier 137. Inno à Maria Vierge.

Poulenc

Quatre Motets pour le temps de Noël. Quatre Motets pour le temps de Noël.

Après des débuts remarquables, cet été, au Festival de La Roque-d'Anthéron, le New European Strings de Dmitry Sitkovetsky investissent l'Auditorium du Louvre pour deux concerts au cours desquels ils jouent, entre autres, la transcription du Sextuor « Souvenir de Florence » de Tchaïkovski et la Sérénade de Dohnanyi, soit deux de leurs « tubes ».

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-75-13-00. De 40 F à 180 F.

Brahms

Quatuor pour piano et cordes n° 1.

Fauré

Concerto pour piano et cordes n° 1.

Dominique Fauriol (piano). Les interprètes réunis ce soir ne sont pas de ceux qui comptent sur l'inspiration « divine » du moment pour faire passer leur conviction. Décidément placé sous le signe de la fête, ce programme s'achève par le Premier Quatuor de Fauré, l'une des pages euphorisantes du compositeur.

Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. 80 F à 230 F.

Vendredi 7

Beethoven

Concerto pour piano n° 1.

Bartok

Elégie

Chopin

Concerto pour piano n° 1.

Liszt

Concerto pour piano n° 1.

Zoltan Kocsis fait une curieuse carrière en France. Quelques récitals en province, des apparitions régulières au Théâtre de la Ville, ses disques lui assurent une réputation enviable de chef de file du renouveau du piano hongrois. Mais pourquoi diable ne joue-t-il jamais l'orchestre en France ? Le 8 (même lieu, même heure), il joue la Sonate « Pathétique » de Beethoven, les Bagatelles op. 1 de Bartok et la Polonaise-Fantaisie de Chopin.

Théâtre de la Ville, 18 h. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Beethoven

Concerto pour piano n° 1.

Bruckner

Symphonie n° 1. Jean-Philippe Collard (piano), Orchestre philharmonique de

Radio-France, Marek Janowski (direction).

Après Catherine Collard et Jean-Marc Luisada, Marek Janowski invite Jean-Philippe Collard à jouer Beethoven. L'ex-jeune premier du piano français a mûri, ses doigts se sont arrondis. Son clavier chante davantage qu'autrefois. Le Troisième Concerto (le plus parfait de la série ?) doit lui faire pour lui.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-75-13-00. De 40 F à 180 F.

Bach-Busoni

Préludes et Chorals.

Prokofiev

Suite de L'Enfance de Sviatopolk.

Wagner-Liszt

Rossini-Liszt

Concerto de Guillaume Tell. Frédéric Chiu (piano).

Dandy du piano mutin et virtuose, interprète acrobatique des transcriptions et paraphrases les plus démentes, inspiré et rebondissant, les sonates de Prokofiev, Frédéric Chiu se présente au Châtelet dans un programme qui fait grimacer les puristes et fera courir les amateurs de virtuosité.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 46-28-22-40. De 70 F à 195 F.

Dimanche 9

Byrd

F. Couperin

Plèces pour clavecin.

Bach

L'Art de la Fugue.

Un programme plus rêveur que viril - que jouer l'Art de la Fugue - de David Moroney (clavécin). Les interprètes réunis ce soir ne sont pas de ceux qui comptent sur l'inspiration « divine » du moment pour faire passer leur conviction. Décidément placé sous le signe de la fête, ce programme s'achève par le Premier Quatuor de Fauré, l'une des pages euphorisantes du compositeur.

Grévin, 11 heures. Tél. : 43-88-75-10. De 90 F à 200 F.

Webern

Cinq pièces pour piano n° 1.

Schoenberg

Concerto pour piano n° 1.

Zemlinsky

Concerto pour piano n° 2.

En deux concerts, le Quatuor Arditi livre à l'exploration de pièces composées par le père fondateur (Schoenberg), le fils fidèle (Webern), le prodige (Berg) et le cousin germain (Zemlinsky) la grande famille de l'école de Vienne. Au programme du 10 (même lieu, même heure) Langsam und Trauer pour piano de Webern, la Suite lyrique de Berg et le Quatuor à cordes n° 1 de Schoenberg.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Verdi

Quatuor à cordes n° 1.

Mozart

Quatuor à cordes n° 1.

Composé en 1873, un an avant le Requiem, deux ans après l'Opéra de la Bastille, le Quatuor à cordes n° 1 de Mozart est une œuvre d'une beauté rare.

torze ans avant l'Opéra de la Bastille, le Quatuor de Verdi n'est pas son œuvre la plus significative. Mais il est si rarement donné qu'il faut aller écouter l'une des pièces instrumentales « pures ».

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-38-37. 90 F.

Mozart

Symphonie subliminale.

Beethoven

Quatuor à cordes n° 1.

Boucourechliev

Miroir n° 2, cinq pièces pour quatuor à cordes, création.

C'est au cours du Concours quatuors à cordes d'Evian qu'André Boucourechliev, convaincu d'une interprétation de l'Archipel II, travaillée par Ysaye sans qu'ils sollicitent ses conseils, a écrit leur œuvre.

Miroir II, cinq pièces pour quatuor à cordes. Est-ce en hommage à ce grand exégète de l'œuvre qu'ils ont inscrit l'un des Rasseumorsky à leur programme ?

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-38-37. 90 F.

Lundi 10

Beethoven

Concerto pour piano et violon n° 1.

Prokofiev

Sonate pour violon et piano n° 1.

Brahms

Concerto pour piano et violon n° 1.

Après des débuts remarquables, cet été, au Festival de La Roque-d'Anthéron, le New European Strings de Dmitry Sitkovetsky investissent l'Auditorium du Louvre pour deux concerts au cours desquels ils jouent, entre autres, la transcription du Sextuor « Souvenir de Florence » de Tchaïkovski et la Sérénade de Dohnanyi, soit deux de leurs « tubes ».

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-75-13-00. De 40 F à 180 F.

Mardi 11

Bach

La Passion selon saint Jean.

Après des débuts remarquables, cet été, au Festival de La Roque-d'Anthéron, le New European Strings de Dmitry Sitkovetsky investissent l'Auditorium du Louvre pour deux concerts au cours desquels ils jouent, entre autres, la transcription du Sextuor « Souvenir de Florence » de Tchaïkovski et la Sérénade de Dohnanyi, soit deux de leurs « tubes ».

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-75-13-00. De 40 F à 180 F.

Roussel

La Fuite de l'Ange.

Britten

Les Illuminations.

Un programme plus rêveur que viril - que jouer l'Art de la Fugue - de David Moroney (clavécin). Les interprètes réunis ce soir ne sont pas de ceux qui comptent sur l'inspiration « divine » du moment pour faire passer leur conviction. Décidément placé sous le signe de la fête, ce programme s'achève par le Premier Quatuor de Fauré, l'une des pages euphorisantes du compositeur.

Grévin, 11 heures. Tél. : 43-88-75-10. De 90 F à 200 F.

Prokofiev

Symphonie « Classique ».

Après des débuts remarquables, cet été, au Festival de La Roque-d'Anthéron, le New European Strings de Dmitry Sitkovetsky investissent l'Auditorium du Louvre pour deux concerts au cours desquels ils jouent, entre autres, la transcription du Sextuor « Souvenir de Florence » de Tchaïkovski et la Sérénade de Dohnanyi, soit deux de leurs « tubes ».

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-75-13-00. De 40 F à 180 F.

Schubert

Wanderer-Fantaisie.

Chopin

Trois Nocturnes.

Albéniz

Concerto pour piano n° 1.

Après des débuts remarquables, cet été, au Festival de La Roque-d'Anthéron, le New European Strings de Dmitry Sitkovetsky investissent l'Auditorium du Louvre pour deux concerts au cours desquels ils jouent, entre autres, la transcription du Sextuor « Souvenir de Florence » de Tchaïkovski et la Sérénade de Dohnanyi, soit deux de leurs « tubes ».

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-75-13-00. De 40 F à 180 F.

Meilleur spectacle musical aux Victoires de la Musique. Déjà 150.000 spectateurs ! Un public enthousiaste qui, chaque soir, fait de ce spectacle un triomphe.

VICTOIRES A MOGADOR!

Les Misérables

LA COMÉDIE MUSICALE D'ALAIN BOULLE ET CLAUDE-MICHEL SCHÖNBERG D'APRÈS L'ŒUVRE DE VICTOR HUGO

MOGADOR LOCATION 48 78 04 04

THEATRE, AGENCES, BILLET-FNAC, VIRGIN-MEGASTORE, MINITEL 3615 CODE THEA

DISPONIBLE EN DOUBLE CD, K7 et LP

théâtre de la bastille

DU 4 AU 9 FÉVRIER À 21 H

SAUF DIM 7 F

HERVE ROBBE

En attendant l'éclipse

43 57 42 13

LES FOLIES LA MONTAGNE

Régions

Bourg-Saint-Maurice

Schubert

Fantaisie pour piano à quatre mains

Debussy

Sonate pour violoncelle et piano n° 1

Franck

Quintette pour piano et cordes

Quatuor Parisi,

Philippe Cassard,

Michel Delbert (piano),

Marc Coppey (violoncelle).

Coup d'envoi du programme musical des Arcs pour les Jeux olympiques, ce concert de musique de chambre est l'archétype de ce que cette station de sports d'hiver musicale propose à ses résidents depuis vingt ans maintenant : la réunion d'excellents musiciens, qui a défaut d'être (déjà) des stars sont unis par le même désir de bien faire, de mieux faire. Le 11 (même lieu, même heure), Philippe Cassard, Ignace Jang, Régis Pasquier, Marc Coppey, Roland Pétoux et Romain Guyot se frotteront au Trio pour piano, violon et violoncelle n° 7 de Haydn et au Quatuor pour la fin des temps de Messiaen. Deux œuvres majeures du répertoire de la musique de chambre.

Le 9, Espace musical Robert-Blanc, Les Arcs 1800, 19 h 30, 150 F.

Cannes

Bach-Busoni

Chaconne

Nocturne op. 49 n° 1

Fantaisie op. 49

Moussorgski

Tableaux d'une exposition

Le jeune frère d'Ivo Pogorelich, Lovro, est également pianiste. Il a remporté de nombreux prix en Yougoslavie, y a beaucoup donné de concerts, enregistré pour la radio et la télévision. En avril 1988, il a fait ses débuts londoniens, au Queen Elizabeth Hall, avec le Concerto de Schumann. L'année suivante, il s'est produit à Zurich. En 1991, ce fut au tour de la télévision allemande de le faire débiter dans ce pays. Le voici à Cannes, invité d'un nouveau festival dont le programme a débuté le 3 février par un concert Wagner, Liszt (soliste Gabriel Tacchinardi, Rimski-Korsakov par l'Orchestre de Monte-Carlo (direction Lawrence Foster) et s'achève le 7 février par la venue de l'Orchestre national de France.

Le 6, Palais des Festivals, 20 h 30. Tél. : 93-39-01-01. De 130 F à 250 F.

Le Mans

Cherubini

Quatuor à cordes op. 33

Chostakovitch

Quatuor à cordes n° 7

Dvorak

Quatuor à cordes n° 10

Quatuor Vermeer.

Le Quatuor Vermeer enregistre actuellement (Harmonia Mundi), une intégrale des quatuors de Beethoven qui fera date face à celles des Vegh (Avidis), des Juilliard (première version Sony) et celle des Borg (EMI). Aussi « expressif » que les Hongrois, « solide » que les Américains, virtuose que les Autrichiens, le Quatuor Vermeer est, bien qu'il ne soit pas aussi réputé (en France tout au moins) que ces formations illustres, est sans doute le plus fascinant de tous.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Lyon

Busoni

Turandot

Franz Havlicek,

Thomas Mohr (basses),

Sören Dahlberg,

Bruce Branner (ténors),

André Dabber (barytons),

Karen Huffstodt (soprano),

Hélène Perraguin (mezzo-soprano),

Orchestre et chœur de l'Opéra de Lyon,

Kent Nagano (direction).

Henry Alina (mise en scène).

Présenté au Festival de Montpellier cet été, Turandot, de Busoni, a ravi ses auditeurs. Allusive, référentielle, la musique du compositeur italien est admirablement écrite pour les voix et réserve quelques jolies surprises. Le livret est d'une finesse, d'une bizarrerie diaboliques parfois. Karen Huffstodt

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Le 6, Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

campait l'héroïne avec une insolence vocale stupéfiante, une présence physique qui laisse augurer du meilleur puisque cette fois-ci, cet opéra est mis en scène.

Le 5, 19 h 30 : les 7 et 11, 20 h 30 : le 9, 17 heures. Auditorium Maurice-Ravel. Tél. : 78-80-37-13. De 135 F à 220 F.

Jazz

Art Farmer

Alain Jean-Marie

Wayne Dockery

Son exceptionnellement contrôlé (suzette, velouté, feutré, comme on voudra), expression à part (même si l'on songe à Chat ou à Miles), Art Farmer vaut surtout pour le « sax » qu'il donne aux ballades, aux tempos médium et à la mélodie. Lien idéal pour faire découvrir le jazz. Au piano : Alain Jean-Marie - inestimable.

Le 5 au 8, La Villa, 22 heures. Tél. : 43-26-80-00.

Le Passage du Nord-Ouest

John Surman (sax. 22 h),

le Claude Barthélemy Sextet (sax. 22 h),

Tchango del Trio (sax. 22 h),

le Passage du Nord-Ouest est une des

salles (clubs, boîtes, café-cinéma) les plus

récentes. Dans ces notes, on est sensible

au désir supposé du public, au charme

possible du lieu (rencontres, dîners divers,

soirées à conclure en beauté, grande

dérive urbaine) et à la programmation :

celle du Passage est intelligente, pas rha-

risante pour un rond, ouverte. John Sur-

man est un des meilleurs clarinettes

européens, il maîtrise bien les synthé-

seurs, il aime les climats planants (le

5) « Barthé », Claude Barthélemy est

le plus fou des guitaristes actuels, celui

qui porte le plus de musique : Tchango-

del est une énigme, Africain de Lyon, il

joue du piano comme Charles Juliet

compose des poèmes, avec l'évidence du

mythe (c'est le Monde qui a signalé le

premier son existence, il y a une dizaine

d'années).

Le 5 au 11, Passage du Nord-Ouest,

22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tete Montoliu en solo

Même génération que Martial Solal,

technique comparable, savoir venir de

loin, idée profonde et tamisée du jazz,

Tete Montoliu est catalan, aveugle, pia-

niste. Pourquoi fait-il qu'en jazz on

donne toutes ces précisions ? Parce

qu'elles comptent. Tete Montoliu à

Paris, c'est une occasion, une chance (et

aussi une joie). Pour tous publics, ama-

teurs de clubs confortables, chercheurs

d'idées égarées.

Le 7, Allégria, 22 heures. Tél. : 42-84-

11-27.

Jean-Marie Brière

Franck Cassenti

Cassenti cinéaste a su construire une

œuvre autour du jazz. Certaines pièces

sont très belles. Cassenti bassiste met

toute son énergie en jeu. Pour la rétros-

pective de son œuvre de cinéaste, un

concert de vieux complices sera donné

au Duomo : en particulier, Jean-Marie

Brière, saxophoniste qui a traversé les

stages du free pour retrouver les lois de

Rollins (lui-même, d'ailleurs...).

Les 7 et 8, Duomo, 20 h 30. Tél. : 45-84-

72-00.

Rock

Buzzcocks

Smashing Pumpkins

Deux têtes d'affiche : pour les vieux

(plus de trente ans), Buzzcocks, le visage

humain, souffrant du punk rock, surgi

de Manchester (une ville qui était

bien avant l'apparition des Happy Mon-

days) à la fin des années 70. Et avant,

un groupe qui a pris pour nom celui

d'un passe-temps bien innocent, l'écras-

sage de potirons, et qui a intitulé son

premier album *Gish*, c'est à dire le bruit

que fait un potirón qu'on écrase. On

parait il y a peu de la distance qui se

crée entre le rock et la vraie vie...

Le 5, Elysée-Montmartre, 19 h 30,

120 F.

Blegvad Brothers

Annoncé ici-même et par erreur le

même soir que Kevin Coyne, les frères

Blegvad finiront en fait la soirée enta-

mée par John Greaves. Peter Blegvad a

fait avec Anton Fier au sein des Golden

Palominos et produit l'an passé un bien

joli disque, *King Strut And Other Sto-*

ries.

Le 8, Passage du Nord-Ouest, 22 heures,

Tél. : 47-70-81-47.

John Greaves

Parfait excentrique anglais, John

Greaves vient à Paris jouer en un

endroit particulièrement hospitalier

pour les gens de son espèce, le passage

du Nord-Ouest. Accompagné de quel-

ques routiers des chemins de traverses

(dont Pip Pyle, batteur de Canterbury),

il fera le point de ses dernières péripé-

ties.

Le 8, Passage du Nord-Ouest, 21 h 30,

Tél. : 47-70-81-47.

Borghesia

Les Ténies notes

Dans un esprit éclectique voici donc

l'annonce d'un double concert où l'on

assistera à la performance des Ténies

noires (rock lourdement référencé

Artaud, Rimbaud) et à celle de Borghesia,

rockers industriels slovéniens qui, il y

a quelque temps, manifestaient encore

une complaisance coupable envers

l'imagerie totalitaire des années 30.

Le 11, Espace Ornano, 19 h 30.

Tournées

Sons of the Desert

Groupe anarcho-punk, mais d'inspi-

ration assez nettement religieuse, qui,

ces derniers temps, a introduit un peu

de discipline dans sa profusion d'idées.

Du coup, les Sons of the Desert forment

vers les cabarets continentaux autant

que vers les pubs perdus dans la lande

sans oublier cette débauche d'énergie

propre aux enfants du punk.

Le 7 février, Amiens, la Lune des pirates,

21 heures, 70 F et 80 F. Le 8, Théâtre de

Beauvais, 20 h 30, 50 F (1^{re} partie : les

Jakyls).

Chris Whitley

Aux dernières nouvelles, Chris Whitley

aurait modifié la composition de son

groupe. Raison supplémentaire pour se

rendre à ces concerts au cours desquels

le chanteur et ses nouveaux acolytes ren-

dront peut-être enfin justice à des chan-

sons plus que méritantes.

Le 7 février, Marseille, l'Espace Julien,

21 heures, 118 F. Le 8, Montpellier, Le

Rockstore, 20 heures, 120 F. Le 9, Tour-

naise, Le Bini, 20 h 30, 98 F. Le 11,

Paris, Le Cigale, 20 heures, 120 F. Le 12,

Le Marais, Palais des Congrès, 20 h 30,

50 F et 80 F. Le 13, Lille, L'Aéroparc, 19 h 30,

50 F et 80 F.

Lou Reed

Il a juré qu'il ne jouerait pas un mor-

ceau antérieur à l'album *New York*

(1989). Il a depuis longtemps renoncé

aux pompes du rock'n'roll et fustige la

regard les impertinents qui réclameront

Sweet Jane. Et pourtant, il y a de bonnes

chances pour que les concerts de Lou

Reed comptent parmi les meilleurs de la

saison.

Les 8 et 9 février, Lyon, Le Transbordeur

(complet).

Fabulous Thunderbirds

De la formation originale, il ne reste

que Kim Wilson, le chanteur, qui ressemble

vaguement à Coltrane, version texane.

Sans Jimmie Vaughan, guitariste, frère

de Stevie Ray, les Thunderbirds ne sont

plus tout à fait fabuleux, mais ils ont

encore des tonnes de blues gras à reven-

dre.

Le 7 février, Toulouse, Le Pied,

20 heures. Le 8,

ARTS

Paris

Ateliers 92

Quoi de neuf, si ce n'est il y a, du côté de la jeune génération opérant en France? Avec ses vingt et un artistes très sur le vif (des écoles d'art), « Ateliers 92 » peut en partie répondre à la question. En réservant deux ou trois bonnes surprises.

Marcel Broodthaers

Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour Mallarmé, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, œufs, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critiquant le musée d'art. Une rétrospective.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Films de J. J. Cornet, Broodthaers et Lawrence Weiner. Jusqu'au 1^{er} mars. 30 F.

Larry Clark

C'est la première exposition en France de ce photographe que New-York a élevé au rang de mythe. Qui, dans les années 60, a tenu une chronique de la jeunesse à travers la drogue, l'alcool, la délinquance, les hippies, le rock'n'roll, la vie communautaire et la prostitution ; et partagé la vie de ceux qu'il photographiait au point de basculer dans la délinquance et de faire de la prison.

Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carné - 4 à 8, Grande Galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 10 F. Galerie Urbil et Orbi, 48, rue de Turenne (2^e étage, escalier B) Paris 3^e. Tél. : 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 mars.

Diablos d'HLM

Préparée par le Conseil d'architecture de

la Seine-Saint-Denis, cette exposition est l'occasion de prendre la mesure d'un des problèmes les plus cruciaux de l'habitat contemporain. Faut-il casser les HLM pourris logés conjointement par la crise du logement, la légèreté des architectes, l'indifférence des fonctionnaires et le cynisme intéressé de quelques autres? Ou faut-il s'efforcer, et à quel prix, de sauver cet héritage d'un urbanisme cruel? On verra ici que le béton n'est d'ailleurs pas le seul à relever d'une réhabilitation.

Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot, Paris 18^e. Tél. : 40-70-07-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 février.

Alberto Giacometti

Révoir, ou découvrir, le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son visage face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 45, mercredi jusqu'à 20 h 30. Sam. et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 15 mars. 40 F.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'Art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement, il a signalé, en prime, une réunion de cent vases de sa période Art déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006).

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 avril. 30 F.

Les Dubuffet de Dubuffet

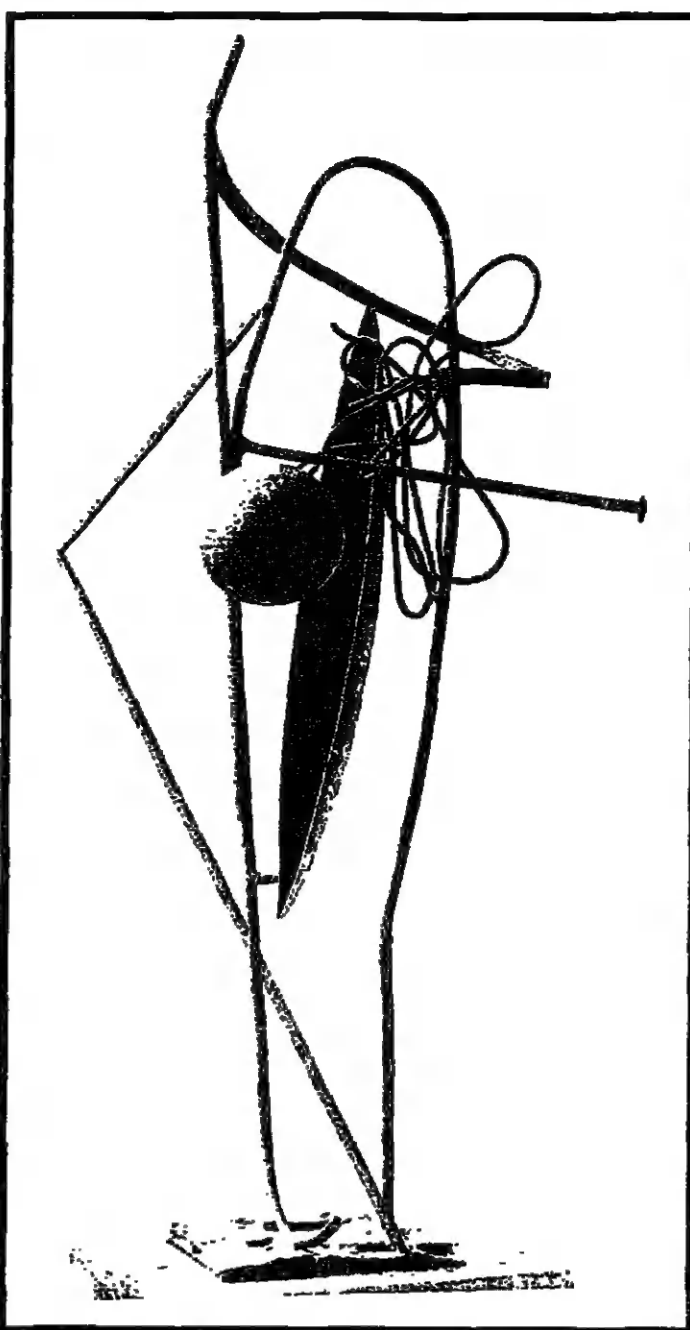
C'est au Musée des arts décoratifs qu'est né, grâce à François Mathy, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars. 20 F.

Paris des fortifs au péril

Une exposition-clé pour comprendre les enjeux actuels de la capitale. Où commence et où finit Paris? Le périmètre qu'il définitivement enferme la ville, ou y aura-t-il un jour un vingt et unième arrondissement. La Porte Maillot, héritière des octrois de Lédoux, eux-mêmes successeurs de la porte Saint-Martin, etc... aura-t-elle l'architecture qu'elle mérite, ou faut-il chercher dans l'Arche de la Défense, voire au-delà, le nouveau seuil de Paris? Voilà quelques-unes des nombreuses questions que nous rencontrerons au Pavillon de l'Arsenal.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 7^e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril.



Bronze de Hans Hartung, 1938, exposé à la Galerie de France.

L'architecture moderne de Ralli et Reima Pietila

On connaît peu ou prou Aalto. L'œuvre de Reima Pietila est en revanche à peu près inconnue du public français, parce que trop finlandais, peut-être, ou trop empreinte d'un expressionnisme qui nous reste assez étranger. L'exposition est aussi l'occasion de découvrir l'Institut finlandais, qui a ouvert il y a un an ses portes au cœur du Quartier latin, et qui fait preuve d'un dynamisme de renouveau.

Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris 6^e. Tél. : 40-51-88-09. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, mardi, jeudi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 15 février.

François Morelet

François Morelet a toujours adoré des

siner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser en y laissant une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondants en un temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ses travaux avaient été publiés dans des revues de tirage. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mars.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Roussel et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture définit ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-35-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 8 avril. 25 F (entrée du musée).

Claude Rutault

Depuis 1973 et sa première *Toile tendue sur châssis, peinte de la même couleur que le mur sur lequel elle est accrochée*, le parcours d'un artiste qui pose encore et toujours la question du non-peint. Pour compléter le tableau, le musée de Grenoble l'expose aussi.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril. 16 F.

Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

En vue de l'édition du catalogue raisonné de l'œuvre du peintre

GUY CAMBIER

Tout propriétaire d'œuvre de l'artiste est prié de communiquer photo-diapo, 21 x 29 et indications à M. Guy Van Dorsselaer, 21, rue FZEE-VILLAGE, 06320 F.

Galleries

John Batho

Batho ne photographie pas en couleurs, il photographie la couleur. Récurrence des bâches et paravents de Deauville, les « Parasols » et « Nageuses » l'incitent à approfondir ses recherches entreprises il y a sept ans. Plus abstraite, la série « Papiers » est l'objet d'un apurement des formes qui convie à prendre et à toucher.

Galerie Zabriske, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 février.

Delfino

De ses sculptures d'il y a vingt ans - lorsqu'il chargeait à mort ses fantômes en résine époxy noire - à aujourd'hui, c'est presque le jour et la nuit. Le jour n'étant d'ailleurs pas forcément du côté des œuvres récentes, petites et grandes compositions à géométries variables et tout naturellement faussées.

Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot, Paris 6^e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 février.

La lumière et la ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Devos. Pourtant c'est tard, la nuit, que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvretés, les solitudes qui viennent s'y briser. Evidemment l'exposition prête plutôt aux riches.

Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 49-00-15-98. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars.

Nunzio, Pizzi Cannella, Tirelli

Nunzio propose des reliefs muraux associant le bois et le plomb. Pizzi Cannella peint des apparitions. Tirelli donne dans le corps céleste. Les trois sont nés au milieu des années 50, travaillent à Rome, et n'ont pratiquement jamais exposé en France.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 14 mars.

Ulrich Rückriem

Les dernières stèles, les derniers blocs en granit ou en dolomite d'un sculpteur à qui la pierre suffit. Et il le dit, et il le montre avec force tout en faisant simple, opérant dans ses ateliers à ciel ouvert : deux ou trois carrières d'Allemagne, de Bretagne, d'Irlande, arpentant le travail à l'œil généralement un artiste l'entreprend.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-32-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

Seuphor

Si on reconnaît en lui l'écrivain, le poète et le critique ayant pris fait et cause pour l'abstraction dure et pure, dans les parages de Mondrian, on oublie souvent que Michel Seuphor, lui aussi, s'est plu à tirer des lignes. Et si le « dessin à lacunes » n'est pas une invention de lui, il y a mis quelque poésie qui le sort de l'exercice façon Bauhaus.

Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain, Paris 7^e. Tél. : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 février.

Rencontre Hans Hartung et Julio Gonzalez

Des dessins en quantité, des peintures et des sculptures de tout format y sont réunis, qui illustrent les rencontres et les échanges amusés, pendant vingt ans, entre le sculpteur espagnol et le peintre allemand, qui furent liés familialement. Un musée n'aurait pas mieux fait.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 mars.

Régions

Calais

Hannah Höch

En 1912, Hannah Höch est à Berlin ; en 1915, elle y rencontre Raoul Hausmann ; et dès 1917-1918, elle réalise, dans la mouvance de Dada, des collages abstraits à base de dentelles et de feuilles de patrons de mode, puis ses premiers photomontages ironiques à souhait en regard de la société et du sort réservé en particulier à la femme-artiste.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, 28, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-45-52-00. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 17 février.

Grenoble

Sarkis

« Scènes de nuit, scènes de jour », ce douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projecteurs.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février.

Nîmes

Jean Degottex

Comment, au milieu des années 50, Jean Degottex s'arracha à l'abstraction lyrique, prit l'exemple des calligraphes, se nourrit surtout de philosophie extrême-orientale, canalisa son geste pictural, voulut le Vide. Ces années (une décennie) de recherche autour du langage de l'écriture sont évoquées à Nîmes en une cinquantaine de peintures et quinze dessins.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 mars.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Antenne Douane quelques cinq cents « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottements et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Antenne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 février.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Ryman notamment ; et à exposer le Land Art, et Buren, et Turrell, et Deuze, et bien d'autres, dont Combas et Barcelo ; et à simer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tournai, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Brecrette « Architecture » Frédéric Edelmann.

ARTCURIAL, 9, AVENUE MAGNON 75008 PARIS

ZAO WOUKI

PEINTURES

6 février / 28 mars

Tél. : (1) 42 97 10 04 (tél.) 048 4337 145 (1) 43 57 29 81

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

DES

Le Monde LIVRES

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

RELAIS BELLMAN 37, rue François-I^{er}, 8^e 47-23-54-42 F. sam. dim. Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Salades aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour.

TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9^e F/dim., lundi soir 48-78-42-93/34-61 ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS. CRUSTACÉS. PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la mer le soir 130 F TTC.

YVONNE 37, rue Bassano, 16^e F. ven. soir et sam. 47-20-98-15 Vielle cuisine de tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et gibiers en saison. Foie gras frais, coq au vin. Carte 300/350 F. Diplôme club P. Montagné. OUVERT DIM.

EL PICADOR 80, bd des Batignolles, 17^e Ouv. du merc. au dim. soir 43-87-38-87 Jusqu'à 22 h une PAELLA-VALENCIANA Fantastique et une cuisine d'une grande finesse : ZARZUELA, BACALAO, vins d'Espagne. 34 ans de renommée parisienne. Cite par les guides.

RIVE GAUCHE

NOUVEAUX LES GAULOIS 46-33-46-87 et 46-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

LE MAHARAJAH 43-54-26-07 12 h à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F.

LE SYBARITE 6, rue du Sabot, 6^e F/sam. midi et dim. 42-32-21-56 AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVI^e à Dé. d'objets, diners aux chaudières. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 108 F. SOIRÉE JAZZ en live de semaine.

RESTAURANT THOUILLERIE 47-45-44-75 74, rue Saint-Dominique, 7 Spécialité de coq au vin et de macaron au coq au vin. Soir jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. acc. continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.J.L. 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons CHOUCRUTES, grillades POISSONS DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES Pâtisserie - Grands crus d'Alsace

LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES sous L'ANNÉE POISSONS DU MARCHE Plus traditionnels. Vins à découvrir. DÉCOR « brasseur de bière » JARDIN D'HIVER T.J.L. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

DISQUES

superposition de voix émancipées l'une de l'autre et qui auraient échappé, par une sorte d'aberration de l'histoire, à l'attraction de l'harmonie horizontale et de la tonalité qui existaient déjà au temps de Palestrina. Donc, une musique plus « archaïque » que sa référence, ou une musique plus « actuelle » qu'elle par son atonalisme. Le genre de paradoxes temporels qu'affectionne Arrigo, lui qui se dit lui-même « moderne et non contemporain ».

1 CD Erato 2292-4623-2.

A. R.

Palmarès de l'année
Edition 92

Œuvres intégrales de Vivaldi, Bach, Mozart, Haydn, Beethoven, Schubert, Chopin, Brahms, Berlioz, Liszt, Strauss, Janáček, Mahler – Extraits d'œuvres de Monteverdi, Mozart, Schubert, Beethoven, Liszt, Moussorgski, Rimski-Korsakov.

Par The English Concert, Kenneth Gilbert, John Eliot Gardiner, le Chœur Amadeus, Maria Jose Pires, Herbert von Karajan, Wilhelm Kempff, Fritz Wunderlich, Krystian Zimerman, Jean-Marie Lussada, Francis Frcasay, Anne-Sophie von Otter, Lynn Zilberstein, James Levine, Maurizio Pollini, Rudolf Pirkuszyk, Gidon Kremer, Martha Argerich, Karl Böhm, Cheryl Stauder, Claudio Abbado, Leonard Bernstein, Seiji Ozawa, etc.

Ne pas se fier au sous-titre du coffret : cette édition 92 regroupe des enregistrements publiés en 1991. Ils ont en commun d'avoir été couverts de prix par les revues spécialisées. Ce coffret joliment présenté est vendu en offre spéciale. Une aubaine pour le mélomane : la variété des genres retenus, qui couvrent près de trois siècles de l'histoire de la musique, le dispute à la qualité des interprétations presque toutes données intégralement (un seul disque compact d'extraits). Placées dans le changeur automatique d'un autoradio, ces six heures de musique apporteront de la fantasia au voyageur.

1 coffret de 5 CD Deutsche Grammophon 438 608-2.

A. Lo.

Country

Garth Brooks
Ropin' the Wind
C'est l'homme qui empêche Michael Jackson de s'installer au sommet des hit-parades. Depuis la sortie de *Ropin' the Wind* (en français, « Prendre le vent au lasso ») aux États-Unis, il y a quatre mois, Garth Brooks en a vendu cinq millions d'exemplaires. Cette résurgence de la musique country ne



Girolamo Arrigo.

peut surprendre que par ses proportions. Malgré ses replis cycliques sur sa base de Nashville, le genre est vivace, assez pour sortir de son lit de temps en temps et ramener dans les foyers américains les archétypes de la campagne telle que la rêvent les États-Unis.

Très bien entouré (musiciens de Nashville à la virtuosité confondante de discrétion), s'approvisionnant en chansons chez les meilleurs fournisseurs (et mettant lui-même la main à la pâte), Garth Brooks est un jeune homme lisse, comme sa voix parfaitement contrôlée, tellement contrôlée que sa retenue, sa virtuosité, ressemblent parfois à du détachement. Il recycle les mythes du country, celui du *redneck* exilé dans la grande ville (*Alabama Clay*, tellement conformiste que l'on dirait une parodie comme en comédie de temps en temps Randy Newman) ou le drame familial au foyer d'un routier (*Papa Loved Mama*, qui se termine sur ces deux vers inoubliables : « *Mama's in the graveyard/Papa's in the pen* » – « *Maman est au cimetière/Papa est en taule* »).

Parce que les frontières entre genres sont poreuses, Brooks reprend *Shameless*, de Billy Joel, avec des chœurs gosses, par moments les guitares prennent le large, se croyant sans doute sur un disque rock. Mais *Ropin' the Wind* reste un disque country par son attachement au quotidien des banlieues et des petites villes, son respect de la disci-

pline du son et, surtout, par ce sens du pèche qui plane au-dessus de toutes ces histoires, qu'elles parlent d'adultère ou de rodéo.

Capitol/EMI CDP 7 98468 2.

Emmylou Harris
and the Nash Ramblers

At the Ryman

Le Ryman Theater de Nashville compte parmi les lieux saints de la country music avec le Grand Ole Opry. Emmylou Harris y a enregistré un long disque avec les Nash Ramblers. Cet assemblage de virtuoses (parmi lesquels deux vétérans de la scène country rock, Al Perkins et Sam Bush) garantit une tenue musicale irréprochable.

Et, de fait, les clients ne pourront rendre ce disque pour cause de « pains » : pas un poil ne dépasse, pas un noeud de bandana à refaire. Mais à force de rigueur, à force de vouloir se tenir au texte musical, la voix d'Emmylou Harris, le jeu du groupe, se font géométriques, secs, désincarnés. Ce qui pourrait à la rigueur convenir au *Clavier bien tempéré*.

Reprise/WEA 7599-26664-2.

T. S.

Rock

Kat Onoma

Billy the Kid

Jack Spicer fut un poète méconnu de la côte Ouest des États-Unis. Kat Onoma est un groupe de rock français et intellectuel (comme dans « qui réfléchit »). D'une série de textes qui tournent autour de la légende de Billy the Kid, le groupe a fait un disque.

Les textes dépouillés évoquent le fantôme de Dylan, qui fut Alias, complice de Billy, dans le film de Peckinpah. Mais ce n'est qu'un spectre, la manière dont Spicer isole les mots prend le contrepied des déferlements paroxystiques de l'auteur de *From A Buick 6*. La musique, un rock à l'américaine dense et introverti, est assez proche de celle que Lou Reed pratique ces temps-ci.

On a rarement affaire à du rock français aussi sûr de lui, de sa direction. Peut-être parce que Kat Onoma s'appuie sur une parole, ne trébuche pas ses riffs et ses mélodies pour coller un yaourt plus ou moins euphonique. Sûrement parce que *Billy the Kid* est un concept album qui repose sur un vrai concept (sortie le 17 février).

FNAC Music 592 042.

T. S.

Jazz

Tom Harrell

Sail Away

A part *Yesterday*, de Jérôme Kern, et un morceau du pianiste Kenny Werner – c'est l'usage de faire cette fleur à un *sideman*, question de reconnaissance et de droits d'auteur, – Tom Harrell ne présente ici que ses propres compositions. Le trompettiste le plus mystérieux et le plus évident de toute la décennie a plus que cette force d'expression qui laisse dans une sorte d'état de sidération. Il a aussi une musique personnelle, un univers à lui où les marques suffisent à déplacer l'unité vers des autres : le nôtre. Parfois, une phrase longue, sinieuse, tranchée, paraît ne pas devoir finir. *Sail Away* a été enregistré aux Alligators le 26 avril 1991. Tom Harrell adresse des remerciements à son trio (avec Kenny Werner, Paul Imm et André Ceccarelli) parce qu'ils « se consacrent sans compromission à la musique ». Tout est dit.

1 CD, Musidisc 800252.

Gil Evans/
Lee Konitz

Anti-Héros en Heros

Il s'agit là de quinze pièces enregistrées à Greene Street, New York City, les 11 et 12 janvier 1980. Mingus, Ellington, Wayne Shorter, Gershwin, Chopin, Antonio Carlos Jobim en sont – avec les interprètes Gil Evans (piano) et Lee Konitz (alto et soprano) – les références d'auteurs. Chaque pièce échappe, bien entendu, à l'interprétation tout en étant rendue à sa purté par le génie propre des deux musiciens, par celui de la musique improvisée et par celui, enfin, de la rencontre : l'amitié, le face-à-face, le duo, le double jeu... *Anti-Héros et Héros* est un des moments les plus heureux, les plus graves de la musique contemporaine. C'est exactement l'inconnue du jazz, son point aveugle. Si les gens écoutaient ces quinze pièces de toutes leurs oreilles au lieu de désirer acheter le dimanche des disques qu'ils n'entendent plus, on n'en serait pas là.

2 CD, Verve 511622-2. Distribution Polygram.

F. M.

Chanson

Stella

Manneken Pis Not War
(Faisiez la mouche, pas la guêpe)

Le goût pour les jeux de mots affligeants est assez irrégulièrement réparti dans la population. On a même signalé des cas d'allergie, ce qui classe le disque du duo belge dans la catégorie des produits potentiellement dangereux.

Jusqu'ici, Jean-Luc et Mimi Fonck produisaient leurs chansonnettes avec des bouts de ficelle ou, plus précisément, avec les synthétiseurs rudimentaires que l'on trouve dans les rayons jouets aux alentours de Noël. *Manneken Pis Not War* est paré des atours d'un vrai disque rock, batterie et guitares hurlantes comme sur *Les bananes sont jaunes* (« mais les petits pois sont rouges »). Par son ampleur, cette accumulation de calembours navrant suffirait à faire de ce disque un objet hors du commun. En prime (une petite prime, certes), les Fonck arrivent à force de naïveté à une certaine élégance comme ce haïku consacré au fils de l'homme invisible (qui n'a « jamais vu son père »).

Bouche 512009 2 distribution Island/Polygram.

T. S.

QUE font les autres à accumuler les intégrales de Mozart et de Beethoven ? Non seulement, comment chasser ce faux problème quand on commence à mettre le nez dans une production discographique cartes marginales, cartes vouées à la réhabilitation de compositeurs de seconde zone, mais d'une singularité que l'on retient dans la banalité ambiante ?

Commençons tout en bas de l'échelle de Richter de nos coups de cœur. Stephen Heller, qu'ont admiré Schumann et Berlioz, qui fit partie de la bande de contestataires des Compagnons de David dans sa période allemande, et de la bohème parisienne pendant les quelques quarante dernières années de sa très longue vie (1813-1888). Heller qui était dans le jury quand Debussy passa son prix de piano au Conservatoire, composa beaucoup, évolua si peu qu'on le classerait volontiers, avec son maître Czerny, ou avec Moscheles, dans ce vaste corps professoral qui démonte des études à la chaîne. Paraphrases (sur des thèmes de Schubert, de Weber), variations sur un thème déjà varié – et tellement mieux ! – par Beethoven, préludes, études caractéristiques, tout cela est très fin et se mange sans faim, comme le dit cette ordure de Pâra Noël. Tout est ici, on le sent bien, beaucoup plus difficile à jouer qu'intéressant à écouter. Il est vrai que Catherine Joly ouvre pour ce bouquet de virtuosité fluide les vannes d'un jeu aussi tiède que privé de mousse.

Les paraphrases de Godowsky sont d'un autre intérêt, d'une autre complexité. Les toiles d'araignées

HELLER, GODOWSKY, ROPARTZ, REGER, SZYMANOWSKI...

Les petits maîtres font
les pianistes remarquables

de ce contrepoint aussi serré que tefabiscoté passent rageusement d'une main à l'autre. Leur ultime cruauté est qu'elles exigent de l'exécutant, sans cesse au bord du gouffre, autant d'humour que d'aristocratie désinvolte. Rian De Waal, pianiste néerlandais spécialiste des ascensions risquées, grimpe presque sans souffrance (apparente) jusqu'à la quarante-quatrième variation de cette *Passacaille* sur le thème d'introduction de l'*Inachevée* de Schubert, qui tenta Horowitz, mais dont le pianiste américain ne vint jamais à bout, dit-on. Succèdent au monstrueux mais si les contrées à peine plus paisibles de trois mélodies de Schubert transcrites pour le clavier (virtuosité proprement jubilatoire d'*Ungeculd*) et quelques autres petites choses grâtiées dont on vous laisse la surprise. De Waal a l'indépendance. Il n'a pas toujours le

chic. Mais les équilibristes ont tout de même le droit de grimacer.

Onze lignes à son sujet dans le recueil d'articles réuni par Actes Sud lors de la récente Biennale de la musique française de Lyon (1). Rien sur lui dans la jolie étude de Beauvois sur César Franck et son école (2). Le lecteur n'a jamais tout à fait ranié l'héritage wagnérien. Comme Dédost de Séverac, il composa une œuvre ténue et odorante. Et puis, il admirait fanatiquement, comme toute la bande, le père Franck : l'*Ouverture*, *Variations* et *Final* que vient d'enregistrer Françoise Thinat dans un disque-rétrospective (avec les *Musiques au jardin* et un nocturne sonnant tantôt comme les *Variations symphoniques*, tantôt comme *Prélude, choral et fugue* du papa. Elève

d'Yvonne Lefebvre, Françoise Thinat doit, elle, à sa maman ses basses de cathédrale, ses attaques profondes et une façon de surmonter quelques fautes techniques par un surcroît de souplesse et d'expressivité. Superbe, surprenante musique au demeurant.

Enfin vient, dans un grand son d'éternement, Jerzy Sterczynski, pianiste polonais de trente-quatre ans, jeu impressionnant, tout de puissance carrée, fait pour les grands cycles brahmsiens, les Bach-Busoni, la grosse cavalerie allemande. Magnifique, donc, dans les monumentales *Variations* sur un thème de Telemann, de Max Reger, dont on comprend qu'on ait pu à une certaine époque éprise d'ordre les placer sur un piédestal. Szymanowski – autre Polonais – pensait encore plus à Liszt qu'à Debussy quand il composa son Opus 10, *Variations sur un thème folklorique polonais*. Le jeune autochtone en donne une exécution professorale, pas vraiment aérée, mais d'une autorité sans appel.

ANNE REY

(1) *Cent quarante ans de musique française (1789-1939)*, actes des colloques de la Biennale de la musique française, Lyon, 1991. Actes Sud, 128 F.

(2) *Prélude, aria et final avec César Franck, cinquante ans de musique française (1830-1880)*, par Jean-Léon Beauvois, Presse universitaires de Grenoble, 1990, 120 F.

* Stephen Heller : 1 CD Accord 201 592. Leopold Godowsky : 1 CD Hyperion A 66 496. Guy Ropartz : 1 CD Arion ARN 68 184. Max Reger, Karol Szymanowski : 1 CD Le Chant du Monde LDC 278 1070.

RICHARD DESJARDINS
Tu m'aimes-tu...«Voilà l'homme que la France va découvrir
et nécessairement aimer»

Thierry SECHAN

LES 11, 14 ET 15 FÉVRIER A 18 H
AU THEATRE DE LA VILLE

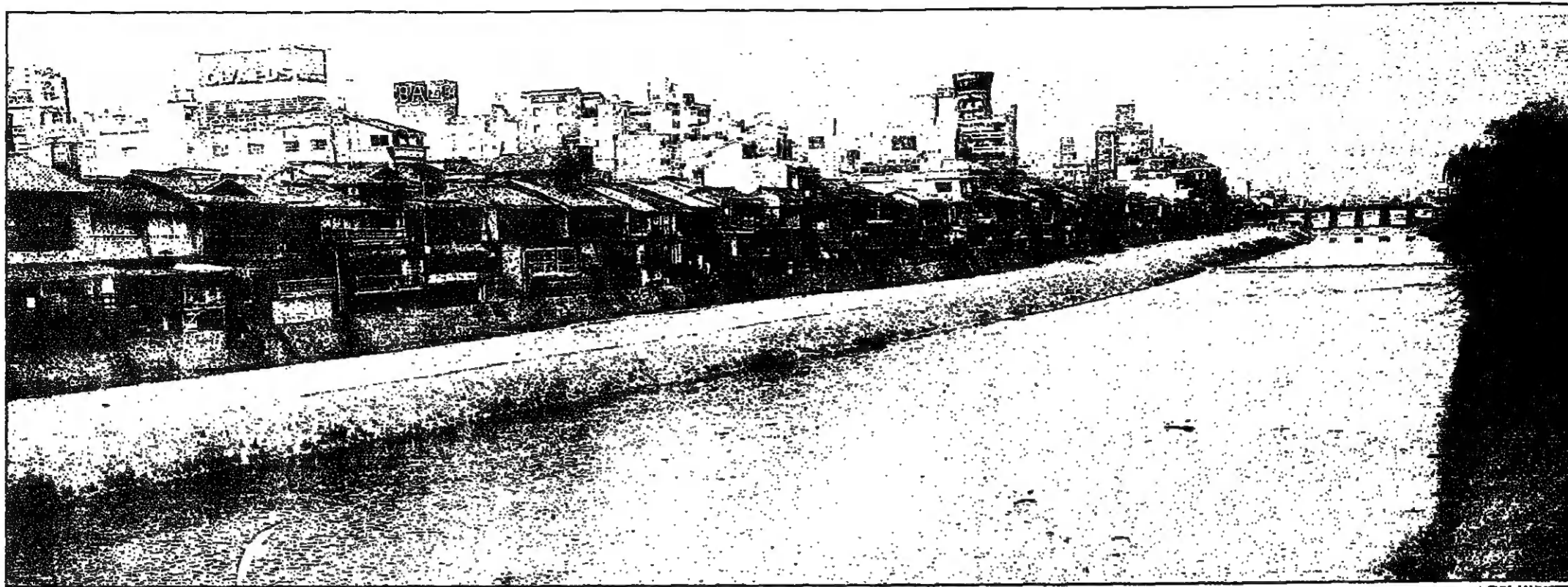
(LOCATION AU 42.74.22.77)



Disponible en CD, K7.

BAC
SUD FRANCE

PATRIMOINE



GUY JAUMOTTE

Kyoto, trahie par ses bonzes

L'ancienne capitale impériale, dont Rudyard Kipling écrivait qu'elle était « la perle de l'Orient » croule aujourd'hui sous le nombre des touristes et le poids de la spéculation foncière. On ne compte plus les outrages irréparables qu'elle a déjà subis et les menaces qui pèsent sur les restes de sa glorieuse harmonie. Qui arrêtera les promoteurs, venus de Tokyo, qui ont fait de Kyoto le terrain de leurs nouvelles conquêtes ?

KYOTO

de notre envoyé spécial

COMME Venise s'enfonçant dans ses eaux, Kyoto, l'ancienne capitale impériale, disparaît progressivement sous le béton. Il y a vingt ans, Kyoto n'était déjà plus une ville où, comme à Florence, on entrait de plain-pied dans l'Histoire. Sa beauté était un archipel : des jardins de temples discrets – la ville en compte plus d'un millier – aux ruelles de quartiers oubliés.

Aujourd'hui, le patrimoine de la grande tradition – temples ou monastères célèbres, le palais impérial, quelques quartiers préservés – demeure certes. Mais ce qui faisait le charme attachant de cette ville dont Kipling disait qu'elle était la « perle de l'Orient » disparaît : ses vieilles maisons, ses quartiers d'artisans. Là aussi était son patrimoine, peut-être le plus extraordinaire : sa mémoire vivante.

La spéculation foncière partie de Tokyo a gagné Kyoto et les promoteurs, non contents de rendre méconnaissables des quartiers entiers – tel que Nishijin, le quartier des artisans de la soie, – ravagent aujourd'hui une autre des beautés de la ville : son site.

Au creux d'une cuvette, Kyoto, construite au huitième siècle sur le modèle en damier de Xi'an – l'ancienne capitale impériale chinoise connue pour son armée de terre cuite, – était une ville basse où les habitants pouvaient jouir du spectacle des petites montagnes qui la cerrent, excepté au sud. De nombreux édifices de Kyoto jouaient d'ailleurs de la technique esthétique japonaise d'« emprunt au paysage » (*shakkei*) qui consiste à intégrer la construction humaine dans son environnement naturel, le bâtiment ou le jardin s'inscrivant sur l'arrière-fond d'une colline ou d'une forêt.

Ce troisième plan n'est pas seulement un décor, mais une partie intégrante de l'effet esthétique, donnant au jardin par exemple sa profondeur. Dans une ville géométrique où l'on s'oriente d'après les points cardinaux, ces butées visuelles étaient aussi des repères topologiques.

La bataille que suscite la reconstruction du Kyoto Hôtel, dans le centre de la ville, est révélatrice d'une prise de conscience encore débouillante des dégâts irréparables dont a souffert la ville, et qu'elle s'apprête encore à subir. La question de la hauteur du nouvel hôtel (60 mètres) est au centre d'une contro-

verse entre les promoteurs et l'association bouddhiste, opposée à un projet qui risque d'endommager davantage l'esthétique d'ensemble de la ville.

La bataille, depuis la semaine dernière, a pris une dimension quasi internationale : le ministre de l'économie et des finances français, M. Pierre Bérégovoy, en visite au Japon, s'étant fait le porte-parole des moines supérieurs du premier ministre Miyazawa, inaugurant ce qu'un confrère a nommé le « droit d'ingénierie écologique ».

En novembre, les grands temples de Kyoto avaient menacé d'interdire l'entrée de leurs sites aux clients du Kyoto Hôtel. La direction de celui-ci sembla alors prête à réduire de 10 mètres la hauteur du futur bâtiment. Trois jours plus tard, elle revenait sur sa décision. Invoquant le coût d'une telle modification. Les bonzes menacent à nouveau de fermer les temples aux clients de l'hôtel : les touristes japonais affectionnant les voyages organisés, cette menace peut avoir des effets dissuasifs sur les agents de voyage.

Capitale impériale du Japon pendant mille deux cents ans (de 794 à 1868), Kyoto a souffert par la suite d'un fort déclin économique. Épargnée par les bombardements américains, l'ancienne capitale demeure la cité historique par excellence, la « ville-âme » visitée chaque année par quarante millions de touristes.

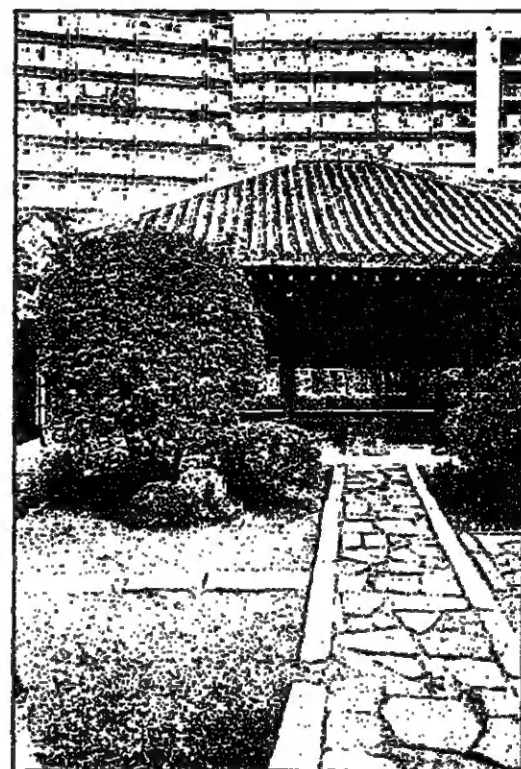
L'affaire du Kyoto Hôtel se double d'une autre : la reconstruction de la gare qui, elle aussi, dépassera les normes de hauteur du quartier, « à lire exceptionnel et parce qu'il s'agit d'un édifice à usage public », fait-on valoir à la mairie. Il existe assurément à Kyoto des règlements de protection du patrimoine culturel, des zones protégées, telles que les monts environnants, et des quartiers où les normes de construction sont strictes (1).

Ces règlements, souvent élaborés sous la pression des associations d'habitants – notamment après qu'il ait été construit, au début des années 60, une monstrueuse tour de 113 mètres dominant la ville, – ont une efficacité limitée. A la dégradation par une construction anarchique s'ajoute la pollution des étangs des jardins, comme celle du célèbre lac Biwa, voisin, dont les rives sont par ailleurs dévastées par les constructions.

D'exceptions en dérogations, on s'oriente aujourd'hui vers une remise en cause de fait des normes de hauteur (45 mètres dans certains quartiers, 60 mètres dans d'autres). La dégradation prend de telles proportions qu'une partie de la population commence à s'émouvoir.

Une association de citoyens opposés aux bâtiments de grande hauteur s'est créée en 1989. Elle regroupe une trentaine d'organisations de quartier, sous la présidence de l'architecte Uzuo Nishiyama, professeur honoraire à l'université de Kyoto. L'association, pré-occupée par le surgissement de nouveaux immeubles, exige une « charte d'urbanisme ». C'est la première fois, souligne le quotidien *Asahi* dans un éditorial, que le million et demi d'habitants de Kyoto se mobilisent. La bataille des hauteurs n'est qu'un abcès de fixation, symptôme d'une gangrène beaucoup plus sournoise qui guette Kyoto : la perte de son identité.

La défense du patrimoine se heurte au Japon à des



JEAN-FRANÇOIS GATE

difficultés particulières : ce pays n'accorde pas à la pérennité matérielle la même valeur que l'Occident. Le Japon ignore le culte de la ruine. Imprégné de bouddhisme, il accepte au contraire le travail du temps, la disparition physique de toute chose. L'éphémère, ferment de son esthétique, est au contraire ce qui donne sa valeur à la vie. Dès lors, ce qui se transmet est une connaissance, une technique, l'essence d'un objet plus que sa matérialité.

« Longtemps, la disparition a été symbole de renouveau, comme par exemple la reconstruction, tous les vingt ans, du sanctuaire d'Ise. Avec l'industrialisation, l'urbanisme n'a été conçu que comme synonyme de modernisation. La défense du patrimoine n'a jamais été intégrée à la planification urbaine », estime le professeur Nishiyama.

La course au développement, des soucis légitimes d'amélioration des conditions d'habitat, la lourde taxation des héritages qui oblige souvent à se dessaisir du bien immobilier (ou à rentabiliser le terrain par la construction d'un immeuble) ont concouru à la métamorphose des villes japonaises. Kyoto n'y a pas échappé. La hausse des prix de l'immobilier, alimentée par l'arrivée des capitaux de Tokyo, a aggravé le phénomène.

Selon l'architecte Toshinori Nakamura, « les grands temples ne sont pas les seuls biens culturels de Kyoto. Il y a aussi les maisons traditionnelles (*machi-ya*) qui ont constitué des modèles pour le reste de l'architecture urbaine du pays. Dans quelques années, elles auront pratiquement disparu. Kyoto aura alors perdu l'un de ses plus grands charmes ». Aujourd'hui, seules des familles aisées peuvent se permettre de conserver les maisons traditionnelles. Celles, populaires, des quartiers d'artisans ont disparu avec le repli de leurs activités.

Il existe des mesures destinées à la préservation de telle ou telle maison, mais non de rue, encore moins de quartier. En dépit de ces règlements, la municipalité ne contrôle pas l'effervescence des constructions, dont les styles « baroques » détruisent l'harmonie – ou ce qu'il en restait – de la ville. Les rives de la rivière Kamo, autrefois haut lieu culturel (où naquit le théâtre kabuki), sont un triste exemple de cette destruction : vue des terrasses des restaurants donnant sur la rivière du vieux quartier de Ponto-cho, l'autre rive offre l'affligeant spectacle des néons de quelques salles de pachinko (machine à sous) de la nouvelle avenue Kawabata.

Une partie des habitants, notamment les plus démunis, dénoncent l'« égoïsme des intellectuels » et

s'opposent à une extension des quartiers préservés qui aurait pour effet de faire chuter le prix du terrain, puisqu'on ne peut pas le rentabiliser par une construction en hauteur. S'il n'y a pas de consensus parmi les habitants, le mouvement des défenseurs du patrimoine culturel de Kyoto est également loin d'être homogène. L'association du professeur Nishiyama, par exemple, tient à se démarquer de l'association bouddhiste.

Les bonzes des temples les plus connus – baptisés « temples à touristes » (*kanko-dera*) – se sont déconsidérés au milieu de la décennie écoulée lorsqu'ils fermèrent leurs sites pour protester contre une taxation de la municipalité destinée à la protection du patrimoine. Evoquant le principe de séparation des religions et de l'Etat exonérant d'impôt temples et sanctuaires, ils affirmaient que les visiteurs n'étaient pas des touristes mais des croyants. Une casuistique complaisante qui ne trompait personne. Le risque de ruine du tourisme était trop grand et la ville céda.

Les moines constituent certes une force dans cette ville des temples. Au Moyen Âge, ils avaient leurs propres armées et l'adage voulait qu'à s'attaquer à eux, le pouvoir ne pouvait que perdre. Aujourd'hui, les bonzes sont entrés en guerre avec le Kyoto Hôtel, mais ils n'ont pas bonne presse pour autant dans une ville foncièrement conservatrice et fermée où les langues de vipères sont légion : la rumeur veut qu'ils ne soient pas les derniers à fréquenter, en civil, les quartiers nocturnes, dépensant des fortunes dans les « maisons de thé ».

L'inconduite des moines est certes un thème littéraire traditionnel (des romans et pièces de théâtre d'autrefois au Pavillon d'or de Mishima). Mais il y a aussi des personnalités remarquables et respectées, comme l'était le moine Onishi, supérieur du temple Kiyomizu. En tout cas, les temples sont immensément riches (le Sanzen-in, célèbre pour ses érables rouges, encaisse 8 millions de yens par jour en saison) et les bonzes ne sont pas les derniers, dit-on, à s'adonner à la spéculation foncière. Leur association a d'ailleurs pour conseiller un promoteur immobilier des plus suspects.

Pour M. Nishiyama, tant qu'il n'y aura pas une réelle « vision » de l'urbanisation de Kyoto, le saupoudrage des réglementations ne changera rien à la destruction continue dont la ville est victime. Peu à peu, le centre de la ville se dépeuplera davantage.

La municipalité poursuit exclusivement, pour sa part, une politique d'attraction touristique. Sans une politique nationale dépassant le cadre d'une municipalité trop sensible aux pressions des promoteurs, Kyoto risque de devenir une ville-musée, sans âme, exposant, dans quelques zones réservées, ses charmes enfus aux cohortes de touristes.

PHILIPPE FONS

(1) Lire l'article de Claire Gallian, « Système de protection du patrimoine dans la ville japonaise » dans la *Qualité de la ville, urbanité française, urbanité japonaise*, Maison franco-japonaise, 1987.